

# SÉNAT

## DÉBATS PARLEMENTAIRES

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

---

---

QUESTIONS  
remises à la présidence du Sénat



RÉPONSES  
des ministres aux questions écrites



**PREMIER  
MINISTRE**

Direction de l'information  
légal et administrative

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

# Sommaire

<b>1. Questions orales</b>	6113
<b>2. Questions écrites</b>	6133
<i>Index alphabétique des sénateurs ayant posé une ou plusieurs questions</i>	6119
<i>Index analytique des questions posées</i>	6126
<b>Ministres ayant été interrogés :</b>	
Action et comptes publics	6133
Agriculture, agro-alimentaire et souveraineté alimentaire	6134
Aménagement du territoire et décentralisation	6138
Autonomie et personnes handicapées	6139
Économie, finances, souveraineté industrielle, énergétique et numérique	6139
Éducation nationale	6142
Enseignement supérieur, recherche et espace	6144
Europe et affaires étrangères	6144
Fonction publique et réforme de l'Etat	6145
Intérieur	6146
Intérieur (MD)	6150
Justice	6150
PME, commerce, artisanat, tourisme et pouvoir d'achat	6152
Ruralité	6154
Santé, familles, autonomie et personnes handicapées	6154
Sports, jeunesse et vie associative	6160
Transition écologique, biodiversité et négociations internationales sur le climat et la nature	6160
Transports	6161
Travail et solidarités	6161
Ville et Logement	6163
<b>3. Réponses des ministres aux questions écrites</b>	6180
<i>Index alphabétique des sénateurs ayant reçu une ou plusieurs réponses</i>	6165
<i>Index analytique des questions ayant reçu une réponse</i>	6173

## Ministres ayant donné une ou plusieurs réponses :

Aménagement du territoire et décentralisation	6180
Armées et anciens combattants (MD)	6182
Autonomie et personnes handicapées	6184
Culture	6191
Éducation nationale	6195
Enseignement supérieur, recherche et espace	6198
Europe et affaires étrangères	6199
Industrie	6214
Intérieur	6215
Justice	6223
Transition écologique	6232
Transition écologique, biodiversité et négociations internationales sur le climat et la nature	6236
Travail et solidarités	6241
Ville et Logement	6243

# 1. Questions orales

## REMISES À LA PRÉSIDENTE DU SÉNAT

### (APPLICATION DES ARTICLES 76 À 77 DU RÈGLEMENT)

#### *Prise en charge des sapeurs pompiers professionnels blessés en service au regard de l'entrée en vigueur de la loi*

**839.** – 18 décembre 2025. – **M. Pascal Martin** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur la question de la prise en charge des sapeurs pompiers professionnels blessés en service au regard de l'entrée en vigueur de la loi. L'article L. 822 -30 du code général de la fonction publique prévoit « qu'à sa demande et sous réserve d'un avis médical favorable, un fonctionnaire peut bénéficier d'une formation ou d'un bilan de compétence ou pratiquer une activité durant un des congés prévus aux sections 1 à 4, en vue de sa réadaptation ou de sa reconversion professionnelle ». Cet article n'indique pas si des décrets d'application sont nécessaires. Il faut pour se faire, revenir aux principes généraux de l'article L. 9 du code général de la fonction publique (CGFP) qui dispose que sauf dispositions contraires, les modalités d'application du présent code sont déterminées par décret en Conseil d'État. Auparavant dans l'ancien article 85-1 issu de la loi n° 83-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, modifié par la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique, il était possible d'appliquer cette disposition directement sans décret d'application. En effet cet article prévoyait que « pendant son congé pour raison de santé, le fonctionnaire peut, sur la base du volontariat et avec l'accord de son médecin traitant suivre une formation ou un bilan de compétences ». L'ordonnance n° 2020-1447 du 25 novembre 2020 a modifié l'article 85-1 et a renvoyé aux différents ministres concernés la responsabilité de prendre des décrets d'application. Depuis la codification du 1<sup>er</sup> mars 2022 des lois statutaires de la fonction publique, l'article L. 822-30 du CGFP ne fait pas mention d'un renvoi à un décret d'application. Il lui demande en conséquence, si l'article L. 822-30 est suffisamment précis pour autoriser le fonctionnaire à suivre une formation, ou s'il estime qu'un décret d'application est nécessaire.

6113

#### *Situation alarmante des enfants pris en charge par l'aide sociale à l'enfance*

**840.** – 18 décembre 2025. – **M. Joshua Hochart** attire l'attention de **Mme la ministre de la santé, des familles, de l'autonomie et des personnes handicapées** sur la situation alarmante des enfants pris en charge par l'aide sociale à l'enfance (ASE). Depuis plusieurs années, de nombreux rapports et décisions de justice mettent en lumière des dysfonctionnements structurels au sein du dispositif chargé de protéger les mineurs les plus vulnérables via l'aide sociale à l'enfance. Ces dernières semaines encore, plusieurs affaires particulièrement préoccupantes ont mis en évidence des cas de maltraitance au sein même de structures ou de familles d'accueil pourtant censées garantir la sécurité des enfants confiés. Il a ainsi été récemment révélé qu'un enfant placé avait été humilié par le rasage forcé de sa tête, dans un foyer à Paris. Tandis qu'un autre cas, plus dramatique encore, concernait un mineur enfermé puis placé dans une machine à laver par ses parents, une famille suivie par l'ASE, depuis la naissance de l'enfant, suscitant une profonde indignation dans l'opinion publique. Ces événements révèlent des failles majeures dans la capacité de l'institution à assurer un contrôle rigoureux et constant des conditions d'accueil. Ils soulèvent également la question cruciale de l'orientation des mineurs : en effet, il apparaît que des enfants victimes de violences intrafamiliales sont trop souvent placés dans les mêmes structures que des adolescents ou enfant présentant des comportements relevant de la petite délinquance. Cette cohabitation forcée, dénoncée par de nombreux professionnels, fragilise encore davantage les enfants les plus vulnérables, accroît les tensions et peut mettre en danger aussi bien les mineurs que les équipes éducatives. Aussi, il lui demande si le Gouvernement entend réformer de manière urgente et ambitieuse les mécanismes d'orientation des enfants confiés à l'ASE, afin de garantir une séparation claire entre les mineurs nécessitant une protection contre la maltraitance et ceux devant faire l'objet d'un accompagnement éducatif renforcé en raison de faits délinquants. Il souhaite également savoir quelles mesures seront prises pour renforcer les contrôles, notamment dans les familles d'accueil et les établissements associatifs, afin de prévenir la répétition de situations dramatiques. Enfin, il l'interroge sur l'opportunité d'autoriser, dans un cadre légal sécurisé, les parlementaires à visiter les établissements médico-sociaux accueillant des mineurs et jeunes majeurs, à l'image de ce qui est déjà prévu pour certains lieux de privation de liberté. Une telle possibilité permettrait d'assurer un contrôle supplémentaire, de renforcer la transparence et de

garantir la bientraitance des enfants confiés à la responsabilité de l'État. Il le remercie de lui indiquer les mesures concrètes que le Gouvernement compte mettre en oeuvre pour assurer une protection enfin effective des enfants placés.

### *Protection des victimes du narcotrafic*

**841.** – 18 décembre 2025. – **Mme Marie-Arlette Carlotti** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur ce qui se passe à Marseille, comme dans tant d'autres villes. Les citoyens vivent une double fracture : une fracture sociale, qui mine la confiance dans les institutions, et une fracture sécuritaire, qui fragilise jusque dans leur vie quotidienne celles et ceux que la République devrait pourtant protéger. Dans de nombreux quartiers populaires, une jeunesse sans perspective, désœuvrée et sans avenir, tombe parfois sous la coupe des réseaux criminels, tandis que des mères luttent, bien seules, pour empêcher leurs enfants de plonger dans la délinquance. Les habitants vivent sous la coupe réglée des narcotrafiquants, terrorisés, pris en otage, avec la peur d'une balle perdue ou d'une exécution par procuration. Désormais même des élus craignent pour leur sécurité et celle de leurs proches. La mort de Mehdi Kessaci a résonné à Marseille comme une menace collective, rappelant la gravité de la situation actuelle. Ce ne sont pas de nouvelles annonces ou des opérations coup de poing sans lendemain qui sont attendues de la part du Gouvernement, mais une stratégie cohérente et durable. Cela commence par le retour d'une véritable police de proximité : une police formée, présente, insérée dans les quartiers, capable de prévenir et de sécuriser. Comme celle qu'avait instaurée Lionel Jospin et qui a fait ses preuves avant d'être supprimée pour des raisons idéologiques. Elle lui demande alors, si le Gouvernement est prêt à rétablir une police de proximité qui accompagne et protège les citoyens dans leur vie quotidienne. À Marseille, l'État est devenu illisible. La suppression du préfet de police intervenue sous l'autorité de son prédécesseur, M. Retailleau, a fragmenté la chaîne de commandement et compliqué la coordination indispensable face au narcotrafic. Cette évolution est intervenue alors même que la France atteignait un point de bascule en matière de sécurité et que de nombreux sénateurs alertaient sur la gravité de la situation. Elle lui demande en conséquence si le Gouvernement envisage la réinstallation d'un préfet de police à Marseille afin de restaurer la clarté de l'autorité de l'État et l'efficacité de l'action publique face au narcotrafiquants.

6114

### *Conséquences de la réforme annoncée du système d'assurance maladie suisse, dite LAMal, sur les salariés frontaliers français*

**842.** – 18 décembre 2025. – **M. Cyril Pellevat** interroge **Mme la ministre de la santé, des familles, de l'autonomie et des personnes handicapées** sur les conséquences potentielles de la réforme annoncée du système d'assurance maladie suisse, dite LAMal, sur les salariés frontaliers français. Selon le projet soutenu par le canton de Genève, à compter de 2028, les assurés résidant à l'étranger, parmi lesquels figurent les frontaliers travaillant en Suisse, seraient intégrés au mécanisme de « compensation des risques » de la LAMal, jusqu'ici appliqué uniquement aux résidents suisses. Cette réforme a pour objectif d'assurer une répartition plus équitable des coûts d'assurance maladie entre cantons suisses, mais elle pourrait avoir pour effet collatéral une hausse substantielle des primes pour les frontaliers. Des estimations publiées récemment évoquent une augmentation possible de 60 à 65 % des cotisations pour les assurés frontaliers genevois. En Haute-Savoie, où résident plusieurs dizaines de milliers de frontaliers, cette évolution représenterait une charge supplémentaire considérable sur le budget des ménages, avec un impact direct sur le pouvoir d'achat, l'attractivité de l'emploi frontalier et la compétitivité transfrontalière des entreprises locales. Par ailleurs, la réforme s'inscrit dans un contexte de renégociation des conventions bilatérales franco-suisses en matière de sécurité sociale et de santé, et suscite de vives inquiétudes au sein des associations de frontaliers, qui appellent à des mesures transitoires ou à un accompagnement spécifique afin de limiter les effets économiques pour les travailleurs concernés. Dans ce contexte, il lui demande quelles initiatives le Gouvernement entend prendre pour que la réforme suisse ne se traduise pas par une augmentation disproportionnée des primes pour les frontaliers français et pour soutenir les frontaliers et les entreprises concernées face à l'impact économique prévisible.

### *Conformité des jouets mis en vente*

**843.** – 18 décembre 2025. – **M. Fabien Genet** attire l'attention de **M. le ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce, de l'artisanat, du tourisme et du pouvoir d'achat** sur la conformité des jouets mis en vente. Depuis plusieurs mois, les scandales à répétition touchant certaines grandes places de marché en ligne extra-européennes mettent en lumière l'ampleur du non-respect des normes de sécurité et de conformité applicables aux produits vendus sur notre territoire, en particulier dans le secteur des jouets et de la puériculture. Les enquêtes

menées par la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF), comme les tests réalisés par des associations de consommateurs et par la fédération européenne des fabricants de jouets, révèlent des taux de non-conformité massifs, parfois supérieurs à 90 %, et l'existence de risques graves pour la santé et la sécurité des enfants : petites pièces dangereuses, accès aux piles bouton, substances cancérigènes interdites, ou encore produits pourtant signalés comme dangereux mais toujours disponibles à la vente. Si le Gouvernement a engagé des actions, notamment par le renforcement ponctuel des contrôles ou par des initiatives au niveau européen, force est de constater que ces mesures demeurent insuffisantes au regard d'un modèle économique reposant sur le non-respect structurel des règles. Dans ce contexte, de nombreux acteurs économiques appellent à la mise en place d'un mécanisme dissuasif et pérenne, consistant notamment à prévoir le déréférencement automatique des places de marché lorsque les autorités constatent un taux significatif de produits non conformes, déréférencement qui ne serait levé qu'après preuve du respect effectif des normes. Aussi, il lui demande si le Gouvernement entend soutenir l'instauration d'un tel mécanisme, au niveau national ou européen, afin de responsabiliser réellement les plateformes, de protéger nos consommateurs, en particulier les enfants, et de garantir une concurrence loyale avec les entreprises respectueuses de nos règles.

### *Clarification des règles de plafonnement de la CSG et de la CRDS applicables aux travailleurs frontaliers polypensionnés*

**844.** – 18 décembre 2025. – **Mme Véronique Guillotin** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique** sur la nécessité de clarifier les règles de plafonnement de la contribution sociale généralisée (CSG) et de la contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS) applicables aux travailleurs frontaliers polypensionnés. Les travailleurs frontaliers contribuent fortement à la vitalité économique de nos régions. Leur rôle est déterminant pour l'équilibre de nombreux bassins d'emploi, et les revenus qu'ils génèrent participent directement à la dynamique économique française. Néanmoins, ils font l'objet de récentes annonces, notamment fiscales, qui les plongent dans l'inquiétude et l'incertitude quant à l'évolution des règles qui leur sont applicables. Ces interrogations sont particulièrement vives pour les travailleurs frontaliers retraités polypensionnés, dont les pensions sont soumises aux prélèvements sociaux. La jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne, et notamment l'arrêt Nikula, qualifie la CSG et la CRDS de cotisations sociales et encadre leur application aux personnes percevant simultanément une pension française et une pension issue d'un autre régime européen, en particulier en limitant le montant total des prélèvements au niveau de la pension française. Par ailleurs, si la décision du Conseil d'État n° 473997 du 25 octobre 2024 écarte ce plafonnement, une distinction semble devoir être opérée selon que la pension est versée sous forme de rente ou sous forme de capital. Cette distinction interroge particulièrement les anciens travailleurs frontaliers luxembourgeois. Elle souhaite donc savoir quelles mesures le Gouvernement entend prendre pour clarifier rapidement et durablement les règles de plafonnement ou de déplafonnement de la CSG et de la CRDS applicables aux travailleurs frontaliers polypensionnés.

6115

### *Augmentation du nombre d'inspecteurs du permis de conduire*

**845.** – 18 décembre 2025. – **M. Guislain Cambier** interroge **M. le ministre de l'intérieur** concernant le recrutement de 150 inspecteurs du permis de conduire et de 20 délégués supplémentaires afin de rétablir la capacité suffisante de passage d'examens. Depuis plusieurs mois, les professionnels des écoles de conduite et les inspecteurs et délégués du permis de conduire alertent le Gouvernement sur une problématique qui touche de nombreux Français : la pénurie de places d'examen du permis de conduire. L'opinion publique partage pleinement l'urgence et la gravité de la situation qui concerne l'examen le plus passé en France. La situation est arrivée à un point de non-retour et pénalise directement des milliers de jeunes et de familles, avec de lourdes conséquences sur l'accès à l'emploi, aux études et à la mobilité quotidienne. Aujourd'hui, il faut en moyenne 80 jours pour repasser son permis après un premier échec, alors que la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, dite « loi Macron » impose un délai de 45 jours maximum. Face à cette crise, il est impératif de prendre des mesures structurelles et durables en permettant le recrutement de 150 inspecteurs du permis de conduire et 20 délégués supplémentaires afin de garantir une capacité suffisante de passage d'examens dans les années à venir. Depuis trois décennies, la question du manque de places d'examen du permis de conduire constitue un problème récurrent. Cette difficulté structurelle, partagée par les pouvoirs publics, n'a pourtant jamais connu de réponse adaptée et pérenne. Une des causes : la formation initiale des apprentis conducteurs est restée figée depuis les années 1990, avec un plancher réglementaire de 20 heures, alors même que la circulation est devenue plus dense, que les infrastructures se sont complexifiées, que de nouveaux véhicules ou nouvelles mobilités

sont apparus et que la pédagogie a profondément évolué. À cela s'ajoute une double contrainte structurelle : une démographie en hausse continue chez les 15-25 ans (et très forte jusqu'en 2030) ainsi qu'une file d'attente structurelle qui maintient des milliers de candidats bloqués avant l'examen du permis (notamment + 15 % d'inscriptions en 5 ans, sans renfort suffisant d'inspecteurs). Le Gouvernement a annoncé cet été 80 000 places d'examen supplémentaires d'ici décembre 2025, basées sur le volontariat des inspecteurs du permis de conduire, sans aucune garantie que ces places répondent aux demandes locales des territoires dans le besoin, ainsi que l'augmentation du schéma d'emploi à hauteur de 10 postes d'inspecteurs en 2026 et l'embauche d'inspecteurs supplémentaires dès octobre 2025 qui étaient déjà prévues et qui ne correspondent seulement qu'au remplacement des départs en retraite. Ces mesures, bien en deçà des besoins, réussiront peut-être à résorber le retard conjoncturel lié au permis à 17 ans et au compte personnel de formation (CPF) moto de 2024. Il est certain en revanche qu'elles ne permettront pas de régler durablement les problèmes, notamment ceux consécutifs à la hausse des inscriptions et à l'augmentation de la démographie. Les inspecteurs du permis de conduire sont des acteurs de terrain, qui forment chaque jour des milliers de futurs conducteurs dans un cadre exigeant, structuré et responsable, assurant une mission de sécurité routière d'intérêt général indispensable pour accéder à l'emploi, aux études, à la vie sociale et à l'autonomie qui est un droit pour tous. Aujourd'hui, les délais d'attente après un échec explosent, la réussite à la première présentation reste trop faible, et au bout la pression sur les familles, les écoles de conduite et les inspecteurs s'accroît. La situation est d'autant plus préoccupante que l'accidentalité routière connaît une hausse inquiétante. Il est donc urgent de consolider le système de formation à la conduite, véritable levier de sécurité routière et lui demande les solutions qu'il peut apporter face à ce constat.

### *Classification des pansements oxygénants*

**846.** – 18 décembre 2025. – M. Michel Canévet attire l'attention de Mme la ministre de la santé, des familles, de l'autonomie et des personnes handicapées quant aux obstacles administratifs que rencontrent certaines entreprises spécialisées dans la cicatrisation des brûlures graves et plaies chroniques. Depuis plusieurs années, des sociétés de biotechnologie spécialisées dans le développement de produits de santé, dont Hémarina située dans le Finistère, ont mis en avant les caractéristiques de la molécule M101, issue des vers arénicoles marins, dont le pouvoir d'oxygénation ouvre des perspectives thérapeutiques immenses. Cette hémoglobine est en effet capable de transporter 40 fois plus d'oxygène que l'hémoglobine humaine. Toutes les pathologies ischémiques, c'est-à-dire qui souffrent d'un déficit en oxygène, pourraient en bénéficier. Or, l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM) considère que les pansements oxygénants, conçus pour cicatriser les brûlures graves et les plaies chroniques, du type de celui développé par la société Hemarina (dispositif HEMHealing), sont des médicaments et non des dispositifs médicaux. Cela a pour conséquences de contraindre les entreprises à un circuit d'évaluation clinique très lourd. Cette situation est d'autant plus surprenante que ce dispositif a fait l'objet de plus de 80 autorisations compassionnelles délivrées par l'ANSM et que des pays comme l'Allemagne reconnaissent des produits similaires, par exemple le Granulox à base d'hémoglobine porcine, déjà disponibles en France. Cette lourdeur administrative est difficilement compréhensible alors qu'il y a 700.000 plaies chroniques à soigner chaque année et que la cicatrisation représente un coût important pour la sécurité sociale. Enfin, la France pourrait devenir le leader mondial dans le domaine de l'oxygénation tissulaire et de la transplantation. Conscient des enjeux de ce dossier, il lui demande donc de bien vouloir lui indiquer la position de son ministère sur cette question et si ces pansements oxygénants pourront rapidement être classés comme dispositifs médicaux et non plus comme médicaments.

6116

### *Vidéoprotection des collectivités locales et analyse d'impact relative à la protection des données*

**847.** – 18 décembre 2025. – M. Cédric Chevalier appelle l'attention de M. le garde des sceaux, ministre de la justice sur les incertitudes persistantes entourant l'obligation de réaliser une analyse d'impact relative à la protection des données (AIPD) dans le cadre des dispositifs de vidéoprotection mis en place par les communes, et ce malgré la réponse apportée à la question écrite n°05209 de Mme Anne-Sophie Romagny. En l'absence de repères précis ou de seuils indicatifs, les communes, en particulier les plus petites, peinent à déterminer si leur dispositif de vidéoprotection entre ou non dans le champ d'une AIPD obligatoire. Cette situation conduit à des interprétations divergentes selon les préfetures ou les délégués à la protection des données, alors même que les communes concernées présentent des configurations similaires. Il souhaiterait en particulier obtenir des clarifications sur la notion de « volume considérable de données à caractère personnel au niveau régional, national ou supranational, susceptibles d'affecter un nombre important de personnes et d'engendrer un risque élevé pour leurs droits et libertés ». Cette référence, habituellement associée à des traitements d'ampleur bien supérieure à ceux mis en oeuvre localement, demeure difficile à transposer à l'échelle communale. Les élus ne savent dès lors pas



dans quelle mesure ce critère doit être retenu pour apprécier la nécessité d'une AIPD dans le cadre de dispositifs de vidéoprotection de portée strictement locale. Afin de garantir une application homogène et opérationnelle du règlement général sur la protection des données (RGPD), il demande au Gouvernement s'il envisage de définir des seuils indicatifs, même non contraignants, portant notamment sur la population potentiellement concernée, l'étendue du périmètre filmé ou la durée de conservation des images ; de mettre à disposition une grille d'aide à la décision ou une typologie des cas les plus courants ; et d'harmoniser les pratiques d'appréciation au sein des préfetures, afin de limiter les disparités actuelles et de sécuriser l'action des collectivités.

### *Soutien financier aux communes confrontées à la pollution aux PFAS*

**848.** – 18 décembre 2025. – **M. Franck Menonville** attire l'attention de **Mme la ministre de la santé, des familles, de l'autonomie et des personnes handicapées** concernant la pollution aux substances perfluoroalkyliques et polyfluoroalkyliques (PFAS) de 17 communes du Grand Est réparties dans les Ardennes et la Meuse. Le 3 juillet 2025, sur proposition de l'agence régionale de santé (ARS) Grand Est, la préfecture de la Meuse a pris un arrêté d'interdiction de consommation de l'eau du robinet à des fins de boissons et de préparation des biberons dans 4 communes. Cela fait suite aux résultats d'analyse des réseaux d'alimentation d'eau potable mettant en exergue des taux de PFAS anormalement élevés, jusqu'à 20 fois la valeur guide fixée à 0,1 microgramme par litre. Depuis, une étude technico-économique portée par la communauté de communes du Pays de Montmédy a été diligentée et permettra d'établir des scénarios tendant à un retour à la conformité de l'eau potable pour les plus de 600 habitants concernés dans les communes de Han-lès-Juvigny, Remoiville, Juvigny-sur-Loison et Louppy-sur-Loison. Il est probable que la solution technique retenue, à l'issue de l'étude, engendre, après apport de subventions publiques, un coût difficilement supportable par ces petites communes, aux moyens restreints, qui font face à une situation sanitaire extraordinaire. Ainsi, il souhaiterait savoir comment le Gouvernement entend soutenir les élus locaux et s'il envisage de déroger à la règle de la participation minimale pour ces collectivités, eu égard à leur configuration.

### *Défaillances de l'aide sociale à l'enfance à Paris et urgence à renforcer la protection des mineurs en danger*

**849.** – 18 décembre 2025. – **M. Francis Szpiner** appelle l'attention de **Mme la ministre de la santé, des familles, de l'autonomie et des personnes handicapées** sur les graves dysfonctionnements révélés au sein de l'aide sociale à l'enfance (ASE) à Paris, qui mettent en péril la sécurité et le bien-être des mineurs les plus vulnérables. Les récentes révélations ont mis en lumière des manquements structurels : sous-effectifs chroniques, un nombre insuffisant d'éducateurs, de travailleurs sociaux et de magistrats spécialisés, entraînant des retards dans le traitement des signalements et une prise en charge inadaptée des mineurs en danger ; défauts de coordination entre les services de l'ASE, les tribunaux, les associations et les hôpitaux, conduisant à des pertes d'information et à des situations de non-protection pour des enfants exposés à des violences ou à la négligence ; manque de places d'hébergement, des mineurs signalés en danger se retrouvant sans solution d'accueil adaptée, faute de places disponibles dans les foyers ou les familles d'accueil ; absence de suivi post-ASE : des jeunes majeurs sortis du système sans accompagnement suffisant, les exposant à des risques de précarité, d'exploitation ou de réinsertion difficile. Ces défaillances violent les droits fondamentaux des enfants et remettent en cause l'efficacité des politiques publiques de protection de l'enfance. Dans ce contexte, il lui demande quelles mesures d'urgence le Gouvernement compte-t-il mettre en oeuvre pour renforcer les moyens humains et financiers de l'ASE parisienne, afin de garantir un accueil et un suivi dignes pour chaque mineur signalé. Un audit indépendant des services de l'ASE à Paris sera-t-il commandité pour évaluer les dysfonctionnements et proposer des réformes structurelles ? La protection des mineurs en danger est une priorité et un marqueur essentiel de notre pacte républicain. Il est urgent que l'État prenne ses responsabilités pour réparer ces manques et garantir à chaque enfant un avenir protégé. Il lui demande de bien vouloir lui indiquer les actions déjà engagées et les calendriers prévus pour y répondre.

### *Accompagnement des enfants par les accompagnants d'élèves en situation de handicap sur le temps méridien et périscolaire*

**850.** – 18 décembre 2025. – **Mme Anne-Sophie Patru** alerte **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la crise de l'accompagnement des élèves en situation de handicap. Des enfants bénéficiaires de notifications de la maison départementale des personnes handicapées (MDPH) se retrouvent privés d'accompagnant d'élève en situation de handicap (AESH) sur les temps méridien et périscolaire, en violation du droit à l'éducation (articles L. 131-1 et suivants du code de l'éducation). Certains manquements sont récurrents : absence de couverture contractuelle



pour les pauses déjeuner, réduction des heures d'accompagnement (jusqu'à 6 heures au lieu de 32), et report financier illégal sur les communes, contraintes de pallier ces carences. Ces dysfonctionnements, qui entraînent des situations difficiles (AESH bénévoles, enfants non scolarisés, familles déboutées par la justice) sont les témoins de la nécessité d'un plan d'action concret. Elle demande donc au Gouvernement quelles mesures seront prises pour garantir un accompagnement effectif sur tous les temps scolaires, mettre fin à la substitution financière des collectivités, et sanctionner le non-respect des notifications MDPH, afin de rétablir l'équité territoriale et la confiance dans le système d'inclusion.

## 2. Questions écrites

### INDEX ALPHABÉTIQUE DES SÉNATEURS AYANT POSÉ UNE OU PLUSIEURS QUESTIONS

*Cet index mentionne, pour chaque question, le numéro, le ministre interrogé, la rubrique de classement analytique (en caractère gras) et le titre*

#### A

Apourceau-Poly (Cathy) :

- 7093 Action et comptes publics. **Aménagement du territoire.** *Pérennité des conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement* (p. 6133).

#### B

Barros (Pierre) :

- 7038 Travail et solidarités. **Travail.** *Avenir de l'association pour la formation professionnelle des adultes* (p. 6161).
- 7039 Intérieur . **Police et sécurité.** *Difficultés récurrentes rencontrées par les usagers lors du dépôt ou du renouvellement des demandes de titres et cartes de séjour* (p. 6147).

Bellamy (Marie-Jeanne) :

- 7068 Agriculture, agro-alimentaire et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Épidémie de dermatose nodulaire contagieuse dans les élevages bovins français* (p. 6136).
- 7069 Fonction publique et réforme de l'Etat. **Fonction publique.** *Reconnaissance du métier d'agent territorial spécialisé des écoles maternelles* (p. 6145).
- 7072 Autonomie et personnes handicapées. **Questions sociales et santé.** *Difficultés d'organisation des vacances adaptées* (p. 6139).

Bessin-Guérin (Marie-Pierre) :

- 7033 Intérieur . **Logement et urbanisme.** *Application de la loi Kasbarian sur la protection du droit de propriété* (p. 6146).
- 7034 Santé, familles, autonomie et personnes handicapées. **Questions sociales et santé.** *Situation des cardiologues* (p. 6155).

Bilhac (Christian) :

- 7080 Économie, finances, souveraineté industrielle, énergétique et numérique. **Économie et finances, fiscalité.** *Abattement fiscal pour les personnes âgées* (p. 6141).

Billon (Annick) :

- 7055 Aménagement du territoire et décentralisation . **Collectivités territoriales.** *Financement du service public de la petite enfance assuré par un EPCI* (p. 6138).

Bonhomme (François) :

- 7056 Santé, familles, autonomie et personnes handicapées. **Questions sociales et santé.** *Mesures gouvernementales pour répondre aux besoins de santé publique en matière de dermatologie* (p. 6157).

**Briante Guillemont (Sophie) :**

- 7079 Intérieur . **Police et sécurité.** *Registre recensant les Pondichériens ayant opté pour la conservation de la nationalité française en 1962* (p. 6148).
- 7087 Europe et affaires étrangères. **Affaires étrangères et coopération.** *Éligibilité aux bourses scolaires de l'agence pour l'enseignement français à l'étranger en l'absence d'accès effectif à un établissement homologué* (p. 6144).
- 7091 Justice. **Justice.** *Statistiques relatives aux pertes volontaires de la nationalité française par déclaration* (p. 6151).

**Burgoa (Laurent) :**

- 7057 Agriculture, agro-alimentaire et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Absence de publication des décrets d'application de la loi du 14 mars 2025 visant à endiguer la prolifération du frelon asiatique* (p. 6136).

**C****Canalès (Marion) :**

- 7074 Intérieur (MD). **Sécurité sociale.** *Décret d'application bonification retraite pour les sapeurs-pompiers volontaires* (p. 6150).

**Canayer (Agnès) :**

- 7043 Ruralité. **Collectivités territoriales.** *Clarification autour des documents comptables intercommunaux et communaux* (p. 6154).

**Canévet (Michel) :**

- 7070 Intérieur . **Transports.** *Validité des permis ukrainiens* (p. 6147).

**Chaize (Patrick) :**

- 7108 Enseignement supérieur, recherche et espace. **Recherche, sciences et techniques.** *Enjeux relatifs à l'utilisation par les « grands modèles de langage » des publications académiques des chercheurs* (p. 6144).

**Corbisez (Jean-Pierre) :**

- 7037 Agriculture, agro-alimentaire et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Défense de l'apiculture française* (p. 6135).

**D****Darras (Jérôme) :**

- 7098 PME, commerce, artisanat, tourisme et pouvoir d'achat. **PME, commerce et artisanat.** *Respect des normes de sécurité par certaines plateformes de commerce en ligne extra-européennes* (p. 6153).

**Daubet (Raphaël) :**

- 7047 Éducation nationale. **Éducation.** *Défaillance du dispositif de remplacement dans le premier degré* (p. 6142).

**Demas (Patricia) :**

- 7066 Santé, familles, autonomie et personnes handicapées. **Questions sociales et santé.** *Préservation de la spécialité orthodontie et qualité des soins* (p. 6158).

Devésa (Brigitte) :

- 7102 Europe et affaires étrangères. **Affaires étrangères et coopération.** *Efforts de défense de Taïwan et soutien français au maintien du statu quo* (p. 6144).

Dumont (Françoise) :

- 7064 Économie, finances, souveraineté industrielle, énergétique et numérique. **Économie et finances, fiscalité.** *Dysfonctionnements rencontrés dans la mise en oeuvre de la collecte de la taxe d'aménagement* (p. 6140).

F

Féret (Corinne) :

- 7103 Économie, finances, souveraineté industrielle, énergétique et numérique. **Économie et finances, fiscalité.** *Menaces sur la presse des territoires* (p. 6141).
- 7104 Transition écologique, biodiversité et négociations internationales sur le climat et la nature. **Environnement.** *Mise en oeuvre de la loi visant à endiguer la prolifération du frelon asiatique et à préserver la filière apicole* (p. 6160).

Frassa (Christophe-André) :

- 7086 Europe et affaires étrangères. **Affaires étrangères et coopération.** *Rang protocolaire des conseillers des Français de l'étranger* (p. 6144).

G

6121

Garnier (Laurence) :

- 7059 Santé, familles, autonomie et personnes handicapées. **Questions sociales et santé.** *Conséquences de la pénurie de dermatologues* (p. 6158).

Genet (Fabien) :

- 7044 Santé, familles, autonomie et personnes handicapées. **Questions sociales et santé.** *Permettre au FIVA de contacter les victimes de l'amiante afin de faciliter l'exercice de leurs droits* (p. 6155).
- 7045 Ville et Logement. **Logement et urbanisme.** *Lente évolution du parc de logements face aux mutations démographiques* (p. 6163).
- 7046 Santé, familles, autonomie et personnes handicapées. **Questions sociales et santé.** *Inéligibilité des crèches de la branche de l'aide à domicile au dispositif du bonus « attractivité »* (p. 6155).

Guhl (Antoinette) :

- 7031 Santé, familles, autonomie et personnes handicapées. **Questions sociales et santé.** *Suspension de forages et contaminations bactériennes sur le site Perrier de Vergèze* (p. 6154).
- 7035 PME, commerce, artisanat, tourisme et pouvoir d'achat. **Économie et finances, fiscalité.** *Pratique de fausses promotions lors du Black Friday* (p. 6152).

H

Herzog (Christine) :

- 7082 Intérieur . **Collectivités territoriales.** *Présentation et la recevabilité des bulletins de vote dans les communes de moins de 1 000 habitants* (p. 6149).

- 7083 Intérieur . **Collectivités territoriales.** *Allègement des formalités relatives à la gestion des cartes électorales non remises* (p. 6149).

Hingray (Jean) :

- 7060 Travail et solidarités. **Travail.** *Assistantes maternelles et difficultés de paiement des salaires* (p. 6162).
- 7061 Travail et solidarités. **Questions sociales et santé.** *Risques immédiats sur les capacités de formation des professionnels de santé dans la région Grand Est* (p. 6163).
- 7062 Justice. **Justice.** *Situation des traducteurs-interprètes judiciaires* (p. 6151).

J

Jacquemet (Annick) :

- 7084 PME, commerce, artisanat, tourisme et pouvoir d'achat. **Économie et finances, fiscalité.** *Contrôle des produits non conformes vendus sur les places de marché extra-européennes* (p. 6152).

Joseph (Else) :

- 7099 PME, commerce, artisanat, tourisme et pouvoir d'achat. **PME, commerce et artisanat.** *Fiabilité des produits présentés comme de la truffe ou utilisant de la truffe* (p. 6154).

Joyandet (Alain) :

- 7036 Intérieur . **Collectivités territoriales.** *Ordre des conseillers municipaux dans le tableau municipal des communes de moins de 1 000 habitants avec une seule liste de candidats* (p. 6146).

L

6122

Lermytte (Marie-Claude) :

- 7094 Économie, finances, souveraineté industrielle, énergétique et numérique. **Économie et finances, fiscalité.** *Transposition nationale de la directive européenne du 22 décembre 2021 concernant les droits d'accises applicables aux brasseries* (p. 6141).

M

Mandelli (Didier) :

- 7048 Économie, finances, souveraineté industrielle, énergétique et numérique. **Économie et finances, fiscalité.** *Non-respect de la réglementation applicable aux jouets* (p. 6140).

Martin (Pauline) :

- 7041 Agriculture, agro-alimentaire et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Pénalités liées au respect de la conditionnalité dans le cadre de la politique agricole commune (PAC)* (p. 6135).
- 7081 Santé, familles, autonomie et personnes handicapées. **Questions sociales et santé.** *Suivi neuropsychologique au long cours* (p. 6159).

Matray (Paulette) :

- 7054 Transports. **Transports.** *Airbags Takata : efficacité des mesures, prise en charge des automobilistes et accélération des remplacements* (p. 6161).

Maurey (Hervé) :

- 7067 Action et comptes publics. **Économie et finances, fiscalité.** *Seuil de recouvrement des titres de recouvrement des créances non fiscales non perçues au comptant* (p. 6133).

Meignen (Thierry) :

- 7063 Ville et Logement. **Collectivités territoriales.** *Difficultés d'accès aux immeubles pour les agents des collectivités territoriales* (p. 6164).

Micouleau (Brigitte) :

- 7058 Économie, finances, souveraineté industrielle, énergétique et numérique. **Économie et finances, fiscalité.** *Dérèglement des jouets ne respectant pas les normes sur les places de marché extra-européennes* (p. 6140).
- 7065 Santé, familles, autonomie et personnes handicapées. **Questions sociales et santé.** *Reconnaissance et prise en charge de la maladie du lipœdème* (p. 6158).

Montaugé (Franck) :

- 7090 Agriculture, agro-alimentaire et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Stratégie de lutte contre la dermatose nodulaire contagieuse bovine* (p. 6138).

N

Noël (Sylviane) :

- 7097 PME, commerce, artisanat, tourisme et pouvoir d'achat. **PME, commerce et artisanat.** *Conséquences de l'arrêté du 16 novembre 2023 sur le tourisme patrimonial souterrain et l'emploi dans les territoires ruraux* (p. 6153).

P

Paul (Philippe) :

- 7075 Intérieur . **Police et sécurité.** *Renouvellement des hélicoptères de la gendarmerie nationale* (p. 6148).
- 7076 Intérieur . **Police et sécurité.** *Remplacement des fusils d'assaut de la manufacture d'armes de Saint-Étienne de la gendarmerie nationale* (p. 6148).
- 7077 Intérieur . **Police et sécurité.** *Modalités de mise à disposition de casernes de gendarmerie par les collectivités territoriales, sociétés d'économie mixte ou organismes d'habitations à loyer modéré* (p. 6148).
- 7088 Agriculture, agro-alimentaire et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Absence de publication du décret permettant la mise en oeuvre du plan national de lutte contre le frelon asiatique* (p. 6137).
- 7089 Travail et solidarités. **Économie et finances, fiscalité.** *Fragilisation des acteurs de l'économie sociale et solidaire* (p. 6163).

Pellevat (Cyril) :

- 7100 Éducation nationale. **Éducation.** *Convention citoyenne sur les temps de l'enfant et préservation de l'équilibre du calendrier scolaire* (p. 6143).
- 7101 Sports, jeunesse et vie associative. **Sports.** *Sécurisation juridique de la définition de la randonnée en montagne* (p. 6160).
- 7107 Autonomie et personnes handicapées. **Questions sociales et santé.** *Extension de la prime Ségur aux agents administratifs et techniques du secteur social et médico-social de la fonction publique territoriale* (p. 6139).



Puissat (Frédérique) :

- 7032 Agriculture, agro-alimentaire et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Nécessité d'un arbitrage politique clair et ambitieux sur la gestion du loup en France* (p. 6134).

R

Reynaud (Hervé) :

- 7030 Économie, finances, souveraineté industrielle, énergétique et numérique. **Économie et finances, fiscalité.** *Collecte de la taxe de séjour* (p. 6139).
- 7042 Santé, familles, autonomie et personnes handicapées. **Questions sociales et santé.** *Destruction de contraceptifs non périmés* (p. 6155).

Romagny (Anne-Sophie) :

- 7049 Aménagement du territoire et décentralisation . **Fonction publique.** *Spécificités des communes rurales dans la participation employeur à la complémentaire santé* (p. 6138).
- 7052 Agriculture, agro-alimentaire et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Ajout de la mention SPe8 sur les produits cupriques utilisés en viticulture* (p. 6136).
- 7053 Travail et solidarités. **Économie et finances, fiscalité.** *Déblocage anticipé de l'épargne salariale pour l'arrivée du premier enfant* (p. 6162).

Roux (Jean-Yves) :

- 7092 Action et comptes publics. **Collectivités territoriales.** *Conséquences de la réforme 2025 du calcul de la dotation de solidarité rurale sur les communes de montagne* (p. 6133).

6124

S

Saury (Hugues) :

- 7040 Justice. **Justice.** *Risque de récidive en sortie de prison* (p. 6150).

Schalck (Elsa) :

- 7078 Fonction publique et réforme de l'Etat. **Fonction publique.** *Versement d'une prime de fin d'année à destination des agents des collectivités territoriales* (p. 6145).

Schillinger (Patricia) :

- 7071 Justice. **Justice.** *Projet de réforme de la procédure civile d'appel* (p. 6151).
- 7105 Économie, finances, souveraineté industrielle, énergétique et numérique. **Économie et finances, fiscalité.** *Modification du mode de calcul de la fraction « péréquation » de la dotation de solidarité rurale* (p. 6142).

Sollogoub (Nadia) :

- 7106 Intérieur . **Affaires étrangères et coopération.** *Cellule interministérielle de crise Ukraine* (p. 6149).

Souyris (Anne) :

- 7050 Santé, familles, autonomie et personnes handicapées. **Questions sociales et santé.** *Mise en place du registre national des cancers* (p. 6156).
- 7051 Santé, familles, autonomie et personnes handicapées. **Questions sociales et santé.** *Menaces sur l'offre de médicaments en France du fait de la politique du Gouvernement des États-Unis* (p. 6156).

Szpiner (Francis) :

- 7095 Éducation nationale. **Éducation.** *Lutte contre le temps d'enseignement perdu au collège et garantie de l'équité éducative* (p. 6143).
- 7096 Santé, familles, autonomie et personnes handicapées. **Questions sociales et santé.** *Nécessité d'une mobilisation nationale pour inverser la banalisation des infections sexuellement transmissibles et l'augmentation de leur transmission* (p. 6159).

T

Tissot (Jean-Claude) :

- 7073 Agriculture, agro-alimentaire et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Financement du service France services agriculture* (p. 6137).

V

Verzelen (Pierre-Jean) :

- 7085 Aménagement du territoire et décentralisation . **Environnement.** *Usage de produits phytosanitaires dans les cimetières* (p. 6139).

Vial (Cédric) :

- 7109 Santé, familles, autonomie et personnes handicapées. **Sécurité sociale.** *Changement de facturation entre les libéraux non conventionnés CPAM et les plateformes de coordination et d'orientation* (p. 6160).
- 7110 Transition écologique, biodiversité et négociations internationales sur le climat et la nature. **Questions sociales et santé.** *Surveillance de la qualité de l'air intérieur dans les établissements recevant du public* (p. 6161).
- 7111 Intérieur . **Police et sécurité.** *Extension de la vidéo-verbalisation aux infractions liées au non-respect des règles de gabarit des véhicules* (p. 6150).
- 7112 Action et comptes publics. **Économie et finances, fiscalité.** *Renforcement des dispositifs de lutte contre la fraude à la déclaration de résidence principale pour préserver les finances des collectivités territoriales* (p. 6134).

## INDEX ANALYTIQUE DES QUESTIONS POSÉES

*Cet index mentionne, pour chaque question, le numéro, le ministre interrogé et le titre*

### A

#### Affaires étrangères et coopération

Briante Guillemont (Sophie) :

7087 Europe et affaires étrangères. *Éligibilité aux bourses scolaires de l'agence pour l'enseignement français à l'étranger en l'absence d'accès effectif à un établissement homologué* (p. 6144).

Devésa (Brigitte) :

7102 Europe et affaires étrangères. *Efforts de défense de Taïwan et soutien français au maintien du statu quo* (p. 6144).

Frassa (Christophe-André) :

7086 Europe et affaires étrangères. *Rang protocolaire des conseillers des Français de l'étranger* (p. 6144).

Sollogoub (Nadia) :

7106 Intérieur . *Cellule interministérielle de crise Ukraine* (p. 6149).

#### Agriculture et pêche

Bellamy (Marie-Jeanne) :

7068 Agriculture, agro-alimentaire et souveraineté alimentaire. *Épidémie de dermatose nodulaire contagieuse dans les élevages bovins français* (p. 6136).

Burgoa (Laurent) :

7057 Agriculture, agro-alimentaire et souveraineté alimentaire. *Absence de publication des décrets d'application de la loi du 14 mars 2025 visant à endiguer la prolifération du frelon asiatique* (p. 6136).

Corbisez (Jean-Pierre) :

7037 Agriculture, agro-alimentaire et souveraineté alimentaire. *Défense de l'apiculture française* (p. 6135).

Martin (Pauline) :

7041 Agriculture, agro-alimentaire et souveraineté alimentaire. *Pénalités liées au respect de la conditionnalité dans le cadre de la politique agricole commune (PAC)* (p. 6135).

Montaugé (Franck) :

7090 Agriculture, agro-alimentaire et souveraineté alimentaire. *Stratégie de lutte contre la dermatose nodulaire contagieuse bovine* (p. 6138).

Paul (Philippe) :

7088 Agriculture, agro-alimentaire et souveraineté alimentaire. *Absence de publication du décret permettant la mise en oeuvre du plan national de lutte contre le frelon asiatique* (p. 6137).

Puissat (Frédérique) :

7032 Agriculture, agro-alimentaire et souveraineté alimentaire. *Nécessité d'un arbitrage politique clair et ambitieux sur la gestion du loup en France* (p. 6134).

Romagny (Anne-Sophie) :

7052 Agriculture, agro-alimentaire et souveraineté alimentaire. *Ajout de la mention SPe8 sur les produits cupriques utilisés en viticulture* (p. 6136).

Tissot (Jean-Claude) :

- 7073 Agriculture, agro-alimentaire et souveraineté alimentaire. *Financement du service France services agriculture* (p. 6137).

## Aménagement du territoire

Apourceau-Poly (Cathy) :

- 7093 Action et comptes publics. *Pérennité des conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement* (p. 6133).

## C

## Collectivités territoriales

Billon (Annick) :

- 7055 Aménagement du territoire et décentralisation . *Financement du service public de la petite enfance assuré par un EPCI* (p. 6138).

Canayer (Agnès) :

- 7043 Ruralité. *Clarification autour des documents comptables intercommunaux et communaux* (p. 6154).

Herzog (Christine) :

- 7082 Intérieur . *Présentation et la recevabilité des bulletins de vote dans les communes de moins de 1 000 habitants* (p. 6149).

- 7083 Intérieur . *Allègement des formalités relatives à la gestion des cartes électorales non remises* (p. 6149).

6127

Joyandet (Alain) :

- 7036 Intérieur . *Ordre des conseillers municipaux dans le tableau municipal des communes de moins de 1 000 habitants avec une seule liste de candidats* (p. 6146).

Meignen (Thierry) :

- 7063 Ville et Logement. *Difficultés d'accès aux immeubles pour les agents des collectivités territoriales* (p. 6164).

Roux (Jean-Yves) :

- 7092 Action et comptes publics. *Conséquences de la réforme 2025 du calcul de la dotation de solidarité rurale sur les communes de montagne* (p. 6133).

## E

## Économie et finances, fiscalité

Bilhac (Christian) :

- 7080 Économie, finances, souveraineté industrielle, énergétique et numérique. *Abattement fiscal pour les personnes âgées* (p. 6141).

Dumont (Françoise) :

- 7064 Économie, finances, souveraineté industrielle, énergétique et numérique. *Dysfonctionnements rencontrés dans la mise en oeuvre de la collecte de la taxe d'aménagement* (p. 6140).

Féret (Corinne) :

- 7103 Économie, finances, souveraineté industrielle, énergétique et numérique. *Menaces sur la presse des territoires* (p. 6141).

**Guhl (Antoinette) :**

- 7035 PME, commerce, artisanat, tourisme et pouvoir d'achat. *Pratique de fausses promotions lors du Black Friday* (p. 6152).

**Jacquemet (Annick) :**

- 7084 PME, commerce, artisanat, tourisme et pouvoir d'achat. *Contrôle des produits non conformes vendus sur les places de marché extra-européennes* (p. 6152).

**Lermytte (Marie-Claude) :**

- 7094 Économie, finances, souveraineté industrielle, énergétique et numérique. *Transposition nationale de la directive européenne du 22 décembre 2021 concernant les droits d'accises applicables aux brasseries* (p. 6141).

**Mandelli (Didier) :**

- 7048 Économie, finances, souveraineté industrielle, énergétique et numérique. *Non-respect de la réglementation applicable aux jouets* (p. 6140).

**Maurey (Hervé) :**

- 7067 Action et comptes publics. *Seuil de recouvrement des titres de recouvrement des créances non fiscales non perçues au comptant* (p. 6133).

**Micouleau (Brigitte) :**

- 7058 Économie, finances, souveraineté industrielle, énergétique et numérique. *Déréférencement des jouets ne respectant pas les normes sur les places de marché extra-européennes* (p. 6140).

**Paul (Philippe) :**

- 7089 Travail et solidarités. *Fragilisation des acteurs de l'économie sociale et solidaire* (p. 6163).

6128

**Reynaud (Hervé) :**

- 7030 Économie, finances, souveraineté industrielle, énergétique et numérique. *Collecte de la taxe de séjour* (p. 6139).

**Romagny (Anne-Sophie) :**

- 7053 Travail et solidarités. *Débloccage anticipé de l'épargne salariale pour l'arrivée du premier enfant* (p. 6162).

**Schillinger (Patricia) :**

- 7105 Économie, finances, souveraineté industrielle, énergétique et numérique. *Modification du mode de calcul de la fraction « péréquation » de la dotation de solidarité rurale* (p. 6142).

**Vial (Cédric) :**

- 7112 Action et comptes publics. *Renforcement des dispositifs de lutte contre la fraude à la déclaration de résidence principale pour préserver les finances des collectivités territoriales* (p. 6134).

## Éducation

**Daubet (Raphaël) :**

- 7047 Éducation nationale. *Défaillance du dispositif de remplacement dans le premier degré* (p. 6142).

**Pellevat (Cyril) :**

- 7100 Éducation nationale. *Convention citoyenne sur les temps de l'enfant et préservation de l'équilibre du calendrier scolaire* (p. 6143).

**Szpiner (Francis) :**

- 7095 Éducation nationale. *Lutte contre le temps d'enseignement perdu au collège et garantie de l'équité éducative* (p. 6143).

## Environnement

Féret (Corinne) :

- 7104 Transition écologique, biodiversité et négociations internationales sur le climat et la nature. *Mise en oeuvre de la loi visant à endiguer la prolifération du frelon asiatique et à préserver la filière apicole* (p. 6160).

Verzelen (Pierre-Jean) :

- 7085 Aménagement du territoire et décentralisation . *Usage de produits phytosanitaires dans les cimetières* (p. 6139).

## F

### Fonction publique

Bellamy (Marie-Jeanne) :

- 7069 Fonction publique et réforme de l'Etat. *Reconnaissance du métier d'agent territorial spécialisé des écoles maternelles* (p. 6145).

Romagny (Anne-Sophie) :

- 7049 Aménagement du territoire et décentralisation . *Spécificités des communes rurales dans la participation employeur à la complémentaire santé* (p. 6138).

Schalck (Elsa) :

- 7078 Fonction publique et réforme de l'Etat. *Versement d'une prime de fin d'année à destination des agents des collectivités territoriales* (p. 6145).

6129

## J

### Justice

Briante Guillemont (Sophie) :

- 7091 Justice. *Statistiques relatives aux pertes volontaires de la nationalité française par déclaration* (p. 6151).

Hingray (Jean) :

- 7062 Justice. *Situation des traducteurs-interprètes judiciaires* (p. 6151).

Saury (Hugues) :

- 7040 Justice. *Risque de récidive en sortie de prison* (p. 6150).

Schillinger (Patricia) :

- 7071 Justice. *Projet de réforme de la procédure civile d'appel* (p. 6151).

## L

### Logement et urbanisme

Bessin-Guérin (Marie-Pierre) :

- 7033 Intérieur . *Application de la loi Kasbarian sur la protection du droit de propriété* (p. 6146).

Genet (Fabien) :

- 7045 Ville et Logement. *Lente évolution du parc de logements face aux mutations démographiques* (p. 6163).



## P

**PME, commerce et artisanat**

Darras (Jérôme) :

- 7098 PME, commerce, artisanat, tourisme et pouvoir d'achat. *Respect des normes de sécurité par certaines plateformes de commerce en ligne extra-européennes* (p. 6153).

Joseph (Else) :

- 7099 PME, commerce, artisanat, tourisme et pouvoir d'achat. *Fiabilité des produits présentés comme de la truffe ou utilisant de la truffe* (p. 6154).

Noël (Sylviane) :

- 7097 PME, commerce, artisanat, tourisme et pouvoir d'achat. *Conséquences de l'arrêté du 16 novembre 2023 sur le tourisme patrimonial souterrain et l'emploi dans les territoires ruraux* (p. 6153).

**Police et sécurité**

Barros (Pierre) :

- 7039 Intérieur . *Difficultés récurrentes rencontrées par les usagers lors du dépôt ou du renouvellement des demandes de titres et cartes de séjour* (p. 6147).

Briante Guillemont (Sophie) :

- 7079 Intérieur . *Registre recensant les Pondichériens ayant opté pour la conservation de la nationalité française en 1962* (p. 6148).

Paul (Philippe) :

- 7075 Intérieur . *Renouvellement des hélicoptères de la gendarmerie nationale* (p. 6148).
- 7076 Intérieur . *Remplacement des fusils d'assaut de la manufacture d'armes de Saint-Étienne de la gendarmerie nationale* (p. 6148).
- 7077 Intérieur . *Modalités de mise à disposition de casernes de gendarmerie par les collectivités territoriales, sociétés d'économie mixte ou organismes d'habitations à loyer modéré* (p. 6148).

Vial (Cédric) :

- 7111 Intérieur . *Extension de la vidéo-verbalisation aux infractions liées au non-respect des règles de gabarit des véhicules* (p. 6150).

6130

## Q

**Questions sociales et santé**

Bellamy (Marie-Jeanne) :

- 7072 Autonomie et personnes handicapées. *Difficultés d'organisation des vacances adaptées* (p. 6139).

Bessin-Guérin (Marie-Pierre) :

- 7034 Santé, familles, autonomie et personnes handicapées. *Situation des cardiologues* (p. 6155).

Bonhomme (François) :

- 7056 Santé, familles, autonomie et personnes handicapées. *Mesures gouvernementales pour répondre aux besoins de santé publique en matière de dermatologie* (p. 6157).

Demas (Patricia) :

- 7066 Santé, familles, autonomie et personnes handicapées. *Préservation de la spécialité orthodontie et qualité des soins* (p. 6158).

**Garnier (Laurence) :**

- 7059 Santé, familles, autonomie et personnes handicapées. *Conséquences de la pénurie de dermatologues* (p. 6158).

**Genet (Fabien) :**

- 7044 Santé, familles, autonomie et personnes handicapées. *Permettre au FIVA de contacter les victimes de l'amiante afin de faciliter l'exercice de leurs droits* (p. 6155).
- 7046 Santé, familles, autonomie et personnes handicapées. *Inéligibilité des crèches de la branche de l'aide à domicile au dispositif du bonus « attractivité »* (p. 6155).

**Guhl (Antoinette) :**

- 7031 Santé, familles, autonomie et personnes handicapées. *Suspension de forages et contaminations bactériennes sur le site Perrier de Vergèze* (p. 6154).

**Hingray (Jean) :**

- 7061 Travail et solidarités. *Risques immédiats sur les capacités de formation des professionnels de santé dans la région Grand Est* (p. 6163).

**Martin (Pauline) :**

- 7081 Santé, familles, autonomie et personnes handicapées. *Suivi neuropsychologique au long cours* (p. 6159).

**Micouleau (Brigitte) :**

- 7065 Santé, familles, autonomie et personnes handicapées. *Reconnaissance et prise en charge de la maladie du lipoedème* (p. 6158).

**Pellevat (Cyril) :**

- 7107 Autonomie et personnes handicapées. *Extension de la prime Ségur aux agents administratifs et techniques du secteur social et médico-social de la fonction publique territoriale* (p. 6139).

**Reynaud (Hervé) :**

- 7042 Santé, familles, autonomie et personnes handicapées. *Destruction de contraceptifs non périmés* (p. 6155).

**Souyris (Anne) :**

- 7050 Santé, familles, autonomie et personnes handicapées. *Mise en place du registre national des cancers* (p. 6156).
- 7051 Santé, familles, autonomie et personnes handicapées. *Menaces sur l'offre de médicaments en France du fait de la politique du Gouvernement des États-Unis* (p. 6156).

**Szpinier (Francis) :**

- 7096 Santé, familles, autonomie et personnes handicapées. *Nécessité d'une mobilisation nationale pour inverser la banalisation des infections sexuellement transmissibles et l'augmentation de leur transmission* (p. 6159).

**Vial (Cédric) :**

- 7110 Transition écologique, biodiversité et négociations internationales sur le climat et la nature. *Surveillance de la qualité de l'air intérieur dans les établissements recevant du public* (p. 6161).

## R

**Recherche, sciences et techniques**

Chaize (Patrick) :

- 7108 Enseignement supérieur, recherche et espace. *Enjeux relatifs à l'utilisation par les « grands modèles de langage » des publications académiques des chercheurs* (p. 6144).

## S

**Sécurité sociale**

Canalès (Marion) :

- 7074 Intérieur (MD). *Décret d'application bonification retraite pour les sapeurs-pompiers volontaires* (p. 6150).

Vial (Cédric) :

- 7109 Santé, familles, autonomie et personnes handicapées. *Changement de facturation entre les libéraux non conventionnés CPAM et les plateformes de coordination et d'orientation* (p. 6160).

**Sports**

Pellevat (Cyril) :

- 7101 Sports, jeunesse et vie associative. *Sécurisation juridique de la définition de la randonnée en montagne* (p. 6160).

## T

**Transports**

Canévet (Michel) :

- 7070 Intérieur . *Validité des permis ukrainiens* (p. 6147).

Matray (Paulette) :

- 7054 Transports. *Airbags Takata : efficacité des mesures, prise en charge des automobilistes et accélération des remplacements* (p. 6161).

**Travail**

Barros (Pierre) :

- 7038 Travail et solidarités. *Avenir de l'association pour la formation professionnelle des adultes* (p. 6161).

Hingray (Jean) :

- 7060 Travail et solidarités. *Assistants maternelles et difficultés de paiement des salaires* (p. 6162).

# Questions écrites

## ACTION ET COMPTES PUBLICS

*Seuil de recouvrement des titres de recouvrement des créances non fiscales non perçues au comptant*

**7067.** – 18 décembre 2025. – **M. Hervé Maurey** attire l'attention de **Mme la ministre de l'action et des comptes publics** sur le seuil du montant des titres de recouvrement des créances non-fiscales non perçues au comptant par les services de la Direction générales des finances publiques (DGFIP). Le décret n° 2017-509 du 7 avril 2017 modifiant l'article D. 1611-1 du code général des collectivités territoriales fixe ce seuil à 15 euros dans une logique de limitation des coûts de gestion administrative de la DGFIP. Cette disposition entraîne le rejet de plusieurs dizaines de titres de recouvrement des créances non-fiscales émis, notamment, pas des petites communes où les situations de recouvrement portent très souvent sur des montants inférieurs à 15 euros (frais de cantine, etc.). Dans l'Eure, la commune de Courcelles-sur-Seine (2 157 habitants) s'est ainsi vue refuser, par les services de la DGFIP, le recouvrement d'une trentaine de titres en 2025. Les petites communes sont donc pénalisées par ce seuil qui empêche le recouvrement de plusieurs centaines d'euros de recettes non-fiscales. Or, celles-ci représentent une part non-négligeable de leur budget. Il souhaite donc connaître l'avis du Gouvernement en la matière et les mesures qu'il compte prendre afin que les services de la DGFIP assurent le recouvrement des créances non-fiscales des petites communes.

*Conséquences de la réforme 2025 du calcul de la dotation de solidarité rurale sur les communes de montagne*

**7092.** – 18 décembre 2025. – **M. Jean-Yves Roux** attire l'attention de **Mme la ministre de l'action et des comptes publics** sur les difficultés rencontrées par les communes situées en montagne concernant le nouveau mode de calcul de la dotation de solidarité rurale (DSR). L'article 178 de la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025 corrèle le calcul de la dotation de solidarité rurale (DSR) aux données de l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN) et à la classification des voies principales ou revêtues, ce qui suscite de vives inquiétudes pour les communes de montagne. En effet, dans ces territoires, la voirie communale présente des caractéristiques particulières qui ne sont pas correctement restituées par le nouveau mode de calcul. Il rappelle ainsi que la voirie communale en montagne se distingue par une grande diversité de revêtements (routes bitumées, en graveleux ou stabilisées, chemins empierrés ou en terre battue) qui assurent l'accès aux hameaux, aux exploitations agricoles et aux services publics. Elle comprend également de nombreuses voies secondaires et tertiaires (chemins de desserte agricole, pistes forestières ou sentiers larges accessibles aux véhicules) représentant une part importante du linéaire global mais souvent exclues des bases IGN. L'habitat dispersé engendre de longues voies desservant quelques foyers isolés, ce qui augmente le coût d'entretien par kilomètre. À cela s'ajoutent des contraintes climatiques et topographiques (enneigement, risques d'éboulement ou de crues) nécessitant des interventions régulières pour maintenir l'accessibilité. Enfin, de nombreuses voies ont un usage mixte, combinant desserte locale, accès agricole et interventions d'urgence, dont l'importance fonctionnelle dépasse le simple critère de revêtement ou de catégorie administrative. Or, le nouveau calcul, basé uniquement sur les données IGN et sur la classification des voies principales ou revêtues, risque de minorer fortement le linéaire réel pris en compte, fragilisant ainsi le financement des communes concernées. Compte tenu de ces éléments, et conformément à l'esprit de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne, qui reconnaît les contraintes physiques et topographiques de ces territoires, il lui demande si le Gouvernement envisage un ajustement spécifique du recensement des voies en montagne, afin d'intégrer explicitement les voies non revêtues, chemins empierrés, pistes forestières, voies de desserte agricole et hameaux dispersés, et si ce recensement ne pourrait donner lieu à un coefficient de majoration « montagne » de la DSR. Il lui demande enfin quelles mesures transitoires pourraient être mises en place pour éviter, à court terme, que les erreurs ou approximations de calcul basées sur les référentiels géographiques actuels ne pénalisent davantage les communes de montagne.

*Pérennité des conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement*

**7093.** – 18 décembre 2025. – **Mme Cathy Apourceau-Poly** appelle l'attention de **Mme la ministre de l'action et des comptes publics** sur l'avenir des conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement (CAUE). Les CAUE exercent une mission essentielle au service des collectivités territoriales dans notre pays. Depuis la loi n° 77-2 du

3 janvier 1977 sur l'architecture, ils informent, conseillent, accompagnent et forment dans les domaines de l'architecture, de l'urbanisme, de l'environnement et du paysage. Les CAUE offrent des services de qualité aux collectivités locales comme aux particuliers. Ils sont présents dans 92 départements. Cependant, leur survie est à présent menacée par une réforme des modalités de collecte de la taxe d'aménagement. Cette taxe est un impôt local perçu par les communes, les communautés de communes et les départements. Elle est exigible pour toute création de surface de construction et pour certains aménagements. Jusqu'en 2022, la collecte était assurée par le ministère de la transition écologique. Elle a depuis été transférée à la Direction générale des finances publiques (DGFIP). Ce transfert s'est fait dans la précipitation. Le nouveau logiciel utilisé n'est ni prêt ni fonctionnel. Par ailleurs, le nombre d'agents affectés à la collecte a été considérablement réduit. Enfin, le calendrier de déclaration de la taxe a été modifié : elle est maintenant perçue à la fin des travaux, non plus au moment du dépôt du permis de construire. Depuis ces changements, les recettes de la taxe d'aménagement sont très faibles. D'après la fédération nationale des CAUE (FNCAUE), le manque à gagner pour les années 2024 et 2025 s'élève à 1,5 milliard d'euros. Autant d'argent qui ne sera pas collecté ni reversé aux communes et aux départements. On estime ainsi, à ce jour, qu'à peine 200 millions d'euros de taxe d'aménagement devraient être reversés aux départements en 2025, contre 747 millions d'euros en 2022, soit - 72 % par rapport à 2022, alors que le nombre de permis de construire a baissé de 31 % entre 2022 et 2024. Pour le département du Pas-de-Calais, la diminution est de plus de 75 % depuis 2023. Dès lors, cette situation a des conséquences en cascade sur les CAUE. 77 postes ont été supprimés en 2024 dans le réseau des 92 CAUE. Le CAUE de la Manche est en liquidation, celui de l'Orne est menacé de dissolution. Leur disparition serait un coup dur porté à l'exigence de l'amélioration du cadre de vie dans notre pays. Elle demande donc au Gouvernement de débloquent un fonds de sauvegarde national pour assurer la sauvegarde immédiate du réseau de CAUE. Elle demande également que soient accordés des moyens supplémentaires à la DGFIP pour assurer une perception correcte de la taxe d'aménagement.

*Renforcement des dispositifs de lutte contre la fraude à la déclaration de résidence principale pour préserver les finances des collectivités territoriales*

**7112.** – 18 décembre 2025. – M. Cédric Vial rappelle à Mme la ministre de l'action et des comptes publics les termes de sa question n° 05602 sous le titre « Renforcement des dispositifs de lutte contre la fraude à la déclaration de résidence principale pour préserver les finances des collectivités territoriales », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

6134

**AGRICULTURE, AGRO-ALIMENTAIRE ET SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE**

*Nécessité d'un arbitrage politique clair et ambitieux sur la gestion du loup en France*

**7032.** – 18 décembre 2025. – Mme Frédérique Puissat attire l'attention de Mme la ministre de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la souveraineté alimentaire sur la situation préoccupante que vivent les éleveurs confrontés à une prédation du loup toujours plus importante, dans des territoires où le pastoralisme constitue pourtant un pilier économique, social et environnemental. Alors que les travaux relatifs au futur plan national d'action sur le loup et les activités d'élevage se poursuivent, les représentants professionnels expriment leurs inquiétudes face aux limites persistantes du dispositif actuel, reposant notamment sur les orientations du plan 2018-2023 et sur le quota de prélèvements fixé à 19 %. Ils estiment que ces outils ne permettent plus de répondre à l'ampleur des attaques, ni d'assurer l'équilibre recherché entre préservation de l'espèce et survie du pastoralisme. Les organisations agricoles soulignent que la pression de prédation ne cesse de croître, touchant désormais des zones jusque-là peu exposées. Les réponses administratives, souvent complexes et tardives, ne sont plus adaptées à l'urgence du terrain, avec une dégressivité des indemnisations au fil des attaques, notamment avec le nouveau barème des pertes indirectes, issu de l'arrêté du 1<sup>er</sup> octobre 2025. Cette nouvelle mesure accroît encore la fragilité économique des éleveurs. L'absence d'évolution claire fragilise non seulement les exploitations mais aussi l'attractivité même des territoires d'estive et de moyenne montagne. Face à cette situation, plusieurs interrogations concrètes sont formulées par les éleveurs, auxquelles ils souhaitent obtenir des réponses précises dans le cadre de l'élaboration du nouveau plan national. Elle souhaite ainsi savoir si le Gouvernement envisage de revoir le quota actuel de prélèvements, devenu un plafond administratif déconnecté de la dynamique réelle de la population lupine, et d'étudier la possibilité d'autoriser, dans certaines situations de forte prédation, le prélèvement de meutes entières, comme le prévoient certains pays voisins. Elle demande également quelles évolutions sont envisagées concernant les modalités d'intervention sur le terrain : autorisation de lunettes de tir à visée thermique pour les éleveurs, mobilisation facilitée des lieutenants de l'ovétrie sans autorisation systématique préalable, extension des

autorisations de tir dans les parcs nationaux et les réserves naturelles, et assouplissement des conditions encadrant les tirs de défense, quel que soit le cercle concerné. Elle souhaiterait aussi connaître la position du Gouvernement sur les dispositifs d'indemnisation : intégration des pertes indirectes telles que les avortements, baisses de production ou surcoûts de surveillance ; revalorisation des montants ; et accélération du versement des aides à la protection, dont les retards récurrents fragilisent les exploitations. Elle s'interroge enfin sur les mesures prévues pour adapter les moyens de protection aux nouveaux territoires prédatés, soutenir l'innovation technique et humaine, et mieux articuler les règles issues de la loi d'orientation agricole avec les réalités quotidiennes des éleveurs, notamment en matière de non-protégeabilité des bovins et équins. Aussi, elle demande quelles décisions concrètes le Gouvernement entend prendre afin d'apporter des réponses opérationnelles à chacune de ces préoccupations, et de permettre enfin la mise en place d'un cadre de gestion du loup qui soit réellement adapté aux enjeux du pastoralisme et aux attentes des éleveurs.

### *Défense de l'apiculture française*

**7037.** – 18 décembre 2025. – **M. Jean-Pierre Corbisez** appelle l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la souveraineté alimentaire** concernant la protection des apiculteurs français dans le cadre du marché européen du miel. Déjà fragilisée par l'impact de l'utilisation des pesticides sur leurs ruches, les apiculteurs français s'inquiètent aujourd'hui d'une réglementation du marché européen qui ne les protège pas suffisamment. Les apiculteurs français, au travers de l'Union nationale de l'apiculture française, défendent un modèle de qualité pour leur production de miel et dénoncent l'option ouverte par la révision de la directive « Miel » de limiter l'indication, sur les étiquettes, des pays d'origine du miel par ordre décroissant de pourcentage dès lors que les quatre principaux pays représentent plus de 50 % du mélange. En outre, ils sollicitent un renforcement des contrôles aux frontières de l'Europe pour limiter les fraudes dans l'attente de l'édiction des mesures prescrites par la directive Miel dont le délai d'adoption pour certaines peut aller jusqu'en juin 2029. En particulier, ils recommandent l'usage de plusieurs méthodes de contrôle en simultané comme le préconise la commission internationale du miel ainsi que la création d'un laboratoire de référence européen capable de s'adapter aux méthodes de fraude sans cesse en évolution. Les représentants des apiculteurs, confrontés à la fragilisation des producteurs face aux accords d'importation (Mecosur, accord de libre-échange France/Ukraine) qui autorisent des entrées massives sur le marché français de miel bénéficiant d'avantages tarifaires et concurrençant directement les miels français, demandent la création d'un dispositif de soutien financier pour ceux victimes de la concurrence déloyale des miels à prix réduits ou frauduleux. L'interdiction des mélanges de miel est d'ailleurs présentée comme un outil efficace de lutte contre cette fraude. D'autres mesures pourraient enfin être utilement mobilisées pour soutenir cette profession artisanale qui joue un rôle essentiel dans la pollinisation, elle-même primordiale dans la préservation de notre biodiversité : accès à l'indemnité compensatoire de handicaps naturels ou encore accompagnement financier au titre du service d'intérêt général de pollinisation. Enfin, l'Union nationale de l'apiculture milite pour une consultation élargie des représentants des apiculteurs, associant tous les syndicats et représentants des apiculteurs, au-delà de la seule interprofession, trop souvent considérée comme le seul interlocuteur des pouvoirs publics. Il souhaite donc savoir quelles mesures le Gouvernement entend prendre pour assurer la protection et la survie de l'apiculture française dans un contexte accru de concurrence et de pratiques frauduleuses fragilisant une activité déjà largement impactée par l'usage des pesticides et les effets du réchauffement climatique.

### *Pénalités liées au respect de la conditionnalité dans le cadre de la politique agricole commune (PAC)*

**7041.** – 18 décembre 2025. – **Mme Pauline Martin** attire l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la souveraineté alimentaire** sur les conséquences particulièrement préoccupantes de l'envoi massif, ces dernières semaines, des lettres de fin d'instruction PAC 2023 notifiant des pénalités liées au respect de la conditionnalité. Dans le Loiret, plus d'une centaine d'exploitations sont concernées ; plus de 300 en Indre-et-Loire. Les pénalités appliquées, de l'ordre de 3 % sur une assiette de 200 euros par hectare, soit des montants pouvant atteindre entre 800 et 3 000 euros par exploitation, interviennent dans un contexte financier et humain particulièrement fragilisé, marqué par une forte dégradation des trésoreries, plusieurs crises de production successives et deux suicides d'agriculteurs dans le Loiret en quinze jours. Les agriculteurs ne contestent ni la légitimité des contrôles ni le principe de la conditionnalité, ils dénoncent la temporalité excessive de ces notifications : les faits remontent à la campagne 2023, désormais trop éloignée pour permettre une contestation sereine ou une reconstitution fiable des éléments. Ce délai nourrit un profond sentiment d'injustice, d'autant plus que l'outil TELEPAC, déjà fragile (bugs récurrents, cartes incomplètes, difficultés de chargement), repose en partie sur des algorithmes d'intelligence artificielle pour analyser les surfaces. Dans cette configuration, le bénéfice



du doute ne s'applique pas à l'exploitant, à qui il revient de prouver qu'il était conforme, quand bien même les données initiales seraient incertaines ou sujettes à interprétation. Cette situation crée un déséquilibre majeur dans la relation entre l'administration et les agriculteurs, contraire à l'esprit du droit à l'erreur consacré par le droit national et européen. Face à l'incompréhension exprimée sur le terrain, elle souhaite savoir quelles mesures immédiates le ministère entend prendre pour encadrer la temporalité des contrôles PAC, afin qu'aucune pénalité ne puisse être appliquée au-delà d'une année glissante, particulièrement lorsque les faits remontent à plusieurs campagnes antérieures. Elle lui demande si les services de l'État pourront être mobilisés pour réexaminer les situations les plus sensibles, en particulier lorsque le délai de contrôle et de notification crée une disproportion manifeste entre la nature du manquement et la pénalité appliquée. Enfin, elle lui demande si le Gouvernement prévoit de renforcer l'accompagnement pédagogique préalable à l'envoi de pénalités, afin d'éviter les effets de sidération observés ces dernières semaines. - Un cadrage national est-il envisagé pour clarifier les délais d'instruction et de notification, garantissant ainsi l'équité de traitement entre exploitants et départements ?

### *Ajout de la mention SPe8 sur les produits cupriques utilisés en viticulture*

**7052.** - 18 décembre 2025. - **Mme Anne-Sophie Romagny** attire l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la souveraineté alimentaire** sur les conséquences agronomiques et économiques de l'ajout de la mention SPe8, « danger pour les abeilles », sur les produits phytopharmaceutiques à base de cuivre employés en viticulture, notamment en agriculture biologique. Le cuivre constitue en effet la seule matière active fongicide réellement efficace et homologuée contre le mildiou en viticulture biologique. Or son usage est aujourd'hui restreint au stade critique de la floraison (BBCH 60-69), alors même que cette période est identifiée par l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE), l'Institut français de la vigne et du vin (IFV) et les réseaux d'épidémiosurveillance comme l'une des plus sensibles aux infections, pouvant entraîner jusqu'à 80 % de pertes lorsque les inflorescences et jeunes rafles sont contaminées. Par ailleurs, l'application de la mention SPe8 apparaît scientifiquement inadaptée à la vigne : il s'agit d'une espèce anémophile, très faiblement attractive pour les pollinisateurs, ses fleurs produisant peu de nectar et peu de pollen. Les observations de terrain confirment une fréquentation quasi nulle des abeilles en période de floraison. Selon les critères d'évaluation de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA), l'exposition réelle des pollinisateurs aux produits cupriques sur vigne est donc faible à négligeable. Dans ces conditions, l'interdiction d'emploi au moment où la protection fongicide est indispensable ne procure aucun bénéfice environnemental démontré, tout en compromettant la capacité des viticulteurs biologiques à protéger leurs parcelles, faute d'alternatives efficaces. Elle lui demande en conséquence si le Gouvernement envisage une réévaluation de la pertinence de la mention SPe8 pour la vigne, au regard des données scientifiques disponibles et des enjeux de maintien de la viticulture biologique française.

### *Absence de publication des décrets d'application de la loi du 14 mars 2025 visant à endiguer la prolifération du frelon asiatique*

**7057.** - 18 décembre 2025. - **M. Laurent Burgoa** attire l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la souveraineté alimentaire** sur l'absence de parution des décrets d'application nécessaires à la mise en oeuvre de la loi n° 2025-237 visant à endiguer la prolifération du frelon asiatique et à préserver la filière apicole, pourtant promulguée le 14 mars 2025. Alors que cette loi avait pour objectif de doter l'État et les collectivités d'outils renforcés pour lutter contre un prédateur qui menace gravement les ruchers, les pollinisateurs sauvages et, plus largement, l'équilibre des écosystèmes, aucun des textes réglementaires indispensables à son application effective n'a, à ce jour, été publié. À l'approche du printemps, période durant laquelle les fondations de nids de frelons asiatiques s'intensifient, l'inquiétude grandit parmi les apiculteurs, déjà confrontés à des pertes importantes les années précédentes. Faute d'un cadre d'action opérationnel, la filière apicole risque à nouveau de subir des ravages alors même que le législateur avait expressément prévu des mesures d'urgence pour y remédier. Il lui demande de bien vouloir préciser dans quels délais les décrets d'application seront publiés, afin que la loi puisse entrer en vigueur pleinement et permettre une lutte efficace contre la prolifération du frelon asiatique.

### *Épidémie de dermatose nodulaire contagieuse dans les élevages bovins français*

**7068.** - 18 décembre 2025. - **Mme Marie-Jeanne Bellamy** attire l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la souveraineté alimentaire** sur l'épidémie de dermatose nodulaire contagieuse (DNC) qui touche les élevages bovins français. Le 2 décembre 2025, un 106<sup>e</sup> élevage a fait l'objet d'un abattage total sur ordre de l'administration après la confirmation d'un cas de DNC dans le département du Doubs, alors même que

l'ensemble du troupeau était vacciné et déclaré immunisé. Cette décision, accompagnée d'une intervention contestée des forces de l'ordre face à une mobilisation pacifique d'environ 500 éleveuses et éleveurs, suscite une vive incompréhension dans le monde agricole. Depuis le début de cette crise, la France a strictement appliqué la réglementation européenne imposant l'abattage complet des troupeaux dès la détection d'un cas positif. Parallèlement, l'accès à la vaccination a été interdit dans les zones encore épargnées par la maladie. Cette stratégie s'est révélée inefficace : plus d'une centaine d'élevages ont été concernés dans sept départements, et la Commission européenne a souligné les défaillances du dispositif français de contrôle. Les professionnels du secteur dénoncent une gestion de crise défaillante. Ils demandent d'une part, la révision de la catégorisation de la DNC au niveau européen, afin de permettre une euthanasie ciblée des seuls animaux malades, plutôt qu'un abattage systématique des troupeaux et, d'autre part, l'élargissement de l'accès à la vaccination à l'ensemble du territoire français. Aussi, elle souhaite savoir si le Gouvernement entend accéder à ces demandes, et connaître les mesures mise en oeuvre pour accompagner les éleveuses et les éleveurs victimes de cette épidémie de DNC.

### *Financement du service France services agriculture*

**7073.** – 18 décembre 2025. – **M. Jean-Claude Tissot** attire l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la souveraineté alimentaire** sur le financement du service France services agriculture (FSA), tant pour la phase test prévue à partir de janvier 2026 que pour sa mise en oeuvre complète en 2027. La loi n° 2025-268 du 24 mars 2025 d'orientation pour la souveraineté alimentaire et le renouvellement des générations en agriculture fixe un objectif clair, à savoir le doublement du nombre d'accompagnements à l'installation et à la transmission. Cet objectif intervient dans un contexte sans précédent où la moitié des agriculteurs et agricultrices partiront à la retraite d'ici dix ans, rendant indispensable une politique ambitieuse de renouvellement des générations. Le moment de la transmission est également décisif dans l'optique d'engager la transition agroécologique : maintien ou passage en agriculture biologique, agriculture paysanne, systèmes herbagers, polyculture-élevage, diversification, autonomie et résilience des fermes, etc. Or, la réussite de cette double ambition, installation et transmission, suppose un accompagnement humain de qualité, assuré par une diversité d'acteurs compétents, ainsi qu'une coordination territoriale effective. Le service France services agriculture (FSA) sera piloté par les chambres d'agriculture, accompagnées par un réseau de structures agréées. Outre le nécessaire pluralisme du dispositif, celui-ci nécessite un financement suffisant et adapté, que les acteurs de terrain ont estimé à 4 millions d'euros pour la seule expérimentation. À ce sujet, il a été indiqué que le financement de la phase de préfiguration serait couvert par les crédits de l'accompagnement à l'installation - transmission en agriculture (AITA), le financement de FSA étant renvoyé au projet de loi de finances (PLF) pour 2027. Aussi, il lui demande si le Gouvernement prévoit d'abonder les crédits dédiés à la phase test FSA en 2026, et dans le cas contraire, quelles actions financées aujourd'hui par l'AITA verront leurs financements diminuer. Par ailleurs, dans la perspective du PLF 2027, il souhaiterait savoir si le Gouvernement prévoit une ligne budgétaire dédiée pour financer durablement l'ensemble du dispositif FSA. Enfin, il lui demande quelles garanties le Gouvernement entend apporter pour éviter que, faute de financements publics suffisants, l'accompagnement ne soit capté par des acteurs privés lucratifs, en contradiction avec l'esprit de la loi et au détriment de la neutralité et du pluralisme.

6137

### *Absence de publication du décret permettant la mise en oeuvre du plan national de lutte contre le frelon asiatique*

**7088.** – 18 décembre 2025. – **M. Philippe Paul** souhaite appeler l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la souveraineté alimentaire** sur la nécessité de procéder dans les meilleurs délais à la publication du décret d'application de l'article unique de la loi n° 2025-237 du 14 mars 2025 visant à endiguer la prolifération du frelon asiatique et à préserver la filière apicole. Dans l'échéancier de cette loi figurant sur le site [legifrance.gouv.fr](http://legifrance.gouv.fr), la publication du décret était envisagée au mois de septembre 2025. Dans sa réponse en date du 2 septembre 2025 à la question écrite n° 6715 de la députée Alexandra Martin, Mme la ministre indiquait « Le projet de décret prévu par la loi est en cours de préparation par les services du ministère de la transition écologique (MTEBFMP) et du ministère de l'agriculture (MASA) et devrait être prêt à l'automne afin de permettre une adoption dans les meilleurs délais du plan national et des plans départementaux prévus par la loi. » L'urgence de disposer de moyens adaptés pour combattre efficacement ce fléau que constitue pour la biodiversité, et singulièrement les insectes pollinisateurs et l'apiculture, le frelon asiatique n'étant plus à démontrer, il lui demande de prendre toutes dispositions pour hâter la publication de ce décret afin de permettre la mise en place sans tarder du plan national global, et déclinable au niveau départemental, de lutte contre cette espèce invasive décidé par la loi du 14 mars 2025.

### *Stratégie de lutte contre la dermatose nodulaire contagieuse bovine*

**7090.** – 18 décembre 2025. – **M. Franck Montaugé** appelle l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la souveraineté alimentaire** sur les conséquences dramatiques, à la fois humaines et économiques, de la crise sanitaire qui touche actuellement les éleveurs bovins dont le cheptel ou une partie du cheptel est atteint de dermatose nodulaire contagieuse bovine (DNCB). Dans de nombreux pays, la vaccination a permis de maîtriser la propagation de cette maladie exclusivement bovine, et dont le taux de mortalité est semblait-il plutôt faible. Aussi, la politique d'abattage total des cheptels infectés ou suspectés décidée par le Gouvernement, provoque une vive émotion dans le monde agricole. Cette stratégie, que les éleveurs estiment disproportionnée, engendre une profonde détresse et une colère qui enfle dans les départements frappés de plein fouet par cette crise. Suite à la découverte d'un cas dans le département limitrophe des Hautes-Pyrénées, le préfet du Gers a pris, le 10 décembre 2025, un arrêté établissant une zone réglementée, une mesure qui accentue l'inquiétude des professionnels et révèle la progression de la maladie, que seule une vaccination massive permettrait d'endiguer. Aussi, il demande au Gouvernement de déployer dans les meilleurs délais une stratégie de vaccination, conforme aux recommandations internationales et d'engager les négociations avec les partenaires de l'Union européenne pour lever les restrictions à l'exportation des bovins vaccinés. Il l'interroge en outre sur les mesures financières prévues pour accompagner les éleveurs sur le plan économique.

### **AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DÉCENTRALISATION**

#### *Spécificités des communes rurales dans la participation employeur à la complémentaire santé*

**7049.** – 18 décembre 2025. – **Mme Anne-Sophie Romagny** attire l'attention de **Mme la ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation** sur les difficultés constatées, pour les communes rurales, par la mise en oeuvre de la participation employeur à la complémentaire santé des agents territoriaux. Dans de nombreuses communes, des employés, principalement des secrétaires de mairie, exercent à temps partiel pour plusieurs collectivités. L'absence de proratisation de la participation employeur en fonction du temps de travail effectif conduit à des questionnements juridiques et des situations inéquitables. Ainsi, une commune pourrait être amenée à verser la cotisation minimale de 15 euros, quand l'agent, lui, percevrait jusqu'à 75 euros de participation si cinq communes sont concernées. Cette situation crée une rupture manifeste d'équité entre collectivités et entre agents. Par ailleurs, l'entrée en vigueur du contrat collectif obligatoire en 2027 soulève une incertitude majeure : aucune règle claire n'existe à ce jour pour déterminer quelle commune devra assumer la charge principale lorsqu'un agent est partagé entre plusieurs employeurs. Ces absences de cadre juridique pour la proratisation, d'une part, et la répartition, d'autre part, sont sources de risques de blocages et de contentieux potentiels, au détriment du fonctionnement des collectivités rurales dont la structure repose largement sur le partage des agents administratifs. Dans un contexte où les petites communes disposent de moyens limités et où la pérennité du secrétariat de mairie constitue un enjeu vital pour le service public local, une adaptation spécifique apparaît indispensable. Elle demande en conséquence au Gouvernement quelles mesures il entend prendre afin d'assurer, pour les agents partagés, une répartition équitable, juridiquement sécurisée et financièrement soutenable de la participation employeur à la complémentaire santé, notamment à l'horizon 2027.

#### *Financement du service public de la petite enfance assuré par un EPCI*

**7055.** – 18 décembre 2025. – **Mme Annick Billon** attire l'attention de **Mme la ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation** sur le financement de la compétence « petite enfance » quand elle est assurée par un établissement public de coopération intercommunale (EPCI). La loi n° 2023-1196 du 18 décembre 2023 pour le plein emploi, qui acte la création du service public de la petite enfance (SPPE), prévoit une compensation financière pour les communes exerçant les compétences d'autorité organisatrice de l'accueil du jeune enfant. Toutefois, elle exclut les EPCI de cette compensation, même lorsqu'ils assument ces missions. C'est notamment le cas du Pays de Saint-Gilles-Croix-de-Vie agglomération qui a créé la compétence « petite enfance » et l'a déléguée au centre intercommunal d'action sociale (CIAS). Les communes membres n'ont jamais exercé cette compétence et aucun transfert formel n'a eu lieu. Or, des financements ont été accordés aux communes membres de plus de 3 500 habitants et, faute d'un transfert formel, les communes membres ne peuvent recourir au mécanisme d'attribution de compensation en faveur de l'EPCI. C'est pourquoi elle lui demande s'il est possible d'identifier un montage financier conforme permettant le reversement des sommes attribuées aux communes membres vers le CIAS et de garantir que le financement prévu par l'État bénéficie à l'opérateur réel de la compétence « petite enfance ».

*Usage de produits phytosanitaires dans les cimetières*

**7085.** – 18 décembre 2025. – **M. Pierre-Jean Verzen** attire l'attention de **Mme la ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation** sur l'utilisation des produits phytosanitaires dans les lieux publics, et plus particulièrement dans les cimetières. Si un doute subsistait quant à la qualification d'un cimetière comme lieu de promenade depuis l'arrêté du 15 janvier 2021, il a disparu. En effet, cet arrêté interdit l'usage de produits phytosanitaires, notamment du glyphosate, dans les cimetières. L'entretien des cimetières est une compétence communale. Il s'agit d'une tâche importante afin de permettre aux familles de se recueillir paisiblement. Il en va également du respect des défunts. Or, avec l'arrêt des produits phytosanitaires, il est de plus en plus difficile pour les personnels communaux d'effectuer cette tâche qui prend beaucoup de temps et mobilise les moyens humains de la commune pendant plusieurs heures. Si la qualité des sols et des eaux est évidemment une priorité pour la santé publique, plusieurs exceptions demeurent pour assurer le bon fonctionnement de certaines activités. Il en est ainsi des clubs de football professionnels qui peuvent encore utiliser ces produits pour l'entretien des stades. Aussi, il souhaite connaître la position du Gouvernement sur la possibilité d'autoriser les communes à utiliser des produits phytosanitaires pour le nettoyage des cimetières.

**AUTONOMIE ET PERSONNES HANDICAPÉES***Difficultés d'organisation des vacances adaptées*

**7072.** – 18 décembre 2025. – **Mme Marie-Jeanne Bellamy** attire l'attention de **Mme la ministre déléguée auprès de la ministre de la santé, des familles, de l'autonomie et des personnes handicapées, chargée de l'autonomie et des personnes handicapées** sur l'avenir des vacances adaptées. Les personnes en situation de handicap doivent pouvoir bénéficier de vacances adaptées à leurs besoins spécifiques, dans des conditions qui leur permettent de profiter pleinement de ces moments de repos, d'évasion et de détente. Par ailleurs, les aidants ont aussi besoin de temps de répit pour se ressourcer. À la suite de l'incendie survenu à Wintzenheim en août 2023, un rapport de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS), rendu public en juillet 2024, a mis en lumière toutes les difficultés du secteur : recrutement et formation des accompagnateurs, qualité et sécurité des hébergements et des transports, aides financières pour les vacanciers... Ce rapport formulait plusieurs recommandations pour mieux connaître et reconnaître les vacances adaptées organisées (VAO), renforcer la qualité et la sécurité des séjours mais aussi l'attractivité du secteur. Il proposait enfin de refondre le cadre réglementaire des VAO, et de mieux animer et organiser les missions de suivi et de contrôle des services déconcentrés de l'État, et de les outiller en conséquence. Aucune suite n'a malheureusement été donnée à ce rapport. Les professionnels du secteur se trouvent bien souvent démunis face aux difficultés d'organisation de ce type de vacances, qu'il s'agisse du financement, du référencement des lieux accessibles, ou encore des garanties de sécurité. En mai 2025, le Conseil national des loisirs et du tourisme adapté (CNLTA) a rendu public un livre blanc contenant 22 propositions visant à garantir l'avenir des vacances adaptées organisées. Aussi, elle souhaite connaître les mesures que compte prendre le Gouvernement pour améliorer l'organisation des vacances adaptées, et s'il entend donner une suite à ce livre blanc.

6139

*Extension de la prime Ségur aux agents administratifs et techniques du secteur social et médico-social de la fonction publique territoriale*

**7107.** – 18 décembre 2025. – **M. Cyril Pellevat** rappelle à **Mme la ministre déléguée auprès de la ministre de la santé, des familles, de l'autonomie et des personnes handicapées, chargée de l'autonomie et des personnes handicapées** les termes de sa question n°03234 sous le titre « Extension de la prime Ségur aux agents administratifs et techniques du secteur social et médico-social de la fonction publique territoriale », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

**ÉCONOMIE, FINANCES, SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE, ÉNERGÉTIQUE ET NUMÉRIQUE***Collecte de la taxe de séjour*

**7030.** – 18 décembre 2025. – **M. Hervé Reynaud** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique** sur le transfert annoncé aux services de l'État de la gestion de la collecte de la taxe de séjour. Bien que le calendrier de ce transfert ne soit pas arrêté, les élus sont inquiets quant à une centralisation de la collecte de cette taxe, instituée dans la majorité des communes et intercommunalités, et qui constitue un levier essentiel du développement touristique local. Sa gestion de proximité



actuelle permet d'adapter les politiques aux spécificités territoriales et de financer directement l'accueil, la promotion et la valorisation du patrimoine. La crainte d'une perte d'autonomie des ressources financières des collectivités, organismes collecteurs, est réelle ; mais une telle mesure fragiliserait le lien entre le produit de cette taxe et les politiques touristiques menées sur le terrain. Le Sénat souhaite que la taxe de séjour reste à la main des collectivités et continue à être collectée au plus près du terrain, au niveau du bloc communal ou de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI). Alors que, dans le cadre de l'examen du projet de loi de finances pour 2026, la ministre de l'action et des comptes publics a annoncé que la réforme de la taxe de séjour, qui apparaît nécessaire pour répondre à la multiplicité des demandes, pourrait se faire dans le cadre d'une proposition de loi, il lui demande si le Gouvernement entend garantir le maintien de la compétence locale en matière de recouvrement de la taxe de séjour et assurer que son produit demeure exclusivement affecté au développement touristique des territoires

### *Non-respect de la réglementation applicable aux jouets*

**7048.** – 18 décembre 2025. – **M. Didier Mandelli** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique** sur le non-respect massif des normes de sécurité par les jouets vendus sur certaines places de marché extra-européennes. Chaque année depuis 2018, la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) organise des campagnes de prélèvements reposant sur la procédure de l'« achat mystère » (permettant aux enquêteurs de se placer dans la situation d'achat d'un consommateur) de produits proposés sur les places de marché électroniques les plus populaires : Amazon, EBay, Wish, Temu... À chaque fois, les résultats sont accablants. En avril 2025, Mme Amélie de Montchalin, ministre chargée des comptes publics évoquait une non-conformité de l'ordre de 94 %, dont 66 % de produits dangereux. Des chiffres confirmés par les récentes études menées par les fédérations européenne et française de l'industrie du jouet. Si des négociations sont actuellement en cours au niveau européen sur un projet de règlement sur la sécurité des jouets abrogeant une précédente directive datant de 2009, aucune échéance n'est fixée. De nombreuses enseignes s'interrogent sur la possibilité de mettre en place un déréférencement automatique des places de marché en cas de mise en danger avérée et répétée du consommateur. Il souhaite connaître la position du Gouvernement sur cette question, ainsi que les mesures qu'il envisage de mettre en oeuvre pour assurer la sécurité de nos enfants.

6140

### *Déréférencement des jouets ne respectant pas les normes sur les places de marché extra-européennes*

**7058.** – 18 décembre 2025. – **Mme Brigitte Micoulet** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique** sur les difficultés rencontrées par le secteur français et européen du jouet et de la puériculture, particulièrement touché par la problématique du non-respect des règles par les places de marché extra-européennes. Il s'avère que celles-ci s'affranchissent des normes de sécurité et de conformité en vigueur pour la plupart des produits et l'enquête réalisée chaque année par la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) en atteste. La fédération européenne des fabricants de jouets (TIE) a également publié récemment des résultats accablants : 96 % des jouets achetés sur ces places de marché extra-européennes ont été déclarés non conformes, 86 % de ces jouets sont dangereux et présentent des risques sévères pour la sécurité et la santé des enfants, certains jouets identifiés et notifiés comme dangereux en 2024 sont toujours disponibles à la vente. La présence de petits éléments pouvant être ingérés, un accès direct aux piles bouton exposant les enfants à des dangers de lésions internes ou la présence de ventouses amovibles qui peuvent bloquer les voies respiratoires, sont autant de dangers immédiats présents dans ces jouets. Le non-respect des normes apparaît comme un modèle économique pour ces places de marché extra-européennes. Elle lui demande donc quels mécanismes peuvent être mis en place rapidement pour assurer de manière permanente le respect des normes et quelles mesures va prendre le Gouvernement afin d'appliquer le déréférencement automatique des places de marché lorsque les autorités de contrôle (DGCCRF) ont relevé un taux de produits non-conformes supérieur à 5 % ; ce déréférencement pouvant être levé lorsque la plate-forme a démontré sa conformité aux règles et normes de sécurité.

### *Dysfonctionnements rencontrés dans la mise en oeuvre de la collecte de la taxe d'aménagement*

**7064.** – 18 décembre 2025. – **Mme Françoise Dumont** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique** sur les dysfonctionnements rencontrés dans la mise en oeuvre de la collecte de la taxe d'aménagement. Le rapport d'information des sénateurs Isabelle Briquet et Stéphane Sautarel, intitulé « Les dysfonctionnements dans la collecte de la taxe d'aménagement et leurs

conséquences financières pour les collectivités territoriales et les conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) » a mis en lumière des difficultés quant au recouvrement des taxes d'aménagement, suite à la mise en place de l'ordonnance n° 2022-883 du 14 juin 2022 qui a organisé le transfert de l'ensemble de la gestion de la taxe d'aménagement à la direction générales des finances publiques (DGFIP). Ce transfert de la gestion de la taxe d'aménagement à la DGFIP a conduit à reporter la date d'exigibilité de la taxe d'aménagement, qui intervenait auparavant 12 mois après la délivrance de l'autorisation d'urbanisme, à la date de l'achèvement des travaux, soit une déclaration au plus tard 90 jours après. Ce nouveau calendrier de paiement de la taxe a eu pour conséquences, un report substantiel des encaissements par la DGFIP et donc des versements du produit de la taxe aux collectivités. De plus, il semble, notamment dans le Var, que des déclarations d'achèvement des travaux n'aient pas eu lieu dans les temps (voire aient été très décalées), reportant encore davantage la collecte de la taxe pour les collectivités. En conséquence, de nombreuses collectivités sont touchées par un manque à percevoir concernant la taxe d'aménagement, dans une période déjà marquée par la baisse du nombre d'autorisations d'urbanisme délivrées, depuis 2023, du fait d'une économie du secteur bâtiment et travaux publics (BTP) morose. Aussi, elle lui demande ce que le Gouvernement entend faire pour optimiser la mise en oeuvre de la collecte de la taxe d'aménagement et permettre aux collectivités locales de percevoir, de nouveau, un niveau de taxe d'aménagement adapté à leurs besoins en termes de recettes fiscales.

### *Abattement fiscal pour les personnes âgées*

**7080.** – 18 décembre 2025. – **M. Christian Bilhac** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique** sur l'imposition des retraités pour l'année 2024. En 2025, de nombreux retraités ont constaté une augmentation de leur impôt sur le revenu, consécutive à la perte de l'abattement fiscal prévu à l'article 157 *bis* du code général des impôts. Cette situation, qui résulte de la seule revalorisation des pensions, sans ajustement des seuils en fonction de l'inflation, crée une pression fiscale accrue sur des retraités dont le pouvoir d'achat n'a pas réellement augmenté. Le choix de ne pas indexer ces plafonds sur l'inflation semble discriminatoire et engendre un sentiment d'injustice parmi les retraités. Cette situation techniquement contestable et moralement préoccupante renforce le sentiment d'injustice et d'abandon ressentis par un grand nombre de retraités qui n'ont pas à supporter le poids de l'inflation. En conséquence, il lui demande quelles mesures le Gouvernement envisage de prendre pour remédier à cette inégalité qui impacte injustement de nombreux retraités.

6141

### *Transposition nationale de la directive européenne du 22 décembre 2021 concernant les droits d'accises applicables aux brasseries*

**7094.** – 18 décembre 2025. – **Mme Marie-Claude Lermytte** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique** sur les difficultés créées par la transposition nationale de la directive européenne du 22 décembre 2021 concernant les droits d'accises applicables aux brasseries indépendantes. L'article L. 313-23 du code des impositions sur les biens et services fixe un taux réduit pour les brasseries produisant jusqu'à 200 000 hectolitres, puis un basculement immédiat vers le taux plein, aujourd'hui de 8,10 euros/hl, dès le premier hectolitre au-delà de ce volume. Cet effet de seuil entraîne des charges disproportionnées qui freinent directement la croissance d'acteurs pourtant dynamiques et innovants du secteur. Toute mesure de progressivité au-delà du plafond de 200 000 hl serait contraire au cadre européen, qui fixe strictement ce seuil pour l'application d'un taux réduit. C'est précisément cette contrainte juridique qui place aujourd'hui les brasseries indépendantes dans une situation d'impasse : un verrou fiscal qui ne leur permet ni de croître sereinement, ni d'absorber la transition brutale vers le taux plein. Il apparaît donc indispensable de trouver un assouplissement compatible avec le droit communautaire, permettant de réduire l'effet de seuil sans créer de mécanisme progressif illégal. Plusieurs pistes pourraient être explorées, notamment l'introduction de dispositions transitoires, d'un mécanisme d'atténuation temporaire pour les entreprises franchissant le seuil pour la première fois. Ces solutions offriraient un accompagnement indispensable et préserveraient à la fois la compétitivité, l'ancrage territorial et l'équilibre économique des brasseries indépendantes. Elle souhaite donc savoir quelles mesures le Gouvernement serait enclin à étudier.

### *Menaces sur la presse des territoires*

**7103.** – 18 décembre 2025. – **Mme Corinne Féret** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique** sur les inquiétudes du syndicat national de la presse agricole et rurale (SNPAR) concernant à la fois une potentielle hausse de 7 % des tarifs postaux et la très forte



dégradation de la qualité de la distribution de la presse hebdomadaire agricole. Les journaux de la presse agricole, rurale et cynégétique contribuent chaque semaine à informer, relier et valoriser les acteurs du monde agricole et rural, ceux qui font vivre les régions et garantissent la vitalité de la France des territoires. Aussi, alors que le protocole État/Presse/Poste, qui court jusqu'au 31 décembre 2026, prévoit une augmentation des tarifs postaux de 2 % maximum par an, il semble que La Poste, de manière unilatérale, souhaite porter celle-ci à 7 % dès le 1<sup>er</sup> janvier 2026. Cette hausse, si elle était confirmée, viendrait alourdir le modèle économique déjà fragilisé de ces médias, fondé sur un maillage territorial dense et des abonnements de proximité. En outre, la qualité de la distribution de la presse hebdomadaire agricole ne cesse de se dégrader. Les retards, parfois de plusieurs jours, privent les lecteurs d'une information fraîche et utile. Les conséquences sont lourdes : pertes d'abonnés, frais croissants de traitement des réclamations, et pertes financières pour dédommager les annonceurs, dont les campagnes deviennent caduques. Déplorant cette baisse de la qualité du service postal rendu conjuguée à une éventuelle augmentation importante des tarifs de distribution, le SNPAR alerte sur une double peine : payer plus cher pour un service de moindre qualité. Quand on connaît les enjeux démocratiques liés à l'existence d'une presse plurielle et professionnelle, mais également les difficultés économiques rencontrées par l'ensemble des acteurs de ce secteur, on ne peut que partager leurs craintes légitimes. Ce faisant, sachant que le transport et la distribution de la presse constitue l'une des quatre missions de service public confiées par l'État à La Poste, elle souhaite connaître les mesures qu'il entend prendre, d'une part, pour garantir le respect du protocole État/Presse/Poste qui prévoit la limitation de l'augmentation des tarifs postaux à 2 % maximum et, d'autre part, pour obtenir, de manière effective et durable, l'amélioration de la qualité de la distribution, particulièrement le respect des délais, de la presse des territoires. Enfin, plus largement, elle souhaite connaître ce que le Gouvernement envisage de faire pour soutenir la presse agricole et rurale.

### *Modification du mode de calcul de la fraction « péréquation » de la dotation de solidarité rurale*

**7105.** – 18 décembre 2025. – **Mme Patricia Schillinger** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique** sur les conséquences de la modification du mode de calcul de la fraction « péréquation » de la dotation de solidarité rurale (DSR), applicable à compter de 2026. La loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025 a en effet modifié la méthode de prise en compte de la longueur de la voirie communale entrant dans le calcul de cette fraction, en substituant aux déclarations des communes une évaluation réalisée par l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN) à partir de son référentiel à grande échelle. Cette nouvelle méthode ne retient que les voiries goudronnées classées dans le domaine public communal, excluant ainsi les routes empierrées et les chemins non revêtus, pourtant fréquemment intégrés au réseau viaire des communes rurales et jusqu'alors pris en compte. De nombreux élus ruraux signalent que cette évolution entraîne une diminution sensible du linéaire de voirie retenu, avec pour conséquence une baisse prévisible du montant de la DSR péréquation pour un nombre significatif de communes à partir de 2026, même si cette baisse est partiellement lissée dans le temps conformément aux garanties prévues par le code général des collectivités territoriales. Au-delà de l'impact financier, cette réforme interroge par son absence de concertation préalable avec les associations d'élus et par les difficultés pratiques rencontrées par les communes pour accéder aux données produites par l'IGN, publiées tardivement et sous une forme cartographique peu lisible pour nombre de maires. Elle soulève également une incohérence avec les politiques publiques actuelles de sobriété foncière, de désimperméabilisation des sols et de valorisation des chemins ruraux et voies non revêtues, en instaurant de fait une incitation défavorable aux communes ayant fait le choix de modes d'aménagement plus respectueux de l'environnement. Dans ce contexte, elle lui demande quelles mesures le Gouvernement entend prendre pour évaluer précisément les effets financiers et territoriaux de cette nouvelle méthode de calcul, améliorer la transparence et l'accessibilité des données utilisées, et, le cas échéant, corriger un dispositif susceptible de pénaliser durablement les communes rurales et de réduire leurs marges de manoeuvre financières, pourtant essentielles à l'exercice de leurs compétences et à l'égalité entre les territoires.

6142

## ÉDUCATION NATIONALE

### *Défaillance du dispositif de remplacement dans le premier degré*

**7047.** – 18 décembre 2025. – **M. Raphaël Daubet** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la défaillance des moyens de remplacement dans le premier degré. Dans plusieurs écoles, des classes demeurent régulièrement sans leur enseignant pendant plusieurs semaines, contraignant à des solutions de répartitions ponctuelles, au jour le jour, qui dégradent considérablement les conditions d'enseignement et d'apprentissage. À

titre d'exemple, dans le département du Lot, à Biars-sur-Cère, une classe de CP est dépourvue de titulaire depuis plus d'un mois. Cette situation fait suite à un épisode similaire constaté l'année passée dans une autre école du même secteur. Elle illustre des tensions structurelles sur le vivier de remplaçants et une réponse défailante à l'exigence de continuité de l'enseignement affirmée par l'article L. 111-1 du code de l'éducation, qui impose que le service public soit organisé en fonction des élèves et garantisse l'égalité des chances sur tout le territoire. L'article L. 131-1, qui fonde l'obligation d'instruction, implique également que l'État assure un accès effectif à l'enseignement tout au long de la scolarité obligatoire. Il lui demande donc comment le ministère entend garantir le respect des principes légaux et réglementaires relatifs à la continuité du service public d'éducation lorsque les moyens de remplacement se révèlent insuffisants, quels leviers seront activés à court terme pour remédier à la situation dans le département du Lot et quelles mesures sont envisagées pour prévenir durablement de telles situations sur l'ensemble du territoire.

### *Lutte contre le temps d'enseignement perdu au collège et garantie de l'équité éducative*

**7095.** – 18 décembre 2025. – **M. Francis Szpiner** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur le rapport récent de la Cour des comptes concernant le temps d'enseignement perdu par les élèves au collège. Ce document révèle qu'en 2023-2024, 9 % des heures de cours obligatoires n'ont pas été assurées dans les collèges publics, un taux en hausse par rapport à la période pré-pandémie. Cette situation, qui touche particulièrement les élèves les plus fragiles, soulève des interrogations sur l'efficacité des dispositifs de remplacement et sur l'équité territoriale. La Cour des comptes formule plusieurs recommandations pour mieux mesurer, piloter et compenser ce temps perdu, notamment en mobilisant davantage le vivier d'enseignants, en prévenant les absences, et en informant les familles de manière transparente. Aussi, il lui demande de bien vouloir préciser les mesures concrètes déjà mises en oeuvre ou envisagées pour réduire le temps d'enseignement perdu, en particulier dans les académies et établissements les plus touchés ; les outils de suivi et d'évaluation utilisés pour mesurer l'impact des actions engagées, notamment en matière de remplacement des enseignants absents ; les dispositifs spécifiques déployés pour garantir une continuité pédagogique équitable entre les territoires et entre les secteurs public et privé sous contrat ; les modalités d'information des familles sur les heures non assurées et les solutions proposées pour limiter les répercussions sur la scolarité des élèves. Il souhaite connaître les perspectives du Gouvernement pour répondre à ces enjeux, qui conditionnent la réussite scolaire et l'égalité des chances.

6143

### *Convention citoyenne sur les temps de l'enfant et préservation de l'équilibre du calendrier scolaire*

**7100.** – 18 décembre 2025. – **M. Cyril Pellevat** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur les premières orientations issues de la convention citoyenne sur les temps de l'enfant, notamment celles envisageant une réorganisation profonde du calendrier scolaire et des vacances estivales. Parmi les pistes évoquées figure un passage de trois à deux zones de vacances d'été, assorti d'une semaine de chevauchement. Une telle évolution suscite de vives inquiétudes chez les acteurs du tourisme, en particulier les professionnels de l'hôtellerie-restauration, qui alertent sur les risques de concentration accrue des flux touristiques, de saturation des infrastructures et de hausse des prix, au détriment de l'accessibilité aux vacances pour de nombreuses familles. Alors que la régulation des flux touristiques constitue un objectif poursuivi depuis plusieurs années par les pouvoirs publics, cette réforme pourrait fragiliser un équilibre économique déjà mis à l'épreuve, notamment dans les territoires touristiques de montagne et de littoral. Les professionnels rappellent également que l'intérêt supérieur de l'enfant inclut l'accès effectif aux vacances, lequel suppose le maintien de conditions financières et organisationnelles soutenables pour les familles. Enfin, à l'approche des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2030, la stabilité du calendrier scolaire apparaît comme un enjeu stratégique pour la préparation et l'attractivité touristique du pays. Il lui demande quelles garanties le Gouvernement entend apporter quant à la préservation de l'équilibre du calendrier scolaire et à la prise en compte des impacts économiques, sociaux et territoriaux dans les suites qui seront données aux travaux de la convention citoyenne sur les temps de l'enfant.

## ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE ET ESPACE

*Enjeux relatifs à l'utilisation par les « grands modèles de langage » des publications académiques des chercheurs*

**7108.** – 18 décembre 2025. – M. Patrick Chaize rappelle à M. le ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'espace les termes de sa question n° 05102 sous le titre « Enjeux relatifs à l'utilisation par les « grands modèles de langage » des publications académiques des chercheurs », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

## EUROPE ET AFFAIRES ÉTRANGÈRES

*Rang protocolaire des conseillers des Français de l'étranger*

**7086.** – 18 décembre 2025. – M. Christophe-André Frassa attire l'attention de M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères sur la nécessaire clarification à apporter aux questions protocolaires relatives aux conseillers des Français de l'étranger. Il lui rappelle que le 3<sup>e</sup> alinéa de l'article 26 du décret n° 2014-144, du 18 février 2014 modifié, dispose que « Les conseillers des Français de l'étranger invités prennent place à la suite de leur président et par ordre alphabétique, sous réserve des adaptations décidées par l'ambassadeur ou le chef de poste consulaire, notamment pour tenir compte des usages protocolaires. » Il lui demande en conséquence de lui communiquer les textes en application desquels (arrêté, circulaires ou instructions) les ambassadeurs et chefs de postes consulaires peuvent adapter les dispositions de ce décret au prétexte d'un quelconque usage protocolaire, quant à lui, non codifié.

*Éligibilité aux bourses scolaires de l'agence pour l'enseignement français à l'étranger en l'absence d'accès effectif à un établissement homologué*

**7087.** – 18 décembre 2025. – Mme Sophie Briante Guillemont attire l'attention de M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères sur l'interprétation d'un des critères d'éligibilité aux bourses scolaires de l'agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE), à savoir la fréquentation d'un établissement homologué ou, à titre dérogatoire, d'un établissement dispensant au moins 50 % d'enseignement français. Ce critère prévoit qu'une dérogation peut être accordée « en cas d'absence, d'éloignement ou de capacité d'accueil insuffisante d'un établissement homologué ». Or, dans certains pays, notamment en République islamique d'Iran, des dispositions législatives locales interdisent aux enfants français binationaux de fréquenter l'établissement français homologué existant sur le territoire. Cette interdiction, indépendante de la volonté des familles, crée une situation paradoxale : bien qu'un établissement homologué soit présent, il leur est juridiquement inaccessible, les plaçant de facto dans une situation comparable à une absence d'offre scolaire homologuée. Ces familles se voient alors contraintes d'inscrire leurs enfants dans des établissements non homologués, sans que ce choix puisse être considéré comme une volonté délibérée de se situer en dehors du réseau AEFE. Dans ce contexte, elle souhaite savoir si l'impossibilité légale, pour des enfants français binationaux résidant en Iran, d'être admis dans l'unique établissement homologué du pays peut être assimilée à une situation d'absence d'établissement homologué au sens de l'AEFE. Elle demande également si cette impossibilité juridique pourrait être reconnue comme motif suffisant pour ouvrir droit à la dérogation prévue par ce dispositif et permettre ainsi l'éligibilité des familles concernées aux bourses scolaires. Elle interroge enfin le Gouvernement sur l'opportunité de formaliser une telle interprétation par une instruction aux postes diplomatiques, afin d'assurer une application harmonisée, équitable et conforme à l'esprit du dispositif pour les familles françaises confrontées à des contraintes légales locales indépendantes de leur volonté. Elle lui demande de bien vouloir préciser la doctrine applicable afin de garantir l'égalité de traitement entre les familles françaises établies hors de France.

*Efforts de défense de Taïwan et soutien français au maintien du statu quo*

**7102.** – 18 décembre 2025. – Mme Brigitte Devésa attire l'attention de M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères sur la situation de sécurité dans le détroit de Taïwan et, plus largement, dans la région indo-pacifique, dont la France est une nation riveraine et un acteur stratégique majeur. Le 26 novembre 2025, le président taïwanais, M. Lai Ching-te, a annoncé à Taipei l'adoption d'un budget spécial de défense de 1 250 milliards de dollars taïwanais, soit environ 40 milliards de dollars américains, étalé sur huit ans. Cette décision, annoncée à l'issue d'une réunion de haut niveau du Conseil de sécurité nationale taïwanais, vise explicitement à répondre à

l'intensification des menaces exercées par la République populaire de Chine contre Taïwan et contre la stabilité de la région indo-pacifique, à travers des activités militaires accrues dans le détroit de Taïwan, mais également autour du Japon et des Philippines. Le président Lai a précisé que ce renforcement de l'effort de défense s'inscrivait dans une stratégie globale visant à préserver le statu quo, à renforcer les capacités d'autodéfense de Taïwan, à lutter contre les campagnes de désinformation, les ingérences électorales, les cyberattaques et les tentatives d'infiltration, ainsi qu'à protéger les technologies stratégiques de l'île. Il s'est engagé à porter les dépenses de défense de Taïwan à plus de 3 % du produit intérieur brut dès 2026, puis à 5 % à l'horizon 2030, dans un contexte de croissance économique soutenue, estimée à environ 7 % pour l'année en cours. Ces annonces ont été saluées par les autorités américaines comme une contribution majeure au renforcement de la dissuasion et au maintien de la paix dans le détroit, conformément à la loi américaine sur les relations avec Taïwan (Taiwan Relations Act), qui encadre depuis 1979 les relations entre Washington et Taipei en l'absence de reconnaissance diplomatique. Or, à l'issue de votre récent entretien avec votre homologue chinois, M. Wang Yi, directeur du bureau de la Commission centrale des affaires étrangères du Parti communiste chinois et ministre des affaires étrangères de la République populaire de Chine, le communiqué publié par le ministère mentionne des échanges relatifs à l'Ukraine, aux crises internationales et aux déséquilibres économiques mondiaux, mais ne fait aucune référence explicite à Taïwan, ni à la stabilité de la région indo-pacifique, pourtant directement concernée par les tensions actuelles et par la présence militaire française. Dans ce contexte, elle souhaite savoir pour quelles raisons la question de Taïwan et, plus largement, celle de la sécurité en Indo-Pacifique, n'ont pas été mentionnées publiquement à l'issue de cet échange, alors même que Taïwan fait face à des menaces quotidiennes de déstabilisation, y compris militaires, informationnelles, juridiques, cybernétiques et visant ses infrastructures critiques. Elle lui demande également quelle appréciation la France porte sur l'effort exceptionnel consenti par Taïwan pour renforcer sa résilience et sa capacité à contribuer au maintien de la stabilité régionale, à un moment où la France et ses alliés européens et atlantiques se sont eux-mêmes engagés à accroître significativement leurs dépenses de défense face à la dégradation de l'environnement stratégique international. Enfin, elle souhaite savoir si le Gouvernement entend exprimer de manière plus claire et plus appuyée son soutien au maintien du statu quo dans le détroit de Taïwan, à la paix et à la stabilité de la région indo-pacifique, et au droit des peuples à vivre à l'abri de toute coercition, conformément aux principes du droit international et aux intérêts stratégiques de la France.

6145

## FONCTION PUBLIQUE ET RÉFORME DE L'ÉTAT

### *Reconnaissance du métier d'agent territorial spécialisé des écoles maternelles*

**7069.** – 18 décembre 2025. – Mme Marie-Jeanne Bellamy appelle l'attention de M. le ministre délégué auprès de la ministre de l'action et des comptes publics, chargé de la fonction publique et de la réforme de l'État sur la situation des agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles (ATSEM). Ces agents jouent un rôle essentiel pour le bon fonctionnement des écoles maternelles. Leurs missions et responsabilités se sont considérablement accrues ces dernières années, sans pour autant bénéficier d'une reconnaissance statutaire et salariale adaptée. Aujourd'hui, les ATSEM sont chargés de l'assistance au personnel enseignant pour l'accueil et l'hygiène des enfants, et peuvent également assister les professeurs dans les classes accueillant des enfants à besoins particuliers. Si les ATSEM relèvent en principe d'un cadre d'emploi de la catégorie C et font partie de la filière médico-sociale, le décret n° 2018-152 du 1<sup>er</sup> mars 2018 leur a ouvert des voies d'accès, par concours interne ou par promotion interne, aux cadres d'emplois des agents de maîtrise (catégorie C+) et des animateurs territoriaux (catégorie B). Aucun de ces deux cadres d'emploi n'est cependant adapté aux missions confiées aux ATSEM. Le premier, de catégorie C+, est bien loin des missions éducatives aujourd'hui dévolues aux ATSEM. Quant au second, il suppose que les agents exercent leurs missions en dehors du temps scolaire. Pour plus de lisibilité, les ATSEM souhaitent aujourd'hui la création d'un cadre d'emploi spécifique en catégorie B, et la reconnaissance du caractère scolaire de leurs missions, par exemple grâce à la création d'un cadre d'emploi d'animateur territorial sur le temps scolaire. Aussi, elle souhaite connaître les mesures que le Gouvernement compte mettre en œuvre pour assurer une réelle reconnaissance du métier d'ATSEM.

### *Versement d'une prime de fin d'année à destination des agents des collectivités territoriales*

**7078.** – 18 décembre 2025. – Mme Elsa Schalck appelle l'attention de M. le ministre délégué auprès de la ministre de l'action et des comptes publics, chargé de la fonction publique et de la réforme de l'État sur la difficulté rencontrée par de nombreuses communes bas-rhinoises pour le versement d'une prime de fin d'année aux agents des collectivités. Les éventuelles primes « de fin d'année » ou de « treizième mois » pour les

agents des collectivités territoriales ne peuvent être accordées que dans des conditions très limitées par l'article L. 714-11 du code général de la fonction publique, qui reprend l'article 111 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale. Ainsi, une collectivité ne peut verser une telle prime à ses agents que si elle l'avait instaurée avant le 28 janvier 1984, date qui correspond au lendemain de la publication de la loi précitée. Les collectivités doivent dès lors être en capacité de prouver l'existence d'une telle délibération. Par conséquent, seules les collectivités ayant institué un complément de rémunération avant la loi du 26 janvier 1984 peuvent effectuer les versements correspondants. Cette exigence s'avère d'un maniement particulièrement délicat pour les communautés de communes issues de la fusion de plusieurs intercommunalités dont certaines disposaient avant 1984 de la prime de treizième mois. Il en résulte en pratique, à travail égal, des ruptures d'égalité dans la rémunération des agents selon qu'ils soient issus d'une intercommunalité disposant, ou non, d'une prime de treizième mois. Or, en vertu du principe fondamental de libre administration des collectivités territoriales garanti par la Constitution, les communes devraient pouvoir être libres de déterminer la modulation et la nature des compléments indemnitaires attribués, dès lors que cela s'effectue dans le cadre du respect réglementaire général. Dans un contexte où les collectivités peinent déjà à recruter et à fidéliser leurs agents, la suppression de cette prime risque d'accentuer la perte d'attractivité du service public. Elle est d'autant plus problématique qu'elle intervient dans une période où les agents municipaux voient leurs missions se complexifier, leurs responsabilités augmentées avec le nouveau régime de responsabilité du gestionnaire public et leur pouvoir d'achat diminuer. En outre, cette situation crée des différences entre les communes, suivant qu'elles ont décidé avant 1984 ou après 1984 d'instaurer une attribution de primes. Des collectivités peuvent ainsi perdre en attractivité, malgré l'excellence de leur gestion, en raison de la simple application rigide du principe de parité sans prise en compte des équilibres territoriaux. En outre, l'application stricte de la règle empêche toute prise en compte du contexte frontalier, des communes se trouvant ainsi dans l'impossibilité d'offrir une rémunération attractive en comparaison d'employeurs allemands ou de collectivités disposant d'une prime de treizième mois. Il est nécessaire de permettre aux communes de continuer à reconnaître l'investissement de leurs équipes en cohérence avec leur autonomie administrative et leur réalité territoriale. Aussi, elle demande au Gouvernement d'entendre cette préoccupation relayée par des maires et souhaite savoir si une évolution est envisagée afin de permettre aux collectivités qui le souhaitent la mise en place de telles primes de fin d'année.

6146

## INTÉRIEUR

### *Application de la loi Kasbarian sur la protection du droit de propriété*

**7033.** – 18 décembre 2025. – **Mme Marie-Pierre Bessin-Guérin** appelle l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les difficultés persistantes rencontrées par de nombreux propriétaires pour obtenir l'expulsion rapide de squatteurs ou d'occupants sans droit ni titre, malgré les avancées apportées par la loi n° 2023-668 du 27 juillet 2023 visant à protéger les logements contre l'occupation illicite, connue sous le nom de loi Kasbarian. Bien que cette réforme ait renforcé la protection du droit de propriété - notamment en élargissant la procédure d'évacuation administrative à tous les types de logements et en durcissant les sanctions pénales - de nombreux cas continuent d'être signalés, où les démarches restent longues et compliquées. Les propriétaires victimes font face à des lenteurs dans l'application de la procédure d'expulsion, à des problèmes de coordination entre les préfetures, les forces de l'ordre et les services judiciaires, ainsi qu'à des situations floues où la qualification de « squat » n'est pas reconnue, retardant ainsi l'intervention des autorités. Dans ce contexte, elle lui demande quelles mesures le Gouvernement prévoit de prendre pour assurer une application très rapide et cohérente de la procédure administrative d'évacuation sur l'ensemble du territoire, simplifier la saisie du préfet et la constitution des dossiers pour les propriétaires concernés ; et mieux protéger juridiquement les occupants légitimes face à une intrusion dans leur domicile, en clarifiant notamment le régime de la légitime défense du domicile. Enfin, elle lui demande un bilan chiffré, département par département, des expulsions administratives réalisées depuis l'entrée en vigueur de la loi Kasbarian, afin d'évaluer son impact et d'identifier les améliorations encore très nécessaires.

### *Ordre des conseillers municipaux dans le tableau municipal des communes de moins de 1 000 habitants avec une seule liste de candidats*

**7036.** – 18 décembre 2025. – **M. Alain Joyandet** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur l'ordre des conseillers municipaux dans le tableau municipal des communes de moins de 1 000 habitants. Selon les dispositions en vigueur du II de l'article L. 2121-1 du code général des collectivités territoriales, « les membres du conseil municipal sont classés dans l'ordre du tableau selon les modalités suivantes. Après le maire, prennent rang



les adjoints puis les conseillers municipaux. (...) les adjoints prennent rang selon l'ordre de leur élection et, entre adjoints élus sur la même liste, selon l'ordre de présentation sur la liste. En ce qui concerne les conseillers municipaux, l'ordre du tableau est déterminé (...) : 1° Par ancienneté de leur élection, depuis le dernier renouvellement intégral du conseil municipal ; 2° Entre conseillers élus le même jour, par le plus grand nombre de suffrages obtenus ; 3° Et, à égalité de voix, par priorité d'âge ». La question de l'ordre des conseillers municipaux se pose désormais dans les communes de moins de 1 000 habitants avec l'entrée en vigueur de la loi du 21 mai 2025 qui leur applique le scrutin de liste intégrale. Ainsi, si dans une commune, une seule liste de candidats est présente au premier tour de scrutin, tous les candidats seront nécessairement élus. De plus, ils le seront le même jour et avec le même nombre de voix. La question se pose donc de savoir comment les conseillers municipaux seront rangés dans le tableau municipal. Il lui demande si l'ordre devra être déterminé en fonction des dates de naissance comme le prévoit l'article précité du code général des collectivités territoriales ou selon l'ordre dans lequel ils figuraient sur le bulletin de vote lorsqu'ils étaient candidats.

### *Difficultés récurrentes rencontrées par les usagers lors du dépôt ou du renouvellement des demandes de titres et cartes de séjour*

**7039.** – 18 décembre 2025. – **M. Pierre Barros** interroge **M. le ministre de l'intérieur** sur les difficultés récurrentes rencontrées par les usagers lors du dépôt ou du renouvellement des demandes de titres et cartes de séjour. Un rapport d'Amnesty International rendu public le 5 novembre 2025 décrit une administration « défaillante », notamment en raison de moyens insuffisants, de règles inadaptées et d'un cadre législatif peu lisible. Les personnes étrangères demandant un premier titre de séjour ou son renouvellement font état de difficultés récurrentes pour obtenir un rendez-vous en préfecture, de délais d'instruction anormalement longs, ainsi que de dysfonctionnements informatiques répétés, en particulier sur la plateforme de l'Administration numérique pour les étrangers en France (ANEF), devenue obligatoire pour renouveler les titres de séjour depuis 2021. Si les demandeurs sont soumis à des règles strictes concernant le dépôt de leurs dossiers, ces règles ne trouvent pas d'équivalent du côté de l'État, qui n'est tenu par aucun délai maximal d'instruction. Il en résulte que certaines demandes sont examinées très largement au-delà des délais annoncés par les préfectures et sous-préfectures. Ces dernières disposent de moins en moins de personnels qualifiés pour traiter un nombre de demandes croissant. Le rapport de l'enquête de la Cour des comptes consacré à la capacité d'action des préfets entre 2016 et 2022, publié en 2023, rappelle que « les suppressions d'emplois mises en oeuvre depuis la réforme de l'administration territoriale de l'État (RéATE) en 2010 ont affecté les effectifs des préfectures », près de 5 000 emplois étant supprimé entre 2010 et 2020. Par ailleurs, les services des étrangers souffrent, d'une part, d'un recours toujours plus important à des contractuels de courte durée, et d'autre part, de nombreux problèmes techniques liés à la dématérialisation des demandes de titre. Ces retards et impossibilités d'accès au service public ont des conséquences directes et graves sur la vie des personnes concernées : perte potentielle d'emploi ou de ressources, interruption de l'accès à certaines prestations sociales, basculement dans l'irrégularité administrative et insécurité juridique. Ces constats rejoignent les alertes répétées de la Défenseure des droits, qui rappelle la nécessité d'un accès équitable aux services publics et souligne que le numérique ne saurait se substituer totalement aux guichets physiques, téléphoniques ou au dépôt de documents papiers. En mars 2025, dix associations ont par ailleurs saisi le Conseil d'État pour dénoncer les dysfonctionnements « massifs et récurrents » de la plateforme ANEF. Il demande ainsi au Gouvernement de détailler les mesures qu'il entend prendre pour garantir un accès effectif aux préfectures et un traitement normal des demandes de titres et cartes de séjour, et pour limiter les délais d'instruction, notamment en instaurant un délai maximal opposable. Il demande aussi au Gouvernement de corriger les dysfonctionnements de la plateforme ANEF, d'assurer une alternative humaine et physique pour les usagers et de simplifier un système juridique devenu complexe et difficilement compréhensible pour les personnes concernées.

6147

### *Validité des permis ukrainiens*

**7070.** – 18 décembre 2025. – **M. Michel Canévet** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** concernant la validité des permis de conduire ukrainiens et les textes applicables en la matière. Depuis le début du conflit entre l'Ukraine et la Russie, de nombreux ukrainiens sont venus se réfugier en France, parmi lesquels des titulaires du permis de conduire obtenu dans leur pays d'origine. La réglementation française impose aux étrangers titulaires d'un permis délivré dans un pays non européen de le convertir ou de le repasser si celui-ci n'est pas échangeable. Cette démarche est à effectuer dans l'année qui suit l'acquisition de la résidence normale par l'étranger en France. Or, depuis un arrêté pris le 10 février 2025, la date de l'acquisition de la résidence normale pour les bénéficiaires de la protection temporaire correspond à la date de remise de la première autorisation provisoire de séjour. De ce

fait, de nombreux ukrainiens résidant en France se voient désormais tenus par les services préfectoraux de repasser leur permis sous peine de ne plus avoir le droit de conduire sur notre territoire. Pour autant, la directive européenne 2001/55/CE et le règlement (UE) 2022/1280 prévoient que les bénéficiaires de la protection temporaire peuvent continuer à utiliser leur permis de conduire national pendant toute la durée de cette protection. Il semble donc qu'il y ait une contradiction entre l'arrêté français et la directive et le règlement européens, pouvant aller jusqu'à des interdictions ou des sanctions prises par l'administration française, mais qui ne respecteraient pas le principe de primauté du droit européen (Arrêts Costa c/ ENEL (1964) et Simmenthal (1978) ). Il lui demande son sentiment sur cette situation et si des modifications de cet arrêté sont envisagées.

### *Renouvellement des hélicoptères de la gendarmerie nationale*

**7075.** – 18 décembre 2025. – **M. Philippe Paul** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les investissements nécessaires au renouvellement de l'équipement de la gendarmerie nationale. Celle-ci dispose, pour l'exercice de ses missions, de 26 hélicoptères AS350 « Écureuil », de 15 EC135 et de 15 EC145. Ces appareils sont arrivés à un état de vétusté avancé, au point que 8 d'entre eux ont d'ores et déjà été retirés du service. Les Écureuils seront réformés entre 2028 et 2030, les EC135 en 2035. Or à ce stade, seule la réception de 10 H160 et de 6 H145 est prévue, ces derniers dans le cadre d'un contrat passé avec Airbus Helicopters en décembre 2023. Une livraison supplémentaire de 22 H145 est prévue aux termes de ce même contrat, mais elle doit être activée par un ordre de service avant février 2027. Cependant, le financement de cette tranche supplémentaire, dont le coût serait de 355 millions d'euros, n'est pas prévu dans le projet de loi de finances pour 2026. Il souhaite donc savoir si l'achat de ces matériels, sans lesquels des sections aériennes pourraient être fermées, sera bien engagé avant l'échéance prévue, ou si une solution alternative est envisagée.

### *Remplacement des fusils d'assaut de la manufacture d'armes de Saint-Étienne de la gendarmerie nationale*

**7076.** – 18 décembre 2025. – **M. Philippe Paul** souhaite alerter **M. le ministre de l'intérieur** sur le renouvellement des fusils d'assaut de la manufacture d'armes de Saint-Étienne (Famas) qui équipent la gendarmerie nationale et qui ne seront plus soutenus par l'armée de Terre à compter de 2026. Leur remplacement, dont le coût est évalué à 110 millions d'euros, est une urgence. Il lui demande donc à quelle échéance est prévu leur retrait du service, alors que l'armée de Terre a commencé dès 2017 à remplacer ses Famas par des fusils HK416.

### *Modalités de mise à disposition de casernes de gendarmerie par les collectivités territoriales, sociétés d'économie mixte ou organismes d'habitations à loyer modéré*

**7077.** – 18 décembre 2025. – **M. Philippe Paul** sollicite les éclaircissements de **M. le ministre de l'intérieur** sur les conditions de mise à disposition de casernes de gendarmerie par les collectivités territoriales, sociétés d'économie mixte ou organismes d'habitations à loyer modéré (HLM). Encadré par deux décrets de 1993 et 2016, le système en vigueur ne donne pas satisfaction, car les loyers ne reflètent plus l'état du marché ni les coûts de construction engagés par les bailleurs. De plus, il alimente une inflation du locatif dans le budget immobilier de la gendarmerie, qui pèse lourdement sur la capacité d'investissement. Une solution à ces difficultés pourrait être le dispositif de location avec option d'achat (LOA) qui fait l'objet de travaux ministériels en partenariat avec la banque des territoires. Dans ce dispositif, la gendarmerie verserait une « redevance transparente » qui refléterait l'ensemble des coûts - construction, entretien, gestion notamment. Une fois son coût total amorti, la caserne reviendrait en propriété à la gendarmerie nationale. Une telle formule contribuerait à enrayer l'inflation du locatif et à soulager les finances de la gendarmerie, puisque le coût du domanial au mètre carré est égal à la moitié du coût du locatif. Elle serait également incitative pour les bailleurs. Il souhaite donc savoir si les travaux sont près d'aboutir, et si un décret peut être envisagé courant 2026.

### *Registre recensant les Pondichériens ayant opté pour la conservation de la nationalité française en 1962*

**7079.** – 18 décembre 2025. – **Mme Sophie Briante Guillemont** interroge **M. le ministre de l'intérieur** sur l'existence éventuelle d'un registre recensant les Pondichériens ayant souhaité conserver la nationalité française au moment de la cession de Pondichéry à l'Inde. Le 28 mai 1956, la France et l'Union indienne signaient le traité de cession de Pondichéry, qui est redevenue indienne à compter de l'entrée en vigueur dudit traité, le 16 août 1962.



En vertu des articles 5 et 6 de cet accord, toutes personnes nées à Pondichéry et domiciliées dans l'Inde au moment de son entrée en vigueur avaient la possibilité, dans les six mois, de conserver sa nationalité française. Aujourd'hui, pour le dépôt d'une demande de certificat de nationalité française (CNF), il peut être demandé aux requérants d'apporter la preuve que leur ascendant a bien exercé cette possibilité lors de l'entrée en vigueur du traité de 1962. Selon les situations, certains des demandeurs doivent en effet établir un arbre généalogique particulièrement complet, remontant jusqu'aux arrière-grands-parents, tel qu'il est décrit dans le CERFA n° 16237\* 02. Or, pour Pondichéry en particulier, aucune archive publiquement accessible ne semble permettre, en l'état, de fournir aux requérants des documents sur leurs ascendants, en particulier un document recensant (spécifiquement ou non) les Pondichéryens ayant exercé leur volonté de conserver la nationalité française en vertu des articles 5 et 6 du traité du 28 mai 1956 susmentionné. Elle aimerait donc savoir si le ministère de l'intérieur détient un tel registre, document ou archive et si, le cas échéant, ce document pouvait être rendu accessible au public.

### *Présentation et la recevabilité des bulletins de vote dans les communes de moins de 1 000 habitants*

**7082.** – 18 décembre 2025. – **Mme Christine Herzog** interroge **M. le ministre de l'intérieur** sur l'organisation du vote lors des prochaines élections municipales, et plus particulièrement sur la présentation et la recevabilité des bulletins de vote dans les communes de moins de 1 000 habitants, désormais soumises au scrutin de liste. En vertu de l'article R. 55 du code électoral, les bulletins de vote déposés par les candidats ou les listes [...] peuvent être remis directement au maire par les candidats ou leurs mandataires dûment désignés [...] au plus tard à midi la veille du scrutin. Le jour du scrutin, les bulletins peuvent être remis directement au président du bureau de vote par les candidats ou leurs mandataires dûment désignés. Le maire ou le président du bureau de vote ne sont pas tenus d'accepter les bulletins qui leur sont remis directement par les candidats ou leurs mandataires, dont le format ne répond manifestement pas aux prescriptions de l'article R. 30. Toutefois, l'article L. 52-3 du code électoral précise que les bulletins de vote ne peuvent pas comporter : 1° d'autres noms de personne que celui du ou des candidats ou de leurs remplaçants éventuels ; 2° la photographie ou la représentation de toute personne, à l'exception de la photographie ou de la représentation du ou des candidats à l'élection concernée... ; 3° la photographie ou la représentation d'un animal. Elle lui demande si, au moment du dépôt des bulletins de vote, le maire ou le président du bureau de vote doit vérifier que les bulletins respectent l'ensemble des dispositions légales et réglementaires (format, dimensions, grammage, couleur, mentions obligatoires, absence de noms ou images interdits, etc.), ou si ce contrôle relève uniquement de la compétence du président du bureau de vote et des scrutateurs lors du dépouillement, qui déclarent nuls les bulletins non conformes.

### *Allègement des formalités relatives à la gestion des cartes électorales non remises*

**7083.** – 18 décembre 2025. – **Mme Christine Herzog** interroge **M. le ministre de l'intérieur** sur l'allègement des formalités relatives à la gestion des cartes électorales non remises. L'article R. 25 du code électoral impose qu'à la clôture du scrutin, la liste des cartes électorales non retirées par leur titulaire au bureau de vote soit mentionnée nominativement sur le procès-verbal des opérations de vote. Compte tenu de l'augmentation du nombre de cartes non distribuées et retournées en mairie, cette obligation de mention nominative est particulièrement fastidieuse. Elle occasionne une perte de temps significative pour les présidents de bureau et les assesseurs lors de l'établissement et de la signature du procès-verbal, dans un contexte où les bureaux centralisateurs et les services de l'État (préfectures, sous-préfectures) exercent une forte pression pour la transmission rapide des résultats. Elle lui demande si le Gouvernement envisage la suppression de cette obligation de mention nominative des cartes non remises, dont l'utilité paraît disproportionnée par rapport à la charge administrative qu'elle représente.

### *Cellule interministérielle de crise Ukraine*

**7106.** – 18 décembre 2025. – **Mme Nadia Sollogoub** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur l'extinction de la cellule interministérielle de crise (CIC) Ukraine initiée en mars 2022. Dirigée par le préfet Joseph Zimet, cette cellule a été éteinte en 2025 alors que le conflit entre l'Ukraine et la Fédération de Russie s'inscrit dans la durée, poussant, d'une part, certains Ukrainiens à quitter leur pays et d'autre part, incitant ceux qui sont arrivés en France, depuis le début de la guerre, à prolonger leurs séjours parmi nous. En tant que présidente du groupe d'amitié France Ukraine au Sénat, chaque semaine, elle est sollicitée pour intervenir sur des dossiers concernant l'accueil des Ukrainiens en France. Ces sollicitations concernent de nombreux sujets, l'accès au titre de séjour, au logement et aux soins, la prise en charge du handicap, la prise en charge des populations sans capacité d'autonomisation, l'insertion professionnelle, la reconnaissance des diplômes, la mobilité, etc. La présidence du groupe d'amitié France Ukraine au Sénat n'a ni la vocation ni les moyens de se substituer à une cellule de crise qui

en raison du contexte et des difficultés rencontrées est toujours indispensable. Face à cette situation, elle demande dans quel délai le Gouvernement entend ré-initier une cellule de crise dédiée à l'accueil des ressortissants ukrainiens.

*Extension de la vidéo-verbalisation aux infractions liées au non-respect des règles de gabarit des véhicules*

**7111.** – 18 décembre 2025. – M. Cédric Vial rappelle à M. le ministre de l'intérieur les termes de sa question n° 04841 sous le titre « Extension de la vidéo-verbalisation aux infractions liées au non-respect des règles de gabarit des véhicules », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

**INTÉRIEUR (MD)**

*Décret d'application bonification retraite pour les sapeurs-pompiers volontaires*

**7074.** – 18 décembre 2025. – Mme Marion Canalès attire l'attention de Mme la ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur sur la parution du décret relatif à la mise en place d'une bonification retraite pour les sapeurs-pompiers volontaires, qui devraient pouvoir bénéficier d'un trimestre supplémentaire après au moins quinze ans de service puis d'un trimestre par tranche de cinq ans dans la limite de trois. Prévus par la loi n° 2023-270 du 14 avril 2023 de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023, cette disposition doit, pour être appliquée, être accompagnée d'un décret. Pourtant, ce décret n'a toujours pas été pris et cette disposition n'est donc toujours pas appliquée alors même que le Gouvernement s'était engagé en mai 2025 à une parution à l'été 2025. Le 10 octobre 2025, le Premier ministre Sébastien Lecornu a annoncé que la mesure entrerait en vigueur en 2026, précisant que les sapeurs-pompiers volontaires ayant accompli au moins 15 années de service obtiendront un trimestre supplémentaire, puis un trimestre additionnel tous les 5 ans, dans la limite de 3 trimestres au total. Cette annonce, tant attendue, ne respecte pourtant pas les engagements de la loi de 2023 qui ne mentionnait pas une ouverture de droit au bout de 15 ans de service mais au bout de 10, continues ou non. Cette disposition est très attendue par les 3 500 sapeurs-pompiers volontaires que compte le département du Puy-de-Dôme. Avec plus de 50 000 interventions réalisées en 2024, les sapeurs-pompiers professionnels et volontaires du Puy-de-Dôme sont toujours plus sollicités et attendent une reconnaissance de l'État à la hauteur de leur engagement. Elle l'alerte sur l'urgence à publier ce décret d'application dans les plus brefs délais et lui demande s'il s'engage à garantir l'application des dispositions de la loi du 14 avril 2023, dans le respect de son esprit.

**JUSTICE**

*Risque de récidive en sortie de prison*

**7040.** – 18 décembre 2025. – M. Hugues Saury attire l'attention de M. le garde des sceaux, ministre de la justice sur le taux de récidive en sortie de prison. Selon la dernière étude du service de la statistique, des études et de la recherche du ministère de la justice publiée en avril 2025, 35% des détenus commettent un nouveau crime ou délit après leur première condamnation. Un an après la sortie de prison, la hausse de la récidive des sortants en 2020 est davantage marquée pour les personnes de moins de 35 ans, les personnes de nationalité étrangère et les personnes isolées. À cet égard, les services chargés de l'accompagnement et du suivi des personnes placées sous-main de justice jouent un rôle essentiel dans la préparation à la réinsertion et dans l'exécution des mesures et peines, en milieu ouvert comme en milieu fermé. Toutefois, s'il existe aujourd'hui des travaux détaillés sur les taux de récidive, peu d'analyses chiffrées permettent aujourd'hui d'évaluer précisément les évolutions des dispositifs d'accompagnement en matière de réinsertion. Par ailleurs, selon une étude de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) portant sur la période 2005-2019, le taux de récidive augmente avec le nombre de condamnations, la proportion de récidivistes augmentant aussi bien en matière délictuelle (+ 8 points) que criminelle (+ 5 points). Ces données soulignent l'importance des dispositifs d'accompagnement, de suivi et de réinsertion à assurer l'efficacité des peines, laquelle, conformément à l'article 130-1 du code pénal, doit notamment se mesurer à l'aune de sa capacité à garantir le non renouvellement d'actes délictuels et à assurer la réinsertion du condamné. Il lui demande dès lors quelles nouvelles mesures le Gouvernement entend prendre pour mieux prévenir et réduire la récidive en sortie de prison et disposer d'études permettant d'apprécier l'efficacité des actions menées en faveur de la réinsertion.

### *Situation des traducteurs-interprètes judiciaires*

**7062.** – 18 décembre 2025. – **M. Jean Hingray** attire l'attention de **M. le garde des sceaux, ministre de la justice** sur la situation des traducteurs-interprètes judiciaires. Ces professionnels jouent un rôle indispensable dans le fonctionnement de la justice, en garantissant l'égalité des justiciables allophones devant la loi, la validité des procédures et la lutte contre la délinquance nationale et internationale. Pourtant, ils ont été les grands oubliés des récentes réformes, notamment celles relatives à la lutte contre le narcotrafic. Les modalités actuelles de traitement de leurs missions entraînent des dépenses inutiles pour le ministère, une lourdeur administrative et des délais de paiement excessifs, qui provoquent une désertion de la profession et fragilisent le fonctionnement des juridictions. Les associations professionnelles proposent des solutions simples et réalistes : encadrer les délais de paiement par un circuit rationalisé, revaloriser et uniformiser les indemnités, simplifier la gestion administrative par une unité statutaire et améliorer la communication avec les juridictions par la création d'un expert-référent bénévole dans chaque cour d'appel. Il lui demande quelles mesures le Gouvernement entend prendre pour répondre à ces revendications, rationaliser les frais de justice et garantir la pérennité de l'activité des traducteurs-interprètes judiciaires, indispensables au bon fonctionnement de notre justice.

### *Projet de réforme de la procédure civile d'appel*

**7071.** – 18 décembre 2025. – **Mme Patricia Schillinger** attire l'attention de **M. le garde des sceaux, ministre de la justice** sur les préoccupations exprimées par plusieurs magistrats et professionnels du droit au sujet du projet de réforme de la procédure civile d'appel récemment transmis à la concertation. Selon ces acteurs, certaines dispositions envisagées pourraient avoir des conséquences significatives sur l'accès au juge et sur l'effectivité du double degré de juridiction. Ils relèvent notamment que l'augmentation du taux de dernier ressort, qui porterait de 5 000 à 10 000 euros le seuil en dessous duquel l'appel ne serait plus possible, pourrait limiter l'accès au juge d'appel pour des litiges dont l'enjeu financier demeure pourtant important pour de nombreux justiciables. Ils signalent également que l'exclusion de toute possibilité d'appel pour certaines décisions, en particulier celles rendues en matière familiale, susciterait des interrogations quant à la capacité des parties à obtenir un réexamen contradictoire d'un juge de second degré. Par ailleurs, les mécanismes de filtrage prévus, reposant sur une appréciation du caractère manifestement irrecevable ou infondé de l'appel, ainsi que la possibilité pour le premier président de sélectionner les appels qui seraient examinés, sont perçus comme susceptibles d'accroître le risque de limitations procédurales supplémentaires. Ces observations s'ajoutent à une analyse plus générale selon laquelle la difficulté principale rencontrée par les cours d'appel réside dans l'allongement des délais de traitement, déjà constaté depuis la réforme de 2011, et non dans l'existence du double degré de juridiction. Sans se prononcer sur le bien-fondé de ces analyses, elle souhaiterait connaître la position du Gouvernement sur ces inquiétudes et les garanties qu'il entend apporter pour assurer l'équilibre entre l'objectif d'amélioration du fonctionnement des juridictions et la préservation des droits fondamentaux des justiciables, en particulier l'accès au juge et le droit au recours.

### *Statistiques relatives aux pertes volontaires de la nationalité française par déclaration*

**7091.** – 18 décembre 2025. – **Mme Sophie Briante Guillemont** attire l'attention de **M. le garde des sceaux, ministre de la justice** sur les données statistiques relatives aux pertes volontaires de la nationalité française intervenant par déclaration. La perte de nationalité par déclaration peut être sollicitée dans plusieurs situations prévues par le code civil, notamment en cas d'acquisition volontaire d'une nationalité étrangère (article 23), de répudiation de la nationalité française d'origine (articles 18-1 et 19-4), de répudiation de la nationalité acquise au bénéfice de l'effet collectif lors de la naturalisation d'un parent (article 22-3), ou encore à la suite d'un mariage entraînant l'acquisition de la nationalité étrangère du conjoint (article 23-5). Conformément à l'article 26-1 du code civil, ces déclarations doivent être enregistrées par les services du ministère de la justice, y compris lorsqu'elles sont souscrites auprès d'un poste consulaire. Or, aucune donnée consolidée n'est aujourd'hui disponible concernant le volume réel de ces pertes de nationalité. Elle souhaiterait donc connaître, pour les dix dernières années, le nombre de déclarations de perte de nationalité française enregistrées annuellement par le ministère de la justice, ainsi que le nombre de refus d'enregistrement prononcés. Elle lui demande également d'indiquer quelle part de ces déclarations est souscrite à l'étranger, quels sont les postes consulaires où elles sont les plus fréquentes, et si une typologie des motifs déclarés ou des situations juridiques concernées est disponible.

## PME, COMMERCE, ARTISANAT, TOURISME ET POUVOIR D'ACHAT

*Pratique de fausses promotions lors du Black Friday*

**7035.** – 18 décembre 2025. – **Mme Antoinette Guhl** attire l'attention de **M. le ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce, de l'artisanat, du tourisme et du pouvoir d'achat** sur la pratique récurrente des fausses promotions lors de la période du Black Friday. Selon une enquête menée en 2024 par la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) concernant l'information des consommateurs sur les prix et leurs réductions, de nombreux professionnels continuent à recourir à des pratiques commerciales trompeuses. Parmi celles-ci figure notamment l'affichage d'un prix prétendument promotionnel, associé à un prix de référence barré qui ne correspond pas au prix réellement pratiqué avant l'annonce de la promotion, induisant ainsi le consommateur en erreur. Pourtant, la directive européenne n° 2019/2161, dite « Omnibus », renforçant la protection des consommateurs, impose depuis son entrée en vigueur le 28 mai 2022 que toute annonce de réduction de prix indique clairement le prix antérieur, défini comme le prix le plus bas pratiqué au cours des trente jours précédant l'application de la réduction. L'article L. 121-2 du code de la consommation transposant la directive sur les pratiques commerciales déloyales définit qu'une pratique commerciale est trompeuse lorsqu'elle repose sur des allégations, indications ou présentations fausses de nature à induire en erreur le consommateur sur le caractère promotionnel du prix. En outre, l'article L. 121-1 dispose qu'une pratique commerciale est déloyale lorsqu'elle est contraire aux exigences de la diligence professionnelle et qu'elle altère ou est susceptible d'altérer de manière substantielle le comportement économique du consommateur normalement informé et raisonnablement attentif et avisé, à l'égard d'un bien ou d'un service. Or, d'après l'association de consommateurs UFC-Que-Choisir de nombreux commerçants comme Boulanger, Amazon ou encore Rakuten n'ont pas respecté ces dispositions légales lors de ce Black Friday. De manière générale, l'UFC-Que-Choisir a révélé que sur 1 000 annonces comportant un prix barré, issues de six sites majeurs d'e-commerce. Il en ressort que seuls 15 % des prix barrés sont de réelles réductions c'est-à-dire calculées sur le prix le plus bas pratiqué dans les 30 derniers jours. Dans 85 % des cas, les vendeurs ont encore et toujours recours à des prix dits « de comparaison », présentés sous divers intitulés tels que « Prix de vente conseillé », « À l'origine », « Ancien prix », « Prix moyen sur la marketplace » ou encore « Prix renseigné par le vendeur ». Des dénominations, aussi variées qu'imprécises et qui sèment volontairement la confusion du consommateur. En outre, une des techniques courantes des marchands consiste à augmenter le prix quelques mois avant le lancement du Black Friday et appliquer une ristourne sur un produit dont le prix a été gonflé. Ces pratiques, en violation de la directive Omnibus, nuisent à la confiance des consommateurs et faussent la concurrence. Face à ces pratiques trompeuses, elle souhaite savoir quelles sanctions il envisage de prendre. Elle souhaite également savoir quelles solutions sont envisagées pour renforcer les contrôles de la DGCCRF face à la prolifération de ces fausses promotions en période de Black Friday notamment.

*Contrôle des produits non conformes vendus sur les places de marché extra-européennes*

**7084.** – 18 décembre 2025. – **Mme Annick Jacquemet** appelle l'attention de **M. le ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce, de l'artisanat, du tourisme et du pouvoir d'achat** sur le non-respect massif des normes de sécurité par les produits vendus sur certaines places de marché extra-européennes. Le récent scandale impliquant la plateforme Shein a mis en lumière les graves manquements de plusieurs acteurs du commerce en ligne quant au respect de la réglementation européenne. Si les actions engagées ces dernières semaines par le Gouvernement, notamment contre la vente de produits pédopornographiques ou d'armes prohibées, constituent un signal fort, elles ne doivent pas occulter l'ampleur des infractions observées sur l'ensemble des produits proposés par ces plateformes. Dans le secteur du jouet et de la puériculture, les résultats des enquêtes menées par la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) sont particulièrement préoccupants. Le 29 avril 2025, la ministre de l'action et des comptes publics indiquait ainsi que, sur les produits achetés en ligne, 94 % étaient non conformes, dont 66 % dangereux. De leur côté, les associations européennes de consommateurs, dont UFC-Que Choisir, ont révélé que la moitié des jouets achetés sur Shein et Temu comportaient des petites pièces susceptibles d'être ingérées, et qu'un jouet présentait un taux de formaldéhyde cinq fois supérieur à la limite autorisée. La fédération européenne des fabricants de jouets (TIE) a récemment confirmé ces constats : sur 70 jouets achetés auprès de vendeurs tiers non européens, 96 % se sont révélés non conformes, dont 86 % présentant des risques graves (ingestion de petites pièces, accès direct aux piles boutons, ventouses pouvant obstruer les voies respiratoires, etc.). Certains jouets pourtant identifiés comme dangereux dès 2024 restent encore disponibles à la vente. Si la France a engagé des actions ponctuelles fortes, telles que le blocage exceptionnel de tous les flux de colis à Roissy pendant 24 heures, et

mène des discussions à Bruxelles pour avancer la révision du règlement douanier à 2026, ces mesures ne garantissent pas un contrôle permanent et systématique du respect des normes. Elle souhaite connaître les mesures que le Gouvernement envisage de mettre en oeuvre pour assurer durablement le respect des normes de sécurité par ces plateformes et renforcer leur responsabilité vis-à-vis des produits proposés par leurs vendeurs tiers. Elle l'interroge en particulier sur la position du Gouvernement quant à l'éventuelle mise en place d'un mécanisme de déréférencement temporaire des plateformes présentant un taux élevé de non-conformité, tel que constaté par la DGCCRF, ainsi que sur les conditions dans lesquelles de telles mesures pourraient être envisagées.

### *Conséquences de l'arrêté du 16 novembre 2023 sur le tourisme patrimonial souterrain et l'emploi dans les territoires ruraux*

**7097.** – 18 décembre 2025. – Mme Sylviane Noël attire l'attention de M. le ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce, de l'artisanat, du tourisme et du pouvoir d'achat sur les graves conséquences pour le tourisme patrimonial souterrain de l'arrêté du 16 novembre 2023 définissant les modalités de calcul des doses efficaces et des doses équivalentes résultant de l'exposition des personnes aux rayonnements ionisants. La fédération française de tourisme souterrain (FFTS), qui regroupe 92 adhérents dont 89 sites français, parmi lesquels 38 % sont en gestion publique, indique que l'application de ces nouvelles normes a d'ores et déjà des effets très préoccupants sur les activités de ses membres. Depuis plusieurs mois, ces sites appliquent avec sérieux la réglementation relative au radon, en lien direct avec les organismes compétents en radioprotection et les médecins du travail, sans remettre en cause la réalité du risque d'exposition des salariés. Toutefois, les professionnels soulignent que, contrairement à d'autres milieux souterrains où le radon ne serait ni étudié ni pris au sérieux, ces exigences pèsent aujourd'hui de manière particulièrement lourde sur une filière essentiellement gérée par des bénévoles, profondément affectés par ces nouvelles contraintes, au point d'avoir dû engager un recours pour protéger leurs activités. En 2024, les sites adhérents employaient directement plus de 2 000 salariés saisonniers et près de 500 salariés permanents, auxquels s'ajoutent environ 5 000 emplois indirects générés par ce secteur. Or, des grottes font déjà l'objet de fermetures administratives et plus de 45 % des sites seraient actuellement en situation de sursis. La fédération alerte sur le risque d'un effondrement de toute une filière, avec des conséquences majeures pour des territoires ruraux où ces sites patrimoniaux souterrains constituent souvent un pilier économique et où le marché de l'emploi est peu diversifié. Elle rappelle également que le tourisme patrimonial souterrain participe au rayonnement de la France et à la valorisation de sa richesse naturelle et culturelle, accueillant environ 5 millions de visiteurs par an, faisant de la France la première destination européenne et la troisième mondiale en la matière. Dans ce contexte, elle lui demande quelles mesures le Gouvernement entend prendre pour accompagner et soutenir le tourisme patrimonial souterrain afin de concilier la protection indispensable des salariés avec la préservation des activités, des emplois et de l'attractivité touristique des territoires concernés.

### *Respect des normes de sécurité par certaines plateformes de commerce en ligne extra-européennes*

**7098.** – 18 décembre 2025. – M. Jérôme Darras attire l'attention de M. le ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce, de l'artisanat, du tourisme et du pouvoir d'achat sur la question du respect des normes de sécurité par certaines plateformes de commerce en ligne extra-européennes. En effet, des enquêtes récentes menées par la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF), ainsi que les tests réalisés par plusieurs associations de consommateurs et par la fédération européenne des fabricants de jouets (TIE), mettent en évidence des taux de non-conformité particulièrement élevés pour des produits destinés notamment aux enfants. Selon les résultats de tests réalisés par UFC Que-Choisir en partenariat avec trois autres associations de consommateurs européennes, la moitié des jouets achetés sur les plateformes Shein et Temu comportent de petites pièces qui se détachent trop facilement, au risque d'être ingérées. L'un des jouets présentait même des taux de formaldéhyde, une substance cancérigène, jusqu'à cinq fois supérieurs à la teneur autorisée dans les textiles et jouets vendus en Europe. Les essais commandités par la fédération TIE sur des jouets vendus par des commerçants tiers extra-européens concluent quant à eux à un taux de non-conformité de 96 %, dont 86 % de produits présentant un risque sérieux pour la santé ou la sécurité des enfants. Des acteurs du secteur souhaitent donc la mise en place du déréférencement automatique des places de marché lorsque les autorités de contrôle ont relevé un taux de produits non conformes à hauteur de 5 %. Celui-ci pourrait être levé lorsque la plateforme a démontré sa conformité aux règles et normes de sécurité. Aussi, il lui demande de bien vouloir lui indiquer sa position quant à la mise en oeuvre d'un tel mécanisme.



### *Fiabilité des produits présentés comme de la truffe ou utilisant de la truffe*

**7099.** – 18 décembre 2025. – **Mme Else Joseph** interroge **M. le ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce, de l'artisanat, du tourisme et du pouvoir d'achat** sur la présentation des truffes et de produits présentés comme utilisant de la truffe. Dans certains cas, il peut ne pas y avoir de truffe dans le produit. Dans d'autres situations, il y a une absence de précision sur l'espèce de truffe en question. C'est par exemple le cas lorsque la truffe est une truffe blanche ou une truffe d'origine chinoise et qu'elle est utilisée dans un produit (pizza, etc.). Dans d'autres cas, enfin, la truffe utilisée comme élément est en réalité extrêmement faible dans le produit tel qu'il est présenté (problème des proportions). Mais des problèmes apparaissent aussi dans les circuits avec les risques chez certains vendeurs de recourir à des grossistes qui affirment vendre de la truffe locale, mais qui écoulent en réalité des truffes étrangères. C'est un problème qui peut ainsi apparaître chez les restaurateurs. Elle souhaite savoir ce qu'il en est de la protection des consommateurs et des professionnels, ainsi que des contrôles et de la prévention de la part des pouvoirs publics. Les consommateurs ne doivent pas être induits en erreur, notamment en période de fête, car les présentations mensongères peuvent conduire à des préjudices financiers, surtout lorsqu'ils n'ont aucun moyen de vérification.

## RURALITÉ

### *Clarification autour des documents comptables intercommunaux et communaux*

**7043.** – 18 décembre 2025. – **Mme Agnès Canayer** expose à **M. le ministre délégué auprès de la ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, chargé de la ruralité** les interprétations contradictoires autour de l'article L. 5217-10-4 du code général des collectivités territoriales (CGCT) qui prévoit, pour les métropoles, un délai de 10 semaines pour le débat d'orientations budgétaires et de 12 jours pour la transmission du projet de budget primitif aux conseillers. En effet, les notes de l'Association des maires de France (AMF) et de l'Assemblée des départements de France (ADM) interprètent cet article comme applicable aux communes ayant adopté le référentiel M57, alors que les articles L. 2312-1 et L. 2121-12 du CGCT maintiennent respectivement des délais de 2 mois et de 5 jours francs. Cette interprétation soulève plusieurs interrogations légitimes chez les élus locaux : l'absence d'un fondement juridique précis quant à l'article L. 5217-10-4, spécifique aux métropoles qui s'appliqueraient aux communes en régime M57, alors que les articles L. 2312-1 et L. 2121-12 du CGCT ne sont pas modifiés ; l'absence d'étude d'impact sur les conséquences de l'allongement des délais pour les communes rurales, notamment en termes de charge administrative et de pertinence démocratique ; l'absence de clarification dans la rédaction des articles concernés afin d'éviter toute ambiguïté et de garantir une application uniforme du droit pour toutes les collectivités. Aussi, elle demande au Gouvernement de bien vouloir prendre les mesures pour lever ces incertitudes et alléguer, le cas échéant, et vérifier les contraintes pesant sur les communes, en particulier les plus petites.

6154

## SANTÉ, FAMILLES, AUTONOMIE ET PERSONNES HANDICAPÉES

### *Suspension de forages et contaminations bactériennes sur le site Perrier de Vergèze*

**7031.** – 18 décembre 2025. – **Mme Antoinette Guhl** attire l'attention de **Mme la ministre de la santé, des familles, de l'autonomie et des personnes handicapées** sur de nouvelles contaminations bactériennes détectées dans les eaux commercialisées sous la marque Perrier, produites sur le site de Vergèze (Gard). Selon des informations de presse, les deux derniers forages encore exploités par le groupe Nestlé Waters dans le département ont été suspendus la semaine du 23 au 28 novembre 2025 après la mise en évidence de contaminations bactériennes, entraînant l'arrêt de la production d'environ quatre millions de bouteilles en raison d'un risque sanitaire avéré. Ces révélations s'ajoutent à une série d'alertes déjà documentées par les travaux parlementaires portant sur les pratiques des industriels de l'eau en bouteille et les responsabilités des pouvoirs publics, qui avaient mis en lumière des défaillances persistantes de la part du groupe dans la gestion de la qualité microbiologique des eaux mises sur le marché. Elle souhaite interroger la ministre sur les conditions dans lesquelles l'Agence régionale de santé Occitanie a exercé sa mission de contrôle. Les travaux de la commission d'enquête sénatoriale ont en effet établi qu'un document administratif préparé par l'Agence régionale de santé (ARS) avait été modifié à la suite de demandes de Nestlé Waters avant d'être signé par l'agence, ce qui questionne l'indépendance et la rigueur du contrôle sanitaire exercé. Une telle situation, désormais documentée par les travaux parlementaires, est de nature à fragiliser la confiance accordée à la représentation de l'État dans un domaine aussi sensible que la sécurité sanitaire

des eaux destinées à la consommation humaine, alors même que l'agence régionale de santé Occitanie a rendu un avis positif sous réserve au préfet du Gard, sur la pureté originelle des eaux Perrier. Au regard de la gravité et du caractère répété des faits signalés, elle lui demande quelles mesures le Gouvernement entend prendre pour garantir la transparence des procédures de contrôle, assurer l'indépendance des autorités sanitaires et protéger pleinement les consommateurs face aux risques liés à la commercialisation d'eaux potentiellement contaminées.

### *Situation des cardiologues*

**7034.** – 18 décembre 2025. – **Mme Marie-Pierre Bessin-Guérin** appelle l'attention de **Mme la ministre de la santé, des familles, de l'autonomie et des personnes handicapées** sur la situation préoccupante des médecins vasculaires en France. Ces spécialistes jouent un rôle crucial dans la prise en charge des pathologies liées aux systèmes circulatoires. Dans un pays où la population est vieillissante et où les maladies cardiaques et vasculaires représentent la première cause de mortalité, leur expertise est indispensable au sein du réseau des professionnels de santé. Malheureusement, chaque année, peu de postes d'internes dans cette spécialité sont ouverts, tandis que les départs à la retraite se multiplient. Aujourd'hui, un quart des médecins vasculaires a plus de 60 ans, réduisant ainsi le nombre total à environ 2 000, dont seulement 1 800 exercent en libéral. Cette tendance met ces spécialistes dans une situation critique. Au-delà de ce manque d'effectifs, leurs conditions de travail se sont également détériorées au fil des ans. Dans ce contexte, de nombreux jeunes médecins se détournent de cette spécialité. Associé aux départs à la retraite, ce phénomène allonge les délais d'attente pour les patients, déjà très longs, et exacerbe les déserts médicaux sur notre territoire. Pour préserver l'accès aux soins vasculaires et garantir la pérennité de cette spécialité, il lui demande quelles mesures le Gouvernement envisage de mettre en place pour protéger les médecins vasculaires et assurer la continuité de l'offre de soins pour les Français.

### *Destruction de contraceptifs non périmés*

**7042.** – 18 décembre 2025. – **M. Hervé Reynaud** attire l'attention de **Mme la ministre de la santé, des familles, de l'autonomie et des personnes handicapées** sur la question de la destruction des contraceptifs non périmés sur notre territoire. Cette pratique constitue une aberration sanitaire, sociale et éthique. Elle va à l'encontre des principes fondamentaux de santé publique, notamment de lutte contre les inégalités d'accès aux soins. Il est ainsi dommageable que des moyens contraceptifs encore utilisables puissent être détruits plutôt que redistribués. Il pourrait être utile de mettre en place des dispositifs de collecte, de redistribution encadrée, ou de partenariats avec les associations oeuvrant sur le terrain. Il serait judicieux que la France ne s'engage pas sur le même chemin que les États-Unis qui ont choisi la destruction d'un stock très important de contraceptifs féminins plutôt que la redistribution humanitaire. Aussi, il lui demande si le Gouvernement pourrait envisager de publier un décret interdisant la destruction de contraceptifs non périmés, qu'il s'agisse de pilules, de dispositifs intra-utérins, d'implants ou de préservatifs.

### *Permettre au FIVA de contacter les victimes de l'amiante afin de faciliter l'exercice de leurs droits*

**7044.** – 18 décembre 2025. – **M. Fabien Genet** attire l'attention de **Mme la ministre de la santé, des familles, de l'autonomie et des personnes handicapées** sur la mise en oeuvre du dispositif permettant au fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante (FIVA) de contacter directement les personnes exposées afin de faciliter l'accès à leurs droits. Dans un objectif de faciliter l'indemnisation des victimes de l'amiante, la loi n° 2022-1616 du 23 décembre 2022 de financement de la sécurité sociale pour 2023 prévoyait, en son article 89, d'autoriser le FIVA à accéder aux informations nécessaires pour contacter directement les personnes susceptibles de bénéficier d'une indemnisation. Toutefois, par sa décision n° 2022-845 DC du 20 décembre 2022, le Conseil constitutionnel a déclaré non conformes à la Constitution les dispositions prévues par cet article, les qualifiant de « cavalier social ». Depuis cette décision, aucune disposition législative n'est venue reprendre ce projet. Dès lors, l'absence de mise en place de ce dispositif prive de nombreuses victimes et leurs familles de la possibilité de faire valoir leurs droits, faute d'être informées de leur éventuelle éligibilité par la FIVA. Aussi, il lui demande de bien vouloir lui indiquer les mesures que le Gouvernement entend mettre en place afin d'améliorer les conditions d'indemnisation des victimes de l'amiante.

### *Inéligibilité des crèches de la branche de l'aide à domicile au dispositif du bonus « attractivité »*

**7046.** – 18 décembre 2025. – **M. Fabien Genet** attire l'attention de **Mme la ministre de la santé, des familles, de l'autonomie et des personnes handicapées** sur l'exclusion de la branche de l'aide, de l'accompagnement, des soins et des services à domicile du dispositif de bonus « attractivité » destiné à soutenir les revalorisations salariales dans



les crèches. Dans un contexte marqué par des difficultés de recrutement et une augmentation du degré d'attente des familles, le Gouvernement a annoncé, le 5 mars 2024, la mise en place d'un accompagnement financier de la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF) pour soutenir les revalorisations salariales applicables dans les branches professionnelles de la petite enfance, conformément à la convention d'objectifs et de gestion 2023-2027. Cette mesure vise à renforcer l'attractivité des métiers et à consolider l'offre d'accueil sur l'ensemble du territoire. Toutefois, les crèches de la branche de l'aide, de l'accompagnement, des soins et des services à domicile n'est pas éligible au bonus « attractivité ». En effet, depuis 2021, cette branche a signé cinq avenants successifs qui ont permis une augmentation moyenne de plus de 500 euros bruts par mois pour un salarié à temps plein, un niveau largement supérieur au seuil de 150 euros nets fixé parmi les critères du bonus « attractivité ». La branche s'est donc vu notifier une réponse négative par le cabinet de la ministre au motif que ces efforts ont été engagés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2024, la rendant de fait inéligible au dispositif. Cette situation crée un paradoxe particulièrement préjudiciable : les structures qui ont anticipé les attentes de l'État et investi tôt pour renforcer l'attractivité des métiers de la petite enfance se retrouvent aujourd'hui pénalisées. Cette décision apparaît d'autant plus incohérente que la création du service public de la petite enfance repose sur un constat partagé : l'offre d'accueil des jeunes enfants reste insuffisante et inégalement répartie, et près de 200 000 places supplémentaires seraient nécessaires pour répondre à la demande selon le ministère de la santé, alors que la branche de l'aide à domicile rassemble près d'une centaine de crèches en prestation de service unique (Psu), représentant environ 1 600 places, dont une part importante en zones rurales où elles constituent souvent l'unique solution d'accueil collectif et un levier essentiel de dynamisation démographique. En l'état, cette exclusion injustifiée fragilise directement la pérennité d'un grand nombre de ces structures. Certaines pourraient se maintenir, mais au prix d'une baisse de la qualité d'accueil, faute de moyens suffisants. Cette situation est d'autant plus incompréhensible que le coût de l'éligibilité de la branche au bonus « attractivité » est estimé à seulement 1,8 million d'euros par an : un montant modeste au regard des enjeux, mais dont l'absence compromettrait durablement la capacité des crèches concernées à poursuivre leurs missions. Aussi, il souhaite savoir quelles mesures le Gouvernement entend prendre pour corriger cette situation, permettre l'éligibilité de la branche au bonus « attractivité » et ainsi soutenir la pérennité, la qualité et l'équité des structures de petite enfance, en particulier dans les territoires ruraux.

### *Mise en place du registre national des cancers*

**7050.** – 18 décembre 2025. – **Mme Anne Souyris** appelle l'attention de **Mme la ministre de la santé, des familles, de l'autonomie et des personnes handicapées** sur l'application de la loi n° 2025-596 du 30 juin 2025 visant à mettre en place un registre national des cancers. L'article unique de cette loi confie à l'Institut national du cancer (Inca) la mise en place et la gestion d'un registre national général des cancers, afin d'améliorer la prévention, le dépistage et le diagnostic des cancers ainsi que la prise en charge des patients. La mise en place d'un tel registre, qui aurait pu être réalisée bien avant le vote de la loi du 30 juin 2025, par exemple en s'appuyant sur l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm), est urgente. Elle ne saurait attendre les résultats des prochaines élections nationales, quelles qu'elles soient. C'est ce qu'est venue rappeler la publication, le 24 septembre 2025, d'une étude par la prestigieuse revue médicale britannique, *The Lancet*. En matière d'incidence des cancers, c'est-à-dire de nombre de nouveaux cas de cancer diagnostiqués, l'étude du *Lancet* place la France en tête des pays les plus touchés, avec 389,4 cas pour 100 000 habitants. Or, en l'absence de registre, non seulement les données ne sont pas fiables faute de données exhaustives et homogènes, mais encore il est impossible de déterminer avec certitude les raisons pour lesquelles la France est davantage touchée que d'autres nations. L'application des dispositions du nouvel article L. 1415-2-1, que la loi susvisée a inséré dans le code de la santé publique, requiert un décret en Conseil d'État. Ce décret doit être pris après avis de la commission nationale de l'informatique et des libertés puisqu'il devra notamment prévoir les modalités relatives à la collecte et au partage de données de santé. Elle lui demande de lui indiquer, d'une part, où en sont les travaux d'élaboration du décret en Conseil d'État, d'autre part, quels financements elle entend allouer à l'Inca pour la mise en oeuvre du registre national du cancer et enfin à quelle date le registre sera enfin opérationnel.

### *Menaces sur l'offre de médicaments en France du fait de la politique du Gouvernement des États-Unis*

**7051.** – 18 décembre 2025. – **Mme Anne Souyris** appelle l'attention de **Mme la ministre de la santé, des familles, de l'autonomie et des personnes handicapées** sur les conséquences de la politique menée par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique sur l'offre de médicaments en France, en matière de disponibilité, de prix, de recherche et développement et de production. Le 12 mai 2025, le Président des États-Unis a signé un décret intitulé : « Offrir aux patients américains les médicaments sur ordonnance au prix de la nation la plus favorisée (« Most-Favored-Nation ») ». Il a donné instruction à son administration de prendre des mesures pour

aligner les prix des médicaments vendus aux États-Unis sur ceux payés par les autres pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Le prix ainsi visé est bien évidemment le « prix net », c'est-à-dire le prix qui résulte de la soustraction des remises, non pas le « prix de liste ». Par ailleurs, au mépris de l'accord conclu en août 2025 par la présidente de la Commission européenne, les États-Unis appliquent depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2025 des droits de douane de 100 % sur les médicaments importés. Dans le même temps, leur Gouvernement a octroyé ou promis d'octroyer des exemptions sur ces droits de douane aux entreprises pharmaceutiques qui investiraient sur son territoire. Plusieurs grands fabricants de médicaments européens ont déjà annoncé leur intention d'investir aux États-Unis pour bénéficier de l'exemption, notamment Roche, Novartis et AstraZeneca. Sanofi les avait malheureusement précédés. La référence à « la nation la plus favorisée » en matière de prix du médicament pourrait provoquer une hausse considérable du coût des médicaments innovants - pourtant déjà jugés excessif par la Caisse nationale de l'assurance maladie dans son rapport « charges et produits 2025 » voire de l'ensemble des médicaments ou, pire, pourrait conduire à ce que les médicaments innovants ne soient plus commercialisés dans notre pays. Tandis que le chantage aux droits de douanes mené par les États-Unis risque de détourner l'investissement dans la recherche et développement et dans la production de médicaments au risque de pertes de compétences et d'emplois sur notre continent et dans notre pays et d'aggravation des pénuries de médicaments. Médecins du Monde a relayé ces inquiétudes dans une lettre à la présidence de la Commission européenne en mai 2025. Alors que le Gouvernement précédent entendait réaliser des économies sur les dépenses de médicament et alors que le Comité économique des produits de santé est supposé négocier un nouvel accord-cadre avec les représentants de l'industrie pharmaceutique, l'inaction ne peut être une solution. Elle l'interroge sur les mesures que le Gouvernement entend prendre, le cas échéant en coordination avec d'autres États membres de l'Union européenne en complément de l'« Alliance pour les médicaments critiques », pour garantir l'accès des patients à l'ensemble des médicaments et pour protéger nos capacités de productions et notre potentiel de recherche et d'innovation, tout en maîtrisant les dépenses de la sécurité sociale.

*Mesures gouvernementales pour répondre aux besoins de santé publique en matière de dermatologie*

**7056.** – 18 décembre 2025. – **M. François Bonhomme** attire l'attention de **Mme la ministre de la santé, des familles, de l'autonomie et des personnes handicapées** sur la situation critique de la dermatologie médicale et chirurgicale marquée par une inadéquation croissante entre les capacités actuelles de formation et les besoins réels de cette spécialité. Les données démographiques publiées par la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees) et par le Conseil national de l'Ordre des médecins (CNOM) font état d'une baisse de 22 % du nombre de dermatologues en dix ans, tandis que 50 % des praticiens ont aujourd'hui plus de 60 ans, dont 17 % exercent déjà en cumul emploi-retraite. Les projections élaborées par les instances professionnelles et universitaires anticipent, d'ici 2030, une diminution supplémentaire d'environ 30 % des effectifs, toutes modalités d'exercice confondues. Une telle évolution préoccupante résulte de plusieurs facteurs : un système de sélection historiquement trop restrictif (quotas), un écart grandissant entre l'offre de soins, la progression des maladies de peau (cancers, affections inflammatoires, infections ou pathologies chroniques), un dispositif universitaire sous-dimensionné et un vieillissement accéléré de la profession, avec un taux de renouvellement très inférieur aux départs attendus. Dans plusieurs régions, en particulier les zones rurales ou faiblement dotées, cette insuffisance de dermatologues se traduit par des délais incompatibles avec certaines prises en charge urgentes (suspensions de mélanomes, poussées inflammatoires sévères, infections aiguës) conduisant un nombre croissant de patients à renoncer à une consultation comme le constatent les agences régionales de santé (ARS). Dans ce contexte, une pétition nationale portée par des spécialistes a été déposée sur la plateforme officielle de l'Assemblée nationale (initiative n° 4828). Celle-ci appelle à une réévaluation rapide des capacités de formation en cohérence avec les besoins épidémiologiques et les missions de prévention, de dépistage ainsi que de prise en charge qui relèvent de cette discipline. Aussi, il souhaite connaître les mesures concrètes que le Gouvernement entend prendre pour accroître le nombre de terrains de stage agréés en dermatologie dans toutes les subdivisions, pour renforcer les équipes pédagogiques et hospitalo-universitaires, notamment par l'ouverture de nouveaux postes, pour adapter l'organisation du troisième cycle afin de permettre l'accueil effectif d'un plus grand nombre d'internes, dans des conditions compatibles avec la qualité de la formation, et enfin pour réduire les disparités territoriales en soutenant l'implantation ou le développement de services formateurs dans les régions sous-dotées. Il lui demande dans quels délais ces dispositions pourraient être mises en place compte tenu de l'urgence démographique et des conséquences négatives déjà perceptibles sur l'accès aux soins pour la population.

### *Conséquences de la pénurie de dermatologues*

**7059.** – 18 décembre 2025. – **Mme Laurence Garnier** attire l'attention de **Mme la ministre de la santé, des familles, de l'autonomie et des personnes handicapées** sur les conséquences concrètes de la pénurie de dermatologues en France. Au moment où les maladies dermatologiques (cancers cutanés, maladies inflammatoires, infections, pathologies chroniques) augmentent, les praticiens de tous les territoires constatent que la démographie dermatologique s'effondre. Les conséquences pour la population deviennent alarmantes. Cette spécialité essentielle est en voie d'asphyxie : 22 % de dermatologues ont disparu en 10 ans ; 50 % des dermatologues actuellement en exercice ont plus de 60 ans dont 17 % déjà en emploi-retraite ; les projections annoncent -30 % de dermatologues d'ici 2030. Ces chiffres révèlent un impact direct sur l'accès aux soins dermatologiques dans les cabinets qui ne peuvent plus faire face : impossibilité d'accepter des patients pourtant en situation urgente ; secrétariats saturés recevant des centaines d'appels par jour ; de nombreux patients ne parviennent plus à consulter, même lorsque leur pathologie nécessite un avis rapide. Aujourd'hui, la nécessité d'augmenter les capacités de formation en dermatologie est urgente. Elle lui demande si le Gouvernement prévoit une augmentation du nombre de dermatologues formés pour faire face à la situation critique de la dermatologie en France. C'est une question d'accès fondamental à la santé et à la prévention.

### *Reconnaissance et prise en charge de la maladie du lipœdème*

**7065.** – 18 décembre 2025. – **Mme Brigitte Micoulet** attire l'attention de **Mme la ministre de la santé, des familles, de l'autonomie et des personnes handicapées** au sujet des grandes difficultés que rencontrent les personnes atteintes de la maladie du lipœdème. Le lipœdème est une maladie chronique et évolutive qui touche notamment les femmes et qui se caractérise par une accumulation anormale de tissu adipeux pouvant toucher les jambes et les bras, provoquant des douleurs, des ecchymoses, des jambes lourdes et très sensibles. Les symptômes douloureux impactent le quotidien des femmes physiquement mais surtout psychologiquement. Les douleurs ont pour conséquence une fatigue chronique pouvant souvent mener à un état dépressif. 10 % des femmes sont concernées par cette affection. À ce jour, il n'existe malheureusement pas de traitement mais des traitements conservateurs peuvent être mis en place comme les collants de compression ou le drainage lymphatique manuel. Une intervention chirurgicale peut être nécessaire mais, bien que cette pathologie ait été reconnue comme maladie par l'Organisation mondiale de la santé depuis 2018, l'assurance maladie ne prend en charge, ni le traitement chirurgical, ni les traitements conservateurs. De fait, les traitements très onéreux sont à la charge des femmes touchées par cette maladie. Actuellement, la seule solution est de faire une demande individuelle auprès de l'assurance maladie pour pouvoir bénéficier d'une aide financière ponctuelle ou de déposer un dossier auprès d'une maison départementale des personnes handicapées afin de reconnaître cette pathologie. Aussi, elle lui demande quelles sont les mesures que compte prendre le Gouvernement afin que le coût des traitements de cette maladie puisse être pris en charge par l'assurance maladie sans reste à charge.

6158

### *Préservation de la spécialité orthodontie et qualité des soins*

**7066.** – 18 décembre 2025. – **Mme Patricia Demas** attire l'attention de **Mme la ministre de la santé, des familles, de l'autonomie et des personnes handicapées** sur la remise en cause de la spécialité d'orthodontie en tant que discipline académique et clinique à part entière, ainsi que sur les risques que cette situation fait peser sur la qualité des soins et l'équité d'accès aux traitements pour les patients. L'orthodontie, intégrée au programme universitaire depuis 1977 et reconnue comme une spécialité essentielle de l'odontologie, voit aujourd'hui sa légitimité contestée. Cette discipline, qui participe à la santé publique en rétablissant l'harmonie fonctionnelle et esthétique des patients, est menacée par la multiplication de formations privées, non reconnues par les ministères de l'enseignement supérieur et de la santé. Ces formations, souvent limitées à quelques week-ends de cours théoriques, ne sauraient remplacer le parcours exigeant de neuf ans suivis par les internes. Leur développement expose les patients à des risques accrus de sinistralité, comme en attestent les contentieux en hausse pour traitements non aboutis. Par ailleurs, un nombre croissant de chirurgiens-dentistes omnipraticiens, formés pour répondre aux besoins généraux de la population, se tournent vers la pratique exclusive ou majoritaire de l'orthodontie, sans en avoir la qualification requise. Cette dérive aggrave les déserts médicaux dans d'autres domaines et remet en cause le principe même de méritocratie républicaine, en substituant à l'excellence académique une logique financière. Dans ce contexte, la France, qui fut pionnière en Europe dans la reconnaissance de cette spécialité, risquerait de devenir le premier pays occidental à y renoncer pour des raisons budgétaires, cinquante ans après sa création. Face à cette situation, des solutions existent, telles que l'augmentation du nombre d'internes formés en orthodontie, la création d'un diplôme d'études spécialisées distinct pour les

omnipraticiens expérimentés, ou encore l'instauration d'un remboursement différencié des actes orthodontiques, réservé aux titulaires du diplôme d'études spécialisées. Elle souhaite donc connaître les mesures que le Gouvernement compte mettre en oeuvre afin de préserver la formation publique en orthodontie, d'encadrer strictement l'exercice de cette discipline, et de garantir un accès équitable aux soins sur l'ensemble du territoire. Enfin, elle s'enquiert de savoir si une clarification juridique peut être envisagée afin d'éviter les différences d'interprétation et les contentieux liés à la pratique de l'orthodontie par des professionnels peu qualifiés.

### *Suivi neuropsychologique au long cours*

**7081.** – 18 décembre 2025. – **Mme Pauline Martin** attire l'attention de **Mme la ministre de la santé, des familles, de l'autonomie et des personnes handicapées** sur la nécessité de développer un suivi neuropsychologique au long cours pour les patients atteints de troubles cognitifs liés à des pathologies neurologiques, telles que les accidents vasculaires cérébraux (AVC), les traumatismes crâniens ou les maladies dégénératives. Alors que ces troubles évoluent lentement mais durablement, un suivi cognitif régulier est essentiel pour soutenir la récupération, compenser les déficits et préserver l'autonomie sociale et professionnelle des patients. Aujourd'hui, l'accès à ce suivi reste très limité : les séances dispensées par les neuropsychologues en libéral ne sont pas remboursées, les équipes spécialisées dans les établissements sont insuffisantes et la formation continue des professionnels et des médecins sur les troubles cognitifs n'est pas systématiquement assurée. Dans ce contexte, elle lui demande si le Gouvernement envisage de faciliter l'accès au suivi cognitif, par exemple en assurant le remboursement des séances en libéral, en développant des équipes spécialisées fixes ou à domicile, en renforçant la formation et la proportion de neuropsychologues dans les établissements, et en améliorant la formation continue des professionnels de santé sur les troubles cognitifs et leurs conséquences au quotidien.

### *Nécessité d'une mobilisation nationale pour inverser la banalisation des infections sexuellement transmissibles et l'augmentation de leur transmission*

**7096.** – 18 décembre 2025. – **M. Francis Szpiner** appelle l'attention de **Mme la ministre de la santé, des familles, de l'autonomie et des personnes handicapées** sur la banalisation croissante des infections sexuellement transmissibles (IST) en France, un phénomène qui a directement contribué à l'augmentation inquiétante de leur transmission, notamment chez les jeunes et les populations les plus exposées. Les dernières données de Santé publique France et des centres de dépistage révèlent une explosion des cas de syphilis, gonococcie, chlamydie et infections à virus de l'immunodéficience humaine (VIH), en particulier chez les 15-30 ans. Cette hausse s'explique en grande partie par une perception erronée des risques : les IST sont souvent perçues comme « moins graves » grâce aux progrès thérapeutiques (ex : trithérapie pour le VIH, antibiotiques pour les autres IST), ce qui conduit à une diminution de l'usage du préservatif et à une méconnaissance des conséquences (stérilité, résistances aux antibiotiques, complications neurologiques). Cette hausse s'explique également par l'absence de culture de prévention : les campagnes actuelles ne parviennent pas à dédramatiser le dépistage ni à rappeler l'importance des protections, notamment chez les jeunes pour qui les IST sont devenues un « risque acceptable ». Par ailleurs, la désinformation et les idées reçues contribuent également à cette hausse. En effet, beaucoup pensent, à tort, que les IST « se soignent facilement » ou que « ça n'arrive qu'aux autres », ce qui retarde les dépistages et favorise la transmission. Les conséquences sont graves et doivent alarmer : une hausse des résistances aux antibiotiques (ex : gonococcie multirésistante), rendant certaines IST difficiles, voire impossibles à soigner ; des retards de diagnostic qui aggravent les complications (ex : stérilité, transmission mère-enfant) ; un coût croissant pour l'assurance maladie, avec des dépenses liées aux traitements et aux hospitalisations en forte augmentation. Dans ce contexte, il lui demande quelles actions le Gouvernement compte engager pour lutter contre la banalisation des IST, en menant des campagnes choc et régulières rappelant leur gravité, leurs conséquences et l'importance du dépistage et de la protection ; comment Mme la ministre compte moderniser les messages de prévention pour casser les idées reçues et rendre le dépistage systématique ; quelles mesures seront prises pour réintégrer la prévention des IST dans les parcours éducatifs (collèges, lycées, universités) et former les professionnels de santé (médecins, infirmiers scolaires) à une communication claire et sans tabou sur ces sujets ; si un plan spécifique sera mis en place pour cibler les populations les plus touchées (jeunes, HSH, personnes précaires) avec des messages clairs ; quels moyens seront alloués aux associations et aux agences régionales de santé pour briser la désinformation sur les réseaux sociaux. La banalisation des IST est un danger pour la santé publique. Il est urgent de réveiller les consciences, de rendre visible l'invisible et de faire de la prévention une priorité nationale.

*Changement de facturation entre les libéraux non conventionnés CPAM et les plateformes de coordination et d'orientation*

**7109.** – 18 décembre 2025. – M. Cédric Vial rappelle à Mme la ministre de la santé, des familles, de l'autonomie et des personnes handicapées les termes de sa question n° 00673 sous le titre « Changement de facturation entre les libéraux non conventionnés CPAM et les plateformes de coordination et d'orientation », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

**SPORTS, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE**

*Sécurisation juridique de la définition de la randonnée en montagne*

**7101.** – 18 décembre 2025. – M. Cyril Pellevat appelle l'attention de Mme la ministre des sports, de la jeunesse et de la vie associative sur la fragilité juridique du cadre réglementaire applicable à la randonnée en montagne lorsqu'elle relève des activités assimilées à l'alpinisme au sens de l'article L. 212-2 du code du sport. En effet, si l'article R. 212-7 du code du sport classe l'alpinisme et ses activités assimilées parmi les activités s'exerçant en environnement spécifique, il ne précise pas l'autorité compétente pour définir ces activités assimilées. Cette lacune a conduit le Conseil d'État, notamment dans sa décision du 7 novembre 2018, à annuler des arrêtés ministériels ayant tenté de définir l'environnement montagnard et les activités concernées, au motif de l'absence d'habilitation réglementaire expresse. Dans ce contexte, l'arrêté du 19 décembre 2023 relatif à la formation des guides de haute montagne, qui mentionne la randonnée en montagne parmi les activités assimilées à l'alpinisme, apparaît juridiquement fragile, dès lors qu'un simple arrêté ne saurait suppléer l'absence de fondement dans un décret en Conseil d'État. Cette insécurité juridique pose des difficultés majeures tant pour les professionnels de l'encadrement que pour les services déconcentrés de l'État chargés du contrôle, et soulève des enjeux importants de sécurité publique, la randonnée en montagne constituant l'une des activités de pleine nature les plus accidentogènes et mobilisant fortement les services de secours spécialisés. Il lui demande si le Gouvernement envisage de modifier l'article R. 212-7 du code du sport par décret en Conseil d'État afin d'habiliter explicitement le ministre chargé des sports à définir, par arrêté, les activités assimilées à l'alpinisme, dont la randonnée en montagne, et de sécuriser ainsi durablement le cadre réglementaire applicable à l'encadrement de ces pratiques.

6160

**TRANSITION ÉCOLOGIQUE, BIODIVERSITÉ ET NÉGOCIATIONS INTERNATIONALES SUR LE CLIMAT ET LA NATURE**

*Mise en oeuvre de la loi visant à endiguer la prolifération du frelon asiatique et à préserver la filière apicole*

**7104.** – 18 décembre 2025. – Mme Corinne Féret attire l'attention de Mme la ministre de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature sur la lutte contre le frelon asiatique, et plus particulièrement sur la nécessaire application de la loi n° 2025-237 du 14 mars 2025 visant à endiguer la prolifération du frelon asiatique et à préserver la filière apicole. Depuis sa première apparition en 2004, Le frelon vespa velutina nigrithorax, plus communément appelé « frelon asiatique », n'a cessé de proliférer en France, dans le Calvados comme ailleurs, ce qui est inquiétant à plusieurs titres. Il s'agit, d'une part, d'un enjeu de santé publique, la piqûre du frelon asiatique étant potentiellement mortelle pour l'Homme. Par ailleurs, les abeilles étant une source d'alimentation privilégiée par les frelons, les attaques de ruches ont déjà entraîné l'anéantissement de nombreuses colonies, ce qui préoccupe légitimement les apiculteurs. Adoptée à l'unanimité dans les deux chambres du Parlement, la loi de mars 2025 prévoit la mise en place d'un plan national de lutte décliné en plans départementaux afin de clarifier les compétences, coordonner les interventions publiques et privées, structurer la surveillance, le piégeage sélectif, la destruction des nids et l'information du public, tout en créant un mécanisme d'indemnisation pour les apiculteurs touchés. Or, alors que le Gouvernement s'était engagé à publier dans les meilleurs délais l'unique décret d'application de cette loi, celui-ci n'est toujours pas paru. Ce faisant, la loi reste symbolique et les acteurs de terrain, les professionnels comme les collectivités, sans réponse. À ce jour, donc, aucune stratégie nationale, aucun budget opérationnel, aucune mesure concrète n'a été décidée par les autorités compétentes. Cela explique que l'union nationale de l'apiculture française (UNAF) ait tiré le signal d'alarme et lancé une pétition afin qu'un plan national d'urgence soit impérativement élaboré avant le printemps.



Pour toutes ces raisons, elle souhaite que le décret d'application de la loi de mars 2025 soit rapidement publié, mais aussi connaître les moyens mobilisés par le Gouvernement pour compenser les pertes catastrophiques déjà subies par de nombreux apiculteurs cette année.

### *Surveillance de la qualité de l'air intérieur dans les établissements recevant du public*

**7110.** – 18 décembre 2025. – M. Cédric Vial rappelle à Mme la ministre de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature les termes de sa question n° 01885 sous le titre « Surveillance de la qualité de l'air intérieur dans les établissements recevant du public », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

## TRANSPORTS

### *Airbags Takata : efficacité des mesures, prise en charge des automobilistes et accélération des remplacements*

**7054.** – 18 décembre 2025. – Mme Paulette Matray attire l'attention de M. le ministre des transports sur l'efficacité des mesures mises en oeuvre pour traiter le grave problème de sécurité lié aux airbags Takata, ainsi que sur les difficultés persistantes rencontrées par de nombreux automobilistes, en métropole comme en outre-mer. Depuis 2014, les autorités publiques internationales ont identifié que les airbags produits par Takata et contenant du nitrate d'ammonium en phase stabilisée peuvent, en se dégradant sous l'effet de la chaleur et de l'humidité, exploser brutalement lors de leur activation et projeter des éclats métalliques susceptibles de provoquer des blessures graves, voire mortelles. Ce risque concerne aujourd'hui plusieurs millions de véhicules en France. Si elle salue les actions engagées par l'État, mobilisation du service de surveillance du marché des véhicules (SSMVM), rappels obligatoires, mesures de stop-drive, mise à disposition des données du système d'immatriculation de véhicules (SIV), interventions ciblées auprès des constructeurs, partenariats logistiques renforcés, campagnes d'information, ajout d'une mention dédiée sur les procès-verbaux de contrôle technique, ainsi que la démarche française auprès de la Commission européenne et de la Commission économique pour l'Europe des Nations unies (CEE-ONU), elle constate que leur mise en oeuvre demeure insuffisamment efficace au regard de l'ampleur du risque. En effet, plus de 2,3 millions de véhicules en métropole et 80 000 dans les départements et régions d'outre-mer circulent encore avec des airbags non remplacés. Dans plusieurs territoires ultramarins, les rappels progressent trop lentement malgré les campagnes spécifiques lancées début 2025. De nombreux conducteurs se trouvent également confrontés à des délais très longs, à des difficultés d'obtention de rendez-vous et à l'absence de solutions concrètes de mobilité, faute de véhicules de remplacement mis à disposition pendant l'immobilisation des voitures concernées. Plusieurs constructeurs ne semblent pas en mesure d'organiser une prise en charge satisfaisante, alors même que des mesures de stop-drive leur imposent de facto de priver immédiatement les usagers de leur véhicule, parfois unique moyen de transport. Au regard de ces dysfonctionnements persistants, elle souhaiterait connaître : les moyens supplémentaires que le Gouvernement entend mettre en oeuvre pour garantir que l'ensemble des rappels soient réalisés dans les délais les plus rapides, notamment dans les territoires ultramarins ; les mesures prévues pour assurer une prise en charge complète des automobilistes, incluant, lorsque des stop-drive sont ordonnés, la mise à disposition systématique et sans frais de véhicules de remplacement ou d'alternatives de mobilité fiables ; l'évaluation qu'a conduite l'État de la coopération des constructeurs, les sanctions éventuellement envisagées en cas de non-respect des obligations de rappel, ainsi que la manière dont la mission confiée à l'inspection générale de l'environnement et du développement durable (IGEDD) renforcera les pouvoirs de contrôle et d'injonction du ministère des transports ; enfin, le calendrier des discussions européennes et internationales visant à instaurer une réglementation préventive sur la durabilité et la sécurité des airbags, et la manière dont la France entend défendre la mise en place d'exigences plus strictes pour éviter qu'un tel scandale ne se reproduise. Elle le remercie par avance de ses réponses, indispensables pour garantir la sécurité des usagers et rétablir la confiance des automobilistes face à un risque qui demeure aujourd'hui majeur.

## TRAVAIL ET SOLIDARITÉS

### *Avenir de l'association pour la formation professionnelle des adultes*

**7038.** – 18 décembre 2025. – M. Pierre Barros interroge M. le ministre du travail et des solidarités sur l'avenir de l'association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA). Cet établissement public, créé en 1949,

permet de se former tout au long de la vie et de favoriser l'accès à l'emploi de ceux qui en sont le plus éloignés. Toutefois, l'AFPA est aujourd'hui en danger. Les mesures contenues dans le projet de loi de finances pour 2026 renforce le tournant austéritaire. Les différentes annonces laissent présager le pire : suppression de 1 500 postes d'ici 2029 via le non-remplacement des départs à la retraite, cession immobilières, regroupement de centres, réduction progressive des services d'hébergement et de restauration, baisse continue de la subvention d'équilibre... Les difficultés de l'établissement ont des racines profondes, qui se trouvent dans l'ouverture à la concurrence du secteur de la formation professionnelle et dans le transfert de la compétence aux régions. Ces nouvelles mesures d'économie, visant à un retour express à l'équilibre financier, risquent d'affaiblir encore un peu plus l'établissement. L'AFPA est pourtant un outil essentiel pour préparer l'avenir de la France, pour former aux métiers de demain et structurer les filières d'avenir pour répondre aux enjeux de transition énergétique. Par ailleurs, à l'heure où les plans sociaux se multiplient, en particulier dans l'industrie, l'AFPA doit avoir les moyens nécessaires pour jouer un rôle crucial dans le retour à l'emploi et à la formation des salariés concernés. Pour rappel, 100 000 emplois directs et 300 000 emplois indirects ont été supprimés ou menacés depuis septembre 2023, d'après les chiffres collectés par la Confédération générale du travail (CGT). L'AFPA, loin d'être d'être une charge sur le budget de l'État, doit être vue comme un outil pour accompagner la reconquête de la souveraineté industrielle de la France et accélérer la transition écologique. Sa valeur sociale ajoutée doit également être prise en compte : d'après une étude réalisée par le cabinet Koreis, les coûts sociaux économisés grâce à l'accompagnement de l'AFPA s'élèvent à 121 millions d'euros. Il appelle donc le Gouvernement à tout faire pour ne pas sacrifier ce fleuron de la formation professionnelle, accessible, inclusive, décentralisé, au service des plus fragiles. Il demande ainsi au Gouvernement s'il entend prendre toutes les mesures nécessaires pour préserver l'AFPA, en la dotant notamment d'un plan pluriannuel d'investissement et en envisageant de nouvelles modalités de financement public.

### *Déblocage anticipé de l'épargne salariale pour l'arrivée du premier enfant*

**7053.** – 18 décembre 2025. – **Mme Anne-Sophie Romagny** interroge **M. le ministre du travail et des solidarités** sur la possibilité de débloquent de manière anticipée l'épargne salariale pour l'arrivée d'un premier enfant. L'épargne salariale permet aux salariés de se constituer un capital tout en profitant d'une fiscalité avantageuse. Les sommes versées sur un plan d'épargne peuvent être débloquentes dans certains cas. Les salariés ont le choix entre deux modes de versement des avoirs de la participation et de l'intéressement : soit une liquidité immédiate, soit un placement en épargne. Dans le cas du placement en épargne, les avoirs sont bloqués pendant au minimum 5 ans. Cependant, ces avoirs peuvent être liquidés avant l'expiration des délais dans les cas prévus par l'article R. 3324-22 du code du travail (mariage ou pacte civil de solidarité, invalidité, rupture du contrat de travail, naissance ou adoption d'un 3e enfant...). D'après l'institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), l'arrivée d'un enfant génère une hausse moyenne de 20 % du budget des ménages et le budget spécifique lié à l'arrivée du premier enfant représente environ 1 600 euros en produits de puériculture. Ainsi, elle lui demande le déblocage anticipé de l'épargne salariale à l'arrivée du premier enfant, et non plus du troisième comme actuellement. À l'arrivée (naissance ou adoption) d'un premier enfant, de nombreux articles de puériculture doivent être acquis (table à langer, lit, baignoire adaptée...) contrairement à la naissance des enfants suivants, le matériel étant déjà acquis. Ceci soulagerait les parents et permettrait de renforcer la politique familiale sans dépense supplémentaire pour l'État. Elle lui demande s'il envisage une telle évolution dans le cadre de son pouvoir réglementaire.

### *Assistants maternelles et difficultés de paiement des salaires*

**7060.** – 18 décembre 2025. – **M. Jean Hingray** attire l'attention de **M. le ministre du travail et des solidarités** sur les difficultés rencontrées par de nombreuses assistantes maternelles en matière de paiement de leurs salaires. Malgré la déclaration des heures effectuées, un nombre croissant de professionnelles subissent des impayés, parfois sur plusieurs mois. Les décisions de justice rendues en leur faveur restent souvent sans effet, les débiteurs se rendant volontairement insolvable pour échapper aux huissiers. Les procédures judiciaires sont longues, coûteuses et, dans bien des cas, infructueuses, ce qui plonge ces professionnelles dans une précarité alarmante. Si le dispositif Pajemploi+ a permis de sécuriser certains versements, il ne couvre pas l'ensemble des situations, notamment les contrats antérieurs. Cette situation conduit de nombreuses assistantes maternelles à quitter leur métier, faute de garanties sur le paiement de leur travail. Il lui demande quelles mesures le Gouvernement entend prendre pour garantir l'exécution rapide et effective des jugements en faveur des assistantes maternelles ; si la mise en place d'un prélèvement obligatoire sur les aides publiques attribuées aux familles (allocations de garde, prestation d'accueil du jeune enfant...) est envisagée en cas de non-paiement reconnu par décision judiciaire ; si la création d'un dispositif



de recouvrement centralisé, inspiré de l'Agence de recouvrement des pensions alimentaires (ARIPA), via les caisses d'allocations familiales, est à l'étude pour sécuriser les salaires ; quelles échéances sont prévues pour l'élargissement du dispositif Pajemploi+ à l'ensemble des contrats et pour la mise en oeuvre des mesures de sécurisation. Ces dispositions permettraient de garantir le respect du droit au travail et d'assurer une rémunération digne pour ces professionnelles essentielles à la petite enfance.

### *Risques immédiats sur les capacités de formation des professionnels de santé dans la région Grand Est*

**7061.** – 18 décembre 2025. – **M. Jean Hingray** attire l'attention de **M. le ministre du travail et des solidarités** sur les risques immédiats pesant sur les capacités de formation des professionnels de santé dans la région Grand Est. Faute de visibilité sur les financements nationaux, la région a annoncé que l'affichage Parcoursup 2026 reposerait exclusivement sur l'offre existante en 2019. Cette décision entraînerait la suppression de 829 places supplémentaires en formation infirmière créées depuis 2019, avec des conséquences majeures pour l'accès aux soins, l'attractivité des métiers et la continuité des services dans les territoires. Une telle situation serait en totale contradiction avec les projections démographiques, qui imposent la création de milliers de postes supplémentaires d'infirmiers et d'aides-soignants à horizon 2030, alors que la région affronte un « mur démographique » avec des départs massifs à la retraite. Il lui demande quelles mesures le Gouvernement entend prendre pour : garantir la pérennité des capacités de formation existantes ; sécuriser les financements nécessaires pour maintenir les quotas actuels et anticiper leur augmentation ; éviter toute rupture dans l'inscription des instituts sur Parcoursup, afin de préserver l'attractivité des métiers de santé et répondre aux besoins croissants de la population.

### *Fragilisation des acteurs de l'économie sociale et solidaire*

**7089.** – 18 décembre 2025. – **M. Philippe Paul** souhaite appeler l'attention de **M. le ministre du travail et des solidarités** sur les inquiétudes exprimées par les acteurs de l'économie sociale et solidaire face à l'intention du Gouvernement concrétisée dans le projet de loi de finances pour 2026 de supprimer l'exonération de la taxe d'apprentissage dont ils bénéficiaient. Cette suppression, synonyme d'un alourdissement de leurs charges avec de réels risques de remise en cause de la pérennité de l'activité de certains d'entre eux, ne pourrait que contribuer à fragiliser davantage des structures déjà affectées par d'autres décisions, en particulier dans les secteurs de la santé et du médico-social. La crainte est que ces organismes ne soient plus en capacité d'assurer leurs missions d'accompagnement et de prise en charge de nos concitoyens les plus vulnérables du fait de la maladie, de l'âge ou de la désinsertion professionnelle ou sociale. Aussi, afin de préserver cette indispensable continuité des services de soins, d'accueil et d'accompagnement sur l'ensemble du territoire à laquelle participent pour une grande part les organisations de l'économie sociale et solidaire, il lui demande les mesures que le Gouvernement entend mettre en oeuvre pour soutenir ces organisations à l'utilité sociale et à l'ancrage local reconnus.

6163

## VILLE ET LOGEMENT

### *Lente évolution du parc de logements face aux mutations démographiques*

**7045.** – 18 décembre 2025. – **M. Fabien Genet** attire l'attention de **M. le ministre de la ville et du logement** au sujet de l'insuffisante transformation du parc de logements face aux mutations démographiques. Dans les territoires confrontés à une déprise démographique, la baisse de la demande de logements entraîne mécaniquement une hausse du nombre de logements vacants ainsi que des variations de prix qui n'incitent pas les propriétaires à engager des travaux de rénovation pourtant nécessaires. En effet, l'évolution récente du diagnostic de performance énergétique (DPE) accentue ce phénomène : de nombreux propriétaires préfèrent vendre leurs biens à leurs locataires plutôt que de supporter le coût des rénovations imposées par la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, dite « loi Climat et Résilience ». Les évolutions démographiques modifient profondément les besoins en logement. Depuis 2015, la baisse de la population est en partie compensée par une diminution de la taille moyenne des ménages. Le vieillissement de la population risque de renforcer cette tendance, puisque la part des personnes de plus de 75 ans vivant seules a fortement augmenté, laissant penser à une augmentation du volume de logements vacants avec leur entrée prochaine en établissement spécialisé ou avec leur décès. Or, la construction de logements neufs demeure un levier indispensable pour renouveler un parc vieillissant : en Bourgogne-Franche-Comté, par exemple, plus de six logements sur dix ont été construits avant 1970, soit avant la première législation thermique de 1975, et sont potentiellement très énergivores. D'autre part, une part importante de ces logements ne répond plus aux attentes actuelles des ménages, en matière de performance énergétique comme d'adaptation

aux modes de vie contemporains. Aussi, il souhaite savoir quelles mesures le Gouvernement entend prendre pour encourager l'adaptation du parc immobilier, faciliter la mobilité et permettre à chacun d'accéder plus facilement à la propriété, en particulier dans les territoires en déprise démographique et où les besoins sont les plus importants.

*Difficultés d'accès aux immeubles pour les agents des collectivités territoriales*

**7063.** – 18 décembre 2025. – **M. Thierry Meignen** attire l'attention de **M. le ministre de la ville et du logement** sur les difficultés que rencontrent les agents des collectivités territoriales pour accéder aux immeubles. Aujourd'hui, à juste titre, les immeubles disposent de systèmes de sécurité et de contrôle de plus en plus perfectionnés pour lutter contre l'augmentation des incivilités, des dégradations et des cambriolages. Si ces dispositifs de sécurité ont démontré leur efficacité et sont tout à fait justifiés, ils posent, néanmoins, de nombreux problèmes aux agents des collectivités qui ne peuvent plus accéder à l'entrée des immeubles. En effet, le pass Vigik de contrôle d'accès électronique, développé par le groupe La Poste, qui constitue un outil très efficace dans la sécurisation des accès aux parties communes est réservé à un nombre d'utilisateurs professionnels très limité : agents de La Poste, police nationale, gendarmerie et les services d'incendie et de secours. Ainsi, l'absence d'équipement en badges électroniques des agents municipaux prive les habitants des immeubles de certains services publics. À titre d'exemples, il est désormais quasiment impossible pour les agents des collectivités de délivrer des documents ou courriers et aux agents recenseurs de la population qui sont recrutés par les villes d'accéder à l'entrée des immeubles. En conséquence, il lui demande les mesures que le Gouvernement envisage pour que les agents des collectivités puissent accéder, sous certaines conditions, plus facilement aux parties communes des immeubles.

### 3. Réponses des ministres aux questions écrites

#### INDEX ALPHABÉTIQUE DES SÉNATEURS AYANT REÇU UNE OU PLUSIEURS RÉPONSES

*Cet index mentionne, pour chaque question ayant une réponse, le numéro, le ministre ayant répondu, la rubrique de classement analytique (en caractère gras) et le titre*

#### A

**Arnaud (Jean-Michel) :**

- 5992** Travail et solidarités. **Questions sociales et santé.** *Exclusion des crèches de la branche de l'aide à domicile du bonus « attractivité »* (p. 6242).

#### B

**Barros (Pierre) :**

- 3384** Europe et affaires étrangères. **Affaires étrangères et coopération.** *Reconnaissance de l'État de Palestine* (p. 6201).

**Bazin (Arnaud) :**

- 5401** Transition écologique. **Environnement.** *Suivi de la bonne application de la mise aux repos des animaux non domestiques transférés dans des établissements étrangers* (p. 6234).

**Belin (Bruno) :**

- 6756** Intérieur . **Pouvoirs publics et Constitution.** *Fixation d'une date limite pour l'établissement des procurations* (p. 6222).

**Billhac (Christian) :**

- 4915** Autonomie et personnes handicapées. **Questions sociales et santé.** *Situation financière critique d'établissements publics d'hébergement pour personnes âgées dépendantes* (p. 6189).

**Bitz (Olivier) :**

- 4990** Autonomie et personnes handicapées. **Questions sociales et santé.** *Soutien aux établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes privés associatifs en difficulté financière* (p. 6190).

**Bonnefoy (Nicole) :**

- 5855** Transition écologique. **Environnement.** *Inquiétudes des acteurs de l'économie sociale et solidaire face à la réforme prévoyant l'incinération de plus de 50 % des textiles usagés collectés* (p. 6235).

**Briante Guillemont (Sophie) :**

- 4722** Europe et affaires étrangères. **Affaires étrangères et coopération.** *Harmonisation des instructions transmises aux postes consulaires concernant les demandes de renouvellement de passeport pour des mineurs français résidant à l'étranger* (p. 6205).
- 5669** Europe et affaires étrangères. **Affaires étrangères et coopération.** *Baisse drastique de la contribution française au budget de l'Agence Universitaire de la Francophonie* (p. 6208).
- 6043** Europe et affaires étrangères. **Affaires étrangères et coopération.** *Impossibilité pour les Français de l'étranger de réaliser un stage auprès des ambassades et des consulats* (p. 6209).

- 6044** Europe et affaires étrangères. **Affaires étrangères et coopération.** *Précisions concernant l'exigence du certificat de nationalité française lors d'une déclaration de nationalité française par mariage* (p. 6209).
- 6242** Europe et affaires étrangères. **Affaires étrangères et coopération.** *Conséquences de l'augmentation des frais du visa américain H-1B pour les Français* (p. 6210).
- 6276** Europe et affaires étrangères. **Affaires étrangères et coopération.** *Allongement de la durée de validité de l'inscription au registre des Français établis hors de France* (p. 6210).
- 6588** Europe et affaires étrangères. **Affaires étrangères et coopération.** *Modalités du dispositif de soutien au tissu associatif des Français de l'étranger* (p. 6213).
- 6867** Europe et affaires étrangères. **Affaires étrangères et coopération.** *Harmonisation des instructions transmises aux postes consulaires concernant les demandes de renouvellement de passeport pour des mineurs français résidant à l'étranger* (p. 6205).

**Brisson (Max) :**

- 5857** Aménagement du territoire et décentralisation . **Collectivités territoriales.** *Majoration des indemnités des élus et notion de « communes sinistrées »* (p. 6181).

**Brossat (Ian) :**

- 3217** Europe et affaires étrangères. **Affaires étrangères et coopération.** *Déclarations inquiétantes du président argentin d'extrême-droite sur les droits des femmes et des minorités de genre* (p. 6200).
- 4112** Europe et affaires étrangères. **Affaires étrangères et coopération.** *Torture et privation de soins, la situation des personnels médicaux palestiniens détenus par Israël* (p. 6203).

**Brossel (Colombe) :**

- 5536** Éducation nationale. **Éducation.** *Période de stage en classe de seconde générale et technologique* (p. 6196).

**Bruyen (Christian) :**

- 3476** Ville et Logement. **Logement et urbanisme.** *Diagnostic des champignons lignivores lors de transactions immobilières* (p. 6243).

**Burgoa (Laurent) :**

- 4779** Transition écologique, biodiversité et négociations internationales sur le climat et la nature. **Environnement.** *Financements de la défense des forêts contre les incendies* (p. 6241).

**C**

**Cadic (Olivier) :**

- 3369** Europe et affaires étrangères. **Affaires étrangères et coopération.** *Risque sanitaire de la bière « Africa ti L'or » en République centrafricaine* (p. 6201).

**Canévet (Michel) :**

- 3040** Enseignement supérieur, recherche et espace. **Éducation.** *Précarité alimentaire étudiante* (p. 6198).
- 5324** Justice. **Justice.** *Sanctions pénales contre les infractions pédocriminelles* (p. 6228).

**Chaize (Patrick) :**

- 4284** Autonomie et personnes handicapées. **Questions sociales et santé.** *Réforme des services autonomie à domicile* (p. 6186).

6166

- 5845 Autonomie et personnes handicapées. **Questions sociales et santé.** *Réforme des services autonomie à domicile* (p. 6186).

Conway-Mouret (Hélène) :

- 5979 Armées et anciens combattants (MD). **Anciens combattants.** *Difficultés des anciens combattants français résidant à l'étranger pour accéder à leurs droits* (p. 6182).

## D

Demas (Patricia) :

- 2314 Transition écologique, biodiversité et négociations internationales sur le climat et la nature. **Collectivités territoriales.** *Simplification des procédures d'entretien des cours d'eau face aux risques accrus d'inondation et de phénomènes climatiques* (p. 6238).
- 4694 Transition écologique, biodiversité et négociations internationales sur le climat et la nature. **Collectivités territoriales.** *Simplification des procédures d'entretien des cours d'eau face aux risques accrus d'inondation et de phénomènes climatiques* (p. 6239).

Dossus (Thomas) :

- 6058 Culture. **Culture.** *Soutien du ministère de la culture au projet de demeure du chaos à Saint-Romain-au-Mont-d'Or* (p. 6193).

Duffourg (Alain) :

- 1034 Autonomie et personnes handicapées. **Questions sociales et santé.** *Création de résidences de répit partagé* (p. 6185).

Dumas (Catherine) :

- 6603 Armées et anciens combattants (MD). **Défense.** *Dépendance de la France aux métaux rares nécessaires aux technologies de défense* (p. 6183).

## E

Estrosi Sassone (Dominique) :

- 6381 Transition écologique. **Agriculture et pêche.** *Conséquences de l'interdiction de pâturage des troupeaux caprins dans les forêts domaniales* (p. 6235).

## G

Gay (Fabien) :

- 3411 Europe et affaires étrangères. **Affaires étrangères et coopération.** *Reconnaissance de l'État palestinien* (p. 6202).
- 3961 Justice. **Justice.** *Production de données pour la rédaction du document « Rapport d'une politique injuste à Est Ensemble & en Seine-Saint-Denis »* (p. 6224).

Genet (Fabien) :

- 5120 Justice. **Justice.** *Insuffisance des dispositifs de protection en vigueur contre les violences faites aux femmes* (p. 6225).

Gillé (Hervé) :

**6172** Intérieur . **Police et sécurité.** *Bonification retraite et stabilité du régime de reconnaissance des sapeurs-pompiers volontaires* (p. 6219).

Gold (Éric) :

**4793** Autonomie et personnes handicapées. **Économie et finances, fiscalité.** *Situation financière des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes publics* (p. 6187).

**6615** Intérieur . **Pouvoirs publics et Constitution.** *Représentation d'un sénateur par son collaborateur lors de manifestations officielles* (p. 6221).

Gontard (Guillaume) :

**6470** Éducation nationale. **Éducation.** *Évincement des associations dans les programme d'éducation à la vie affective et relationnelle dans le premier degré* (p. 6197).

Gremillet (Daniel) :

**4471** Intérieur . **Pouvoirs publics et Constitution.** *Publication des « présentations » (parrainages) des candidats à l'élection présidentielle* (p. 6215).

H

Henno (Olivier) :

**4913** Transition écologique. **Environnement.** *Prise en charge des pièces automobiles usagées* (p. 6232).

Herzog (Christine) :

**2642** Aménagement du territoire et décentralisation . **Logement et urbanisme.** *Dents creuses à propos du zéro artificialisation nette* (p. 6180).

**4075** Aménagement du territoire et décentralisation . **Logement et urbanisme.** *Dents creuses à propos du zéro artificialisation nette* (p. 6180).

**4981** Intérieur . **Collectivités territoriales.** *Situation des personnes inscrites sur les listes électorales atteintes de la maladie d'Alzheimer* (p. 6216).

**5260** Aménagement du territoire et décentralisation . **Collectivités territoriales.** *Modalités de contrôle par une commune d'une association qu'elle subventionne* (p. 6181).

**6066** Aménagement du territoire et décentralisation . **Collectivités territoriales.** *Modalités de contrôle par une commune d'une association qu'elle subventionne* (p. 6181).

**6072** Intérieur . **Collectivités territoriales.** *Situation des personnes inscrites sur les listes électorales atteintes de la maladie d'Alzheimer* (p. 6216).

**6427** Justice. **Collectivités territoriales.** *Nécessité de protéger les mairies contre les escroqueries numériques reposant sur des technologies de type deepfake* (p. 6231).

Hingray (Jean) :

**5142** Justice. **Justice.** *Surpopulation carcérale* (p. 6226).



## J

Jomier (Bernard) :

- 5878 Industrie. **Économie et finances, fiscalité.** *Résilience de la France sur la question des masques chirurgicaux et FFP2 en cas de crise sanitaire majeure* (p. 6214).

## L

Le Gleut (Ronan) :

- 5382 Europe et affaires étrangères. **Affaires étrangères et coopération.** *Importance pour les Français de l'étranger de recevoir leur carte d'électeur* (p. 6207).

Le Houerou (Annie) :

- 5306 Justice. **Justice.** *Garantie de délais et conditions de paiement des traducteurs et interprètes judiciaires* (p. 6227).

Lemoyne (Jean-Baptiste) :

- 4797 Transition écologique, biodiversité et négociations internationales sur le climat et la nature. **Collectivités territoriales.** *Simplification de la réglementation relative à l'entretien des cours d'eau par les communes* (p. 6239).

Leroy (Henri) :

- 4530 Transition écologique, biodiversité et négociations internationales sur le climat et la nature. **Agriculture et pêche.** *Effets de la réforme des redevances de l'eau sur les jeunes agriculteurs des Alpes-Maritimes* (p. 6240).

6169

## M

Malet (Viviane) :

- 4022 Travail et solidarités. **Outre-mer.** *Désengagement de l'État des Parcours Emploi Compétences à la Réunion* (p. 6241).

Mandelli (Didier) :

- 5378 Autonomie et personnes handicapées. **Travail.** *Situation des mandataires judiciaires à la protection des majeurs exerçant à titre individuel* (p. 6190).

Margueritte (David) :

- 4909 Ville et Logement. **Logement et urbanisme.** *Difficultés rencontrées par les victimes de violences conjugales dans leurs démarches de relogement au sein du parc social* (p. 6244).

Martin (Pauline) :

- 2183 Transition écologique, biodiversité et négociations internationales sur le climat et la nature. **Budget.** *Réforme des redevances des agences de l'eau* (p. 6238).

Maurey (Hervé) :

- 969 Autonomie et personnes handicapées. **Questions sociales et santé.** *Diminution des prestations des organismes de prévoyance à la suite de la revalorisation des pensions d'invalidité* (p. 6184).
- 2796 Autonomie et personnes handicapées. **Questions sociales et santé.** *Diminution des prestations des organismes de prévoyance à la suite de la revalorisation des pensions d'invalidité* (p. 6184).

**5075** Culture. **Culture.** *Contournement de la loi du 30 décembre 2021 visant à conforter l'économie du livre et à renforcer l'équité et la confiance entre ses acteurs* (p. 6192).

**5393** Éducation nationale. **Éducation.** *Conditions de réalisation du stage obligatoire de seconde par les élèves des lycées généraux et technologiques* (p. 6196).

**6724** Éducation nationale. **Éducation.** *Conditions de réalisation du stage obligatoire de seconde par les élèves des lycées généraux et technologiques* (p. 6196).

**6730** Culture. **Culture.** *Contournement de la loi du 30 décembre 2021 visant à conforter l'économie du livre et à renforcer l'équité et la confiance entre ses acteurs* (p. 6193).

**Menonville (Frank) :**

**6142** Intérieur . **Police et sécurité.** *Financement de la nouvelle prestation de fidélisation et de reconnaissance des sapeurs-pompiers volontaires* (p. 6218).

**6143** Intérieur . **Police et sécurité.** *Publication du décret d'application relatif à l'octroi de trimestres supplémentaires aux sapeurs pompiers volontaires* (p. 6218).

**Mérillou (Serge) :**

**6127** Intérieur . **Police et sécurité.** *Inquiétudes des sapeurs-pompiers volontaires* (p. 6217).

**Montaugé (Frank) :**

**514** Transition écologique, biodiversité et négociations internationales sur le climat et la nature. **Logement et urbanisme.** *Financement des travaux de mise en conformité des systèmes d'assainissement non collectif* (p. 6236).

**Mouiller (Philippe) :**

**5314** Justice. **Justice.** *Effectivité du registre national des mandats de protection future* (p. 6228).

**O**

**Ollivier (Mathilde) :**

**4528** Culture. **Culture.** *Désinformation climatique à la télévision et à la radio* (p. 6191).

**P**

**Pluchet (Kristina) :**

**6291** Intérieur . **Sécurité sociale.** *Nouvelle prestation de fidélisation et de reconnaissance des sapeurs-pompiers volontaires* (p. 6219).

**Poncet Monge (Raymonde) :**

**5278** Europe et affaires étrangères. **Affaires étrangères et coopération.** *Reconnaissance de l'État de Palestine* (p. 6202).

**R**

**Richard (Olivia) :**

**4848** Europe et affaires étrangères. **Affaires étrangères et coopération.** *Soutien aux associations françaises à l'étranger* (p. 6206).

**4935** Europe et affaires étrangères. **Affaires étrangères et coopération.** *Élection partielle à un an du renouvellement général* (p. 6207).

6170

Rojouan (Bruno) :

- 5171 Éducation nationale. **Éducation.** *Intégration de la rhétorique dans les cursus scolaires et universitaires* (p. 6195).

Romagny (Anne-Sophie) :

- 6268 Culture. **Culture.** *Réforme de la politique tarifaire de la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique et de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques à l'égard des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes* (p. 6194).

Roux (Jean-Yves) :

- 1842 Transition écologique, biodiversité et négociations internationales sur le climat et la nature. **Environnement.** *Entretien des cours d'eau* (p. 6237).

Ruelle (Jean-Luc) :

- 2557 Europe et affaires étrangères. **Affaires étrangères et coopération.** *Position française quant à l'office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient* (p. 6199).

## S

Saint-Pé (Denise) :

- 2669 Aménagement du territoire et décentralisation . **Collectivités territoriales.** *Autorisation de stationnement d'un taxi et redevance d'occupation* (p. 6180).

Saury (Hugues) :

- 5066 Transition écologique. **Environnement.** *Lutte contre les dépôts sauvages* (p. 6233).

Savin (Michel) :

- 5613 Justice. **Justice.** *Suspension des droits de visite et d'hébergement du parent soupçonné de viol ou d'agression sexuelle incestueuse dès le début de l'information judiciaire* (p. 6230).

Souyris (Anne) :

- 3945 Justice. **Justice.** *Suppression d'activités en prison* (p. 6223).
- 6385 Europe et affaires étrangères. **Affaires étrangères et coopération.** *Fonds mondial de lutte contre le sida* (p. 6211).
- 6461 Justice. **Justice.** *Situations de maltraitance, négligence et abus de confiance des personnes vulnérables dans le cadre de l'habilitation familiale* (p. 6231).

## T

Tissot (Jean-Claude) :

- 4579 Europe et affaires étrangères. **Affaires étrangères et coopération.** *Reconnaissance du génocide palestinien* (p. 6204).

## V

Vallet (Mickaël) :

- 5447 Europe et affaires étrangères. **Affaires étrangères et coopération.** *Réduction de la contribution française à l'Agence universitaire de la Francophonie* (p. 6208).

**6376** Intérieur . **Pouvoirs publics et Constitution.** *Simplification de l'organisation des élections* (p. 6220).

**Varaillas (Marie-Claude) :**

**6124** Intérieur . **Police et sécurité.** *Fidélisation et reconnaissance des sapeurs-pompiers volontaires* (p. 6217).

## W

**Weber (Michaël) :**

**4875** Autonomie et personnes handicapées. **Questions sociales et santé.** *Manque de moyens des services d'éducation spécialisé et de soins à domicile* (p. 6188).

## INDEX ANALYTIQUE DES QUESTIONS AYANT REÇU UNE RÉPONSE

*Cet index mentionne, pour chaque question, le numéro, le ministre ayant répondu et le titre*

### A

#### Affaires étrangères et coopération

Barros (Pierre) :

**3384** Europe et affaires étrangères. *Reconnaissance de l'État de Palestine* (p. 6201).

Briante Guillemont (Sophie) :

**4722** Europe et affaires étrangères. *Harmonisation des instructions transmises aux postes consulaires concernant les demandes de renouvellement de passeport pour des mineurs français résidant à l'étranger* (p. 6205).

**5669** Europe et affaires étrangères. *Baisse drastique de la contribution française au budget de l'Agence Universitaire de la Francophonie* (p. 6208).

**6043** Europe et affaires étrangères. *Impossibilité pour les Français de l'étranger de réaliser un stage auprès des ambassades et des consulats* (p. 6209).

**6044** Europe et affaires étrangères. *Précisions concernant l'exigence du certificat de nationalité française lors d'une déclaration de nationalité française par mariage* (p. 6209).

**6242** Europe et affaires étrangères. *Conséquences de l'augmentation des frais du visa américain H-1B pour les Français* (p. 6210).

**6276** Europe et affaires étrangères. *Allongement de la durée de validité de l'inscription au registre des Français établis hors de France* (p. 6210).

**6588** Europe et affaires étrangères. *Modalités du dispositif de soutien au tissu associatif des Français de l'étranger* (p. 6213).

**6867** Europe et affaires étrangères. *Harmonisation des instructions transmises aux postes consulaires concernant les demandes de renouvellement de passeport pour des mineurs français résidant à l'étranger* (p. 6205).

Brossat (Ian) :

**3217** Europe et affaires étrangères. *Déclarations inquiétantes du président argentin d'extrême-droite sur les droits des femmes et des minorités de genre* (p. 6200).

**4112** Europe et affaires étrangères. *Torture et privation de soins, la situation des personnels médicaux palestiniens détenus par Israël* (p. 6203).

Cadic (Olivier) :

**3369** Europe et affaires étrangères. *Risque sanitaire de la bière « Africa ti L'or » en République centrafricaine* (p. 6201).

Gay (Fabien) :

**3411** Europe et affaires étrangères. *Reconnaissance de l'État palestinien* (p. 6202).

Le Gleut (Ronan) :

**5382** Europe et affaires étrangères. *Importance pour les Français de l'étranger de recevoir leur carte d'électeur* (p. 6207).

Poncet Monge (Raymonde) :

5278 Europe et affaires étrangères. *Reconnaissance de l'État de Palestine* (p. 6202).

Richard (Olivia) :

4848 Europe et affaires étrangères. *Soutien aux associations françaises à l'étranger* (p. 6206).

4935 Europe et affaires étrangères. *Élection partielle à un an du renouvellement général* (p. 6207).

Ruelle (Jean-Luc) :

2557 Europe et affaires étrangères. *Position française quant à l'office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient* (p. 6199).

Souyris (Anne) :

6385 Europe et affaires étrangères. *Fonds mondial de lutte contre le sida* (p. 6211).

Tissot (Jean-Claude) :

4579 Europe et affaires étrangères. *Reconnaissance du génocide palestinien* (p. 6204).

Vallet (Mickaël) :

5447 Europe et affaires étrangères. *Réduction de la contribution française à l'Agence universitaire de la Francophonie* (p. 6208).

## Agriculture et pêche

Estrosi Sassone (Dominique) :

6381 Transition écologique. *Conséquences de l'interdiction de pâturage des troupeaux caprins dans les forêts domaniales* (p. 6235).

Leroy (Henri) :

4530 Transition écologique, biodiversité et négociations internationales sur le climat et la nature. *Effets de la réforme des redevances de l'eau sur les jeunes agriculteurs des Alpes-Maritimes* (p. 6240).

## Anciens combattants

Conway-Mouret (Hélène) :

5979 Armées et anciens combattants (MD). *Difficultés des anciens combattants français résidant à l'étranger pour accéder à leurs droits* (p. 6182).

## B

### Budget

Martin (Pauline) :

2183 Transition écologique, biodiversité et négociations internationales sur le climat et la nature. *Réforme des redevances des agences de l'eau* (p. 6238).

## C

### Collectivités territoriales

Brisson (Max) :

5857 Aménagement du territoire et décentralisation . *Majoration des indemnités des élus et notion de « communes sinistrées »* (p. 6181).



**Demas (Patricia) :**

- 2314** Transition écologique, biodiversité et négociations internationales sur le climat et la nature. *Simplification des procédures d'entretien des cours d'eau face aux risques accrus d'inondation et de phénomènes climatiques* (p. 6238).
- 4694** Transition écologique, biodiversité et négociations internationales sur le climat et la nature. *Simplification des procédures d'entretien des cours d'eau face aux risques accrus d'inondation et de phénomènes climatiques* (p. 6239).

**Herzog (Christine) :**

- 4981** Intérieur . *Situation des personnes inscrites sur les listes électorales atteintes de la maladie d'Alzheimer* (p. 6216).
- 5260** Aménagement du territoire et décentralisation . *Modalités de contrôle par une commune d'une association qu'elle subventionne* (p. 6181).
- 6066** Aménagement du territoire et décentralisation . *Modalités de contrôle par une commune d'une association qu'elle subventionne* (p. 6181).
- 6072** Intérieur . *Situation des personnes inscrites sur les listes électorales atteintes de la maladie d'Alzheimer* (p. 6216).
- 6427** Justice. *Nécessité de protéger les mairies contre les escroqueries numériques reposant sur des technologies de type deepfake* (p. 6231).

**Lemoyne (Jean-Baptiste) :**

- 4797** Transition écologique, biodiversité et négociations internationales sur le climat et la nature. *Simplification de la réglementation relative à l'entretien des cours d'eau par les communes* (p. 6239).

**Saint-Pé (Denise) :**

- 2669** Aménagement du territoire et décentralisation . *Autorisation de stationnement d'un taxi et redevance d'occupation* (p. 6180).

**Culture****Dossus (Thomas) :**

- 6058** Culture. *Soutien du ministère de la culture au projet de demeure du chaos à Saint-Romain-au-Mont-d'Or* (p. 6193).

**Maurey (Hervé) :**

- 5075** Culture. *Contournement de la loi du 30 décembre 2021 visant à conforter l'économie du livre et à renforcer l'équité et la confiance entre ses acteurs* (p. 6192).
- 6730** Culture. *Contournement de la loi du 30 décembre 2021 visant à conforter l'économie du livre et à renforcer l'équité et la confiance entre ses acteurs* (p. 6193).

**Ollivier (Mathilde) :**

- 4528** Culture. *Désinformation climatique à la télévision et à la radio* (p. 6191).

**Romagny (Anne-Sophie) :**

- 6268** Culture. *Réforme de la politique tarifaire de la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique et de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques à l'égard des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes* (p. 6194).

## D

**Défense**

Dumas (Catherine) :

- 6603** Armées et anciens combattants (MD). *Dépendance de la France aux métaux rares nécessaires aux technologies de défense* (p. 6183).

## E

**Économie et finances, fiscalité**

Gold (Éric) :

- 4793** Autonomie et personnes handicapées. *Situation financière des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes publics* (p. 6187).

Jomier (Bernard) :

- 5878** Industrie. *Résilience de la France sur la question des masques chirurgicaux et FFP2 en cas de crise sanitaire majeure* (p. 6214).

**Éducation**

Brossel (Colombe) :

- 5536** Éducation nationale. *Période de stage en classe de seconde générale et technologique* (p. 6196).

Canévet (Michel) :

- 3040** Enseignement supérieur, recherche et espace. *Précarité alimentaire étudiante* (p. 6198).

Gontard (Guillaume) :

- 6470** Éducation nationale. *Évincement des associations dans les programmes d'éducation à la vie affective et relationnelle dans le premier degré* (p. 6197).

Maurey (Hervé) :

- 5393** Éducation nationale. *Conditions de réalisation du stage obligatoire de seconde par les élèves des lycées généraux et technologiques* (p. 6196).
- 6724** Éducation nationale. *Conditions de réalisation du stage obligatoire de seconde par les élèves des lycées généraux et technologiques* (p. 6196).

Rojouan (Bruno) :

- 5171** Éducation nationale. *Intégration de la rhétorique dans les cursus scolaires et universitaires* (p. 6195).

**Environnement**

Bazin (Arnaud) :

- 5401** Transition écologique. *Suivi de la bonne application de la mise aux repos des animaux non domestiques transférés dans des établissements étrangers* (p. 6234).

Bonnefoy (Nicole) :

- 5855** Transition écologique. *Inquiétudes des acteurs de l'économie sociale et solidaire face à la réforme prévoyant l'incinération de plus de 50 % des textiles usagés collectés* (p. 6235).

Burgoa (Laurent) :

- 4779** Transition écologique, biodiversité et négociations internationales sur le climat et la nature. *Financements de la défense des forêts contre les incendies* (p. 6241).

**Henno (Olivier) :**

**4913** Transition écologique. *Prise en charge des pièces automobiles usagées* (p. 6232).

**Roux (Jean-Yves) :**

**1842** Transition écologique, biodiversité et négociations internationales sur le climat et la nature. *Entretien des cours d'eau* (p. 6237).

**Saury (Hugues) :**

**5066** Transition écologique. *Lutte contre les dépôts sauvages* (p. 6233).

## J

### Justice

**Canévet (Michel) :**

**5324** Justice. *Sanctions pénales contre les infractions pédocriminelles* (p. 6228).

**Gay (Fabien) :**

**3961** Justice. *Production de données pour la rédaction du document « Rapport d'une politique injuste à Est Ensemble & en Seine-Saint-Denis »* (p. 6224).

**Genet (Fabien) :**

**5120** Justice. *Insuffisance des dispositifs de protection en vigueur contre les violences faites aux femmes* (p. 6225).

**Hingray (Jean) :**

**5142** Justice. *Surpopulation carcérale* (p. 6226).

**Le Houerou (Annie) :**

**5306** Justice. *Garantie de délais et conditions de paiement des traducteurs et interprètes judiciaires* (p. 6227).

**Mouiller (Philippe) :**

**5314** Justice. *Effectivité du registre national des mandats de protection future* (p. 6228).

**Savin (Michel) :**

**5613** Justice. *Suspension des droits de visite et d'hébergement du parent soupçonné de viol ou d'agression sexuelle incestueuse dès le début de l'information judiciaire* (p. 6230).

**Souyris (Anne) :**

**3945** Justice. *Suppression d'activités en prison* (p. 6223).

**6461** Justice. *Situations de maltraitance, négligence et abus de confiance des personnes vulnérables dans le cadre de l'habilitation familiale* (p. 6231).

## L

### Logement et urbanisme

**Bruyen (Christian) :**

**3476** Ville et Logement. *Diagnostic des champignons lignivores lors de transactions immobilières* (p. 6243).

**Herzog (Christine) :**

**2642** Aménagement du territoire et décentralisation . *Dents creuses à propos du zéro artificialisation nette* (p. 6180).

**4075** Aménagement du territoire et décentralisation . *Dents creuses à propos du zéro artificialisation nette* (p. 6180).

Margueritte (David) :

**4909** Ville et Logement. *Difficultés rencontrées par les victimes de violences conjugales dans leurs démarches de relogement au sein du parc social* (p. 6244).

Montaugé (Franck) :

**514** Transition écologique, biodiversité et négociations internationales sur le climat et la nature. *Financement des travaux de mise en conformité des systèmes d'assainissement non collectif* (p. 6236).

## O

### Outre-mer

Malet (Viviane) :

**4022** Travail et solidarités. *Désengagement de l'État des Parcours Emploi Compétences à la Réunion* (p. 6241).

## P

### Police et sécurité

Gillé (Hervé) :

**6172** Intérieur . *Bonification retraite et stabilité du régime de reconnaissance des sapeurs-pompiers volontaires* (p. 6219).

Menonville (Franck) :

**6142** Intérieur . *Financement de la nouvelle prestation de fidélisation et de reconnaissance des sapeurs-pompiers volontaires* (p. 6218).

**6143** Intérieur . *Publication du décret d'application relatif à l'octroi de trimestres supplémentaires aux sapeurs pompiers volontaires* (p. 6218).

Mérillou (Serge) :

**6127** Intérieur . *Inquiétudes des sapeurs-pompiers volontaires* (p. 6217).

Varaillas (Marie-Claude) :

**6124** Intérieur . *Fidélisation et reconnaissance des sapeurs-pompiers volontaires* (p. 6217).

### Pouvoirs publics et Constitution

Belin (Bruno) :

**6756** Intérieur . *Fixation d'une date limite pour l'établissement des procurations* (p. 6222).

Gold (Éric) :

**6615** Intérieur . *Représentation d'un sénateur par son collaborateur lors de manifestations officielles* (p. 6221).

Gremillet (Daniel) :

**4471** Intérieur . *Publication des « présentations » (parrainages) des candidats à l'élection présidentielle* (p. 6215).

Vallet (Mickaël) :

**6376** Intérieur . *Simplification de l'organisation des élections* (p. 6220).

## Q

**Questions sociales et santé**

Arnaud (Jean-Michel) :

- 5992 Travail et solidarités. *Exclusion des crèches de la branche de l'aide à domicile du bonus « attractivité »* (p. 6242).

Bilhac (Christian) :

- 4915 Autonomie et personnes handicapées. *Situation financière critique d'établissements publics d'hébergement pour personnes âgées dépendantes* (p. 6189).

Bitz (Olivier) :

- 4990 Autonomie et personnes handicapées. *Soutien aux établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes privés associatifs en difficulté financière* (p. 6190).

Chaize (Patrick) :

- 4284 Autonomie et personnes handicapées. *Réforme des services autonomie à domicile* (p. 6186).

- 5845 Autonomie et personnes handicapées. *Réforme des services autonomie à domicile* (p. 6186).

Duffourg (Alain) :

- 1034 Autonomie et personnes handicapées. *Création de résidences de répit partagé* (p. 6185).

Maurey (Hervé) :

- 969 Autonomie et personnes handicapées. *Diminution des prestations des organismes de prévoyance à la suite de la revalorisation des pensions d'invalidité* (p. 6184).

- 2796 Autonomie et personnes handicapées. *Diminution des prestations des organismes de prévoyance à la suite de la revalorisation des pensions d'invalidité* (p. 6184).

Weber (Michaël) :

- 4875 Autonomie et personnes handicapées. *Manque de moyens des services d'éducation spécialisé et de soins à domicile* (p. 6188).

## S

**Sécurité sociale**

Pluchet (Kristina) :

- 6291 Intérieur . *Nouvelle prestation de fidélisation et de reconnaissance des sapeurs-pompiers volontaires* (p. 6219).

## T

**Travail**

Mandelli (Didier) :

- 5378 Autonomie et personnes handicapées. *Situation des mandataires judiciaires à la protection des majeurs exerçant à titre individuel* (p. 6190).

# Réponses des ministres

## AUX QUESTIONS ÉCRITES

### AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DÉCENTRALISATION

#### *Dents creuses à propos du zéro artificialisation nette*

**2642.** – 19 décembre 2024. – **Mme Christine Herzog** interroge **Mme la ministre du partenariat avec les territoires et de la décentralisation** sur le problème posé par le zéro artificialisation nette concernant les dents creuses non artificialisées. La loi n° 2023-630 du 20 juillet 2023 visant à faciliter la mise en oeuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et à renforcer l'accompagnement des élus locaux a instauré une garantie pour toutes les communes : son article 4 dispose en effet qu'une commune qui est couverte par un document d'urbanisme, ne peut être privée d'une surface minimale de consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers. Elle lui demande si les dents creuses, ces espaces disponibles à la (re) construction, entourés de parcelles bâties, doivent être ou non décomptées de la garantie universelle d'un hectare et s'ils doivent ou non, appartenir à un schéma de cohérence territoriale.

#### *Dents creuses à propos du zéro artificialisation nette*

**4075.** – 3 avril 2025. – **Mme Christine Herzog** rappelle à **M. le ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation** les termes de sa question n° 02642 sous le titre « Dents creuses à propos du zéro artificialisation nette », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

*Réponse.* – La loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, dite « loi Climat et résilience », fixe l'objectif d'absence d'artificialisation nette des sols en 2050, avec un objectif intermédiaire de diminution de moitié de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers sur la décennie 2021-2031 par rapport à la décennie 2011-2021. La loi n° 2023-630 du 20 juillet 2023 l'a complétée, entre autres en garantissant une surface minimale de consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers d'un hectare par commune couverte par un document d'urbanisme prescrit, arrêté ou approuvé avant le 22 août 2026. Au sein de l'enveloppe urbaine, des « espaces résiduels, de taille limitée, entre deux bâtis existants » (article R.562-11-6 du code de l'environnement), peuvent être qualifiés de « dents creuses ». Ces terrains peuvent ainsi généralement être considérés comme déjà urbanisés et leur densification ne constituera pas de consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers. En l'espèce, elle n'obèrera pas les objectifs de réduction de la consommation d'espaces de la collectivité concernée, y compris l'hectare de garantie communale prévu par la loi. Si la commune est couverte par un plan local d'urbanisme, ce document analyse la capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis (article L. 151-4 du code de l'urbanisme). Il n'y a pas d'obligation à ce qu'un schéma de cohérence territoriale identifie des dents creuses pour qu'un espace résiduel au sein de l'enveloppe urbaine soit considéré comme tel. Au-delà des questions de comptabilisation dans les bilans de consommation d'espaces, la densification des dents creuses au sein de l'enveloppe urbaine est un des leviers pour la sobriété foncière et la revitalisation des coeurs de villes et de bourgs. L'opportunité de cette densification doit faire l'objet de considération au cas par cas. Il s'agit de transformer l'existant, en recyclant les friches et les locaux vacants, et en s'appuyant sur le potentiel foncier des périphéries. Corollairement, la préservation de la biodiversité et la création d'espaces de nature en ville sont encouragées.

#### *Autorisation de stationnement d'un taxi et redevance d'occupation*

**2669.** – 26 décembre 2024. – **Mme Denise Saint-Pé** appelle l'attention de **M. le ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation** au sujet du versement de la redevance d'occupation du domaine public par le titulaire d'une autorisation de stationnement (ADS) pour un taxi. En effet, l'article L. 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques (CGPPP) dispose que « Toute occupation ou utilisation du domaine public d'une personne publique mentionnée à l'article L. 1 [dont les communes] donne lieu au paiement d'une redevance [...] ». Elle souhaite savoir dans quel cas le paiement de la redevance d'occupation du domaine public prévue par l'article L. 2125-1 du CGPPP peut être exigé du titulaire d'une ADS.



*Réponse.* – En application de l'article L. 3121-1 du code des transports (CT), les propriétaires ou exploitants d'un taxi doivent être titulaires d'une autorisation de stationnement sur la voie publique pour exercer leur activité professionnelle. Cette autorisation, délivrée par le maire, ou le préfet de police de Paris dans sa zone de compétence (article L. 2213-33 du code général des collectivités territoriales - CGCT), permet aux conducteurs de taxi « d'arrêter leur véhicule, de le stationner ou de le faire circuler sur la voie ouverte à la circulation publique en quête de clientèle dans le ressort de l'autorisation défini par l'autorité compétente » (article L. 3121-11 du CT). Le maire a la possibilité, au titre de ses compétences en matière de police de la circulation et du stationnement, de réserver des emplacements pour faciliter le stationnement des taxis (article L. 2213-3 du CGCT) et de les délivrer moyennant le paiement de droits fixés par un tarif dûment établi (article L. 2213-6 du CGCT). Par ailleurs, l'article L. 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques soumet, par principe « toute occupation ou utilisation du domaine public [...] au paiement d'une redevance », dont le montant est fixé par le conseil municipal, qui peut déléguer cette compétence au maire (2° de l'article L. 2122-22 du CGCT). Il résulte de ces dispositions que les titulaires d'une autorisation de stationnement doivent s'acquitter en contrepartie d'une redevance domaniale dès lors qu'ils bénéficient des emplacements réservés à l'activité de taxi. En outre, ils sont soumis au paiement d'une redevance de stationnement instituée en application de l'article L. 2333-87 du CGCT dès lors que leur véhicule est stationné sur un emplacement soumis au régime du stationnement payant (décision de la commission du stationnement payant, 16 décembre 2022, n° 21130588).

### *Modalités de contrôle par une commune d'une association qu'elle subventionne*

**5260.** – 26 juin 2025. – **Mme Christine Herzog** interroge **M. le ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation** sur les modalités de contrôle, par une commune, d'une association qu'elle subventionne. L'article L. 1611-4 du code général des collectivités territoriales dispose que toute association qui a reçu dans l'année en cours une ou plusieurs subventions est tenue de fournir à l'autorité qui a mandaté la subvention une copie certifiée de ses budgets et de ses comptes de l'exercice écoulé, ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de son activité. Elle lui demande de lui préciser quels sont les voies et moyens dont dispose la commune pour obtenir ces documents si l'association refuse de les lui communiquer.

6181

### *Modalités de contrôle par une commune d'une association qu'elle subventionne*

**6066.** – 4 septembre 2025. – **Mme Christine Herzog** rappelle à **M. le ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation** les termes de sa question n° 05260 sous le titre « Modalités de contrôle par une commune d'une association qu'elle subventionne », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

*Réponse.* – L'article L. 1611-4 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) dispose notamment que les associations ayant reçu une ou plusieurs subventions doivent fournir « à l'autorité qui a mandaté la subvention une copie certifiée de leurs budgets et de leurs comptes de l'exercice écoulé, ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de leur activité ». La restitution des concours accordés peut être exigée lorsque l'association n'a pas communiqué ses comptes à la collectivité lui ayant consenti l'aide, dans les six mois de la clôture de l'exercice au titre duquel la subvention a été allouée et si la subvention était affectée à un emploi particulier, ou si le compte-rendu financier de l'emploi de la subvention n'a pas été fourni. En outre, une aide peut être retirée à tout moment par l'administration si son bénéficiaire n'a pas respecté les conditions posées pour en disposer, ainsi que le précise l'article L. 242-2 2° du code des relations entre le public et l'administration (CRPA). Par ailleurs, il convient de préciser que l'organisme bénéficiaire peut être aussi soumis au contrôle des chambres régionales des comptes. Aux termes de l'article L. 211-8 du code des juridictions financières, la chambre régionale des comptes assure la vérification des comptes des « établissements, sociétés, groupements et organismes, quel que soit leur statut juridique, auxquels les collectivités territoriales [ou] leurs établissements publics (...) apportent un concours financier supérieur à 1500 euros ».

### *Majoration des indemnités des élus et notion de « communes sinistrées »*

**5857.** – 31 juillet 2025. – **M. Max Brisson** appelle l'attention de **M. le ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation** au sujet de la notion de « commune sinistrée » permettant la majoration des indemnités de fonction des membres du conseil municipal. En effet, l'article L. 2123-22 du code général des collectivités territoriales dispose que « Peuvent voter des majorations d'indemnités de fonction par rapport à celles votées par le conseil municipal dans les limites prévues par l'article L. 2123-23, par le I de l'article L. 2123-24 et par les I et III de l'article L. 2123-24-1, les conseils municipaux : [...] 2° Des communes sinistrées ; [...] ». Or, une circulaire du

19 décembre 1952 relative au régime des indemnités de fonction allouées aux maires et aux adjoints rappelait qu'« En l'absence de définition légale ou réglementaire de la notion de commune sinistrée, seules les communes classées dans cette catégorie, par décision du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme, peuvent être juridiquement considérées comme communes sinistrées ». Il souhaite avoir confirmation qu'est donc considérée comme « sinistrée » une commune reconnue en état de catastrophe naturelle par décret publié au *Journal officiel* de la République française, et, dans une telle hypothèse, savoir la durée pendant laquelle la majoration peut être appliquée.

*Réponse.* – L'article L. 2123-22 du code général des collectivités territoriales (CGCT) accorde aux communes qui présentent des caractéristiques particulières la possibilité de voter des majorations d'indemnités de fonction. Il liste cinq situations dans lesquelles les communes sont considérées comme subissant des sujétions particulières qui justifient qu'elles puissent accorder une compensation supplémentaire à leurs élus. Sont visées au 2° de cette disposition les « communes sinistrées », lesquelles peuvent alors voter une majoration dont le plafond est fixé par l'article R. 2123-23 du CGCT et qui peut s'élever au maximum à un pourcentage égal au pourcentage d'immeubles sinistrés de la commune. La notion de « commune sinistrée » est issue de la loi n° 52-883 du 24 juillet 1952 relative aux indemnités aux maires et adjoints, aux conseillers municipaux et conseillers généraux, qui renvoyait alors aux conséquences de la Seconde guerre mondiale. Elle a depuis été conservée à droit constant sans faire l'objet de définition légale ou réglementaire supplémentaire. Le CGCT ne précise pas non plus la période pendant laquelle la majoration peut être appliquée. La procédure de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle est la procédure administrative par laquelle les services de l'État déterminent les communes qui ont subi un phénomène naturel présentant une intensité anormale justifiant la mise en jeu de la garantie "catastrophe naturelle" afin d'indemniser les biens endommagés par ses effets. La commune doit, pour ce faire, adresser un formulaire de demande indiquant notamment le nombre de bâtiments endommagés. Son classement en état de catastrophe naturelle est ensuite formalisé par un arrêté interministériel publié au *Journal officiel*. Dès lors que cet état est constaté par arrêté et que celui-ci détermine les zones et les périodes où s'est située la catastrophe, ainsi que la nature des dommages résultants de celle-ci et couverts par la garantie contre les effets des catastrophes naturelles (art. L. 125-1 du code des assurances), il constitue un fondement clair et objectif permettant d'identifier une commune pouvant légitimement être considérée comme sinistrée et entrer dans le cas mentionné au 2° de l'article L. 2123-22 du CGCT, sous réserve de l'appréciation souveraine du juge administratif. S'agissant de la période durant laquelle la commune peut appliquer la majoration, dans la mesure où l'arrêté indique précisément la période de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle, il convient de tenir compte de celle-ci pour la durée de versement de la majoration, sous réserve de l'interprétation du juge.

6182

## ARMÉES ET ANCIENS COMBATTANTS (MD)

### *Difficultés des anciens combattants français résidant à l'étranger pour accéder à leurs droits*

**5979.** – 21 août 2025. – **Mme Hélène Conway-Mouret** attire l'attention de **M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères** sur les difficultés rencontrées par les anciens combattants français résidant à l'étranger dans l'accès à leurs droits. Certains de nos compatriotes établis hors de France peuvent prétendre, en raison de leur engagement passé au service de la nation, à divers dispositifs : carte du combattant, allocation de reconnaissance du combattant, pension militaire d'invalidité, pension de veuve de guerre, statut de ressortissant de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONACVG), ou encore statut de pupille de la nation. Or, certains ignorent totalement qu'ils peuvent bénéficier de ces droits, tandis que d'autres ne disposent pas des informations nécessaires pour en faire la demande. Cette situation est d'autant plus préoccupante qu'elle concerne souvent des personnes âgées, isolées et éloignées des circuits institutionnels français. Plusieurs mesures simples pourraient être mises en oeuvre pour y remédier. D'abord, une évaluation préalable du nombre et de l'identité des bénéficiaires potentiels pourrait être réalisée en croisant les données disponibles auprès du ministère de l'Europe et des affaires étrangères et du ministère des armées. Ensuite, une harmonisation des services de proximité, notamment au sein des postes diplomatiques et consulaires, permettrait de mieux accompagner ces usagers. Dans cette optique, la diffusion d'une circulaire aux postes consulaires permettrait de sensibiliser les agents et de lancer une campagne d'information locale, notamment en ligne. Les demandes recueillies pourraient alors être transmises à une cellule interministérielle dédiée, chargée d'un suivi individualisé des situations. Elle lui demande si son ministère est favorable à la mise en oeuvre de ces mesures visant à améliorer l'identification, l'information et l'accompagnement des anciens combattants français résidant à l'étranger dans l'accès à leurs droits. – **Question transmise à Mme la ministre déléguée auprès de la ministre des armées et des anciens combattants.**

*Réponse.* – L'identification et la reconnaissance des anciens combattants relève des missions de l'Office national des combattants et des victimes de guerre (ONaCVG). Cependant, à l'étranger, les diverses règles de protection des données rendent complexe leur croisement par l'Office, compte tenu des différentes normes applicables en fonction des pays de résidence des personnes concernées. L'outil d'identification utilisé par l'ONaCVG est le système d'information KAPTA, qui présente des limites en ce qui concerne l'actualisation des coordonnées personnelles. Il est actuellement impossible de disposer d'un fichier fiable recensant uniquement les personnes en vie. De plus, KAPTA ne contient aucune information sur les ayants droit des anciens combattants, ce qui complique leur identification après le décès du ressortissant. Le site Internet de l'ONaCVG contient de nombreuses informations relatives à l'accès aux droits des ressortissants, y compris une ligne téléphonique dédiée (0801 907 901). La rubrique « service de proximité » ne comportant pas de choix "étranger", une évolution du site pour orienter les ressortissants concernés est à l'étude. De même, les sites internet des ambassades de France à l'étranger pourraient comporter des précisions, transmises par le ministère des armées et des anciens combattants, sur les attributions des missions de défense en lien avec le monde combattant ainsi qu'un renvoi vers le site internet de l'ONaCVG. Il est également envisageable de s'appuyer sur l'Assemblée des Français de l'étranger, en particulier sa commission des affaires sociales, du monde combattant, de l'emploi et de la formation, comme relais d'information auprès des anciens combattants français résidant à l'étranger.

### *Dépendance de la France aux métaux rares nécessaires aux technologies de défense*

**6603.** – 6 novembre 2025. – **Mme Catherine Dumas** attire l'attention de **Mme la ministre déléguée auprès de la ministre des armées et des anciens combattants** sur la dépendance stratégique de la France aux terres rares, ressources indispensables au maintien de ses capacités industrielles, technologiques et de défense. Elle note que ces métaux, tels que le néodyme, le praséodyme, le dysprosium ou encore le terbium, sont essentiels à la fabrication d'aimants permanents, de systèmes de propulsion, de capteurs, de radars, de moteurs d'avions, d'optronique et de composants électroniques de haute précision. Ils interviennent dans la conception et la maintenance d'équipements critiques, depuis les systèmes de communication et de détection jusqu'aux armements de pointe, et constituent donc un maillon fondamental de la souveraineté technologique et militaire nationale. Elle précise que la production mondiale de terres rares demeure extrêmement concentrée et que la France, à l'instar de l'Union européenne, ne dispose pas aujourd'hui d'une filière intégrée de production, de transformation et de recyclage. Cette situation engendre une vulnérabilité structurelle de la base industrielle et technologique de défense (BITD), qui dépend d'un approvisionnement extérieur difficilement maîtrisable et exposé à d'éventuelles tensions économiques ou logistiques. Elle constate que malgré les efforts engagés, les capacités nationales de séparation, de raffinage et de recyclage restent embryonnaires. Selon le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), pour un ensemble de métaux, « 34 éléments ont des taux de recyclage en fin de vie inférieurs à 1 % ». Le BRGM indique également que le groupe des Terres rares « n'est quasiment pas recyclé », en raison de quantités récupérées très faibles et de procédés de rentabilité encore insuffisants face à l'extraction. Par ailleurs, le BRGM souligne que l'Union européenne ne fournit « que 1 % ou moins de certaines matières premières stratégiques ». Elle rappelle qu'elle était déjà intervenue sur le sujet dans le cadre du débat consacré aux terres rares et matériaux critiques en mai 2025 au Sénat et souhaite aujourd'hui lui demander ce que le Gouvernement entend mettre en oeuvre pour renforcer la souveraineté nationale en matière de terres rares et garantir à la défense française un approvisionnement stable, sécurisé et durable, notamment : définir une stratégie nationale de sécurisation des matériaux critiques pour la défense, soutenir la transformation et de fabrication d'alliages magnétiques de haute performance, et accélérer le développement de capacités nationales de recyclage et de réemploi des terres.

*Réponse.* – La sécurisation de l'accès aux terres rares et aux matériaux critiques est un enjeu majeur pour la souveraineté technologique nationale et pour la base industrielle et technologique de défense (BITD). Le ministère des armées et des anciens combattants y contribue pleinement, en lien avec la délégation interministérielle aux approvisionnements en minerais et métaux stratégiques (DIAMMS), chargée d'élaborer et de mettre en oeuvre la stratégie nationale en la matière. Cette coordination garantit l'intégration des besoins spécifiques de la défense dans la politique nationale de sécurisation des flux et dans la planification industrielle. S'agissant de la connaissance des dépendances critiques, la direction générale de l'armement (DGA) a établi une cartographie détaillée des usages sensibles au sein de la BITD, notamment dans les domaines des aimants permanents, de l'optronique, des capteurs et des motorisations. Ces travaux s'appuient sur l'expertise du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) et de l'Observatoire français des ressources minérales pour les filières industrielles (OFREMI), qui assurent un suivi continu des marchés et des niveaux de criticité. La stratégie nationale vise également à diversifier et à sécuriser les approvisionnements. La France est pleinement engagée dans la mise en

oeuvre du *Critical Raw Materials Act*, initiative de la Commission européenne, qui renforce le cadre européen de sécurisation des matériaux critiques. Elle soutient les projets industriels développant des capacités d'extraction, de séparation et de transformation en Europe. Les dispositifs nationaux mobilisés, dans le cadre du plan France 2030, contribuent au soutien de projets visant les matériaux critiques, ainsi qu'à la constitution de stocks stratégiques pour certains matériaux sensibles. Enfin, le développement du recyclage et du réemploi fait l'objet d'un effort accru afin d'améliorer les procédés de recyclage des terres rares et des alliages magnétiques, pour atteindre les niveaux de pureté requis pour les applications de défense. Ces actions participent à la structuration progressive, aux niveaux national et européen, d'une filière de récupération et de valorisation des matériaux critiques. Ces orientations sont inscrites dans la loi de programmation militaire 2024-2030, qui renforce la résilience des chaînes d'approvisionnement stratégiques. Les travaux en cours au sein de la DIAMMS permettront d'actualiser la feuille de route nationale relative aux matériaux critiques, en intégrant pleinement les besoins propres au ministère. Le ministère est pleinement mobilisé pour garantir la sécurisation, la stabilité et la pérennité des approvisionnements indispensables au maintien des capacités opérationnelles des forces armées.

## AUTONOMIE ET PERSONNES HANDICAPÉES

### *Diminution des prestations des organismes de prévoyance à la suite de la revalorisation des pensions d'invalidité*

**969.** – 3 octobre 2024. – **M. Hervé Maurey** attire l'attention de **M. le ministre des solidarités, de l'autonomie et de l'égalité entre les femmes et les hommes** sur les diminutions des prestations des organismes de prévoyance à la suite de la revalorisation des pensions d'invalidité. Les bénéficiaires de pensions d'invalidité font part de leur mécontentement à la suite des diminutions des montants des compléments versés par les organismes de prévoyance aux bénéficiaires de pensions ou de rentes d'invalidité, concomitamment à leur revalorisation notamment en répercussion de l'inflation. Ces baisses auraient comme conséquences de maintenir au même niveau la rémunération perçue par leur bénéficiaire, voire même leur diminution après impôt pour certains d'entre eux, ce qui va à l'encontre de l'objectif poursuivi à travers ces revalorisations. Ces personnes regrettent ces pratiques et estiment que ces revalorisations - qui constituent de l'argent public - bénéficient en réalité aux organismes de prévoyance. Aussi, il lui demande si le Gouvernement a identifié ces pratiques et les suites qu'il compte y donner. – **Question transmise à Mme la ministre déléguée auprès de la ministre de la santé, des familles, de l'autonomie et des personnes handicapées, chargée de l'autonomie et des personnes handicapées.**

### *Diminution des prestations des organismes de prévoyance à la suite de la revalorisation des pensions d'invalidité*

**2796.** – 16 janvier 2025. – **M. Hervé Maurey** rappelle à **Mme la ministre déléguée auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargée de l'autonomie et du handicap** les termes de sa question n° 00969 sous le titre « Diminution des prestations des organismes de prévoyance à la suite de la revalorisation des pensions d'invalidité », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour. – **Question transmise à Mme la ministre déléguée auprès de la ministre de la santé, des familles, de l'autonomie et des personnes handicapées, chargée de l'autonomie et des personnes handicapées.**

*Réponse.* – Il convient de rappeler que les rentes complémentaires d'invalidité relèvent de la liberté contractuelle. Leur montant, leur mode de calcul et leurs conditions de revalorisation sont définis par les stipulations du contrat souscrit, souvent en lien avec les accords de branche ou d'entreprise. Il appartient donc aux partenaires sociaux et aux souscripteurs de négocier ces modalités avec les organismes assureurs. Par ailleurs, il est courant de relever que de nombreux organismes complémentaires définissent contractuellement leur engagement au regard d'un pourcentage du salaire de référence de l'assuré et de façon différentielle par rapport aux prestations de sécurité sociale, c'est-à-dire sous déduction de ces dernières. En cas d'augmentation du versement de la sécurité sociale, et dès lors que le montant de salaire de référence ne change pas, l'organisme complémentaire diminuera alors mécaniquement et à due concurrence son versement.



### *Création de résidences de répit partagé*

**1034.** – 3 octobre 2024. – **M. Alain Duffourg** attire l'attention de **M. le ministre des solidarités, de l'autonomie et de l'égalité entre les femmes et les hommes** sur l'engagement en faveur de la création de résidences de répit et de vacances partagés. Ces résidences permettraient au binôme aidant-aidé de partager en un même lieu des moments de répit, dans un environnement sécurisé et adapté à l'accompagnement médico-social des personnes âgées, handicapées ou malades, ainsi qu'aux besoins touristiques ou de loisirs de leurs aidants. Le répit partagé est une attente forte de 10 millions d'aidants qui accompagnent au quotidien, à domicile, un proche âgé en perte d'autonomie, en situation de handicap ou atteint d'une maladie chronique invalidante. La stratégie nationale 2023-2027 « Agir pour les aidants - 2e stratégie de mobilisation et de soutien » portait l'ambition de « renforcer l'offre et l'accès au répit » et confortait ainsi le bien-fondé des solutions d'accueil proposées par le concept de répit partagé du binôme aidants-aidés. Pour soutenir le développement des résidences de répit partagé, un amendement aux lois de finances pour 2023 et pour 2024 a été porté et soutenu dans une démarche transpartisane au Sénat. Il avait pour objet de garantir la création, dans un premier temps, de cinq résidences de répit et vacances partagés, dans plusieurs départements, dont le Gers. Il s'agissait d'ouvrir la voie à l'engagement, sans délai, de la mise en oeuvre opérationnelle de la création de ces premières résidences qui pourraient ainsi bénéficier à plus de 25 000 personnes, soit 12 500 binômes aidants-aidés. Au cours des débats au Sénat sur le projet de loi de finances pour 2024, la ministre des solidarités s'était engagée à débloquer les crédits nécessaires pour permettre aux premières résidences de répit partagé de voir le jour, engagement réitéré ensuite de promouvoir dès 2024 la concrétisation des projets de résidences de répit partagé. Il s'agit de financer cinq projets de résidence de répit et vacances partagés, au rythme de deux par an, dès la circulaire budgétaire 2024 qui prévoit une enveloppe de 7,5 millions d'euros, soit 1,5 million d'euros par projet, au titre des charges de fonctionnement de ces structures médico-sociales. Néanmoins, la circulaire budgétaire aux agences régionales de santé (ARS) du 31 mai 2024 concernant les établissements et services médico-sociaux ne contient aucune indication de cet engagement, alors qu'un paragraphe sur le répit partagé aurait pu, pourtant, y figurer. Les ARS et la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) n'ont à ce jour pas reçu de consignes sur le sujet et n'agiront pas sans ordres. Il lui demande donc de lui confirmer les mesures qu'il entend prendre et les délais dans lesquels la CNSA et les ARS seront officiellement informées de cet engagement, afin que les appels à projets puissent être lancés dès 2024 dans les premières régions concernées, puis dans les années suivantes. – **Question transmise à Mme la ministre déléguée auprès de la ministre de la santé, des familles, de l'autonomie et des personnes handicapées, chargée de l'autonomie et des personnes handicapées.**

*Réponse.* – En France, 8 à 11 millions de personnes soutiennent un proche en situation de handicap, en perte d'autonomie ou avec une maladie chronique ou invalidante. Avec le vieillissement de la population, le virage domiciliaire et l'enjeu d'une société pleinement inclusive des personnes en situation de handicap, les proches aidants sont de plus en plus nombreux et sollicités. Or l'engagement des aidants a des impacts importants dans tous les domaines de leur vie : leur santé, leur activité professionnelle, leur bien-être, leur temps libre. Les proches aidants expriment ainsi un besoin de répit, notamment lorsque le proche qu'ils aident vit à leur domicile. La stratégie de mobilisation et de soutien pour les aidants 2023-2027 a en effet intégré un chapitre dédié au renforcement de l'offre et de l'accès au répit, notamment en poursuivant le développement de l'offre d'accueil temporaire et d'accueil de jour en créant 6000 places supplémentaires, en développant davantage de séjours de vacances répit, en structurant l'offre de relayer à domicile et en étudiant l'accès au répit et son financement. S'agissant plus spécifiquement des résidences de répit partagé spécialisées dans l'accueil simultané des personnes aidées et de leurs aidants, elles permettent de proposer à des personnes en perte d'autonomie, personnes âgées et personnes handicapées, des séjours de vacances avec leur proche aidant, avec une offre de service à la fois touristique et médico-sociale adaptée. En 2019, sur ce modèle, 3 structures étaient dénombrées en France (deux dédiées aux personnes handicapées et une dédiée aux personnes âgées dépendantes). Elles devraient prochainement être 5 : un engagement politique a également été pris en 2024 de créer deux résidences de répit et de vacances partagés en Nouvelle-Aquitaine et en Occitanie. Des crédits à hauteur de 2,6 Meuros (1,5 Meuros pour le secteur personnes en situation de handicap et 1,1 Meuros pour le secteur personnes âgées) ont été délégués pour le déploiement de ces deux résidences de répit et de vacances partagés. En outre, d'autres dispositifs relatifs au répit sont mis en place. A la fin d'année 2024, 319 Plateformes de répit et d'accompagnement (PFR) étaient installées sur le territoire national : 242 pour le champ des personnes âgées et 77 pour les personnes handicapées. En juin 2024, plus de 50 000 aidants ont été comptabilisés pour avoir été accompagnés par une PFR. Les places d'accueil temporaire pour les personnes handicapées ont augmenté de 64% depuis fin 2022. De plus, l'expérimentation de dérogations au droit du travail dans le cadre de prestations de suppléances à domicile du

proche aidant et de séjours de répit aidants-aidés, a été généralisée par la loi visant à améliorer le repérage et l'accompagnement des personnes présentant des troubles du neurodéveloppement et à favoriser le répit des proches aidants. Le décret d'application proposé par le Gouvernement a été publié. Ce dispositif permet à un proche aidant d'être relayé par un intervenant unique jusqu'à 6 jours consécutifs, en séjour de répit ou à domicile. Enfin, d'autres initiatives existent en matière de séjours de répit. Le réseau Passerelles, partenaire de l'Agence nationale pour les chèques vacances (ANCV), propose par exemple une offre de séjours familiaux de vacances-répit à destination des familles ayant des enfants en situation de handicap. En 2021 le financement du réseau Passerelles a permis à 517 familles de partir en séjour de répit, soit 2 171 bénéficiaires. Enfin, le programme personnes âgées dépendantes et leurs aidants du fonds d'expérimentation de l'ANCV lancé en 2020, vise également à favoriser le départ en vacances de groupes constitués de personnes âgées dépendantes ou handicapées et/ou de leurs aidants lors de séjours. L'ANCV propose à des structures une aide financière pour concrétiser des projets de vacances imaginés avec leurs bénéficiaires et leurs usagers. Ces structures interviennent dans le champ de l'accompagnement des personnes âgées en perte d'autonomie ou des personnes handicapées et/ou de leurs aidants. En 2022, 94 projets ont été financés pour 1159 bénéficiaires.

### *Réforme des services autonomie à domicile*

**4284.** – 17 avril 2025. – **M. Patrick Chaize** appelle l'attention de **Mme la ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles** sur l'inquiétude que suscite chez les professionnels des soins à domicile, la mise en oeuvre de la réforme des services autonomie à domicile (SAD) issue de l'article 22 de la loi n° 2024-317 du 8 avril 2024 portant mesures pour bâtir la société du bien vieillir et de l'autonomie. Concrètement, d'ici au 31 décembre 2025, le secteur du domicile doit se restructurer avec un rapprochement des services existants : service d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD), service de soins infirmiers à domicile (SSIAD) et services polyvalents d'aide et de soins à domicile (SPASAD), pour former une catégorie unique de services : les services autonomie à domicile (SAD). Ces SAD devront répondre aux conditions minimales d'organisation et de fonctionnement définies par le cahier des charges annexé au décret n° 2023-608 du 13 juillet 2023 relatif aux services autonomie à domicile. Cette nouvelle organisation de l'aide à domicile a notamment pour objectifs d'offrir aux usagers une meilleure lisibilité de l'offre présente sur leur territoire ; de simplifier leurs démarches à travers la généralisation du principe du guichet unique au profit d'une meilleure coordination des acteurs présents sur un territoire ; et enfin d'harmoniser le fonctionnement de ce secteur en lui imposant le respect d'un cahier des charges national unique fixé par décret. Si l'intérêt du rapprochement et de la coordination entre ces services fait consensus pour l'ensemble des acteurs, cette réforme s'inscrit néanmoins dans un contexte tendu. En effet, les services à domicile sont en difficultés en raison de la problématique du recrutement et de la fidélisation des personnels due au manque d'attractivité de ces métiers. La situation n'est pas meilleure pour les services à domicile publics portés par des CCAS ou CIAS (centre communal ou intercommunal d'action sociale). Dans ces conditions, les services de soins infirmiers à domicile (SSIAD) expriment des réticences à se rapprocher de SAD. Selon leurs représentants, la constitution d'une entité juridique unique avec un SAAD, mettrait l'avenir des SSIAD en danger, et ce à brève échéance. Si ces derniers ont la possibilité de se rapprocher sous convention avec un SAAD pour une durée limitée à 5 ans seulement à compter du 31 décembre 2025, cette convention dont le dossier est à remettre au plus tard au 30 juin 2025 au Conseil départemental et à l'Agence régionale de santé (ARS), oblige dès sa formalisation à présenter un calendrier des étapes de constitution de l'entité juridique unique. Un rapprochement sous ces conditions (fusion ou groupement de coopération sociale et médico-sociale) semble totalement inadapté en raison des différences entre SSIAD et SAAD : disparité des territoires, des conventions et des statuts, des modalités et provenance des financements, des organismes de tutelle, des modalités d'intervention... Dans ce contexte, il est à craindre que l'on assiste davantage à une dégradation de la qualité de l'accompagnement des patients à domicile alors que derrière cette réforme, c'est bien de la qualité de vie de millions de Français dont il est question ; des Français qui souhaitent vivre chez eux le plus longtemps possible. C'est pourquoi il lui demande si elle envisage d'adapter la réforme des services autonomie à domicile de telle sorte que les SSIAD puissent conserver leur autonomie, ceci sans pour autant remettre en cause le cahier des charges global de la réforme des SAD. – **Question transmise à Mme la ministre déléguée auprès de la ministre de la santé, des familles, de l'autonomie et des personnes handicapées, chargée de l'autonomie et des personnes handicapées.**

### *Réforme des services autonomie à domicile*

**5845.** – 24 juillet 2025. – **M. Patrick Chaize** rappelle à **Mme la ministre déléguée auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargée de l'autonomie et du handicap** les termes de sa



question n° 04284 sous le titre « Réforme des services autonomie à domicile », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour. – **Question transmise à Mme la ministre déléguée auprès de la ministre de la santé, des familles, de l'autonomie et des personnes handicapées, chargée de l'autonomie et des personnes handicapées.**

*Réponse.* – Les personnes âgées de plus de 75 ans représentent un habitant sur dix aujourd'hui ; elles représenteront un habitant sur six en 2050. Et d'ici à la fin de la décennie, notre pays devrait compter plus de 200 000 personnes supplémentaires en perte d'autonomie. De surcroît, plus de 80 % des Français expriment leur souhait de pouvoir vieillir à domicile. Permettre le maintien à domicile le plus longtemps possible, renforcer durablement et profondément l'accompagnement des personnes en perte d'autonomie, partout sur le territoire, sont au premier rang des priorités politiques. A ce titre, le Gouvernement a lancé depuis 2022 une grande réforme des services à domicile. Elle vise notamment la restructuration de l'offre à domicile, avec la création des Services autonomie à domicile (SAD), dans un objectif de simplification du parcours des personnes accompagnées et de meilleure coordination de l'aide et du soin, permettant une réponse plus complète aux besoins des personnes. Ces services autonomie peuvent réaliser à la fois des prestations d'aide et de soins (on parle alors de « SAD mixtes »), ou proposer uniquement des prestations d'aide et d'accompagnement (« SAD Aide »), dès lors qu'ils assurent l'accès aux prestations de soins aux personnes qui en ont besoin. La transformation des Services de soins infirmiers à domicile (SSIAD) en SAD mixtes peut se faire de plusieurs manières : soit par le rapprochement avec un ou des ex-Services d'aide et d'accompagnement (SAAD) existant, soit par la création d'une nouvelle activité d'aide. Cette réforme ambitieuse et extrêmement structurante fait l'objet d'un suivi régulier et d'un accompagnement important des acteurs notamment par le biais d'une taskforce pour les territoires sur lesquels des difficultés particulières ont été identifiées. De nombreux assouplissements ont été prévus, notamment par la loi portant mesures pour bâtir la société du bien vieillir et de l'autonomie (dite « loi Bien Vieillir »), pour prendre en compte les difficultés remontées par le terrain. Les SSIAD ont désormais jusqu'au 31 décembre 2025 pour se transformer en SAD, contre jusqu'au 30 juin 2025 précédemment. Cet assouplissement, couplé avec la possibilité ouverte de constituer un SAD mixte par conventionnement ou groupement de coopération sociale et médico-sociale exploitant pendant une période transitoire de 5 ans, donne davantage de temps aux services pour établir les modalités de constitution en entité juridique unique, et notamment de travailler sur les rapprochements entre services. Par ailleurs, deux autres dispositions ont été pensées pour garantir le maintien de l'offre de soins tout en facilitant la mise en oeuvre de la réforme. Le silence de l'administration pendant six mois face à une demande d'autorisation en SAD mixte déposée par un SSIAD vaut désormais acceptation de cette demande. Enfin, en cas de refus de cette demande par l'Agence régionale de santé (ARS) et le Conseil départemental (CD), le SSIAD continue à être autorisé pour deux ans à compter de la date du refus, ou jusqu'à la date de la fin de son autorisation initiale si celle-ci intervient avant la fin des deux ans. Les CD et les ARS ont également construit un dialogue et des stratégies partagées de développement des services autonomie à domicile afin de répondre au mieux aux besoins du territoire, en s'appuyant sur l'offre et les ressources existantes. Pour les aider, des accompagnements individuels ont été proposés par le ministère, la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) et l'agence nationale d'appui à la performance des établissements de santé et médico-sociaux. Les territoires les plus en difficulté dans la mise en oeuvre de la réforme, particulièrement ceux qui affichaient un nombre de SSIAD « sans solutions » important, ont fait l'objet d'un accompagnement spécifique. L'accompagnement proposé vise à répondre aux difficultés stratégiques et techniques rencontrées par les acteurs locaux et à leur permettre de trouver des solutions d'ici la date butoir du 31 décembre 2025. Cette prise en charge individuelle est complétée par un accompagnement collectif de l'ensemble des acteurs, gestionnaires ou autorités de tarification et de contrôle, par le biais de webinaires, de foire aux questions et d'outils d'aide à la décision disponibles en libre accès. Enfin, pour faciliter la création de ces nouveaux SAD mixtes, les ARS ont bénéficié de 8 millions d'euros de crédits renouvelables pour accompagner leur montée en charge. Plus de 70 départements sont également soutenus par le biais d'un appel à manifestation d'intérêt de la CNSA, pour un montant total d'environ 11 millions d'euros. Par son importance et son ambition structurante, cette réforme fait l'objet d'un important suivi pour accompagner les acteurs et garantir le maintien d'une offre de qualité auprès des personnes âgées et en situation de handicap à domicile.

### *Situation financière des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes publics*

4793. – 22 mai 2025. – **M. Éric Gold** alerte **Mme la ministre déléguée auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargée de l'autonomie et du handicap** sur les difficultés financières alarmantes des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) publics hospitaliers. Avec un déficit cumulé de 2 milliards d'euros depuis 2022 et des perspectives négatives du fait de la hausse des cotisations à la caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales (CNRACL), la situation déjà difficile

des Ehpad publics tend aujourd'hui à s'aggraver. Malgré les aides exceptionnelles et une inflation en baisse, 65 % d'entre eux sont aujourd'hui en déficit, alors que le secteur était historiquement à l'équilibre avant la crise sanitaire. Or, la hausse des cotisations CNRACL ne sera compensée par l'État que sur la part relative au forfait « soins », soit environ 40 % de cette augmentation. La Fédération hospitalière de France (FHF) estime donc que 100 % des établissements publics pourraient être en déficit d'ici 2028, signe d'une véritable crise systémique. Aussi, il lui demande quelles actions le Gouvernement compte engager pour préserver cette offre indispensable à la prise en charge des personnes âgées sur l'ensemble du territoire. – **Question transmise à Mme la ministre déléguée auprès de la ministre de la santé, des familles, de l'autonomie et des personnes handicapées, chargée de l'autonomie et des personnes handicapées.**

*Réponse.* – Dès la fin juillet 2023, le Gouvernement a entendu le constat d'urgence sur les difficultés financières rencontrées par les Etablissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) et a demandé la mise en place, dès la rentrée 2023, dans chaque département, d'une commission dédiée au suivi et à l'examen de la situation financière des structures médico-sociales en difficulté. Un fonds d'urgence a été mis en place et reconduit à hauteur de 300 millions en 2025. Près de 10% des EHPAD ont bénéficié de ce fonds en 2025. Des réformes structurantes ont par ailleurs été engagées. La première a été adoptée dans la loi de financement de la sécurité sociale pour 2024 (article 79) et est précisée par l'article 21 du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025. Cette mesure instaure dans les départements volontaires une expérimentation, à compter de juillet 2025, de la fusion des sections « Soins » et « Dépendance » des EHPAD au profit d'un nouveau forfait global unique, relatif aux soins et à l'entretien de l'autonomie. Tous les acteurs du secteur appellent de leurs vœux une simplification du régime actuel de financement. L'ambition du Gouvernement est que la fusion des sections « Soins » et « Dépendance » soit généralisée dès 2027 à l'ensemble des EHPAD, afin d'améliorer globalement la prise en charge des résidents, dont les parties soin et autonomie sont aujourd'hui largement interdépendantes. Les EHPAD habilités à l'aide sociale à l'hébergement ont aussi la possibilité, depuis janvier 2025, de différencier plus facilement les tarifs « hébergement » opposables aux bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement et ceux appliqués aux non bénéficiaires de cette aide. Cette mesure, très attendue par le secteur, concerne 96 % des EHPAD publics et 75 % des EHPAD associatifs. Ces établissements pourront accroître leurs ressources en appliquant des tarifs plus élevés aux résidents à plus forte capacité contributive. Par ailleurs, dès 2025, les EHPAD publics autonomes devront se constituer en groupements territoriaux sociaux et médico-sociaux. Cette mesure inscrite dans la loi du 8 avril 2024 portant mesures pour bâtir la société du bien-vieillir et de l'autonomie vise à réduire l'isolement de ces EHPAD, à renforcer l'offre sur les territoires et à mutualiser les compétences. Enfin, dans le cadre de la campagne budgétaire 2025, un effort financier important est consacré aux EHPAD. Il se traduit notamment par une augmentation de 2,35 % de la valeur de point de la section soins des EHPAD. Cette évolution s'applique aux EHPAD en tarif partiel comme en tarif global. Concernant la compensation de l'augmentation des cotisations vieillesse des employeurs des agents affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales (CNRACL), 94 Meuros sont délégués aux Agences régionales de santé (ARS) pour compenser forfaitairement la hausse des cotisations CNRACL pour la section soin des établissements et services sociaux et médico-sociaux publics (relevant des fonctions publiques hospitalière et territoriale).

### *Manque de moyens des services d'éducation spécialisé et de soins à domicile*

4875. – 29 mai 2025. – **M. Michaël Weber** appelle l'attention de **M. le ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargé de la santé et de l'accès aux soins** sur les graves difficultés que rencontrent de nombreuses familles dans l'accès aux services d'éducation spécialisée et de soins à domicile (SESSAD). Les enfants en situation de handicap doivent pouvoir bénéficier en milieu scolaire d'un accompagnement pluridisciplinaire éducatif et médical adapté à leurs besoins. Or, les SESSAD, qui doivent apporter ce soutien spécialisé et pluridisciplinaire ne sont, en pratique, pas en mesure de répondre à la demande qui excède largement la capacité d'accueil des établissements assurant ce service. Le manque de moyens et la capacité d'accueil insuffisante des établissements médico-social présents sur les territoires constituent un manquement grave à la bonne prise en charge de toute personne handicapée pour lui garantir le plein accès à ses droits fondamentaux. À titre d'exemple, l'ESSAD rattaché à l'association au service des personnes handicapées mentales et de leurs familles de Moselle ne dispose que de vingt places lorsque cent enfants sont inscrits sur liste d'attente au mois de mai 2025. Face à cet urgence, il demande quelles solutions peuvent être apportées pour renforcer les moyens et les capacités d'accueil des établissements type SESSAD sur les territoires pour répondre à la demande et assurer la prise en charge effective de toute personne en situation de handicap, quel que soit son âge,

afin de garantir l'égalité de traitement effective des personnes handicapées sur l'ensemble du territoire. – **Question transmise à Mme la ministre déléguée auprès de la ministre de la santé, des familles, de l'autonomie et des personnes handicapées, chargée de l'autonomie et des personnes handicapées.**

*Réponse.* – Le Président de la République a annoncé la création de 50 000 nouvelles solutions à destination des personnes en situation de handicap à l'horizon 2030. Cette mesure vise à proposer à chaque personne en situation de handicap une réponse adaptée à sa situation, considérant ses besoins et attentes. Fort de cet engagement, le ministère chargé des solidarités et des familles a décliné cette mesure avec une attention toute particulière pour les territoires les moins dotés en termes de solutions, dans une logique d'équité territoriale, tant sur le territoire métropolitain qu'en Outre-mer. La circulaire DGCS/3B/DSS/1A/CNSA/DFO/2023/176 du 7 décembre 2023 relative à la mise en oeuvre du plan de création de 50 000 nouvelles solutions et de transformation de l'offre médico-sociale à destination des personnes en situation de handicap 2024-2030, issue de la conférence nationale du handicap 2023, précise les modalités de mise en oeuvre de ce plan. Doté de 1,5 milliard d'euros financés par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, ce plan constitue un effort inédit de la Nation en direction de ce public, afin de permettre à chaque personne de réaliser son projet de vie. Ces crédits visent à faire émerger de nouvelles solutions modulaires et tournées vers le milieu ordinaire, pour accélérer la transformation des établissements et services et passer d'une logique de places à une logique de plateformes de services coordonnés avec la personne en situation de handicap. Ce renforcement des financements permettra l'ouverture de nouvelles solutions en services d'éducation spéciale et de soins à domicile et dans l'ensemble des établissements et services médico-sociaux. Les agences régionales de santé réaliseront des diagnostics territoriaux en lien étroit avec l'ensemble des parties prenantes et, notamment, les associations représentant les personnes, ainsi que les départements, chefs de file de l'action sociale sur leur territoire. A partir des besoins identifiés dans les territoires avec l'ensemble des acteurs concernés, seront établies des programmations pluriannuelles de solutions à développer dans les territoires. Afin de suivre ce plan, un suivi national sera assuré par la ministre déléguée chargée de l'autonomie et du handicap, dans le cadre d'un comité de pilotage national de la transformation de l'offre réuni tous les six mois. Par ailleurs, le Gouvernement est également engagé dans le développement de l'offre médico-sociale à l'école, pour permettre aux enfants en situation de handicap de bénéficier d'accompagnements spécifiques répondant à leurs besoins dans l'école inclusive.

### *Situation financière critique d'établissements publics d'hébergement pour personnes âgées dépendantes*

**4915.** – 29 mai 2025. – **M. Christian Bilhac** attire l'attention de **Mme la ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles** sur la situation financière critique d'établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) publics. La fédération hospitalière de France (FHF) a récemment alerté sur la « crise profonde et silencieuse » que traverse le secteur public du grand âge. D'après les résultats de son enquête publiée le 13 mai 2025, plus de 70 % des Ehpad publics sont aujourd'hui en déficit financier. En moyenne, il manque 8,5 euros par jour et par place pour assurer l'équilibre budgétaire d'un établissement, soit un déficit moyen de 3 104 euros par place sur l'année. Cette situation représente un manque de financement de 545 millions d'euros pour l'année 2024 et un déficit cumulé de près de 2 milliards d'euros depuis 2022. Ces difficultés, principalement liées à la fois à une hausse des charges sur les sections hébergement et dépendance, à une inflation non compensée, à un taux d'encadrement plus élevé dans le secteur public et à des charges socio-fiscales plus lourdes que dans le privé, laissent craindre un effondrement du modèle public. À l'horizon 2028, selon la FHF, une infirmière ou aide-soignante coûtera 30 % de plus à un Ehpad public qu'à un établissement privé pour un salaire net identique. Pour un établissement de 100 places, cet écart représente une différence de charges de 600 000 euros, soit jusqu'à 16 postes de travail. Alors que les Ehpad publics accueillent les personnes âgées les plus vulnérables et que le vieillissement démographique s'accélère, avec le quasi-doublement des personnes âgées d'ici vingt ans, la soutenabilité de ce modèle est gravement menacée. Les aides actuelles, notamment les fonds d'urgence dégagés dans les derniers projets de loi de financement de la sécurité sociale de 300 millions d'euros, sont insuffisants. Dans ce contexte, il souhaite connaître les intentions du Gouvernement pour garantir la pérennité financière des Ehpad publics, notamment à travers une compensation durable des charges sociales, un plan d'investissement spécifique à l'offre publique, et la concrétisation attendue d'une loi de programmation sur le grand âge. – **Question transmise à Mme la ministre déléguée auprès de la ministre de la santé, des familles, de l'autonomie et des personnes handicapées, chargée de l'autonomie et des personnes handicapées.**

*Soutien aux établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes privés associatifs en difficulté financière*

**4990.** – 5 juin 2025. – **M. Olivier Bitz** attire l'attention de **Mme la ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles** sur la nécessité de soutenir les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) privés associatifs qui font face à des difficultés financières. Les Ehpads privés associatifs représentent plus de 2 500 établissements en 2023, soit près de 50 % des établissements privés. Ces structures assurent une mission essentielle d'accueil des personnes âgées dépendantes. Ces établissements sont confrontés à des difficultés financières structurelles, aggravées par une hausse significative des coûts de fonctionnement conjuguée à la hausse des coûts énergétiques et des tensions sur la fidélisation des effectifs. Ainsi, comme souligné dans le rapport d'information du Sénat n° 778, publié le 25 septembre 2024, il est indiqué que la part des Ehpads déficitaires est passée de 27 % à 66 % entre 2020 et 2023. Ces établissements, portés par des acteurs à but non lucratif jouent un rôle clé dans le maillage territorial, notamment dans les zones rurales ou peu densément peuplées. Pourtant, leur modèle économique fragile les expose à un risque de fermeture ou de reprise par des groupes commerciaux, remettant en cause leur vocation sociale et médico-sociale. Le rapport d'information précité souligne enfin l'insuffisance des mesures jusqu'alors engagées pour assurer la pérennité de ces structures. Dans ce contexte, il lui demande si le Gouvernement entend prendre des mesures financières pour sécuriser la pérennité des Ehpads à but non lucratif. – **Question transmise à Mme la ministre déléguée auprès de la ministre de la santé, des familles, de l'autonomie et des personnes handicapées, chargée de l'autonomie et des personnes handicapées.**

*Réponse.* – Dès la fin juillet 2023, le Gouvernement a entendu le constat d'urgence sur les difficultés financières rencontrées par les Etablissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) et a demandé la mise en place, dès la rentrée 2023, dans chaque département, d'une commission dédiée au suivi et à l'examen de la situation financière des structures médico-sociales en difficulté. Un fonds d'urgence a été mis en place et reconduit par la loi de financement de sécurité sociale pour 2025 à hauteur de 300 millions d'euros. Près de 10% des EHPAD en ont bénéficié en 2025. Des réformes structurantes ont également été engagées. La loi de financement de la sécurité sociale pour 2024 instaure dans les départements volontaires une expérimentation, à compter de juillet 2025, de la fusion des sections « Soins » et « Dépendance » des EHPAD au profit d'un nouveau forfait global unique, relatif aux soins et à l'entretien de l'autonomie. Tous les acteurs du secteur appellent de leurs vœux une simplification du régime actuel de financement. L'ambition du Gouvernement est que la fusion des sections « Soins » et « Dépendance » soit généralisée dès 2027 à l'ensemble des EHPAD, afin d'améliorer globalement la prise en charge des résidents, dont les parties soins et autonomie sont aujourd'hui largement interdépendantes. Les EHPAD habilités à l'aide sociale à l'hébergement ont aussi la possibilité, depuis janvier 2025, de différencier plus facilement les tarifs « hébergement » opposables aux bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement et ceux appliqués aux non bénéficiaires de cette aide. Cela concerne environ 75 % des EHPAD privés à but non lucratif, qui pourront accroître leurs ressources en appliquant des tarifs plus élevés aux résidents en mesure de s'en acquitter. Enfin, dans le cadre de la campagne budgétaire 2025, un effort financier pérenne est consacré aux EHPAD. Il se traduit, notamment, par une augmentation de 2,35 % de la valeur de point de la section soins des EHPAD. Cette évolution s'applique aux EHPAD en tarif partiel comme en tarif global. Concernant la compensation de l'augmentation des cotisations vieillesse des employeurs des agents affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales (CNRACL), 94 Meuros sont délégués aux Agences régionales de santé (ARS) afin de compenser forfaitairement la hausse des cotisations CNRACL pour la section soins des établissements et services sociaux et médico-sociaux publics (relevant des fonctions publiques hospitalière et territoriale). Ces mesures seront renforcées en loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 si elle est adoptée avec 110 millions prévues pour la compensation des cotisations CNRACL.

*Situation des mandataires judiciaires à la protection des majeurs exerçant à titre individuel*

**5378.** – 3 juillet 2025. – **M. Didier Mandelli** attire l'attention de **Mme la ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles** sur la situation des mandataires judiciaires à la protection des majeurs (MJPM) exerçant à titre individuel. Depuis plusieurs années déjà, ces professionnels sollicitent la revalorisation de leur rémunération. Cette dernière n'a pas été revue depuis 2014. Dans une réponse ministérielle publiée le 8 mai 2025 (JO Sénat du 8 mai 2025, p.2316, question écrite n° 02575), Mme la Ministre du travail, de la santé des solidarités, et des familles a indiqué à son collègue sénateur, M. Cédric Chevalier, que des « travaux sont envisagés en vue de réformer le financement du secteur de la protection juridique des majeurs, quel que soit le



mode d'exercice, et ce afin que la rémunération de la mesure soit plus adaptée à la charge effective de travail effectuée ». Aussi, il souhaiterait savoir quelle sera la méthode de travail retenue par le Gouvernement, ainsi que l'échéance qui a été fixée pour acter cette réforme du financement du secteur de la protection juridique des majeurs. – **Question transmise à Mme la ministre déléguée auprès de la ministre de la santé, des familles, de l'autonomie et des personnes handicapées, chargée de l'autonomie et des personnes handicapées.**

*Réponse.* – Comme rappelé dans la réponse à la QE SENAT 2575 publiée au *Journal officiel* le 8 mai 2025, des travaux sont effectivement en cours de réflexion, afin de faire évoluer le modèle de financement des mesures de protection juridique, dans un souci de meilleure adéquation entre la rémunération des Mandataires judiciaires à la protection des majeurs (MJPM) et la charge effective de travail qu'ils assument. Cette réforme vise à répondre à plusieurs enjeux : garantir une juste reconnaissance du travail accompli, renforcer l'attractivité de la profession et assurer la soutenabilité du dispositif dans un contexte budgétaire contraint et de croissance continue du nombre de mesures de protection. Des études ont été conduites entre 2018 et 2021 pour définir un cadre d'étude des coûts. Elles ont permis d'identifier les situations qui rendent complexes l'exercice des mesures de protection qui varient en fonction de la pathologie, de l'âge, des habitudes, des lieux de vie, mais aussi en raison du principe de subsidiarité des financements publics du niveau de ressources des personnes protégées. Une mission générale d'inspection interministérielle, qui engagerait le ministère du travail, de la santé, des solidarités et des familles, le ministère de la justice et celui des finances publiques est envisagée afin de mener ces travaux. Le Gouvernement reste ainsi pleinement mobilisé pour garantir aux MJPM les conditions d'exercice nécessaires à l'accomplissement de leurs missions, au service des personnes les plus vulnérables.

## CULTURE

### *Désinformation climatique à la télévision et à la radio*

**4528.** – 8 mai 2025. – **Mme Mathilde Ollivier** attire l'attention de **Mme la ministre de la culture** sur l'insuffisante réaction des pouvoirs publics face à la croissance de la désinformation climatique dans l'espace médiatique, en particulier dans certains segments de l'audiovisuel. Cette désinformation se manifeste en outre par la remise en cause répétée du consensus scientifique, la minimisation des impacts actuels et à venir du changement climatique ou la diffusion d'arguments fallacieux sur la prétendue inefficacité de la transition écologique. Elle alimente une défiance à l'égard des politiques environnementales, mine les efforts de sensibilisation du grand public et porte atteinte à un droit fondamental reconnu à chaque citoyen : celui d'être informé de manière fiable sur les risques environnementaux. La Charte de l'environnement, intégrée au bloc de constitutionnalité, garantit en son article 7 que « toute personne a le droit [...] d'accéder aux informations relatives à l'environnement ». De même, l'article L. 125-2 du code de l'environnement précise que « toute personne a droit à l'information sur les risques majeurs auxquels elle est soumise [...] ce droit s'applique aux risques technologiques et aux risques naturels prévisibles ». L'intensification de la diffusion de contenus climatosceptiques et relativistes dans les médias contrevient à cet impératif, en contribuant à obscurcir le débat public et à désinformer nos compatriotes sur des enjeux critiques. Par ailleurs, l'article 43-11 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication rappelle que les programmes offerts par l'audiovisuel public se caractérisent par « leur exigence de qualité » [...] et le respect des principes démocratiques constitutionnellement définis ». En outre, l'article précise aussi que les sociétés d'audiovisuel public « concourent au développement et à la diffusion [...] des connaissances scientifiques et techniques » et que celles-ci « participent à l'éducation à l'environnement et au développement durable ». Le tout, en « assurant l'honnêteté [...] de l'information [...] dans le respect du principe d'égalité de traitement et des recommandations de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique ». Or, depuis le mois de janvier 2025, selon les données publiées le 10 avril par les associations Data for good, QuotaClimat et Science Feedback, 128 cas de désinformation climatique ont été détectés, dont 20 sont à imputer à l'audiovisuel public. Face à cette inquiétante recrudescence, elle souhaite savoir quelles actions elle entend engager pour mieux encadrer la diffusion d'informations contraires aux données scientifiques établies sur le climat, et si le ministère envisage de renforcer la régulation et les prérogatives de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique à ce sujet, afin de garantir un débat démocratique fondé sur des faits.

*Réponse.* – Il convient tout d'abord de rappeler que le respect de l'indépendance éditoriale des médias est le corollaire de la liberté d'expression telle qu'elle résulte de l'article 11 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Les médias ont toutefois un rôle déterminant à jouer dans l'accélération de la transition écologique, en particulier en matière de sensibilisation et de pédagogie. C'est pourquoi, sans intervenir sur le contenu éditorial, le

Gouvernement ne peut qu'inciter les éditeurs à s'emparer de ces enjeux absolument cruciaux pour les citoyens dans leur couverture de l'actualité. La loi du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets (loi « Climat et résilience ») prévoit ainsi que l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom) promeut des codes de bonne conduite sectoriels et transversaux, appelés « contrats climat ». La totalité des médias audiovisuels nationaux se sont engagés à y souscrire, alors même qu'ils ne sont assujettis à aucune obligation. Cela témoigne de leur maturité en matière d'engagement responsable et leur intérêt pour ce dispositif volontaire. Dans le cadre de la signature de leurs contrats en juin 2022, les médias audiovisuels se sont notamment engagés à renforcer le traitement des thématiques liées à l'environnement, à sa protection et à la lutte contre le dérèglement climatique, à inviter régulièrement des experts de ces sujets et à favoriser la diffusion de solutions écoresponsables dans leurs contenus. S'agissant plus particulièrement des entreprises de l'audiovisuel public, en application de l'article 43-11 de la loi du 30 septembre 1986, elles participent à l'éducation à l'environnement et au développement durable. Les cahiers des charges de France Télévisions, Radio France et France Médias Monde, dont l'exécution fait l'objet d'un bilan annuel établi par l'Arcom et transmis au Parlement, précisent cette mission. Ces dernières années, France Télévisions a renouvelé et approfondi l'engagement de toutes ses antennes pour intégrer les sujets liés à l'environnement et au climat au sein de toutes ses offres. Ainsi, en 2023, une première partie de soirée par semaine au moins a été consacrée au sujet, avec la réorientation de la case documentaire du lundi soir sur France 5 sur les questions environnementales. S'agissant de Radio France, les différentes antennes de l'entreprise traitent des enjeux environnementaux à travers un grand nombre de programmes. En 2022, l'entreprise a notamment annoncé vouloir renforcer cet axe éditorial et lancer un vaste plan de formation à destination de ses journalistes, producteurs et équipes de production, sur les questions climatiques et scientifiques. Dans son rapport sur l'exécution du cahier des charges de Radio France pour l'année 2023 (publié en janvier 2025), l'Arcom soulignait d'ailleurs que « les enjeux [climatiques] ont irrigué les différentes chaînes, dans les journaux et les matinales qui, en tant que carrefour d'audience, offrent une visibilité importante à l'environnement. ». Enfin, concernant la diffusion de fausses informations, le cadre juridique existant permet d'ores et déjà de sanctionner les éditeurs en cas de manquement. En effet, il revient à l'Arcom de garantir l'honnêteté, l'indépendance et le pluralisme de l'information et des programmes qui y concourent, et de veiller au respect des conventions conclues avec les éditeurs de services de télévision et de radio en application de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication. Sur ce fondement, l'article 1<sup>er</sup> de la délibération du 18 avril 2018 prévoit que l'éditeur « doit assurer l'honnêteté de l'information et des programmes qui y concourent. (...) Il fait preuve de rigueur dans la présentation et le traitement de l'information. Il veille au respect d'une présentation honnête des questions prêtant à controverse, en particulier en assurant l'expression des différents points de vue par les journalistes, présentateurs, animateurs ou collaborateurs d'antenne ». L'Autorité peut mettre en garde et sanctionner les éditeurs lorsqu'elle constate une méconnaissance de leurs obligations. Comme le rappelle le rapport élaboré par les associations Data for good, QuotaClimat et Science Feedback, l'Arcom a pris trois décisions qu'elles estiment « notables » et « encourageantes » en 2024 : deux mises en garde vis-à-vis de Sud Radio pour désinformation climatique non-contredite, et une sanction financière inédite de 20 000 euros à l'encontre de CNews pour le même motif. Il incombe à cette autorité à laquelle le législateur a confié le soin de garantir l'exercice de la liberté de communication de poursuivre ses contrôles et de sanctionner les manquements constatés. L'autorité de régulation peut à cet effet être saisie directement par un formulaire en ligne sur son site : <https://www.arcom.fr/alertez-nous>, par tout téléspectateur ayant constaté sur une émission précise un contenu litigieux.

6192

*Contournement de la loi du 30 décembre 2021 visant à conforter l'économie du livre et à renforcer l'équité et la confiance entre ses acteurs*

**5075.** – 12 juin 2025. – **M. Hervé Maurey** attire l'attention de **Mme la ministre de la culture** sur le contournement de la loi n° 2021-1901 du 30 décembre 2021 visant à conforter l'économie du livre et à renforcer l'équité et la confiance entre ses acteurs, dite « loi Darcos », par une entreprise multinationale. En décembre 2024, la ministre de la culture a qualifié la gratuité du retrait d'un livre expédié par une entreprise multinationale dans des casiers de « click and collect » de « contournement de la législation » et a indiqué dans la presse que le Gouvernement « [allait] y répondre ». Or, l'avis rendu par le médiateur du livre le 27 mai 2025 à ce sujet indique que l'entreprise poursuit cette pratique dans au moins un tiers des points de retrait gratuit pour ses colis déployés sur le territoire national. Il souhaite donc connaître les mesures que compte enfin prendre le Gouvernement pour que la loi du 30 décembre 2021 visant à conforter l'économie du livre et à renforcer l'équité et la confiance entre ses acteurs soit appliquée.



*Contournement de la loi du 30 décembre 2021 visant à conforter l'économie du livre et à renforcer l'équité et la confiance entre ses acteurs*

**6730.** – 13 novembre 2025. – **M. Hervé Maurey** rappelle à **Mme la ministre de la culture** les termes de sa question n° 05075 sous le titre « Contournement de la loi du 30 décembre 2021 visant à conforter l'économie du livre et à renforcer l'équité et la confiance entre ses acteurs », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

*Réponse.* – Au terme du dialogue conduit à la demande du ministère de la culture par le médiateur du livre avec l'ensemble des acteurs de la vente de livres en ligne, la pleine mise en oeuvre du principe de tarification minimale du service de livraison du livre, introduit par la loi n° 2021-1901 du 30 décembre 2021 visant à conforter l'économie du livre et à renforcer l'équité et la confiance entre ses acteurs, dite « loi Darcos », continue en effet de se heurter à un très net désaccord de la part de l'un de ces acteurs sur la question des retraits gratuits de livres en casiers automatisés. Le maintien par ce vendeur « tout en ligne » du retrait gratuit en casiers, que le médiateur du livre a clairement analysé dans son avis du 12 février 2025 comme une pratique non conforme à la loi « Darcos », constitue aujourd'hui un réel défi à la mise en oeuvre de cette loi. Ce même opérateur a par ailleurs déposé un recours devant le Conseil d'État en avril 2023 afin de contester l'arrêté fixant le montant minimal de tarification du service de livraison du livre, obtenant en mai 2024 le renvoi d'une question préjudicielle à la Cour de justice de l'Union européenne pour vérifier sa conformité au droit européen. Le ministère de la culture ne dispose pas de compétence de police administrative qui lui permettrait d'agir rapidement contre cette pratique commerciale litigieuse. En attendant la décision de la Cour de justice de l'Union européenne, il expertise l'ensemble des voies, tant contentieuses que normatives, qui permettraient d'assurer le respect de l'intention du législateur. Il apparaît d'ores et déjà que le cadre actuel de la législation du prix du livre ne prévoit pas de sanction pénale en cas de non-respect des dispositions relatives à la tarification minimale de livraison de livres et à l'interdiction du rabais de 5 % pour la vente à distance. Un projet de décret renforçant le régime répressif de la loi Lang sera élaboré, en lien avec le ministère de la justice, avant d'être soumis à l'examen du Conseil d'État. De leur côté, les détaillants de livres concurrents ainsi que leurs syndicats professionnels ont saisi le médiateur du livre d'une demande de conciliation. Cette procédure constitue un préalable obligatoire à un recours contentieux visant à mettre fin aux pratiques litigieuses de ce vendeur « tout en ligne ».

*Soutien du ministère de la culture au projet de demeure du chaos à Saint-Romain-au-Mont-d'Or*

**6058.** – 4 septembre 2025. – **M. Thomas Dossus** interroge **Mme la ministre de la culture** sur son inexplicable soutien au projet de demeure du chaos à Saint-Romain-au-Mont-d'Or (Rhône) en dépit des décisions de justice déclarant le site illégal de manière ferme et définitive, et ce depuis 2008. Il souhaite qu'elle appelle à faire respecter la loi, c'est-à-dire la remise en état du site. Il appelle à ce que la mairie, première concernée par les divers aménagements, soit impliquée dans les échanges, ce qui n'est pas le cas jusqu'à présent. Pour rappel, le site de la demeure du chaos a été créé en 1999 par M. Thierry Ehrmann. En 2004, ce dernier a commencé à transformer de manière illégale le bâti historique. Un premier procès-verbal d'infraction a été transmis au procureur par la mairie. En 2008, M. Thierry Ehrmann a été condamné de manière ferme et définitive par la cour d'appel de Grenoble avec obligation de remettre en état la bâtisse. En 2015, considérant l'inaction de M. Ehrmann, la Cour passe les astreintes de 75 à 750 euros par jour. À ce jour, le montant des arriérés dépasse 1 300 000 euros. En 2022, M. Guillaume Malot, nouveau maire de la commune de Saint-Romain-au-Mont d'Or, soucieux d'apaiser les relations, prend position pour avancer sur la reconnaissance d'un musée d'art contemporain moyennant un travail de remise en état partiel et le paiement des astreintes dues à date. Il apprend cependant, sans aucune information préalable à son égard, que des échanges sont en cours, notamment sur les enjeux de remises en état de la bâtisse, entre le ministère de la culture et M. Thierry Ehrmann, excluant la mairie des discussions, alors même qu'elle est la principale intéressée et bénéficiaire des décisions judiciaires. Enfin, il y a quelques semaines, contre toute logique et sans discussion avec la commune, Mme la Ministre a écrit un courrier à M. Ehrmann indiquant qu'elle souhaitait que la demeure du chaos devienne pérenne. Le maire a demandé et obtenu depuis que des discussions soient ouvertes entre toutes les parties (Préfecture, direction régionale des affaires culturelles, DDC, métropole de Lyon et commune) pour trouver des solutions face à cette situation, notamment en termes de sécurité des visiteurs. Aussi, au vu de l'historique de cette affaire, au vu du jugement (ferme et définitif) de 2008 déclarant le site illégal et de la multiplication par dix des astreintes journalières en 2015, au vu des risques sécuritaires aux abords de la bâtisse, au vu des bonnes dispositions du maire à sortir par le haut, il souhaite savoir dans quel cadre elle peut soutenir la pérennisation de la demeure du chaos. Il souhaite également savoir comment la mairie sera intégrée dans les futures discussions concernant l'avenir de l'établissement.

*Réponse.* – La singularité de la Demeure du Chaos a amené le ministère de la culture à la reconnaître en tant qu'œuvre d'art totale. Cette reconnaissance est venue confirmer le caractère intrinsèquement artistique du projet, qui regroupe les milliers d'œuvres érigées dans cet espace unique au monde. Mais cette œuvre est toutefois bien plus qu'un espace, c'est un manifeste vivant d'un art hors normes et proliférant, dans la lignée du Palais Idéal du Facteur Cheval ou du Cyclop de Jean Tinguely et Niki de Saint Phalle. Son attractivité est mondiale et permet aux Monts d'Or de rayonner au-delà des frontières. La Demeure du Chaos semble porter les valeurs de l'art d'aujourd'hui : elle interroge, elle provoque et bouscule, démontrant ainsi que l'art en train de se faire est un formidable vecteur de dialogue au sein de la société. Outre sa singularité artistique, la Demeure du Chaos est de plus une œuvre d'art qui mérite l'attention des pouvoirs publics en tant qu'institution culturelle importante de la région lyonnaise. Site culturel à ciel ouvert, elle bénéficie d'une fréquentation très importante et d'une large couverture médiatique locale, nationale et internationale. Elle est aussi un lieu de diffusion très dynamique de l'art contemporain, une résidence de création qui a accueilli plus d'une centaine de manifestations artistiques, de performances, d'art vivant, de conférences, d'expositions temporaires. L'objectif du ministère de la culture a toujours été de rechercher une solution de compromis et de faciliter le dialogue entre les différentes parties pour opérer une régularisation de la Demeure du Chaos, bordée juridiquement, dès lors que les décisions de justice qui fondent en droit la remise en état du site sont suivies d'effet. Il se trouve que la situation juridique de la Demeure du Chaos a été régularisée depuis que les remises en état ordonnées par la cour d'appel de Chambéry le 15 avril 2015 ont été accomplies. La question des astreintes fait l'objet d'un traitement par les services compétents, mais ne saurait entraver l'exploitation paisible de l'établissement, habilité à recevoir du public. En tant que collectivité territoriale et dans le cadre républicain, la mairie de Saint-Romain-au-Mont-d'Or a également vocation à protéger et à concourir aux libertés de création, de diffusion et de programmation. Il lui appartient de favoriser l'accès libre des publics et des partenaires de la Demeure du Chaos. En ce sens, il est souhaitable qu'un dialogue puisse se renouer pour garantir la pérennité de la Demeure du Chaos, sur le plan bâtiminaire, comme en matière de développement de la politique culturelle de l'établissement et de son ouverture à tous les publics.

*Réforme de la politique tarifaire de la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique et de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques à l'égard des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes*

6194

**6268.** – 9 octobre 2025. – **Mme Anne-Sophie Romagny** attire l'attention de **Mme la ministre de la culture** sur la nécessité de réformer la politique de perception des droits d'auteur par la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (SACEM) et la Société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD) à l'encontre des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD). Actuellement, ces organismes de gestion collective exigent le paiement de redevances lorsque des musiques ou des films sont diffusés dans les parties communes des EHPAD, à l'attention des résidents. Pourtant, ces établissements constituent la résidence principale des personnes âgées et les diffusions concernées relèvent souvent d'activités d'animation ou de moments de vie sociale essentiels à leur bien-être. Cette situation soulève une double difficulté : d'une part, elle assimile les EHPAD à des établissements commerciaux ou des lieux de divertissement, ce qu'ils ne sont pas ; d'autre part, elle fait peser une charge financière supplémentaire sur des structures déjà fragilisées, confrontées à des contraintes budgétaires croissantes. Aussi, elle lui demande si le Gouvernement envisage de réviser le cadre juridique ou les conventions en vigueur, afin d'introduire une exonération partielle ou totale des droits d'auteur pour les EHPAD, ou de créer un régime dérogatoire, tenant compte de leur nature médico-sociale, de leur mission d'intérêt général, et de la situation financière des établissements comme des familles.

*Réponse.* – Le code de la propriété intellectuelle reconnaît aux titulaires de droits de la musique (les auteurs, les artistes-interprètes et les producteurs) des droits patrimoniaux sur leurs œuvres, prestations ou phonogrammes. En matière de droits d'auteur, les titulaires de droit bénéficient notamment du droit exclusif d'autoriser ou d'interdire la communication au public de leurs œuvres. La question de savoir si un exploitant effectue ou non un acte de communication au public soumis au droit d'auteur dépend de différents critères, lesquels relèvent de l'appréciation souveraine des juges du fond. La notion de « communication au public » constitue par ailleurs une notion autonome du droit de l'Union européenne et elle est au cœur de nombreux arrêts rendus par la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE). Cette qualification a pu être retenue dans différentes situations telles que la diffusion d'œuvres protégées auprès de clients d'hôtels, de cafés-restaurants, de centres thermaux et de rééducation, ainsi que d'appartements pour location de courte durée. Eu égard au raisonnement suivi par la CJUE dans ces différentes affaires, les Établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) qui diffusent dans leur établissement des œuvres protégées semblent redevables du versement de droits d'auteur. La CJUE est

néanmoins actuellement saisie d'une question préjudicielle portant sur le point de savoir si la retransmission de programmes de radiodiffusion sur des postes de télévision et de radios installés dans les chambres des occupants d'une résidence pour personnes âgées constitue un acte de communication au public (affaire C 127/24). Le ministère de la culture sera attentif au sens de l'arrêt qui sera prochainement rendu par la Cour dans cette affaire. Enfin, le droit d'auteur ne constituant pas une taxe ou une redevance de nature fiscale, le ministère de la culture n'a pas compétence pour fixer, limiter ou exonérer du paiement de ces droits. Il ne lui appartient pas non plus de se prononcer sur le bien-fondé de la politique de gestion des droits des organismes de gestion collective, tels que la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique et la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, dès lors que ces derniers constituent des entités de droit privé et non des établissements placés sous sa tutelle.

## ÉDUCATION NATIONALE

### *Intégration de la rhétorique dans les cursus scolaires et universitaires*

**5171.** – 19 juin 2025. – **M. Bruno Rojouan** appelle l'attention de **Mme la ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche** sur l'opportunité d'un développement structuré de l'enseignement de la rhétorique et de l'argumentation orale dans les programmes de l'enseignement secondaire et supérieur. Alors que les compétences d'expression orale, de structuration de la pensée et de débat argumenté sont devenues essentielles tant pour la participation citoyenne que pour l'insertion professionnelle, leur enseignement demeure cantonné à certaines filières spécialisées (filières littéraires et juridiques, etc.). Les compétences argumentatives ne sont que partiellement intégrées dans les programmes de français, d'éducation morale et civique ou d'enseignement de spécialité, et restent souvent évaluées de manière indirecte. Pourtant, dans un contexte où les jeunes sont massivement exposés à des formes de discours rapides, polarisants et souvent simplifiés sur les réseaux sociaux, leur donner la capacité à structurer une pensée, à argumenter clairement et à débattre sereinement apparaît comme un enjeu démocratique central. Les recherches en sciences de l'éducation et les retours d'expérience d'initiatives locales (concours d'éloquence, clubs de débats) montrent pourtant que ces apprentissages favorisent l'expression personnelle, la maîtrise du langage et la confiance en soi. Une expérimentation d'un enseignement d'éloquence pour les classes de troisième a d'ailleurs été lancée à la rentrée scolaire 2019 dans plusieurs centaines de collèges (séance hebdomadaire de 30 minutes intégrée au cours de français). Un rapport de l'inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche (IGÉSR), publié en avril 2021, a souligné les apports notables de cette initiative (amélioration de la prise de parole, de la confiance en soi, du raisonnement structuré, et engagement renforcé des élèves) et appelait à un élargissement de l'expérimentation. Ainsi, il lui demande s'il est envisagé, en lien avec le Conseil supérieur des programmes et les rectorats, d'intégrer de manière progressive et pérenne un enseignement structuré de la rhétorique, de la prise de parole en public et de l'analyse argumentative au niveau national, dans les programmes du collège, mais aussi du lycée et de l'enseignement supérieur (hors des seules filières juridiques ou littéraires). Ceci, dans une logique d'égalité des chances, de renforcement des compétences transversales et d'éducation à la citoyenneté.

*Réponse.* – Les programmes de français actuellement en vigueur, comme ceux qui sont en cours de renouvellement, satisfont à une exigence de l'oral comme domaine d'enseignement, dans le premier et le second degrés. Les principes et les objectifs de cet apprentissage, ainsi que ses modalités d'évaluation, sont précisément définis et établis, du cycle 2 au lycée. Ainsi, le nouveau programme de français pour le cycle 3, publié le 17 avril 2025, accentue les objectifs d'acquisition et d'amélioration des compétences orales des élèves, en relation étroite avec le développement de la lecture et de l'écriture. Ce programme pose notamment en points de vigilance la nécessité d'y consacrer des temps d'apprentissage dédiés, fréquents et réguliers. Afin de permettre aux élèves de perfectionner leur expression orale, des situations d'échange hebdomadaire entre pairs doivent ainsi être organisées au sein des classes. La progression de la maîtrise du langage oral se renforce aussi par les liens pouvant être établis avec d'autres disciplines, et notamment avec l'enseignement moral et civique. Le projet de programme de français pour le cycle 4, adopté lors de sa séance du 15 mai 2025 par le conseil supérieur des programmes, pose par ailleurs comme objectif le renforcement des compétences langagières des élèves. Les professeurs doivent favoriser des situations d'interaction et de réflexion qui visent à développer leur capacité à s'exprimer, en les sensibilisant « à l'art oratoire, pour incarner et animer sa parole en public, soutenir un débat, ou prendre part à des projets liés à l'éloquence ». De plus, ces programmes renforcent la place du théâtre « afin de renforcer l'aisance et la maîtrise de l'oral de tous les élèves de collège ». Les élèves se trouvent ainsi invités à s'exercer à une diversité de pratiques théâtrales afin de travailler l'articulation, les modulations de la voix et les silences. Des projets d'éducation artistique et culturelle (EAC) peuvent venir enrichir ces apprentissages en favorisant notamment la rencontre avec des artistes et la

découverte du spectacle vivant. Enfin, au lycée, les programmes de français posent dans leurs finalités propres la consolidation des compétences d'expression et de compréhension orales des élèves, ainsi que l'approfondissement de l'exercice de leur jugement et de leur esprit critique. Ils visent à les « rendre capables de développer une réflexion personnelle et une argumentation convaincante, à l'écrit comme à l'oral, mais aussi d'analyser les stratégies argumentatives des discours lus ou entendus ». L'enseignement du français au lycée tend également à « rendre plus nette la conscience linguistique des élèves et plus solide leur connaissance de la langue ». L'amélioration des capacités des élèves à comprendre et s'exprimer avec aisance, justesse et rigueur à l'oral s'inscrit dans la perspective de formation de la personne et du citoyen. Elle est notamment travaillée et évaluée, en classe terminale, pour toutes les disciplines de spécialité, dans le cadre de la préparation à l'épreuve du Grand oral.

*Conditions de réalisation du stage obligatoire de seconde par les élèves des lycées généraux et technologiques*

**5393.** – 3 juillet 2025. – **M. Hervé Maurey** attire l'attention de **Mme la ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche** sur les conditions de réalisation du stage obligatoire d'observation des élèves de seconde générale et technologique. Depuis le décret n° 2023-1111 du 29 novembre 2023 relatif à l'instauration d'une séquence d'observation en milieu professionnel en classe de seconde générale et technologique, les élèves concernés sont tenus d'accomplir « une séquence d'observation en milieu professionnel dans des entreprises, des associations, des administrations, des établissements publics ou des collectivités territoriales ». Or, le décès le 17 juin 2025 d'un élève de Seconde du lycée Curie-Corot de Saint-Lô dans le cadre de son stage auprès d'une enseignante de la grande distribution démontre que certains stagiaires se voient confier des tâches dangereuses de manutention, sans avoir été préalablement formés. Il souhaite donc connaître le nombre d'accidents impliquant des stagiaires de seconde lors de ces séquences de deux semaines et les mesures que compte prendre le Gouvernement afin que l'activité réalisée par ces stagiaires relève strictement de l'observation, tout particulièrement dans les métiers les plus dangereux.

*Période de stage en classe de seconde générale et technologique*

**5536.** – 10 juillet 2025. – **Mme Colombe Brossel** appelle l'attention de **Mme la ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche** sur les conséquences du décret n° 2023-1111 du 29 novembre 2023 relatif à l'instauration d'une séquence d'observation en milieu professionnel en classe de seconde générale et technologique. Depuis 2024, 560 000 élèves de lycée général et technologique doivent trouver un stage d'observation sur une période de 2 semaines. Toutefois, si ce dispositif permet à nombre de lycéens d'avoir une première approche du monde du travail, de cette obligation découle une situation de concurrence entre les élèves. Celle-ci apparaît par ailleurs faussée en fonction du milieu socio-professionnel de leurs proches, ceci menant à des situations d'inégalités avec comme conséquence des stages parfois choisis par défaut, voire aucun stage. Dès lors, cette période de stage imaginée comme une fenêtre d'opportunités, constitue plutôt un facteur aggravant d'inégalités, malgré plusieurs outils d'aide, comme le site internet de recherche, à l'initiative du ministère. C'est pourquoi, elle souhaite savoir quelles mesures d'évaluation le ministère de l'éducation nationale compte mettre en place, notamment pour améliorer le dispositif et réduire au maximum les inégalités constatées et décrites plus haut.

*Conditions de réalisation du stage obligatoire de seconde par les élèves des lycées généraux et technologiques*

**6724.** – 13 novembre 2025. – **M. Hervé Maurey** rappelle à **M. le ministre de l'éducation nationale** les termes de sa question n° 05393 sous le titre « Conditions de réalisation du stage obligatoire de seconde par les élèves des lycées généraux et technologiques », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

*Réponse.* – Les séquences d'observation en milieu professionnel en classe de 3<sup>e</sup> (5 jours) et de 2<sup>de</sup> générale et technologique (GT) (2 semaines) constituent un levier puissant, qui permet aux élèves d'élargir leur connaissance des secteurs d'activité et des métiers pour diversifier leurs projets d'orientation et leurs aspirations professionnelles. Elles contribuent également à l'attractivité de tous les secteurs de l'économie en luttant contre les représentations genrées des métiers et l'autocensure des jeunes, en fonction de leur origine sociale ou territoriale. Afin de prévenir toute difficulté éventuelle, les organismes d'accueil - entreprises privées, associations, collectivités territoriales, services publics de l'État - sont informés et sensibilisés sur le cadre juridique de ces séquences d'observation en milieu professionnel, fixé d'une part par le code de l'éducation et d'autre part par le code du travail. La séquence



d'observation est en effet encadrée par une convention obligatoire détaillant notamment les activités prévues et signée par l'organisme d'accueil, le chef d'établissement scolaire et l'élève majeur ou ses représentants légaux s'il est mineur. Cette convention garantit les conditions de sécurité, conformément aux dispositions des codes précités. Des exemples d'activités sont proposés sur le site Éduscol du ministère de l'éducation nationale où les activités interdites sont rappelées. La convention inclut l'indication du référent désigné par le chef d'établissement et des coordonnées de contact pour faciliter les échanges notamment, le cas échéant, en cas de survenue d'un incident. Par ailleurs, l'article 5 de la convention-type stipule que, durant la séquence d'observation, les élèves n'ont pas à concourir au travail dans l'entreprise ou l'organisme d'accueil. L'accompagnement des élèves dans leur recherche et dans la préparation de ce stage est renforcé dès la rentrée scolaire 2025 dans le cadre du nouveau Plan Avenir : pour que les élèves bénéficient d'un accompagnement personnalisé à l'orientation, les professeurs principaux seront formés, en commençant par les 30 000 professeurs principaux de 3<sup>e</sup> ; de la 5<sup>e</sup> à la terminale, tous les élèves auront chaque année quatre demi-journées dédiées à la découverte des métiers, qui vont permettre notamment de préparer ces stages. Afin d'éviter que les stages soient restreints aux métiers du cercle familial, une plateforme nationale « 1 élève 1 stage » a été mise à disposition des entreprises et des élèves par le ministère de l'éducation nationale. Elle constitue un support pour l'accompagnement des élèves avec le concours des équipes éducatives et une ouverture à une offre plus diversifiée pour tous les élèves. Les stages des élèves de 2<sup>de</sup> GT sont un succès. En effet, en juin 2025, sur les 568 000 élèves concernés, près de 90 % des élèves ont trouvé un stage (ou en ont été dispensés), soit environ 10 points de plus qu'en 2024. Ils sont plébiscités par les élèves : 91 % des élèves déclarent avoir été satisfaits de leur stage (83 % en 2024) ; 89 % des élèves ont trouvé leur stage intéressant (80 % en 2024) ; 92 % des élèves ont découvert de nouveaux métiers (67 % en 2024). Enfin, 69 % des élèves ont trouvé ce stage utile à leur projet d'orientation et 32 % d'entre eux y ont puisé de nouvelles idées.

### *Évincement des associations dans les programme d'éducation à la vie affective et relationnelle dans le premier degré*

**6470.** – 30 octobre 2025. – **M. Guillaume Gontard** interroge **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la mise en oeuvre du programme éducation à la vie affective et relationnelle (EVAR) dans le premier degré, et plus particulièrement l'évincement du Planning familial des établissements scolaires isérois. Depuis la loi n° 2001-588 du 4 juillet 2001 relative à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception, une information et une éducation à la sexualité doivent être dispensées de manière progressive dans les écoles, les collèges et les lycées, à raison d'au moins trois séances annuelles. En Isère, les sept centres de santé sexuelle gérés par le Planning familial ont conclu des partenariats avec des écoles primaires pour assurer ces séances. En 2024 en Isère, 2 333 enfants ont été informés et sensibilisés par les centres de santé sexuelle dans 55 écoles, pour un total de 295 séances. À chaque fois, ces élèves apprennent les notions cruciales d'intimité, de consentement, de respect de soi et des autres, comprennent les enjeux de la puberté, les violences dans les relations amicales et déconstruisent des stéréotypes de genre. Autant d'actions indispensables pour construire une société fondée sur l'égalité et le respect. Le 30 janvier 2025, un nouveau programme d'éducation à la vie affective, relationnelle et à la sexualité de la maternelle à la terminale a été adopté à l'unanimité au Conseil supérieur de l'éducation. Ce programme doit présenter les moyens mis en oeuvre et le déploiement des actions au sein des établissements afin de s'assurer que tous les établissements scolaires organisent bien ces séances. Or, depuis mai 2025, plusieurs équipes du Planning familial de l'Isère ont fait remonter que des écoles primaires dans lesquelles elles intervenaient jusque-là avaient annulé leurs interventions suite à un mail envoyé par l'inspectrice de l'éducation nationale aux directeurs et directrices d'écoles. En application de la circulaire du 4 février 2025, les interventions EVAR dans le premier degré seraient désormais réalisées par les enseignants, les associations ne pouvant intervenir que dans le second degré. D'après le service de la santé scolaire de la ville de Grenoble, les professeurs seront formés via un webinaire de quatre heures. Les partenaires habitués à intervenir dans les écoles primaires aux côtés des enseignants, dont le Planning familial de l'Isère, n'ont pas été informés de ce changement. Le directeur académique des services de l'éducation nationale de l'Isère indique qu'il s'agit d'une décision nationale et ne plus autoriser la co-animation avec des partenaires tiers dans les écoles primaires. Pourtant, cette éviction n'est pas inscrite dans les textes applicables. Il s'inquiète donc de ce revirement et rappelle que l'éducation à la vie affective et relationnelle demande des qualifications solides. Si la capacité des enseignants à assurer ce programme n'est pas en cause, l'intervention d'associations aussi reconnues que le Planning familial est une aide précieuse. Il l'interroge donc sur l'interprétation de la circulaire du 4 février 2025 et sur l'évincement du Planning Familial des établissements scolaires de l'Isère des établissements du premier degré.

*Réponse.* – Dans le premier degré, l'éducation à la vie affective et relationnelle (EVAR) a vocation à être assurée en priorité par les professeurs des écoles. Les professeurs peuvent être accompagnés, pour enrichir les échanges, par des personnels sociaux ou de santé de l'éducation nationale. À titre exceptionnel, d'autres intervenants extérieurs peuvent être associés, sous réserve d'une autorisation préalable, du respect strict des principes de neutralité et de la présence effective du professeur, qui demeure en toutes circonstances responsable du contenu et du déroulement de la séance. Dès lors, leur intervention doit être systématiquement anticipée et coordonnée. Ainsi, pour plus de cohérence et d'efficacité, elles font l'objet d'une préparation en amont avec le professeur et sont construites en lien avec les enseignements. C'est donc à ces conditions que les associations peuvent intervenir dans le premier degré. La foire aux questions disponible en ligne sur la page du site éducol « Mettre en oeuvre le programme EVAR/EVARS » précise ces éléments. Le mouvement français du planning familial, partenaire historique du ministère de l'éducation nationale et particulièrement implanté dans les territoires, peut donc dans ces conditions contribuer à la mise en oeuvre des séances d'EVAR.

## ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE ET ESPACE

### *Précarité alimentaire étudiante*

**3040.** – 30 janvier 2025. – **M. Michel Canévet** attire l'attention de **M. le ministre auprès de la ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche** sur les difficultés croissantes rencontrées par les étudiants français pour accéder à une alimentation équilibrée. Dans un contexte de forte inflation, de nombreux étudiants se retrouvent contraints de réduire leur budget alimentaire, ce qui a des répercussions directes sur leur santé et leur qualité de vie. Si des systèmes comme les distributions alimentaires ou les épiceries solidaires existent ou se mettent peu à peu en place, ils sont largement sous-dimensionnés face à l'ampleur de la demande. Chaque semaine à Rennes, Paris, Nantes ou encore Lille, les files d'attente dépassent parfois les 5 heures pour des étudiants venus chercher un minimum de denrées de base. De plus, ces dispositifs sont souvent concentrés dans les grandes métropoles et de ce fait les étudiants des zones rurales ou périphériques sont laissés sans alternatives accessibles. La différence géographique accentue ainsi la précarité alimentaire des étudiants issus de familles modestes ou vivant à distance des universités, alors qu'ils sont déjà confrontés à des dépenses élevées pour le logement, les transports et la vie quotidienne. Il paraît donc nécessaire de renforcer les capacités des structures existantes, en développant des dispositifs d'aide alimentaire dans les zones sous-desservies afin de garantir à tous les étudiants un accès équitable à une alimentation saine et abordable. Il lui demande donc les mesures que le Gouvernement envisage de mettre en oeuvre pour répondre à cette situation. – **Question transmise à M. le ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'espace.**

*Réponse.* – Le Gouvernement est pleinement mobilisé pour lutter contre la précarité alimentaire des étudiants. En 2025, le budget alloué au programme budgétaire 231 « vie étudiante » s'élève à 3 249,6 millions d'euros. Près de 77 % de ce budget est dédié aux aides aux étudiants. Le reste des crédits finance le fonctionnement et l'investissement du réseau des oeuvres universitaires et scolaires ainsi que des dispositifs liés à la santé, au handicap, à la culture et au sport, en faveur des étudiants. L'année 2025 a vu la mise en oeuvre de la loi n° 2023-265 du 13 avril 2023 visant à favoriser l'accès de tous les étudiants à une offre de restauration à tarif modéré (codifiée à l'article L. 822-1-1 du code de l'éducation). Cette loi prévoit que, dans chaque territoire, les étudiants pourront bénéficier d'une offre de restauration à tarif modéré à proximité de leur lieu d'études, soit dans les lieux de restauration gérés par le réseau des oeuvres universitaires et scolaires, soit par des organismes, de droit public ou de droit privé, conventionnés par ce même réseau. La priorité est avant tout celle de l'offre de restauration collective, qui permet de proposer des repas complets et équilibrés et de créer du lien social sur le temps du déjeuner. La restauration universitaire est une prestation proposée par le ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'espace (MESRE) à travers le réseau des centres régionaux des oeuvres universitaires et scolaires (CROUS) à tout étudiant, indépendamment de sa situation sociale et financière. Elle permet aux étudiants d'accéder à des repas équilibrés pour 3,30 euros, voire 1 euro depuis 2022 pour les étudiants boursiers ou identifiés comme précaires par les CROUS. 51 Meuros ont été alloués en 2023 et 2024 au financement des repas à 1 euro pour les étudiants concernés. En 2023, plus de 23,3 millions de repas à 1 euro ont été servis dans les 961 points de vente de restauration des CROUS, offrant une couverture élargie du territoire. En 2024, un peu plus de la moitié des repas servis dans les points de vente CROUS étaient des repas à 1 euro. En complément, une politique volontariste d'agrément permet aux étudiants éloignés du réseau des CROUS d'accéder à des solutions de restauration collective aux tarifs sociaux et très sociaux. 211 conventions d'agréments avec des organismes, de droit public ou



de droit privé (collectivités, hôpitaux, administrations publiques...) sont actives sur tout le territoire en 2024 contre 171 en 2023 (2 753 744 repas servis) pour un budget d'environ 10 millions d'euros par an. L'objectif d'agrément d'une quarantaine de structures supplémentaires est poursuivi au titre de l'année 2026. En dernier recours, dans les territoires où une offre collective n'a pu être développée, la loi susvisée prévoit qu'une aide financière individuelle soit proposée aux étudiants. Le décret n° 2024-748 du 6 juillet 2024 relatif à l'aide aux étudiants n'ayant pas accès à une offre de restauration collective à tarif modéré définit les conditions et modalités de cette aide et prévoit que les rectorats fixent la liste des établissements éloignés des sites de restauration collective à tarif modéré. Le centre national des oeuvres universitaires et scolaire (Cnous) attribue l'aide financière, sans aucune démarche de l'étudiant bénéficiaire, sur la base des informations transmises par les établissements d'enseignement supérieur référencés dans l'arrêté rectoral mentionné ci-avant. Ce cadre juridique et financier permet le versement de l'aide financière pour l'achat de produits alimentaires, sous forme de carte de paiement prépayée dématérialisée (*via* une application sur téléphone mobile), aux étudiants éloignés des sites de restauration collective à tarif modéré. Depuis le lancement en février 2025, 50 000 étudiants se sont vu attribuer l'aide financière. Plus de 300 000 transactions ont été effectuées pour un montant moyen de 5,30 euros par utilisation. Une page dédiée sur le site [etudiant.gouv.fr](http://etudiant.gouv.fr) permet d'informer les étudiants concernés. Une assistance téléphonique leur est également dédiée pour tout problème d'utilisation de la carte dématérialisée. Un premier retour d'expérience, associant les organisations représentatives des étudiants ainsi que les différentes conférences d'établissements, est en cours pour identifier les pistes d'amélioration du dispositif en vue de la rentrée universitaire 2025. Afin de lutter contre la précarité alimentaire, depuis trois ans, le MESRE soutient deux associations engagées dans l'aide alimentaire directe aux étudiants : Linkee et Cop1. En 2025, une subvention de 710 000 euros leur a été accordée pour renforcer leurs antennes de distribution alimentaire dans de nouvelles villes. La majorité des financements accordés par le ministère aux associations étudiantes permet de soutenir des actions de solidarité et de lutte contre la précarité (accès au logement, aide alimentaire, épiceries solidaires, mentorat). En 2025, ces actions ont représenté 50 % des subventions attribuées aux associations (avec 1 220 000 euros attribués aux associations agissant dans ce domaine), contre 41 % en 2024.

## EUROPE ET AFFAIRES ÉTRANGÈRES

6199

### *Position française quant à l'office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient*

**2557.** – 5 décembre 2024. – **M. Jean-Luc Ruelle** interroge **M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères** sur la position française quant à l'office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (Unrwa). Créé en 1949, l'Unrwa fournit une assistance humanitaire et une protection aux réfugiés palestiniens dans la bande de Gaza, en Cisjordanie, en Jordanie, au Liban et en Syrie en intervenant dans les secteurs de la santé, l'éducation, les services sociaux ou bien encore la microfinance. Ces derniers mois, l'agence onusienne a été vivement critiquée, Israël l'accusant de collaboration financière, matérielle et humaine avec le Hamas. L'ONU a alors nommé un groupe d'examen indépendant chargé d'enquêter sur les allégations de l'État hébreu. Le rapport remis fin avril 2024 prône de petites améliorations pour une plus grande « neutralité » de l'Unrwa. Ces conclusions semblent à rebours des faits établis laissant penser à des manquements plus systémiques : participation active d'employés aux attaques du 7 octobre 2023, détention d'un otage par un professeur de l'Unrwa, apologie du terrorisme sur une boucle Telegram d'enseignants de l'agence, saisine de roquettes dans les locaux d'écoles, serveurs cachés au siège de l'Unrwa, présidence du syndicat des personnels de l'agence de Gaza confiée à un membre du bureau politique du Hamas. Plus en avant, le statut et les intentions de l'Unrwa - ou du moins son efficacité - interrogent. L'agence, seule à pouvoir octroyer le statut de réfugiés semble avoir - à dessein ou non - organisé la dépendance, au lieu de promouvoir la réintégration ou la réinstallation de ces dits réfugiés. En effet, elle détient entièrement les clefs de l'aide humanitaire et de l'éducation. Or, l'orientation scolaire et les contenus pédagogiques incitent clairement à la violence, à la haine d'Israël et prônent un discours antisémite, comme l'a souligné une résolution adoptée par le Parlement européen le 11 avril 2024. Il souhaiterait savoir si la France entend reconsidérer son soutien financier à l'Unrwa. Le maintien de la paix et de la sécurité étant l'un des objectifs inscrit à l'article 1 de la charte de l'ONU, il l'interroge sur la position française quant à une dissolution de l'Unwra et le fléchage des financements vers des institutions telles que l'organisation mondiale de la santé, la fondation des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) ou différentes organisations du Croissant-Rouge.

*Réponse.* – La France appelle à la mise en oeuvre de l'accord de cessez-le-feu conclu le 10 octobre 2025, condition indispensable pour protéger les civils et créer l'espace nécessaire à la poursuite des discussions en vue de mettre un

terme durable à la guerre. Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères a exhorté les autorités israéliennes à lever tous les obstacles à l'acheminement et la distribution massive, immédiate et sans entrave de l'aide humanitaire, ainsi qu'à coopérer avec les Nations unies et les organisations humanitaires, y compris avec l'Agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA). La position de la France est constante. Seul l'établissement de deux Etats, vivant côte-à-côte, en paix et en sécurité, ayant l'un et l'autre Jérusalem comme capitale, permettra d'apporter une paix juste et durable aux Israéliens comme aux Palestiniens et de garantir la stabilité de la région. Suite à l'adoption de la Déclaration de New York en septembre dernier, consacrant la mise en oeuvre d'une solution à deux Etats, la France reste pleinement engagée aux côtés de ses partenaires européens et internationaux. A cet égard, une conférence sur la reconstruction de Gaza se tiendra dans les prochaines semaines au Caire, afin de poser de nouveaux jalons en matière d'action humanitaire et de relèvement précoce.

*Déclarations inquiétantes du président argentin d'extrême-droite sur les droits des femmes et des minorités de genre*

**3217.** – 6 février 2025. – **M. Ian Brossat** attire l'attention de **M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères** sur les déclarations du président argentin d'extrême-droite concernant les droits des femmes et des minorités de genre. Le samedi 1<sup>er</sup> février 2025, des centaines de milliers d'Argentins ont participé à une manifestation antifasciste et antiraciste à l'appel des collectifs et associations LGBTQI+. Des rassemblements ont eu lieu dans 150 villes du pays ainsi qu'à l'étranger, notamment à Paris, en réaction aux propos tenus par le président argentin lors du forum économique mondial à Davos, le 23 janvier 2025, où il a associé l'idéologie de genre et l'homosexualité à la pédophilie. Quelques jours plus tard, il annonçait vouloir supprimer le principe de discrimination positive pour les personnes transgenres et retirer du code pénal la notion de féminicide. Ces déclarations et ces projets législatifs suscitent une vive inquiétude dans un pays où les violences à l'encontre des femmes et des minorités de genre restent un problème majeur. En 2023, l'observatoire national des crimes de haine LGBTQI+ a recensé 133 agressions motivées par l'orientation sexuelle, l'identité ou l'expression de genre des victimes, un chiffre en augmentation par rapport aux années précédentes. Quant aux féminicides, ils ont été 252 en 2022, soit un toutes les 35 heures. Dans près de 90 % des cas, l'agresseur était une personne connue de la victime, et dans plus de la moitié des situations, il s'agissait du partenaire ou de l'ex-partenaire. La suppression de la notion même de féminicide du code pénal argentin constituerait un dangereux retour en arrière, réduisant encore davantage la visibilité et la reconnaissance de ces violences. Dans ce contexte préoccupant, il souhaite savoir si le Gouvernement français entend réaffirmer, auprès des autorités argentines, les valeurs de tolérance et de respect des droits des femmes et des minorités de genre qui caractérisent la France. Il lui demande également quelles mesures le Gouvernement envisage de mettre en place pour faciliter l'accueil et la protection des personnes qui, face à cette politique répressive, chercheraient refuge sur notre territoire.

*Réponse.* – La France affirme son plein engagement dans la lutte contre les violences faites aux femmes et pour la protection des droits des personnes LGBT+. L'ambassadeur de France en Argentine a ainsi publié, en novembre 2024, une tribune dans le quotidien La Nación visant à la fois à interroger les conséquences de l'affaire Pelicot sur nos sociétés et à réaffirmer les principaux engagements de la France dans le cadre de sa diplomatie féministe. Il a ainsi rappelé notre mobilisation en faveur de l'universalisation de la Convention d'Istanbul, l'adoption à une large majorité aux Nations Unies de la résolution franco-néerlandaise sur l'élimination des violences à l'égard des femmes et des filles dans l'environnement numérique et la tenue, à Paris en octobre 2025, de la Conférence ministérielle des diplomaties féministes. En 2025, l'association argentine Género y TIC s'est vue décerner le Prix Simone Veil de la République française pour l'égalité entre les femmes et les hommes, pour son action en faveur de la lutte contre les violences fondées sur le genre dans l'environnement numérique. Compte tenu de la portée et de la résonance médiatique du procès des viols de Mazan en Argentine, l'ambassade de France en Argentine a organisé une conférence sur les conséquences de l'affaire à l'occasion de la dernière journée internationale des droits des femmes (8 mars 2025). Cet événement a eu un fort impact au sein des institutions juridiques argentines, nationales comme régionales, qui se sont attachées à valoriser et diffuser fidèlement les échanges, en retenant la nécessité « que la honte change de camp » et « l'importance du consentement ». S'agissant d'éventuelles demandes d'asile de personnes menacées, elle seraient instruites selon les règles en vigueur, sans préjudice des programmes existant tel que le Prix Marianne des droits de l'Homme, et étant entendu que l'Argentine est un Etat de droit qui dispose d'une justice fonctionnelle et indépendante. La France et l'Argentine sont liées par une amitié solide et ancienne. Notre coopération bilatérale est dynamique en matière culturelle, scientifique et éducative. Nos deux pays doivent continuer à dialoguer et à agir pour relever les grands défis globaux.

### *Risque sanitaire de la bière « Africa ti L'or » en République centrafricaine*

**3369.** – 20 février 2025. – **M. Olivier Cadic** attire l'attention de **M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères** sur les risques sanitaires encourus par nos compatriotes résidant en République centrafricaine liés à la consommation d'une bière nommée « Africa ti L'or ». Cette bière est apparue subitement sur ce territoire dans des conditions obscures depuis quelques mois. L'étiquette apposée sur les bouteilles ne mentionne ni la date de fabrication, ni la date de péremption du produit. Cela a pour conséquence de mettre en danger la santé du consommateur et de transgresser la réglementation locale. Il apparaîtrait également que la source de l'eau utilisée pour la fabrication de cette bière ait été reconnue comme impropre à la consommation, selon deux analyses successives. Ce produit ne peut justifier d'aucun contrôle de qualité microbiologique de la part d'un laboratoire indépendant. Des commerçants lui ont indiqué que des motards en tricycle les contraignent à commercialiser la bière « Africa ti L'or » dans les magasins et les bars, sous la menace d'une force paramilitaire présente dans le pays et intéressée au profit dégagé par l'activité. Craignant pour la santé de nos compatriotes qui pourraient se laisser abuser et consommer ce produit localement, il l'interroge sur l'opportunité de publier un avertissement sur le site « Conseils aux voyageurs ». Face à l'inquiétude croissante et légitime née de cette situation, il souhaite connaître les mesures de prévention concrètes et urgentes qu'il envisage de prendre pour sensibiliser les autorités locales.

*Réponse.* – Le ministère de l'Europe et des affaires étrangères (MEAE) s'inquiète des risques sanitaires qu'impliquerait la consommation de la bière Africa Ti l'Or, apparue sur le marché centrafricain en 2023, quelques mois après la boisson spiritueuse Wa Na Wa. Il confirme que ce produit ne paraît pas répondre aux règles de base de la mise d'une boisson sur le marché : les étiquettes apposées sur les bouteilles en plastique ne mentionnent ni la date de fabrication, ni la date de péremption du produit ; les quantités de bière sont inégales selon les bouteilles ; les bouchons des bouteilles ne sont pas scellés ; les teneurs en alcool du breuvage varient du simple au triple. Par ailleurs, aucune information fiable sur le processus de production de la bière n'a pu être obtenue par notre ambassade en République centrafricaine (RCA) auprès du service commercial de l'entreprise. La consommation de la bière Africa Ti l'Or demeure néanmoins très marginale en RCA. Dès lors, il n'est pas paru pertinent au MEAE de publier un avertissement sur les risques sanitaires que présente la consommation de cette boisson particulière, très peu connue et très peu prise en compte des ressortissants français. Néanmoins, la fiche conseils aux voyageurs pour la RCA rappelle l'importance de faire preuve de prudence et de vigilance s'agissant des produits consommés ou bus.

### *Reconnaissance de l'État de Palestine*

**3384.** – 20 février 2025. – **M. Pierre Barros** interroge **M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères** sur la remise en cause de la solution à deux États par les États-Unis d'Amérique, mettant en péril l'existence même d'un État de Palestine. Le 4 février 2025, le président américain Donald Trump a proposé de prendre le contrôle de Gaza, déplaçant la population gazaouie afin de construire « la Riviera du Moyen-Orient ». Il a depuis réitéré ses propos lors d'une interview accordée au média Fox News, s'engageant à s'emparer de Gaza sans prévoir de droit au retour pour les Palestiniens de l'enclave. Ce plan, s'il était mis à exécution, représenterait une violation du droit international humanitaire. En effet, l'article 49 de la quatrième Convention de Genève interdit « les transferts forcés, en masse ou individuels, ainsi que les déportations de personnes protégées hors du territoire occupé dans le territoire de la puissance occupante ou dans celui de tout autre état, occupé ou non. » Cette interdiction est d'ailleurs réaffirmée par le statut de la Cour pénale internationale et a été rappelée par le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'Homme Volker Türk. Ces provocations se doublent d'une menace d'annexion de la Cisjordanie par Israël, qui pourrait être validée par le président Trump dans les prochaines semaines. De son côté, le gouvernement israélien a déjà déplacé près de 40 000 réfugiés palestiniens depuis janvier 2025 et le début de l'opération israélienne « Mur de Fer » dans les territoires occupés. Depuis son retour au pouvoir, Donald Trump multiplie les marques de soutien affichées au gouvernement Netanyahu, allant même jusqu'à lever les sanctions prises par l'administration Biden contre des colons accusés de violence. Les déclarations du président Trump donnent le feu vert au démantèlement de la Palestine : ils représentent une menace claire pour le droit à l'autodétermination du peuple palestinien. Celui-ci a le droit de choisir son propre avenir : un État indépendant et souverain, basé sur les frontières de 1967 et prenant Jérusalem-Est comme capitale. La France ne doit plus rester silencieuse et doit reconnaître l'État palestinien. Le démantèlement de la Palestine pourrait déstabiliser durablement la région et poser les bases de conflits futurs. La communauté internationale doit condamner cette décision unilatérale du président des États-Unis et défendre sans relâche les résolutions prises dans le cadre de l'Organisation des Nations unies. La France doit également reconnaître l'État de Palestine, seul moyen d'assurer la paix entre les peuples israéliens et palestiniens. Il souhaite donc savoir quand la France reconnaîtra l'État de Palestine, seul moyen de préserver le droit à l'autodétermination du peuple palestinien.

## *Reconnaissance de l'État palestinien*

**3411.** – 20 février 2025. – **M. Fabien Gay** souligne à **M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères** l'urgence de la reconnaissance d'un État palestinien. Alors que la seconde phase de l'accord de cessez-le-feu devait débiter le 16 février 2025, la situation demeure dramatique à Gaza. L'aide humanitaire est insuffisante, les habitantes et habitants manquent de tout, alors qu'une immense majorité des infrastructures sont détruites ou très endommagées. Les inquiétudes se sont renforcées alors que Donald Trump a annoncé, le 4 février 2025, que Gaza pourrait devenir la nouvelle destination touristique du Moyen Orient, en s'appuyant sur un plan de déplacement forcé de la population ; il a ajouté que les forces américaines prendront le contrôle de l'enclave. Malgré les atténuations de ces propos par la Maison Blanche, ces annonces, qui s'inscrivent dans une rhétorique coloniale, ont suscité la sidération et la stupéfaction de nombreux pays, comme la France. Mais le nouveau président américain ne s'est pas arrêté là, et a indiqué qu'il se positionnerait prochainement sur la volonté de l'état israélien d'annexer la Cisjordanie où se déploie, depuis le 19 janvier, l'opération Mur de Fer, qui a déjà conduit à la mort de plusieurs dizaines de personnes, dont de nombreuses femmes et enfants. Dans ce territoire sous occupation militaire, aucune zone n'est épargnée par cette offensive. Le camp de Jénine a été vidé de près de 75 % de sa population par l'armée israélienne, les raids se multiplient dans de nombreuses villes du territoire, que ce soit dans la région de Naplouse, Ramallah et Tulkarem, les sièges s'aggravent au camp de Fara's ou dans les villes de Tammoun ou Jericho, et les exactions se multiplient dans la région d'Hebron. Que ce soit à Gaza ou en Cisjordanie, l'État israélien cherche à mettre en oeuvre son plan de nettoyage ethnique, sous le haut patronage de son allié américain. De nombreuses voies de la diplomatie française se sont élevées pour indiquer que la reconnaissance de l'État palestinien était le seul moyen pour garantir la sécurité des toutes et tous, et d'éviter l'embrasement territorial. Pour ce faire, la France devrait suivre l'exemple espagnol ou irlandais, avant que l'ensemble du territoire ne soit annexé par l'État israélien, sans quoi elle risquerait de se placer, une nouvelle fois et au côté des États-Unis, en violation du droit international. Aussi, il souhaiterait savoir si le ministre envisage de lancer le processus de reconnaissance de l'état palestinien, et sous quel délai.

## *Reconnaissance de l'État de Palestine*

**5278.** – 26 juin 2025. – **Mme Raymonde Poncet Monge** attire l'attention de **M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères** sur la question de la reconnaissance de l'État de Palestine par la France. Le 18 septembre 2024, l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies (ONU) a voté une résolution exigeant la fin de l'occupation israélienne du Territoire palestinien occupé (TPO) dans un délai de 12 mois (soit au 18 septembre 2025). Dans cette résolution votée par la France, l'Assemblée générale (compte tenu de l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice du 19 juillet 2024) réaffirme « son attachement à la réalisation du droit du peuple palestinien à l'autodétermination, y compris le droit à un État indépendant et souverain, coexistant avec Israël dans la paix et la sécurité, conformément aux résolutions pertinentes adoptées par le Conseil de sécurité et elle-même » et exhorte « tous les États, l'Organisation des Nations unies et les institutions spécialisées et organismes des Nations unies, ainsi que les organisations régionales, à apporter soutien et aide au peuple palestinien en vue de la réalisation rapide de son droit à l'autodétermination ». Or, reconnaître l'État de Palestine serait donner droit à l'autodétermination du peuple palestinien et à son droit à un « État indépendant et souverain ». Le jour du vote de la résolution, la France a déclaré, via son représentant permanent auprès des Nations unies : « La poursuite de la colonisation est un obstacle majeur à la solution à deux États. Celle-ci est la seule à même de garantir une paix juste et durable. C'est la seule façon de garantir à long terme la sécurité d'Israël. Cela implique la création d'un État palestinien, ainsi qu'une relance des négociations de paix ». Dans un contexte où le peuple palestinien voit son territoire occupé, colonisé et en risque d'annexion à l'instar de Jérusalem Est, où il subit l'apartheid en Cisjordanie et un génocide en cours à Gaza, la reconnaissance de la Palestine déverrouille la solution politique et dès à présent renforce la protection juridique du peuple palestinien. Le 15 mai 2025, une tribune parue dans le journal *Le Monde* et intitulée « Reconnaître l'État palestinien relève à la fois d'un impératif moral, d'une nécessité politique et d'une exigence stratégique » a reçu une large adhésion, étant signée par de nombreuses personnalités politiques, des parlementaires français et européens, des syndicalistes, des organisations non gouvernementales (ONG) humanitaires et des défenseurs des droits humains, ainsi que de nombreux chercheurs, intellectuels, artistes, juristes et acteurs de la société civile. Ce geste, conforme au droit international et aux résolutions onusiennes, ne serait ni isolé ni symbolique. La reconnaissance de l'État de Palestine, acte de justice, est également un levier pour enrayer la poursuite de l'occupation militaire israélienne et de la colonisation de peuplement. Aujourd'hui, la Cisjordanie dont Jérusalem-Est, territoires devant faire partie de l'État palestinien, est occupée par près de 800 000 colons israéliens, rendant la pleine souveraineté du territoire de moins en moins viable. Reconnaître la Palestine aujourd'hui, c'est s'opposer à un processus de fragmentation du territoire



palestinien et de dépossession du peuple palestinien. C'est participer à garantir la condition de possibilité d'un État palestinien. En 2014, les deux chambres du Parlement français ont adopté des résolutions en faveur de cette reconnaissance, cette volonté exprimée démocratiquement doit trouver son application dix ans plus tard. C'est pourquoi elle lui demande quand, précisément, à l'instar de 148 des 193 États membres de l'ONU, la France compte reconnaître l'État de Palestine.

*Réponse.* – A l'occasion de l'Assemblée générale des Nations unies, la France a reconnu, le 22 septembre, l'État de Palestine. Cette décision s'inscrit dans la continuité de la Conférence internationale sur la mise en oeuvre de la solution à deux États qui s'est tenue les 28 et 29 juillet derniers à New York, sous l'égide des Nations unies et en coprésidence avec l'Arabie saoudite. La reconnaissance de l'État de Palestine représente une avancée majeure vers la solution à deux États que soutient historiquement la France. Plus que jamais menacée, elle est la seule solution crédible pour parvenir à la paix et garantir le droit du peuple palestinien à l'autodétermination, le droit du peuple israélien à la sécurité, à la stabilité et à l'intégration régionale. A cet égard, la France se félicite du plan de paix proposé par les États-Unis d'Amérique et travaille en coordination avec ses partenaires à sa mise en oeuvre, sur la base des principes de la Déclaration de New York endossée par 142 États. Elle salue l'entrée en vigueur de la première phase du plan américain et du cessez-le-feu, le 11 octobre, et appelle toutes les parties au conflit à mettre en oeuvre l'ensemble des termes de l'accord. Depuis le premier appel du Président de la République au cessez-le-feu, le 9 novembre 2023, la France a plaidé avec constance pour l'arrêt de la guerre à Gaza. Elle s'est fermement opposée à l'annexion des territoires palestiniens et à tout déplacement forcé de la population palestinienne en Cisjordanie et à Gaza, qui constitue une violation grave du droit international. La souffrance des civils à Gaza a atteint des proportions dramatiques. La France a condamné dans les termes les plus durs la situation humanitaire catastrophique dans la bande de Gaza. Elle appelle l'ensemble des parties à garantir l'acheminement immédiat, massif et sans entrave de l'aide humanitaire sous l'égide des Nations unies, de ses agences et des ONG présentes sur le terrain. Face aux violences commises par les colons et dans un contexte d'accélération de la colonisation en Cisjordanie encouragée par le gouvernement israélien, la France a constamment condamné la colonisation et appelé Israël à respecter ses obligations au titre du droit international. La France s'oppose fermement à la reprise du projet de colonie E1 et a souligné à maintes reprises les conséquences néfastes de cette politique, qui constitue un obstacle majeur aux efforts de paix juste et durable au Proche-Orient et à la réalisation de la solution à deux États. A titre national, la France a adopté 59 sanctions individuelles à l'encontre de colons extrémistes. Au niveau européen, la France a soutenu l'adoption de deux trains de sanctions à l'encontre d'individus et d'entités liées à l'extrémisme violent en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, ainsi qu'au blocage de l'aide humanitaire à Gaza.

6203

### *Torture et privation de soins, la situation des personnels médicaux palestiniens détenus par Israël*

**4112.** – 3 avril 2025. – **M. Ian Brossat** attire l'attention de **M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères** sur les arrestations arbitraires et les conditions de détention particulièrement difficiles de personnels médicaux gazaouis par Israël depuis le 7 octobre 2023. Un rapport publié le 26 février 2025 par l'organisation non gouvernementale (ONG) Physicians for Human Rights Israel, organisation israélienne reconnue pour son engagement en faveur des droits humains, documente de manière précise et accablante les mauvais traitements infligés à des médecins, infirmiers et soignants gazaouis arrêtés depuis le 7 octobre 2023. Ces professionnels de santé témoignent avoir été interpellés de manière violente, souvent sur leur lieu de travail et dans l'exercice de leurs fonctions, sans qu'aucune explication ne leur ait été donnée quant aux motifs de leur arrestation. Ces arrestations se sont même parfois accompagnées de scènes d'humiliation publique et de violences physiques. Les témoignages recueillis par l'ONG font état de violences physiques, psychologiques et sexuelles, d'humiliations systématiques, de privations de soins - y compris pour les soignants atteints de maladies chroniques - et de restrictions drastiques de nourriture, parfois jusqu'à l'affamement. Certains détenus affirment n'avoir reçu qu'un seul repas par jour durant plusieurs semaines. Un médecin arrêté à l'hôpital Al-Chifa rapporte que ses collègues et lui ont été frappés, déshabillés, et contraints de rester debout pendant des heures, parfois même les yeux bandés. Ces traitements constituent des violations manifestes du droit international humanitaire. Les Conventions de Genève garantissent aux soignants une protection particulière, ainsi que l'obligation, pour toute autorité détentrice, de traiter humainement les prisonniers, de leur fournir une alimentation suffisante et des soins adaptés. De telles pratiques, si elles sont avérées, relèveraient potentiellement de crimes de guerre au sens du Statut de Rome de la Cour pénale internationale. En outre, les conditions actuelles relatives aux soins médicaux dans les centres de détention israéliens violent directement la loi israélienne sur les « combattants illégaux », qui garantit aux détenus le droit aux soins médicaux. Il demande donc au ministre si la France condamne formellement l'usage de la torture, de

l'affaement et des traitements inhumains infligés aux personnels de santé palestiniens arrêtés par Israël. Il souhaite savoir quelles démarches diplomatiques la France entend engager pour que ces violations cessent et pour que les responsabilités soient établies dans le respect du droit international.

*Réponse.* – L'entrée en vigueur du cessez-le-feu du 10 octobre 2025 a permis de diminuer l'exposition quotidienne des travailleurs humanitaires et du personnel médical opérant à Gaza. Cet accord a également permis la libération de tous les otages en échange de prisonniers palestiniens détenus par Israël. Depuis le début des hostilités à Gaza, la France n'a cessé de condamner avec la plus grande fermeté les attaques à l'encontre du personnel humanitaire, y compris le personnel médical. L'avis consultatif de la Cour Internationale de Justice rendu le 22 octobre 2025 le rappelle : les travailleurs humanitaires et le personnel médical bénéficient d'une protection au nom des Conventions de Genève de 1949 et ses Protocoles Additionnels, ainsi qu'au titre du droit international coutumier. Dans cet avis, la Cour réitère les obligations d'Israël de garantir le respect et la protection du personnel humanitaire et médical. Dans ce cadre, la France a réaffirmé son plein attachement au rôle essentiel de la Cour Internationale de Justice, en exhortant Israël à se conformer à ses obligations au titre du droit international humanitaire. Les atteintes contre les personnels humanitaires et médicaux se sont multipliées dans le monde ces dernières années. Dans cette période où le droit international humanitaire est foulé au pied, la France reste pleinement mobilisée à tous les niveaux en faveur du droit international humanitaire. Nous soutenons pleinement l'action du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) en tant que gardien des conventions de Genève, qui interdisent de viser les personnels de santé et les hôpitaux. La France porte conjointement avec le Kazakhstan, la Jordanie, le Brésil, l'Afrique du Sud et la Chine, l'initiative de haut-niveau du CICR visant à revitaliser l'engagement des Etats autour du droit international humanitaire. La résolution 2730 (2024) du Conseil de sécurité condamne avec force les attaques contre les personnels humanitaires et des Nations unies, et enjoint les États à respecter et protéger ces personnes, en accord avec leurs obligations vis-à-vis du droit international. La France a activement contribué à l'élaboration de ce texte. La France demeure pleinement engagée aux côtés de ses partenaires européens et internationaux pour la mise en oeuvre de la solution à deux Etats, seule à même de répondre aux aspirations légitimes des Israéliens et des Palestiniens à la paix et à la sécurité, telle que décrite par la Déclaration de New York, que l'Assemblée générale des Nations Unies a adoptée à une majorité écrasante de 142 voix.

6204

### *Reconnaissance du génocide palestinien*

**4579.** – 8 mai 2025. – **M. Jean-Claude Tissot** attire l'attention de **M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères** sur les actes de l'État d'Israël susceptibles d'être qualifiés de génocide dans la bande de Gaza, au regard du droit international. Un rapport d'Amnesty International, publié le 5 décembre 2024 sous le titre « On a l'impression d'être des sous-humains : le génocide des Palestiniens et Palestiniennes commis par Israël à Gaza », se fonde explicitement sur la définition du génocide telle qu'énoncée par la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide de 1948, dont la rédaction a été reprise dans le Statut de Rome de la Cour pénale internationale du 17 juillet 1998, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2002, qui définit le génocide comme un crime commis avec l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux. Depuis le lancement des opérations militaires par l'armée israélienne en 2023, la communauté internationale s'inquiète face à la situation humanitaire dramatique dans la bande de Gaza : bombardements massifs incessants, nombre élevé de victimes civiles, entraves à l'accès à l'aide humanitaire, destructions d'infrastructures essentielles, privation de soins, de nourriture et d'eau, déplacements forcés de population, etc. Si, les attaques perpétrées par le Hamas le 7 octobre 2023, que la communauté internationale reconnaît comme crimes de guerre, ne doivent être ignorées ou minimisées, elles ne sauraient en aucun cas légitimer les violations massives, répétées et systématiques du droit international humanitaire commises par l'État d'Israël. Dans ce contexte, la France, qui a joué un rôle diplomatique important en appelant à un cessez-le-feu et en apportant une aide humanitaire, doit se mobiliser davantage. Aussi, il lui demande de bien vouloir lui préciser les actions diplomatiques que la France entend prendre pour faire cesser ces crimes et faire respecter le droit international humanitaire, et si le Gouvernement entend faire reconnaître le crime de génocide à Gaza.

*Réponse.* – En droit, le génocide est défini à l'article II de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide de 1948, ainsi qu'à l'article 6 de Statut de Rome créant la Cour pénale internationale (CPI). La qualification de génocide sur le fondement de l'une de ces dispositions relève exclusivement de la compétence du juge. En l'occurrence, ni la Cour internationale de Justice (CIJ), ni la CPI, qui sont toutes deux saisies d'affaires concernant la situation à Gaza, ne se sont, à ce jour, prononcées sur cette qualification. La France soutient le



travail de la CPI et de la CIJ, et respecte et respectera le résultat des procédures en cours. Sur cette base, il est essentiel de laisser la justice internationale faire son travail. Cela étant, la situation à Gaza, et dans l'ensemble des territoires palestiniens occupés, est alarmante. Les opérations militaires meurtrières, les déplacements forcés de population, les privations de nourriture et de soins, les destructions systématiques, les détentions arbitraires, et la poursuite de la colonisation, s'accompagnant d'actions violentes des colons extrémistes et d'un discours de haine tenu par des membres du gouvernement, sont autant de sources d'inquiétudes quant au respect du droit international et des droits fondamentaux des Palestiniens. Dans ces conditions, le Gouvernement tient à rappeler que, fidèle à sa tradition, la France se mobilise, et continuera de se mobiliser, pour le respect du droit international à Gaza. La France a fermement condamné les violations du droit international à Gaza, et a appelé, de façon ferme et constante, les autorités israéliennes à respecter leurs obligations internationales, énoncées par exemple dans les ordonnances contraignantes de la CIJ des 26 janvier, 26 mars et 24 mai 2024. Par ailleurs, la France est mobilisée depuis le début de la crise pour répondre à la situation humanitaire catastrophique dans l'enclave palestinienne. Outre l'interruption de toutes les exportations vers Israël d'armements susceptibles d'être utilisés contre les populations à Gaza et en Cisjordanie et le soutien au réexamen de l'accord d'association UE-Israël, la France a mobilisé une aide humanitaire totale de 250 millions d'euros en soutien à la population palestinienne, via des financements aux ONG, au Comité international de la Croix-Rouge et aux agences de l'ONU (l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient - UNRWA, le Programme alimentaire mondial - PAM). Ces fonds ont servi à apporter une assistance directe aux populations palestiniennes pour l'accès, notamment, à l'eau, à la santé et à l'alimentation. Au plan diplomatique, la France mobilise ses canaux diplomatiques de manière continue afin de parvenir à un acheminement immédiat, massif et sans entrave de l'aide humanitaire à Gaza et pour relancer le processus politique de la solution à deux Etats, seul horizon politique susceptible d'apporter une réponse de long terme au conflit. La France se félicite également de l'entrée en vigueur du plan de paix proposé par les Etats-Unis, élaboré sur la base de consultations extensives avec les principaux acteurs internationaux et régionaux et qui reprend certains principes inscrits dans la Déclaration de New York. La France appelle les parties à respecter pleinement cet accord afin que celui-ci mène à une paix durable et à un horizon politique crédible, permettant la mise en oeuvre de la solution à deux Etats. Nous travaillons en coordination avec nos partenaires à la pleine mise en oeuvre de ce plan et appelons les parties à respecter le cessez-le-feu en vigueur. Nous appelons à la délivrance sans entraves de l'aide humanitaire dans la bande de Gaza et à l'ouverture de tous les points de passage, afin de remédier à la situation humanitaire catastrophique dans l'enclave. La France demeure pleinement mobilisée pour une réponse juste et durable et pour la stabilité et à la sécurité de tous les peuples de la région au Proche Orient.

6205

*Harmonisation des instructions transmises aux postes consulaires concernant les demandes de renouvellement de passeport pour des mineurs français résidant à l'étranger*

**4722.** – 22 mai 2025. – **Mme Sophie Briante Guillemont** attire l'attention de **M. le ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé du commerce extérieur et des Français de l'étranger** sur les risques de refus parfois opposés par les autorités consulaires à des demandes de renouvellement de passeport de mineurs français. La réglementation applicable est pourtant claire : lorsqu'un parent est marié, il peut solliciter seul le renouvellement du passeport de son enfant en présentant le livret de famille, sans qu'il soit exigé une autorisation écrite du parent non présent au moment de la demande. Or il a pu arriver, notamment au Japon, qu'un désaccord au sein d'un couple conduise à un refus injustifié de renouvellement de la part du consulat, portant atteinte au droit de l'enfant et complexifiant les liens familiaux. Elle aimerait connaître les instructions transmises aux postes consulaires afin de garantir que les mineurs français ne soient pas injustement privés du renouvellement de leur passeport.

*Harmonisation des instructions transmises aux postes consulaires concernant les demandes de renouvellement de passeport pour des mineurs français résidant à l'étranger*

**6867.** – 27 novembre 2025. – **Mme Sophie Briante Guillemont** rappelle à **M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères** les termes de sa question n° 04722 sous le titre « Harmonisation des instructions transmises aux postes consulaires concernant les demandes de renouvellement de passeport pour des mineurs français résidant à l'étranger », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

*Réponse.* – En matière de recueil et de délivrance de titre d'identité et de voyage (TIV), les agents consulaires suivent la réglementation selon laquelle l'exercice de l'autorité parentale est conjoint quelle que soit la situation

matrimoniale des parents, dès lors que la filiation de l'enfant a été établie à l'égard de l'un et de l'autre dans les conditions nécessaires (pour cela, sauf exception rare, la filiation doit être établie au plus tard dans l'année de naissance de l'enfant). Dans ce cadre, les agents consulaires ont pour instruction de considérer toute demande de TIV déposée au bénéfice d'un mineur au regard de l'article 372-2 du code civil, lequel précise : « à l'égard des tiers de bonne foi, chacun des parents est réputé agir avec l'accord de l'autre, quand il fait seul un acte usuel de l'autorité parentale relativement à la personne de l'enfant ». Dès lors, les instructions transmises aux agents les invitent à traiter les demandes au regard de cette présomption afin de faciliter les démarches de la famille. Toutefois, il arrive qu'en cas de conflit parental, l'un des parents s'oppose à la délivrance d'un titre pour l'enfant. Si cette opposition est formulée - par écrit - à l'occasion d'une demande de titre, les agents consulaires ont pour instruction de ne plus considérer le parent demandeur comme agissant avec l'accord de l'autre parent et la demande est alors suspendue jusqu'à confirmation d'un arrangement amiable entre les parents ou décision d'un juge qui règle le différend. En tout état de cause, ces situations n'aboutissent jamais directement à un refus de délivrance, seulement à une suspension. Si l'opposition est formulée sans qu'aucune demande de titre n'ait été déposée, les agents consulaires ont pour instruction de simplement rappeler les mesures administratives et judiciaires à disposition du parent destinées à régler les modalités de l'exercice de l'autorité parentale. Ces instructions sont les mêmes que celles appliquées en France par les Centres d'expertise et de ressources titres (CERT) des préfectures, qui sont en charge de l'instruction des demandes recueillies par les mairies. Elles peuvent conduire à des suspensions de l'instruction de certaines demandes de titres lorsque les éléments portés à la connaissance des agents ne leur permettent plus d'agir comme des tiers de bonne foi et d'assumer une présomption d'accord entre les deux parents. Dans le cas contraire, l'administration s'exposerait à un recours contentieux de la part du parent qui s'est opposé à la délivrance du titre, l'enfant étant alors susceptible d'être déplacé sans son consentement.

### *Soutien aux associations françaises à l'étranger*

**4848.** – 29 mai 2025. – **Mme Olivia Richard** interroge **M. le ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé du commerce extérieur et des Français de l'étranger** sur la visibilité qui peut être accordée au tissu associatif français à l'étranger par les communications de nos postes diplomatiques et consulaires. Relais indispensables de la vie française à l'étranger, les associations permettent de faire société, même outre frontières. À ce titre, les postes diplomatiques et consulaires mettent régulièrement en valeur des initiatives associatives. D'autres, pourtant, n'obtiennent pas la même mise en lumière. Il a ainsi pu être répondu qu'une association présidée par un conseiller des Français de l'étranger ne pouvait pas bénéficier du même traitement, malgré l'importance de son action en faveur de la communauté. Outre les règles relatives à l'obligation de déport lors de réunion du conseil consulaire en matière de subvention de soutien au tissu associatif des Français à l'étranger (STAFE), qui permettent utilement de lutter contre les conflits d'intérêts, elle lui demande si une association doit nécessairement être écartée de toute communication des postes consulaires sur les réseaux sociaux ou dans leurs lettres d'informations, au seul motif que le président de la structure est par ailleurs élu.

*Réponse.* – Le tissu associatif français à l'étranger joue un rôle essentiel dans l'animation des communautés françaises à l'étranger et le soutien aux Français en difficulté, en complément de l'action du réseau diplomatique et consulaire. À ce titre, le ministère de l'Europe et des affaires étrangères accorde chaque année, sur le programme 151, des subventions aux associations françaises à l'étranger, en particulier dans le cadre du dispositif de soutien au tissu associatif des Français de l'étranger (STAFE) et du dispositif de subvention aux organismes locaux d'entraide et de solidarité (OLES), à hauteur de 1,6 millions d'euros et 1,2 millions d'euros respectivement en 2024. Dans ce contexte, les associations représentatives des Français de l'étranger reconnues d'utilité publique (Union des Français de l'étranger - UFE -, Français du monde Association démocratique des Français de l'étranger - FDM-ADFE - et Fédération internationale des accueils français et francophones d'expatriés - FIAFE), qui participent aux réunions des conseils consulaires, ainsi que les organismes locaux d'entraide et de solidarité et autres associations qui viennent en aide aux Français en difficulté, ont vocation notamment à figurer sur la page dédiée aux associations locales des sites internet des postes diplomatiques et consulaires, quelle que soit la composition de leur bureau. Par ailleurs, la liste des projets retenus chaque année au titre du STAFE et des OLES est publiée sur les sites internet et les réseaux sociaux des postes et les événements et projets soutenus ont vocation à être relayés sur les sites internet et les réseaux sociaux des postes diplomatiques et consulaires. S'agissant du STAFE, les projets subventionnés peuvent également porter la mention : "projet soutenu par le dispositif d'appui aux associations des Français de l'étranger du ministère de l'Europe et des affaires étrangères". L'action de communication des postes sur les activités des associations présidées par des élus connaît cependant certaines limites, en raison du principe de

neutralité de l'administration, en particulier en ce qui concerne certaines activités (levées de fonds, sondages, etc.) qui ne sauraient faire l'objet d'un relais auprès de la communauté française par les postes diplomatiques et consulaires, *a fortiori* en période de réserve pré-électorale, les associations concernées étant alors invitées à utiliser leurs propres moyens de communication pour annoncer ces événements. En effet, il ne doit exister aucun risque de confusion sur l'origine exclusivement privée des démarches que ces associations peuvent engager auprès de la communauté française.

### *Élection partielle à un an du renouvellement général*

**4935.** – 5 juin 2025. – **Mme Olivia Richard** interroge **M. le ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé du commerce extérieur et des Français de l'étranger** sur le coût engendré par l'organisation d'une élection partielle dans la circonscription électorale Afrique du Sud, Mozambique, Namibie et Botswana pour le renouvellement d'un siège de conseiller des Français de l'étranger. La participation électorale s'est élevée à 317 votants sur 5 775 électeurs inscrits, soit 5,48 %. La candidate élue à un an du renouvellement général a ainsi recueilli 133 voix, ce qui représente 2,3 % des électeurs inscrits. Elle lui demande le coût de l'organisation de cette élection partielle rapportée au nombre de suffrages recueillis.

*Réponse.* – A la suite de la démission de Monsieur Cédric Sennepin le 14 février 2025 et de la constatation de la vacance d'un des trois sièges de conseiller des Français de l'étranger de la circonscription électorale Afrique du Sud, Mozambique, Namibie, Botswana, et à plus de six mois de l'année du renouvellement général des conseillers des Français de l'étranger, conformément à l'article 29 de la loi n° 2013-659 du 22 juillet 2013 relative à la représentation des Français établis hors de France, une élection partielle a eu lieu dans cette circonscription, le dimanche 25 mai 2025, à l'issue de laquelle Madame Christine Serre a été élue en qualité de conseillère des Français de l'étranger. Dans le cadre de cette élection, les électeurs inscrits sur les listes électorales consulaires des pays concernés ont eu recours à deux modalités de vote : le vote à l'urne et le vote par procuration. Le vote par internet n'a pas été mis à disposition des électeurs, dans une démarche de réduction du coût de cette élection, après avis favorable du bureau de l'Assemblée des Français de l'étranger, consulté en application de l'article 22 de la loi n° 2013-659 du 22 juillet 2013 sur la représentation des Français établis hors de France, qui prévoit que « lorsqu'il envisage de ne pas autoriser le vote par correspondance électronique, le Gouvernement consulte préalablement l'Assemblée des Français de l'étranger ou, dans l'intervalle des sessions, son bureau ». Le dispositif des bureaux de vote a néanmoins été renforcé par rapport aux élections de 2021, avec l'ouverture de trois bureaux de vote supplémentaires. Sur un nombre d'électeurs inscrits de 5 775 pour ce scrutin, le nombre de votants s'est établi à 317. Le coût total de l'organisation logistique de cette élection, hors titre 2 (les dépenses de personnel liées à ce scrutin étant difficiles à évaluer), s'est élevé à 7 184,13 euros, soit un coût moyen de 22,7 euros par votant.

### *Importance pour les Français de l'étranger de recevoir leur carte d'électeur*

**5382.** – 3 juillet 2025. – **M. Ronan Le Gleut** attire l'attention de **M. le ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé du commerce extérieur et des Français de l'étranger** sur la question de la délivrance de la carte électorale aux Français établis hors de France. Si la présentation de la carte d'électeur n'est pas une obligation légale pour participer à un scrutin, cette carte constitue néanmoins un symbole fort de la citoyenneté et de l'appartenance à la communauté nationale. Pour les Français vivant à l'étranger, elle représente un lien concret avec la République et une manifestation visible de leur droit de vote, d'autant plus significative qu'ils sont éloignés du territoire national. Or, il apparaît que depuis plusieurs années, les électeurs inscrits sur les listes électorales consulaires ne reçoivent plus systématiquement leur carte électorale. Cette situation suscite des interrogations, notamment en ce qui concerne l'égalité de traitement entre les citoyens résidant en France et ceux établis hors du territoire, et elle alimente chez certains le sentiment d'un affaiblissement du lien civique avec la Nation. Il souhaite donc savoir quelles sont les intentions du Gouvernement concernant ce sujet, qui touche à la fois à l'exercice effectif de la citoyenneté et au maintien du lien républicain avec les Français de l'étranger.

*Réponse.* – Les Français de l'étranger ne disposent pas de carte d'électeur car aucune disposition des textes applicables aux élections de leurs représentants ne leur rend applicable l'article R. 22 du code électoral relatif aux cartes électorales (loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 relative aux listes électorales consulaires et au vote des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République ; décret n° 2005-1613 du 22 décembre 2005 portant application de cette même loi organique n° 76-97 ; livre III du code électoral ; loi n° 2013-659 du 22 juillet 2013 relative à la représentation des Français établis hors de France ; décret n° 2014-290 du 4 mars 2014 portant dispositions électorales relatives à la représentation des Français établis hors de France).

Ces textes, ainsi que l'article R. 176 du code électoral, prévoient, pour les Français de l'étranger, que « toute information utile à l'électeur pour voter lors du scrutin peut lui être adressée par voie postale ou courrier électronique. Cet envoi est effectué par le ministre des affaires étrangères, l'ambassadeur ou le chef de poste consulaire ». C'est dans ce cadre que les dates d'ouverture et les adresses des différents bureaux de vote sont communiqués par les postes diplomatiques et consulaires aux électeurs avant le scrutin. En outre, selon l'article R23 du code électoral applicable aux électeurs en France, la carte d'électeur comporte obligatoirement l'indication du lieu du bureau de vote où doit se présenter l'électeur. Or, le dispositif des bureaux de vote pour les Français de l'étranger est susceptible d'évoluer d'un scrutin à l'autre. Un bureau de vote ouvert pour une élection ne l'est pas nécessairement pour une autre élection, le dispositif des bureaux de vote étant déterminé en fonction de plusieurs facteurs (implantation de la communauté française sur le territoire du pays de résidence, taux de participation attendu, disponibilité du vote par internet, etc.) et l'ouverture des bureaux de vote situés en dehors des emprises diplomatiques et consulaires étant soumise par ailleurs à l'autorisation des autorités du pays de résidence. En conséquence, il serait difficilement envisageable de faire figurer sur d'éventuelles cartes d'électeurs destinées aux Français de l'étranger les informations sur les bureaux de vote, dont le dispositif peut évoluer conformément à l'article 7 du décret n° 2005-1613 précité. Enfin, la disponibilité du vote par internet pour les élections législatives et consulaires et l'importance croissante de cette modalité de vote, à laquelle 85 % des électeurs ont eu recours lors de la dernière élection législative partielle dans la cinquième circonscription des Français de l'étranger, tend à relativiser l'intérêt pour ceux-ci de disposer d'une carte d'électeur pour exercer leur droit de vote.

### *Réduction de la contribution française à l'Agence universitaire de la Francophonie*

5447. – 3 juillet 2025. – **M. Mickaël Vallet** attire l'attention de **M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères** sur les conséquences alarmantes de la baisse de la contribution française à l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF), annoncée pour l'exercice budgétaire 2025. Alors que la France, principal bailleur de fonds de cette organisation historique créée en 1961, assurait jusqu'ici 83 % des contributions gouvernementales à son budget - soit près de 50 % de son financement total -, l'annonce d'une diminution de 75 % de cette dotation, sans préavis et en cours d'année comptable, place l'AUF dans une situation critique, compromettant gravement la poursuite de ses missions. Cette décision, outre ses implications humaines, avec la suppression envisagée de 150 à 170 postes de cadres et universitaires répartis sur 60 pays, soulève d'importantes interrogations sur la cohérence de la diplomatie d'influence française, en particulier dans l'espace francophone. L'AUF, en tant qu'opérateur reconnu pour l'enseignement supérieur et la recherche de la Francophonie, gère près de 200 bureaux et espaces de services à travers le monde, accompagne les établissements universitaires français et étrangers, favorise la mobilité étudiante, la formation des formateurs, l'innovation pédagogique et l'employabilité dans l'espace francophone. Elle a en outre été chargée par la France de porter plusieurs projets phares du Sommet de Villers-Cotterêts-Paris de 2024. En conséquence, il lui demande si le Gouvernement entend revenir sur cette décision de manière à permettre à l'AUF d'exercer des missions que le Gouvernement lui a lui-même confiées.

### *Baisse drastique de la contribution française au budget de l'Agence Universitaire de la Francophonie*

5669. – 17 juillet 2025. – **Mme Sophie Briante Guillemont** attire l'attention de **M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères** sur la baisse de 75 % de la contribution française à l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF) - premier réseau universitaire au monde, regroupant plus de 1 000 universités dans 120 pays - pour l'exercice 2025. La France assurant jusqu'à présent plus de 80 % des contributions à cet organisme, la baisse annoncée et brutale de 75 % de cette contribution - donc de plus de 45 % de son budget global - met l'existence même de cet organisme en péril, sans lui laisser le temps nécessaire pour trouver un nouveau modèle économique ni explorer d'autres pistes de financement. Si la contrainte budgétaire pèse évidemment sur cet arbitrage, elle considère qu'une baisse si drastique serait non seulement dangereuse pour la pérennité de cette organisation - et mènerait forcément à des licenciements et l'arrêt de projets - mais est également peu soucieuse des deniers publics français investis dans cette organisation depuis sa création en 1961. Elle aimerait savoir si le Gouvernement entend revenir sur cette décision, par ailleurs incohérente avec les annonces réalisées en octobre 2024 lors du Sommet de la Francophonie qui s'est tenu à Villers-Cotterêts.

*Réponse.* – L'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) est un opérateur essentiel de l'enseignement supérieur et de la recherche dans l'espace francophone. Depuis sa création en 1961, la France en demeure le premier bailleur de fonds, traduisant ainsi son engagement fidèle en faveur de la Francophonie scientifique, de la jeunesse et de l'innovation pédagogique. L'AUF est un acteur déterminant dans la mise en oeuvre de plusieurs livrables adoptés lors du Sommet de la Francophonie de Villers-Cotterêts de 2024, en particulier le programme Apprendre, le



Collège international de Villers-Cotterêts et le Programme international pour la mobilité des enseignants-chercheurs francophones (PIMEF). Ces projets structurants témoignent du rôle central de l'Agence dans le déploiement opérationnel des priorités fixées par les États et gouvernements francophones. Dans un contexte budgétaire contraint, la France a néanmoins confirmé, pour l'exercice 2025, un soutien substantiel de 13 millions d'euros. Cette contribution traduit la volonté de maintenir un appui durable à l'action de l'AUF, en cohérence avec les priorités françaises en matière d'éducation, de développement et de diplomatie d'influence. L'évolution du financement appelle toutefois une adaptation progressive du modèle économique de l'Agence, reposant sur trois axes : diversification de ses financements, renforcement de la concertation stratégique avec le ministère de l'Europe et des affaires étrangères, et redevabilité accrue sur les résultats de ses programmes. Cette nouvelle trajectoire vise à consolider la soutenabilité de l'AUF et à garantir la poursuite de ses missions au bénéfice de la communauté universitaire francophone. La France, en qualité de premier bailleur historique, continuera d'accompagner cette évolution afin de conforter le rôle central de l'AUF dans la Francophonie universitaire et scientifique.

*Impossibilité pour les Français de l'étranger de réaliser un stage auprès des ambassades et des consulats*

**6043.** – 4 septembre 2025. – **Mme Sophie Briante Guillemont** attire l'attention de **M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères** sur les critères d'éligibilité en vigueur pour la réalisation d'un stage au sein de son ministère et des ambassades et consulats de France. Actuellement, le ministère exige d'être inscrit dans un établissement d'enseignement supérieur français afin de pouvoir postuler à un stage. Or, cette condition exclut malheureusement les nombreux étudiants français résidant à l'étranger, inscrits dans des universités de leur pays de résidence, qui ne sont donc pas des établissements d'enseignement supérieur français. Cette situation paradoxale conduit ces étudiants, dont beaucoup sont durablement établis hors de France, à ne pouvoir réaliser un stage auprès du poste diplomatique de leur pays de résidence, alors que ces postes constituent le relais institutionnel des Français de l'étranger. Cette restriction crée une inégalité de traitement entre les étudiants français en fonction du pays où ils résident et étudient, privant une partie de nos jeunes talents d'une expérience précieuse au service de la diplomatie française. Elle souhaiterait savoir si le ministère envisage d'assouplir ces critères d'éligibilité afin de permettre aux étudiants français inscrits dans des établissements d'enseignement supérieur à l'étranger de postuler à ces stages, sous réserve de fournir une convention de stage et d'être juridiquement couverts par leur université. Cette ouverture contribuerait à valoriser la diversité des parcours des jeunes Français établis à l'étranger et à renforcer le lien entre notre réseau diplomatique et nos concitoyens hors de France.

*Réponse.* – Des consultations se poursuivent entre la direction des ressources humaines du ministère de l'Europe et des affaires étrangères et le Centre de liaisons européennes et internationales de Sécurité sociale (CLEISS). Celles-ci n'ont pas encore permis, d'identifier une solution permettant d'assurer tous les aspects de la couverture sociale pour les étudiants inscrits dans des établissements d'enseignement situés hors de France et candidats à un stage dans notre réseau diplomatique à l'étranger. Le Code de l'éducation qui encadre l'organisation des stages prévoit en effet que l'établissement d'enseignement assure la couverture sociale des étudiants durant leur stage. Si celle-ci est prise en charge par les universités françaises (article L 412.8 modifié du code de la Sécurité sociale), elle n'est pas garantie lorsqu'un étudiant est inscrit dans un établissement d'enseignement hors de France. En effet, toutes les universités étrangères ne s'engagent pas à couvrir les accidents de travail et maladies professionnelles ce qui fragilise le dispositif de protection des stagiaires. La DRH poursuit ces échanges avec le CLEISS pour permettre la signature de conventions, notamment avec des établissements installés en Europe.

*Précisions concernant l'exigence du certificat de nationalité française lors d'une déclaration de nationalité française par mariage*

**6044.** – 4 septembre 2025. – **Mme Sophie Briante Guillemont** attire l'attention de **M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères** sur les difficultés rencontrées par de nombreux Français établis hors de France dans le cadre des procédures de déclaration de nationalité par mariage de leur conjoint. Certains consulats exigent de produire, parmi les pièces demandées, le certificat de nationalité française (CNF) du conjoint français, qu'il soit ou non né en France. Or ce document est long et difficile à obtenir. Cette difficulté a d'ailleurs conduit à faire évoluer les instructions de la direction des Français à l'étranger et des étrangers en France (DFAE) pour le renouvellement des titres d'identité, afin de n'exiger le CNF qu'en cas de doute sérieux sur la nationalité française. S'agissant de la déclaration de nationalité française par mariage, les pratiques semblent toutefois diverger d'un consulat à l'autre. Elle aimerait savoir quelles sont les lignes directrices concernant l'exigence du CNF dans ce cadre.

*Réponse.* – Les instructions adressées aux postes consulaires par la direction des Français à l'étranger et de l'administration consulaire (DFAE) du ministère de l'Europe et des affaires étrangères (MEAE) pour limiter les exigences de certificat de nationalité française (CNF) dans le cadre des démarches administratives de nos concitoyens résidant à l'étranger ne concernent pas l'acquisition de la nationalité par mariage. En effet, conformément à l'article 30 du décret n° 93-1362 du 30 décembre 1993, dans le cadre d'une telle procédure au titre de l'article 21-2 du code civil, le MEAE reçoit le dossier, procède à l'entretien réglementaire et émet un avis sur la demande qu'il transmet à la sous-direction de l'accès à la nationalité française (SDANF) du ministère de l'intérieur, seul compétent pour instruire les demandes d'acquisition de la nationalité française au titre du mariage. Or, la SDANF exige que la preuve de la nationalité française du conjoint du déclarant soit apportée par l'un des documents suivants, à l'exclusion de tout autre : une ampliation du décret de naturalisation ou une copie de la déclaration acquisitive de nationalité française, à condition que cette acquisition soit antérieure au mariage avec le déclarant ; une décision de justice constatant la nationalité française de l'intéressé ; un acte de naissance français, délivré par une commune française ou par le service central d'état civil (SCEC), comportant la mention de délivrance d'un CNF ou d'une acquisition de la nationalité française antérieure au mariage avec le déclarant ; l'acte de naissance dressé dans une commune en France si les deux parents du conjoint sont également nés sur le territoire français ; un certificat de nationalité française établissant que le conjoint était français à la date du mariage avec le déclarant pour toutes les personnes qui ne sont pas dans l'un des cas précités. La seule production d'une carte d'identité ou d'un passeport français ne suffit pas à apporter la preuve que le conjoint était bien français à la date de son mariage avec un ressortissant français. Ces exigences du ministère de l'Intérieur sont précisées dans la notice d'information qui est remise aux personnes souhaitant demander la nationalité française au titre de leur mariage avec un (e) Français (e). Le défaut d'exigence de CNF auprès du déclarant dont le conjoint ne se trouve pas dans un des cas précités exposerait l'intéressé à un refus d'enregistrement de sa déclaration, à la perte des droits de chancellerie de 55 euros perçus lors du dépôt de la demande et à la nécessité de constituer un nouveau dossier. Dans le cadre d'une acquisition de la nationalité française par mariage, les postes diplomatiques et consulaires ne disposent ainsi d'aucune marge d'analyse de la nationalité française du conjoint du déclarant.

### *Conséquences de l'augmentation des frais du visa américain H-1B pour les Français*

6210

**6242.** – 2 octobre 2025. – **Mme Sophie Briante Guillemont** attire l'attention de **M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères** sur les conséquences de la décision du Président des États-Unis d'Amérique d'imposer, à compter du 21 septembre 2025, le paiement d'une taxe d'un montant de 100 000 dollars pour toute rentrée sur le territoire américain des titulaires de visa H-1B. Selon les déclarations, cette décision ne concernerait pas les personnes bénéficiant déjà de ce type de visa ni les renouvellements. Cette décision soulève néanmoins des inquiétudes parmi la communauté française, en particulier dans les structures qui peuvent utiliser ces visas - par exemple, les établissements scolaires français - et qui ne sont pas en capacité de payer cette taxe. Elle aimerait savoir si des démarches diplomatiques ont été entreprises auprès des autorités américaines afin d'atténuer les effets de cette décision et mettre en avant les spécificités de certaines situations.

*Réponse.* – La France prend acte de cette décision. Cette mesure, bien qu'elle ne concerne pas les titulaires actuels ni les renouvellements de visas H-1B et ne porte donc que sur les nouvelles demandes, suscite des préoccupations légitimes parmi la communauté française, en particulier dans les structures qui peuvent recourir à ces visas, dont les établissements français aux États-Unis du réseau de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) que vous mentionnez dans votre courrier. Ces établissements, qui scolarisent une majorité d'élèves américains, jouent un rôle essentiel dans la promotion du multilinguisme et de la diversité culturelle. Il est ainsi de l'intérêt des autorités américaines que ces établissements puissent assurer la continuité de leur mission éducative, et qu'ils ne soient pas pénalisés par des difficultés de recrutement. Par ailleurs, les compétences spécifiques des personnels concernés ne sauraient être considérées comme une menace pour le marché du travail américain. Dans ce contexte, la France a engagé un dialogue avec les autorités américaines pour souligner l'importance mutuelle de ces structures et évaluer la possibilité de bénéficier d'une exemption des frais pour les personnels des établissements scolaires français homologués.

### *Allongement de la durée de validité de l'inscription au registre des Français établis hors de France*

**6276.** – 9 octobre 2025. – **Mme Sophie Briante Guillemont** attire l'attention de **M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères** sur la durée de validité de l'inscription au registre des Français établis hors de France. Actuellement, l'article 13 du décret n° 2003-1377 du 31 décembre 2003 relatif à l'inscription au registre des Français établis hors de France dispose que cette inscription est valable cinq ans. Or, dans un nombre croissant de



pays, actuellement 44, le nombre de personnes inscrites au registre est inférieur à celui des électeurs figurant sur la liste électorale consulaire (LEC), alors même que le registre inclut également les mineurs qui ne sont pas en âge de voter. Cette situation s'explique notamment par le fait que l'inscription à la LEC, sans échéance, reste valable tant que le citoyen n'a pas demandé son inscription sur une autre liste électorale, indépendamment du renouvellement de son inscription au registre, voire de sa radiation par les commissions de contrôle. Elle souhaiterait savoir si un allongement de la durée de validité de l'inscription au registre est envisagé, par exemple à dix ans. Une telle évolution allègerait les démarches pour les Français qui résident durablement dans un même pays, tout en laissant la possibilité de demander une radiation en cas de retour en France ou de changement de résidence. Elle permettrait de réduire les disparités actuelles entre le nombre d'inscrits sur la LEC et sur le registre, et de disposer ainsi d'un outil plus fidèle à la réalité de la population française à l'étranger. Elle souhaiterait enfin connaître les autres mécanismes que le ministère envisage afin de limiter la perte d'inscrits lors des renouvellements d'inscription au registre, malgré les relances effectuées par les postes consulaires.

*Réponse.* – L'inscription au Registre des Français établis hors de France se fait sur une base volontaire et sa durée de validité est de cinq ans. Trois mois avant l'échéance de leur inscription au Registre, les usagers sont automatiquement informés par courriel ou par courrier de la prochaine expiration de leur inscription consulaire et invités à la renouveler, s'ils sont toujours établis à l'étranger. Cependant, en cas de radiation d'un usager du Registre suite au non-renouvellement de son inscription ou à une demande expresse de sa part, celui-ci reste inscrit sur la liste électorale consulaire (LEC) jusqu'à ce que, le cas échéant, il s'inscrive sur une autre liste électorale, auprès d'un consulat français ou d'une mairie en France. En effet, suite à l'entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019 du répertoire électoral unique (REU), géré par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), les radiations automatiques de la LEC n'interviennent que dans un nombre limité de cas, à savoir : les personnes inscrites dans une nouvelle commune, les personnes décédées, lorsque leur décès est enregistré à l'état civil français, et les personnes privées du droit de vote par décision de justice ou qui perdent la nationalité française. Par ailleurs, les commissions de contrôle des listes électorales consulaires ont la possibilité, sur la base des vérifications qu'elles peuvent effectuer, de radier des électeurs qu'elles estiment indûment inscrits après avoir engagé la procédure contradictoire écrite obligatoire prévue par les textes. Afin de limiter les écarts entre le nombre d'inscriptions au Registre et sur les listes électorales consulaires, plusieurs actions sont mises en place par les postes diplomatiques et consulaires, notamment : - des actions et des campagnes régulières d'information et de communication (sites internet, réseaux sociaux) afin d'inciter les usagers établis à l'étranger à s'inscrire en ligne, via le portail service-public.fr, et à vérifier leur situation électorale. Ces campagnes d'information s'appuient également sur l'ensemble des partenaires susceptibles de relayer ces communications auprès des usagers (conseillers des Français de l'étranger, associations, établissements scolaires, chambres de commerce, etc.) ; - un système d'inscription systématique au Registre, en faisant pleinement application de l'article 6 du décret n° 2003-1377 relatif à l'inscription au registre des Français établis hors de France, qui permet de procéder à l'inscription, sauf objection expresse, des personnes résidentes dans la circonscription qui viennent effectuer une démarche au consulat (demandes de titres d'identité et de voyage, acquisitions de nationalité française, à l'issue des cérémonies d'accueil dans la citoyenneté française organisées par les postes, déclarations de naissance pour les nouveau-nés suite à la transcription des actes de naissance, demandes d'inscription sur une liste électorale consulaire). La mise à jour du dossier Registre des usagers est systématiquement faite à l'occasion du dépôt de leur demande de titre, afin de disposer de données aussi fiables que possible ; - le rappel que pour avoir accès à certains services (envoi du passeport par envoi postal sécurisé, vote par internet, demande de passeport sans comparution dans les pays concernés) ou à certaines aides (aides sociales, bourses scolaires), il est nécessaire d'être inscrit au Registre ; - l'actualisation des droits de chancellerie à percevoir dans les chancelleries diplomatiques et consulaires, pour lesquels les usagers inscrits au Registre bénéficient de tarifs préférentiels s'agissant des droits applicables à certaines prestations, hors passeports et CNI (décret n° 2025-878 du 2 septembre 2025) ; - enfin, la priorité donnée aux usagers inscrits au Registre lors des tournées consulaires. S'agissant de l'allongement de cinq à dix ans de la durée de validité de l'inscription au Registre des Français établis hors de France, celui-ci nécessite une modification de l'article 13 du décret n° 2003-1377 du 31 décembre 2003 relatif à l'inscription au registre des Français établis hors de France. Cette modification est actuellement à l'examen.

### *Fonds mondial de lutte contre le sida*

**6385.** – 23 octobre 2025. – **Mme Anne Souyris** attire l'attention de **M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères** sur les conséquences dramatiques des réductions des financements internationaux étasunien destinés à la lutte contre le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) /sida, et en particulier sur l'avenir du Fonds

mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Depuis le début de l'année 2025, la suspension totale du programme américain PEPFAR (President's Emergency Plan for AIDS Relief), qui représentait à lui seul près de 58 % du financement mondial de la lutte contre le VIH/sida, a d'ores et déjà causé, selon l'ONUSIDA, des dizaines de milliers de décès et menace d'engendrer des millions de nouvelles infections dans les années à venir. En effet, selon leurs estimations, si le PEPFAR était définitivement interrompu, l'ONUSIDA estime « qu'il y aurait environ 6,3 millions de décès supplémentaires liés au sida, 3,4 millions d'orphelins du sida, 350 000 nouvelles infections au VIH chez les enfants et 8,7 millions de nouvelles infections chez les adultes d'ici 2029, ce qui rendrait impossible l'élimination du sida en tant que menace pour la santé publique d'ici 2030. Une récente étude publiée dans la revue *The Lancet* révèle que la suspension de l'USAID, l'aide internationale au développement américaine, pourrait provoquer plus de 14 millions de morts supplémentaires d'ici 2030, dont 4,5 millions d'enfants de moins de cinq ans, ainsi que 700 000 décès infantiles par an. Dans ce contexte d'effondrement inédit de l'aide internationale, la contribution française au Fonds mondial, Fonds qui finance environ 28 % de l'aide internationale contre le VIH/sida, prend une importance encore plus déterminante. La France, deuxième donateur historique du Fonds mondial, détient une responsabilité particulière, pour éviter l'aggravation de l'épidémie et garantir l'accès aux traitements et à la prévention, notamment dans les pays les plus vulnérables, et éviter un effondrement des programmes essentiels de dépistage, de prévention et de traitement, anticipant une possible résurgence épidémique. L'Allemagne, elle, a annoncé une baisse de 350 millions d'euros par rapport à sa dernière contribution en 2022. Or, le budget 2025 acte une baisse de 37 % de l'aide publique au développement et la fin de l'affectation obligatoire des recettes des taxes innovantes à la solidarité internationale, créant une incertitude majeure quant à la capacité de la France à répondre à cet enjeu historique. En conséquence, elle demande quelles mesures le Gouvernement entend prendre pour compenser la baisse brutale du financement américain, garantir la continuité des programmes essentiels financés par le Fonds mondial et maintenir une riposte sanitaire ambitieuse, conformément aux objectifs internationaux de lutte contre le VIH/sida. Elle demande quelles dispositions sont envisagées pour réinstaurer une affectation pérenne et lisible des recettes des taxes sur les transactions financières et les billets d'avion à la solidarité internationale, notamment au financement du Fonds mondial.

*Réponse.* – La France est un acteur reconnu en santé mondiale. Elle y consacre une part importante de ses investissements solidaires et durables. En particulier, elle peut être fière de ses engagements auprès du Fonds mondial qui font d'elle son 1<sup>er</sup> contributeur européen et son 2<sup>e</sup> donateur historique. Sur la seule année 2024, une telle contribution a permis à 2,56 millions de personnes d'être traitées contre le VIH, 740 000 contre la tuberculose et 17,3 millions contre le paludisme. La fin de l'année 2025 est marquée par la reconstitution des grands fonds verticaux. Ces derniers procèdent à des reconstitutions pluriannuelles amenant les bailleurs à s'engager sur plusieurs années. La France annoncera prochainement sa contribution au prochain cycle du Fonds Mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme et à Unitaïd dès que la loi de finances 2026 aura été adoptée. En l'état actuel du PLF 2026, ces contributions devraient être en très forte baisse. Ces crédits seront directement imputés sur le programme 384 « Fonds de solidarité pour le développement » (FSD), un programme budgétaire *ad hoc* ayant succédé au FSD, auparavant financé via la taxe solidaire sur les billets d'avions et la taxe sur les transactions financières (TTF). En effet, en tant que fonds extrabudgétaire dénué de personnalité juridique, le FSD ne pouvait pas perdurer sous sa forme originelle. La loi organique relative aux lois de finances (LOLF) révisée le 28 décembre 2021 dispose notamment à son article 2 qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, l'affectation des taxes à un tiers « ne peut être maintenue que si ce tiers est doté de la personnalité morale et si ces impositions sont en lien avec les missions de service public qui lui sont confiées. ». Dès lors, à la suite des travaux conduits en lien avec le ministre en charge des finances, il est apparu nécessaire de créer un programme budgétaire dédié aux objets auparavant financés par le FSD. Ce programme a repris l'appellation du FSD, démontrant que nous poursuivons les missions confiées au fonds et au-delà que nous nous inscrivons aussi dans l'esprit qui a prévalu à sa création. Une attention a été portée à trouver une solution qui limite les frais de gestion, en cohérence avec l'efficacité budgétaire que la France prône. Par ailleurs, dans le PLF 2026, le programme 384 est bien doté du même niveau de crédits budgétaires que ce que le FSD recevait chaque année, soit 738 millions d'euros. Enfin, la création de ce programme budgétaire renforce le rôle de contrôle du Parlement sur l'utilisation des crédits et assure une plus grande redevabilité. La mise en place du programme résulte donc en premier lieu de la nécessité de se conformer aux nouvelles dispositions de la loi et cela afin d'assurer la persistance du FSD dans son esprit. Une baisse des ressources globales du Fonds mondial est à attendre, dans le contexte international décrit, ce qui exigera forcément d'opérer des priorisations, de manière à assurer la continuité des activités essentielles du Fonds mondial. La France sera particulièrement attentive à ce que l'accès aux traitements, les programmes de dépistage et de prévention du VIH soient le moins impactés possible. La situation des financements internationaux impliquera par ailleurs un

accroissement des financements domestiques ainsi qu'un renforcement de l'intégration des programmes du Fonds mondial aux systèmes nationaux qu'il conviendra d'accompagner. Des gains d'efficience sont néanmoins à attendre sur le VIH/sida, notamment grâce à l'introduction d'un nouveau traitement, le Lénacapavir. En août 2025, les autorités de régulation des médicaments américaines et européennes ont autorisé l'utilisation du Lénacapavir. Ce traitement innovant permet de prévenir les infections au VIH avec une efficacité inédite proche de 100 %. Très attendue depuis plusieurs mois par les grandes organisations en santé mondiale luttant contre le VIH, la commercialisation de ce traitement à un prix trop élevé aurait pu nuire à son déploiement. A travers ses financements à Unitaïd et au Fonds mondial, la France a contribué à l'introduction et de l'accès équitable du Lénacapavir pour les personnes les plus à risque. En effet, dans le cadre de ces efforts, le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme est parvenu à conclure un accord avec le laboratoire à l'origine du Lénacapavir. Cet accord sans précédent garantira, dès 2025, la distribution de 2 millions de traitements à prix réduits dans les pays les plus frappés par l'épidémie de VIH. En complément, Unitaïd, une organisation cocrée par la France en 2006 et qui en est le principal financeur, a conclu un accord avec un laboratoire de production de médicaments génériques qui permettra de produire et de distribuer le Lénacapavir dans 120 pays à faibles et moyens revenus pour seulement 40 dollars par personne et par an, dès 2027. En dépit de la baisse attendue des financements, le ministère de l'Europe et des affaires étrangères poursuivra son engagement en faveur de la santé mondiale, à travers son implication dans les instances de gouvernance du Fonds mondial, au sein desquelles elle continuera de faire porter sa voix. Attachée au modèle de fonctionnement du Fonds, la France portera une attention particulière à la préservation de ses valeurs, ainsi qu'à l'implication de la société civile et des organisations communautaires.

### *Modalités du dispositif de soutien au tissu associatif des Français de l'étranger*

**6588.** – 6 novembre 2025. – **Mme Sophie Briante Guillemont** interroge **M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères** sur le dispositif de soutien au tissu associatif des Français de l'étranger (STAFE). Ce dispositif, destiné à appuyer les initiatives locales des associations françaises et francophones à l'étranger, contraint administrativement ces structures en exigeant le dépôt d'un dossier avant la fin du mois d'octobre. Cette échéance, imposée par les postes consulaires, ne coïncide pas avec les contraintes de fonctionnement des associations locales, dont les bilans financiers et les assemblées générales ne peuvent matériellement être produits dans les délais requis. En effet, les nouveaux bureaux associatifs, à la suite d'un changement de gouvernance, ne sont souvent effectifs qu'au début du mois de septembre, ce qui complique la passation des responsabilités, la gestion des urgences et le démarrage des activités. Plusieurs associations en subissent les conséquences chaque année. Lors de la révision du dispositif STAFE par un groupe de travail réuni à l'issue de la 42e session de l'Assemblée des Français de l'étranger, l'hypothèse d'une tenue de la commission consultative au mois de mars a été envisagée, mais écartée, car elle aurait conduit à une année blanche. Pourtant, il semblerait qu'un simple report de quelques semaines en fin d'année permettrait de répondre aux difficultés rencontrées par les associations. Elle souhaiterait savoir s'il serait possible de repousser la date limite de dépôt des dossiers afin de permettre aux associations connaissant un changement de gouvernance en septembre de présenter un dossier complet. Par ailleurs, bien que le dispositif STAFE ne soit pas destiné à soutenir la création d'associations, le délai d'un an exigé depuis la création pour qu'une structure puisse déposer un dossier pénalise fortement les nouvelles initiatives locales, souvent constituées pour répondre à des besoins concrets de la communauté française (éducation, culture, entraide, francophonie). Cette règle, appliquée de manière uniforme, empêche ces jeunes associations de bénéficier du soutien nécessaire à leur consolidation, alors même que leurs premières années d'existence sont les plus fragiles. Elle souhaiterait donc savoir si ce délai d'un an pourrait être revu afin de permettre à ces nouvelles associations d'accéder plus rapidement au dispositif STAFE et de développer leurs projets dès leur première année d'activité, période cruciale où elles ont naturellement le plus besoin de soutien pour leur démarrage.

*Réponse.* – La question du calendrier de la campagne du dispositif de soutien au tissu associatif des Français de l'étranger (STAFE) a été débattue avec les membres de la commission nationale consultative du STAFE dans le cadre du groupe de travail ad hoc sur la réforme du dispositif. La réunion annuelle de la commission nationale consultative étant adossée à l'une des deux sessions annuelles de l'Assemblée des Français de l'étranger, il a été envisagé de tenir la commission en octobre plutôt qu'en mars. Toutefois, ce changement aurait effectivement conduit à une année blanche, ce que les membres du groupe de travail n'ont pas estimé souhaitable. La date limite de dépôt des dossiers STAFE est fixée par la direction des Français à l'étranger et de l'administration consulaire (DFAE) en fonction des délais nécessaires à l'examen et à la transmission des projets soumis par les associations. En effet, les dossiers de demande de subvention doivent faire l'objet d'un dépôt auprès du poste consulaire,

souvent après un dialogue sur le périmètre du projet et les pièces requises, puis d'une présentation dans le cadre d'un conseil consulaire dédié, lequel doit être convoqué spécialement avec un délai de 21 jours de préavis. Les dossiers sont ensuite adressés à la DFAE, qui les compile, les analyse puis les présente à la commission nationale. Dans le cadre de la campagne 2026, une procédure d'examen déconcentré des demandes de subvention est mise en oeuvre à titre expérimental. Elle prévoit l'examen et la sélection des projets par les postes et les conseils consulaires, la DFAE n'effectuant, par la suite, qu'un contrôle simple du respect des critères d'éligibilité et mettant en oeuvre, si nécessaire, des mesures de régulation budgétaire. Le travail d'analyse des dossiers au niveau central devrait ainsi s'en trouver allégé. La commission nationale consultative du STAFE, qui se tiendra le 27 février 2026, permettra de dresser un premier bilan de cette expérimentation qui pourrait, si elle s'avère satisfaisante, permettre un raccourcissement du délai global et, par voie de conséquence, un possible décalage du calendrier de dépôt des projets par les associations. S'agissant de l'exigence portant sur la durée d'existence, depuis au moins un an, d'une association avant que celle-ci ne puisse déposer une demande de subvention, celle-ci apparaît justifiée par l'impératif de redevabilité quant à l'utilisation de fonds publics. En effet, les membres du conseil consulaire doivent pouvoir s'assurer, au moment de l'examen de la demande de subvention, de la robustesse de l'association, de la gestion saine de son budget mais également de sa capacité à mettre en oeuvre le projet proposé, qui doit être financé à hauteur de 50% minimum par des ressources propres (ou à hauteur de 20% pour les associations dont le budget global n'excède pas 10 000 euros et qui sollicitent une subvention inférieure à 3 000 euros). Il s'agit également de s'assurer que le dispositif permette de financer des projets concrets au bénéfice de la communauté française, et non pas des dépenses liées à la mise en place de l'association, qui relèveraient de son fonctionnement. Il vise enfin à empêcher la création d'opportunité d'associations, dont l'objectif ne serait que de mettre en oeuvre un projet au titre du STAFE. Cependant, si les membres de la commission nationale consultative estiment opportun de revoir ce critère, celui-ci pourra faire l'objet d'échanges à l'occasion de la prochaine réunion de la commission.

## INDUSTRIE

### *Résilience de la France sur la question des masques chirurgicaux et FFP2 en cas de crise sanitaire majeure*

**5878.** – 31 juillet 2025. – **M. Bernard Jomier** appelle l'attention de **M. le ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé de l'industrie et de l'énergie** sur la question cruciale de la résilience de la France face à une crise sanitaire majeure, et plus particulièrement sur sa capacité à assurer une production nationale suffisante de masques chirurgicaux et FFP2. Les vulnérabilités de l'appareil productif français, révélées durant la crise Covid-19, nous ont fait prendre conscience de la nécessité d'assurer notre autonomie stratégique en matière de sécurité sanitaire. La stratégie industrielle de la France à ce sujet reste floue. Ce manque d'information compromet l'avenir des acteurs de la filière de production de masques chirurgicaux. Ils s'interrogent donc sur la pérennisation de leurs capacités de production face à un manque de visibilité sur le long terme. Leurs carnets de commandes se sont considérablement réduits depuis que les stocks ont retrouvé un niveau pré-Covid. Il a échangé avec certains de ces acteurs qui sont en difficulté. En mai 2025, la Cour des Comptes a dressé un bilan de la situation assez inquiétant dans son rapport « Sécurité sociale 2025 » en constatant que les progrès restent insuffisants depuis la crise sanitaire sur le sujet. Il est nécessaire d'investir dans ce secteur clé pour assurer notre sécurité sanitaire face à de futures crises, comme le rappelle la Cour des Comptes dans son rapport. D'autant plus que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) alerte sur un risque de pandémie au cours de la prochaine décennie. Il souhaite l'interroger sur la stratégie et les actions que le Gouvernement compte mettre en oeuvre pour assurer une meilleure visibilité aux acteurs de la filière de production des masques chirurgicaux français pour renforcer les capacités de résilience de la France en cas de crise sanitaire. – **Question transmise à M. le ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique, chargé de l'industrie.**

*Réponse.* – La souveraineté sanitaire et son pendant industriel constituent une priorité pour le Gouvernement. C'est dans ce cadre que l'Etat a mis en place des outils de renforcement de nos capacités de production de traitements contre la Covid-19 dans le cadre du Plan de Relance. Par la suite, cette initiative a été pérennisée via la Stratégie d'Accélération Maladies Infectieuses Emergentes et Menaces NRBC, lancée en 2021. Celle-ci vise à construire une stratégie allant de la recherche fondamentale au soutien à l'industrialisation, afin de mieux prévenir et préparer les prochaines crises sanitaires. Toutefois, depuis le deuxième semestre 2022, les entreprises françaises de production de masques sanitaires font face à une diminution importante de leur activité. Cette baisse est due à



une diminution de la demande liée à la sortie de crise, qui est accentuée par les surstocks constitués par les hôpitaux et les fabricants durant la pandémie. Dans ce contexte, les fabricants français sont particulièrement en difficulté vis-à-vis des importateurs de masques fabriqués en Chine, qui disposent d'une meilleure compétitivité-prix. Dans ce contexte économique défavorable, les services de l'Etat développent et mettent en oeuvre différents outils, notamment relatifs à la commande publique, pour renforcer la sécurité et la souveraineté sanitaires. Ainsi, en complément du « guide des bonnes pratiques » diffusé en janvier 2022, l'Etat a publié en mars 2023 une instruction (Instruction N° DGOS/PHARE/2023/40 du 24 mars 2023). Cette dernière s'adresse aux établissements publics de santé et concerne la sécurisation du processus d'approvisionnement souverain en fournitures, produits de santé et équipements critiques, y compris les achats de masques sanitaires. Afin de soutenir cette politique souveraine, un système de compensation a été mise en place pour inciter les établissements publics de santé à commander à des fournisseurs souverains : 252 établissements publics de santé ont pu bénéficier de cette politique en 2024 et 46% des achats de leurs masques ont été achetés à des fournisseurs souverains, qui pour leur part sont au nombre d'une dizaine. Par ailleurs, l'appel d'offre du SPF de reconstitution du stock souverain de masques - dont la cible a été revue à la hausse pour atteindre 2 milliards contre 1 milliard auparavant - a appliqué cette directive. Les marchés pluriannuels passés pour 4 ans avec des producteurs français, pour atteindre et maintenir cette nouvelle cible, ont vocation à soutenir la souveraineté de la filière nationale puisque cette modalité permet d'assurer aux entreprises lauréates un niveau d'activité conséquent et de la visibilité à plus long terme. A ce titre, l'application de cette directive a permis de sélectionner 100% de lauréats produisant en France.

## INTÉRIEUR

### *Publication des « présentations » (parrainages) des candidats à l'élection présidentielle*

4471. – 1<sup>er</sup> mai 2025. – **M. Daniel Gremillet** interroge **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur la publication des « présentations » (parrainages) des candidats à l'élection présidentielle. Conformément à la loi organique n° 2016-506 du 25 avril 2016, la publication des « présentations » (parrainages) des candidats à l'élection présidentielle vise à garantir la transparence du processus. Toutefois, la confusion entretenue entre l'acte de « présenter » un candidat et celui de le « soutenir » politiquement nuit à la compréhension citoyenne et complique la mission des maires. Alors que les maires représentent 85 % des élus habilités à parrainer, seuls 68,5 % des parrainages validés en 2022 provenaient d'eux, traduisant une réticence croissante. De plus, le nombre total de parrainages est passé de 17 815 en 2002 à 13 427 en 2022, une baisse corrélée à la montée de l'abstention. Pourtant, le parrainage des maires est essentiel : il favorise la diversité politique et préserve un débat démocratique de qualité, aujourd'hui éclipsé par les polémiques entourant la procédure elle-même. Il demande donc au Gouvernement s'il envisage de clarifier les modalités de présentation avant les élections municipales de mars 2026, afin de permettre aux futurs candidats à l'élection présidentielle de 2027 de se positionner sereinement.

*Réponse.* – Instauré par l'ordonnance n° 58-1064 du 7 novembre 1958, le dispositif de parrainage imposait alors l'obtention de 50 présentations émanant de membres d'un collège de « grands électeurs », sensiblement identique au collège élisant les sénateurs. Jugé insuffisant à prévenir les candidatures fantaisistes, ce système a été ajusté dans la perspective de l'instauration de l'élection du Président de la République au suffrage universel. Ainsi, la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel relève à 100 le nombre de parrainages de « grands électeurs » nécessaires à la présentation d'une candidature. La loi organique n° 76-528 du 18 juin 1976 a fixé les conditions encore applicables à ce jour, en élargissant la liste des élus habilités à présenter un candidat et en réhaussant le seuil de parrainages nécessaires. Elle impose ainsi l'obtention de 500 signatures émanant d'au moins 30 « départements ou territoires d'outre-mer » sans que plus du dixième de ces 500 signatures ne puisse provenir d'un même département ou territoire (clause dite de « représentativité »). Elle prévoit également la publicité des noms et qualités des parrains, dans la limite du nombre requis pour la validité de la candidature : les 500 parrainages rendus publics sont alors tirés au sort par le Conseil constitutionnel. L'ensemble de la procédure de parrainage des candidats est placé sous le contrôle du Conseil constitutionnel, qui établit le formulaire de parrainage, puis la liste officielle des candidats à l'élection. Reprenant les recommandations constantes du Conseil constitutionnel depuis 1974, la loi organique n° 2016-506 du 25 avril 2016 prévoit la publicité intégrale de la liste des parrains. Depuis l'élection présidentielle de 2017, la publication sur le site du Conseil constitutionnel des noms et de la qualité des élus qui ont présenté un candidat est intégrale et a lieu en continu, au moins deux fois par semaine, au fur et à mesure de la réception des parrainages. En revanche, les parrainages invalidés et non pris en compte par le Conseil constitutionnel ne font pas l'objet d'une publication, ni même d'une information des parrains correspondants. Ce dispositif favorise l'égalité de traitement entre les



candidats. En effet, le tirage au sort pour la publication de 500 noms de parrains était source d'inégalités : le parrain d'un candidat ayant recueilli un nombre de signatures proche de 500 avait de fortes probabilités de voir son nom rendu public, contrairement au parrain d'un candidat ayant largement dépassé le nombre requis. Le dispositif de publicité en vigueur depuis 2017 répond donc à cette problématique. En 2022, 13 437 élus, soit environ 32 % des 42 000 élus habilités ont effectivement parrainé une candidate ou un candidat (contre 34 % en 2017 et 36 % en 2012). Dans près des trois quarts des cas, il s'agissait d'élus communaux et intercommunaux. Dans ses observations sur l'élection présidentielle de 2022, le Conseil constitutionnel a précisé que le bilan chiffré des parrainages « conduit à relativiser diverses affirmations entendues durant la période de recueil des parrainages, selon lesquelles la publicité intégrale des parrainages validés, dont le législateur organique a fait le choix en 2016, dissuaderait massivement les élus habilités à présenter des candidats à le faire ou selon lesquelles ce mécanisme restreindrait drastiquement la représentation des principaux courants de pensée animant la vie politique nationale ». Toute réforme relative à la publicité des parrainages nécessiterait un vecteur législatif de niveau organique. Elle demanderait également une validation préalable du Conseil constitutionnel, qui veille à la régularité de l'élection du Président de la République (article 58 de la Constitution). Le Gouvernement ne prévoit pas de revenir sur le principe d'une publicité intégrale, introduite par le législateur dans l'objectif de renforcer la transparence du recueil des parrainages et d'assurer un traitement équitable des élus habilités à parrainer.

### *Situation des personnes inscrites sur les listes électorales atteintes de la maladie d'Alzheimer*

**4981.** – 5 juin 2025. – **Mme Christine Herzog** interroge **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur la situation des personnes inscrites sur les listes électorales, mais ayant depuis intégré une maison de retraite ou de repos pour les personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer. Elle souhaite savoir si le premier magistrat de la commune peut radier dans ces conditions une personne de la liste électorale lorsque celle-ci n'est plus en capacité de discernement ou de jugement, en raison de troubles cognitifs majeurs.

### *Situation des personnes inscrites sur les listes électorales atteintes de la maladie d'Alzheimer*

**6072.** – 4 septembre 2025. – **Mme Christine Herzog** rappelle à **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** les termes de sa question n° 04981 sous le titre « Situation des personnes inscrites sur les listes électorales atteintes de la maladie d'Alzheimer », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

*Réponse.* – L'article L. 2 du code électoral précise que sont de droit électeurs les Françaises et les Français, âgés de dix-huit accomplis, jouissant de leurs droits civils et politiques et n'étant dans aucun des cas d'incapacité prévu par la loi. La loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice, a abrogé l'ancien article L. 5 du code électoral qui disposait, dans sa dernière version en vigueur, que « *Lorsqu'il ouvre ou renouvelle une mesure de tutelle, le juge statue sur le maintien ou la suppression du droit de vote de la personne protégée* ». Aussi, toute personne bénéficiant d'une mesure de protection (tutelle ou curatelle) peut désormais être inscrite sur les listes électorales, sous réserve d'avoir accompli les démarches nécessaires à cette inscription. Les personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer ne peuvent donc être privées du droit de vote en raison de cette seule maladie, y compris si elles font l'objet d'une mesure de tutelle ou de curatelle. Les peines de privation du droit de vote demeurent, notamment, comme condamnations pénales prononcées par le juge pénal en application de l'article 131-26 du code pénal. En application des articles L. 18 et R. 12 du code électoral, le maire peut radier, après une procédure contradictoire, les électeurs qui ne remplissent plus la condition d'attache communale permettant de demeurer inscrits sur la liste électorale de la commune. Le maire ne peut en aucun cas radier une personne de la liste électorale communale en raison de troubles cognitifs majeurs impliquant des difficultés de discernement ou de jugement, sous réserve que l'électeur dispose toujours d'une attache avec la commune, conformément à l'article L. 11 du code électoral (domicile réel, résidence, qualité de contribuable, qualité de gérant ou d'associé majoritaire ou unique). Afin d'assurer la possibilité pour tous les électeurs de voter, le code électoral (art. L. 64) prévoit que tout électeur atteint d'infirmité certaine et le mettant dans l'impossibilité d'introduire son bulletin dans l'enveloppe et de glisser celle-ci dans l'urne est autorisé à se faire assister par un électeur de son choix. Ces dispositions permettent l'expression du vote d'un électeur malvoyant par exemple mais également d'une personne dans l'impossibilité physique de manipuler un bulletin de vote. De plus, le code électoral prévoit que les locaux d'implantation des bureaux de vote doivent être accessibles, le jour du scrutin, aux personnes en situation de handicap, et ce quel que soit leur handicap (art. D. 56-1 du code électoral). Cette obligation est rappelée à l'occasion de chaque scrutin aux autorités en charge de l'aménagement des bureaux de vote. Elle favorise la participation électorale des citoyens en situation de handicap.

*Fidélisation et reconnaissance des sapeurs-pompiers volontaires*

**6124.** – 11 septembre 2025. – **Mme Marie-Claude Varailas** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur l'avenir du régime de la nouvelle prestation de fidélisation et de reconnaissance (NPFR) et sur l'absence de publication du décret d'application de la réforme des retraites de 2023 pour les sapeurs-pompiers volontaires. La loi n° 2023-270 du 14 avril 2023 de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023 prévoit l'attribution de trimestres supplémentaires pour la retraite des sapeurs-pompiers volontaires : trois trimestres après dix ans d'engagement, puis un trimestre supplémentaire tous les cinq ans. Cette mesure, tout comme la NPFR, vise à reconnaître et fidéliser l'engagement de celles et ceux qui constituent un pilier essentiel de notre système de protection civile. Cependant, malgré l'engagement pris par le Gouvernement, le décret d'application n'est toujours pas publié et prive les sapeurs-pompiers volontaires de cette bonification. Cela est perçu comme une injustice, d'autant plus préoccupante que le volontariat connaît une baisse des vocations. Comme l'a récemment démontré la gestion de l'incendie qui a ravagé l'Aude cet été, les sapeurs-pompiers volontaires jouent un rôle essentiel, non seulement face aux catastrophes climatiques, mais aussi pour pallier les carences en matière d'offre de soins. Leur engagement exemplaire doit être pleinement reconnu afin de consolider et de pérenniser notre modèle de protection civile, en pleine mutation face à la multiplication et l'intensification des épisodes climatiques dévastateurs. C'est pourquoi elle demande au Gouvernement de préciser les délais de publication du décret d'application attendu, et de garantir la pérennisation de la NPFR, afin de valoriser et préserver le volontariat.

*Inquiétudes des sapeurs-pompiers volontaires*

**6127.** – 11 septembre 2025. – **M. Serge Mérimou** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur les inquiétudes croissantes des sapeurs-pompiers volontaires quant à l'évolution du régime de la nouvelle prestation de fidélisation et de reconnaissance (NPFR). Ce dispositif, pilier du modèle français de sécurité civile, constitue une mesure essentielle de reconnaissance et de fidélisation de l'engagement volontaire de nos concitoyens. La loi n° 2023-270 du 14 avril 2023 de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023, communément appelée « réforme des retraites », prévoit une bonification de trimestres pour les volontaires après au moins dix ans de service. Or, le décret d'application concernant cette mesure prévue par l'article 10 de ladite loi (Division VIII, 6°, b - art. L. 826-30 du code général de la fonction publique) n'est toujours pas publié, plus de deux ans après la promulgation du texte au *Journal officiel*. Le Secrétariat général du Gouvernement avait pourtant indiqué au Sénat, dans le cadre du contrôle de l'application de cette loi, qu'une publication était envisagée fin novembre 2023. Cette absence de décret nourrit un sentiment légitime d'incompréhension et de manque de reconnaissance. Elle alimente une démotivation croissante qui fragilise les effectifs, alors que le volontariat représente près de 80 % des sapeurs-pompiers en France. Par ailleurs, les projections financières réalisées par l'organisme national de gestion prévoient une augmentation significative des contributions publiques liées à la NPFR d'ici 2040, dans un contexte budgétaire contraint. Cette montée en charge découle du passage, décidé d'un régime par capitalisation à un régime en flux budgétaires. Cette perspective soulève des interrogations sur la soutenabilité du dispositif, au moment même où la fidélisation des sapeurs-pompiers volontaires est cruciale pour assurer la proximité des secours, la continuité du maillage territorial et la capacité de réponse face aux crises climatiques et environnementales. Alors que la non-publication du décret d'application suscite de réelles interrogations, toute remise en cause du régime de la NPFR, de même que le gel des revalorisations annuelles de ses montants, s'ajoutant au gel des indemnités horaires depuis deux ans, en méconnaissance de l'engagement national pour le volontariat signé en 2013, ne sauraient être compris par les volontaires. Aussi, rappelant qu'il a présidé le service départemental d'incendie et de secours de la Dordogne, souhaite-t-il savoir quelles garanties le Gouvernement entend apporter, d'une part, sur la parution rapide du décret d'application prévu par la réforme des retraites et, d'autre part, sur la pérennité et le financement du régime de la NPFR, afin de réaffirmer le soutien de l'État à l'engagement citoyen et à la solidité du modèle français de sécurité civile.

*Réponse.* – Vous avez appelé l'attention de Monsieur le ministre de l'intérieur, sur la possibilité, offerte par l'article 24 de la loi de financement rectificative de la sécurité sociale du 14 avril 2023, d'octroi de trimestres supplémentaires de retraite aux sapeurs-pompiers volontaires justifiant d'au moins 10 ans d'engagement, ainsi que sur la soutenabilité financière de la nouvelle prestation de fidélisation et de reconnaissance (NPFR). Il est tout d'abord rappelé l'attachement du Gouvernement au modèle français de sécurité civile, fondé, entre autres, sur la complémentarité des statuts qui le composent, à savoir les sapeurs-pompiers professionnels, les sapeurs-pompiers volontaires, les militaires et les bénévoles. Concernant le sujet de l'octroi de trimestres supplémentaires de retraites, ainsi que mentionné, cette mesure de fidélisation doit être mise en oeuvre selon des modalités et dans des

conditions fixées par décret en Conseil d'État. Le Premier ministre a indiqué à l'occasion du dernier congrès des sapeurs-pompiers que les SPV pourraient bénéficier d'un trimestre supplémentaire pour 15 ans d'engagement, d'un trimestre pour 20 ans d'engagement et de 3 trimestres à partir de 25 ans d'engagement. Le projet de décret est actuellement soumis à l'avis du Conseil d'État. Sur le sujet du financement de la NPFR, aucune discussion ou réflexion sur une suppression ou une diminution n'est envisagée. Comme indiqué lors de la présentation du rapport de synthèse du Beauvau de la sécurité civile, des équilibres, associant tous les partis, devront être trouvés afin que son modèle lui permette de rester un pilier d'attractivité et de reconnaissance. Le Gouvernement est pleinement impliqué, afin de valoriser l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires indispensables à la Nation.

*Financement de la nouvelle prestation de fidélisation et de reconnaissance des sapeurs-pompiers volontaires*

**6142.** – 11 septembre 2025. – **M. Franck Menonville** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur le financement de la nouvelle prestation de fidélisation et de reconnaissance (NPFR) des sapeurs-pompiers volontaires. Le financement de ce dispositif est partagé entre l'État et les collectivités territoriales. Selon les prévisions les dépenses devraient passer de 42 millions d'euros en 2025 à 175 millions en 2040. Ceci est lié à l'augmentation du nombre de bénéficiaires, à l'abaissement du seuil d'éligibilité à 15 ans de service et à la forte revalorisation du montant des prestations. Les contraintes budgétaires actuelles et leur incidence sur la pérennité financière du régime de la NPFR suscitent de fortes inquiétudes chez les sapeurs pompiers volontaires. Cette situation risquerait de mettre à mal le dynamisme du volontariat. Il souhaiterait connaître la position et les intentions du Gouvernement sur ce dossier.

*Réponse.* – Il est important de rappeler tout d'abord l'attachement du Gouvernement au modèle français de sécurité civile fondé, entre autres, sur la complémentarité des statuts qui le composent, à savoir les sapeurs-pompiers professionnels, les sapeurs-pompiers volontaires, les militaires et les bénévoles. La NPFR est un pilier de la fidélisation et de la reconnaissance pour les sapeurs-pompiers volontaires et le Gouvernement n'a jamais envisagé de la supprimer ou d'en réduire les montants. Pour autant, l'augmentation des ressources nécessaires à son financement est un point de vigilance pour l'État et les collectivités et le Gouvernement s'attachera à sécuriser son financement.

*Publication du décret d'application relatif à l'octroi de trimestres supplémentaires aux sapeurs pompiers volontaires*

**6143.** – 18 septembre 2025. – **M. Franck Menonville** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur la publication du décret d'application de l'article 24 de la loi n° 2023-270 du 14 avril 2023 de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023. Ce dispositif prévoit l'octroi de trois trimestres de retraite supplémentaires aux sapeurs-pompiers volontaires justifiant d'au moins 10 ans d'engagement et un trimestre de plus pour chaque période de 5 ans supplémentaires de service. Cette mesure très attendue par les sapeurs pompiers volontaires, qui valorise leur engagement, n'est pas applicable faute de décret d'application. Il souhaiterait connaître la position et les intentions du Gouvernement sur le sujet et notamment sur les délais de parution du décret.

*Réponse.* – Le Gouvernement est pleinement attaché au modèle français de sécurité civile fondé, entre autres, sur la complémentarité des statuts de sapeur-pompier professionnel, militaire, volontaire ou bénévole et qui a, une nouvelle fois, démontré sa résilience et sa solidité durant la saison estivale écoulée. Concernant l'octroi de trimestres supplémentaires de retraite prévu à l'article 24 de la loi n° 2023-270 du 14 avril 2023, le Premier ministre a récemment confirmé que cette mesure de majoration de la durée d'assurance au bénéfice de tous les sapeurs-pompiers volontaires allait pouvoir entrer en vigueur en 2026. Le dispositif retenu permettra à ceux qui auront servi au moins quinze ans en qualité de sapeur-pompier volontaire de bénéficier d'un trimestre supplémentaire, puis d'un trimestre par tranche de cinq ans dans la limite de trois trimestres. Il s'agit d'une réelle avancée dans la reconnaissance due à ces citoyens pleinement investis au service de leurs concitoyens et de la Nation. Le décret, porté par le ministère en charge du travail est actuellement au conseil d'Etat dans sa phase de consultation finale.

*Bonification retraite et stabilité du régime de reconnaissance des sapeurs-pompiers volontaires*

**6172.** – 25 septembre 2025. – **M. Hervé Gillé** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** au sujet des retards persistants dans la publication du décret d'application relatif à la bonification de trimestres pour les sapeurs-pompiers volontaires, prévue par la loi n° 2023-270 du 14 avril 2023 de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023. Cette mesure, introduite à l'article 10 de cette loi vise à accorder une bonification de durée d'assurance aux volontaires ayant exercé au moins dix années de service. Elle constitue une avancée majeure pour la reconnaissance de l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires, qui représentent près de 80 % des effectifs en France. Or, plus de deux ans après la promulgation du texte, le décret nécessaire à sa mise en oeuvre n'a toujours pas été publié, en dépit des engagements pris par le Gouvernement. Ce retard alimente un profond malaise parmi les volontaires qui peinent à comprendre l'inertie administrative entourant une mesure aussi attendue. Cette absence de traduction concrète renforce le sentiment d'un décalage entre les discours valorisant le volontariat et les actes effectifs de reconnaissance. Elle s'ajoute au gel des revalorisations de la Nouvelle prestation de fidélisation et de reconnaissance (NPFR) et à celui des indemnités horaires, tout aussi préoccupant. Aussi, il lui demande quelles mesures le Gouvernement entend prendre pour assurer la publication sans délai du décret d'application attendu et pour garantir à la fois la viabilité financière et la stabilité du régime de la NPFR, indispensable à la fidélisation des sapeurs-pompiers volontaires et à la continuité du maillage territorial des secours.

*Réponse.* – Le Gouvernement est pleinement attaché au modèle français de sécurité civile fondé, entre autres, sur la complémentarité des statuts de sapeur-pompier professionnel, militaire, volontaire ou de bénévole et qui a, une nouvelle fois, démontré sa résilience et sa solidité durant la saison estivale écoulée. S'agissant de la nouvelle prestation de fidélisation et de reconnaissance, le Gouvernement ne porte aucun projet de réforme de cette prestation, encore moins de suppression. Cependant, l'augmentation des ressources nécessaires à son financement constitue un point de vigilance pour les services d'incendie et de secours ainsi que pour l'État, financeurs de cette prestation. Il est essentiel de sécuriser le financement de cette prestation pour qu'elle reste un pilier de l'attractivité et de la reconnaissance des sapeurs-pompiers volontaires. Des travaux vont être menés en ce sens. Concernant l'octroi de trimestres supplémentaires de retraite prévu à l'article 24 de la loi n° 2023-270 du 14 avril 2023, le Premier ministre a récemment confirmé que cette mesure de majoration de la durée d'assurance au bénéfice de tous les sapeurs-pompiers volontaires allait pouvoir entrer en vigueur en 2026. Le dispositif retenu permettra à ceux qui auront servi au moins quinze ans en qualité de sapeur-pompier volontaire de bénéficier d'un trimestre supplémentaire, puis d'un trimestre par tranche de cinq ans dans la limite de trois trimestres. Il s'agit d'une réelle avancée dans la reconnaissance due à ces citoyens pleinement investis au service de leurs concitoyens et de la Nation. Le décret, actuellement au conseil d'Etat pour avis, sera prochainement publié.

6219

*Nouvelle prestation de fidélisation et de reconnaissance des sapeurs-pompiers volontaires*

**6291.** – 9 octobre 2025. – **Mme Kristina Pluchet** appelle l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur l'avenir du régime de la nouvelle prestation de fidélisation et de reconnaissance (NPFR) et sur l'absence persistante du décret d'application prévu par la réforme des retraites de 2023 concernant les sapeurs-pompiers volontaires. En effet, la loi n° 2023-270 du 14 avril 2023 de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023 a instauré, pour ces derniers, un dispositif de bonification de trimestres : trois trimestres après dix années d'engagement, puis un trimestre supplémentaire tous les cinq ans. Ce mécanisme, complémentaire de la NPFR, a été conçu pour mieux reconnaître leur investissement et favoriser leur fidélisation, essentielle à la solidité de notre système de protection civile. Or, malgré les annonces gouvernementales, le décret d'application se fait toujours attendre, empêchant les volontaires de bénéficier de cette mesure. Ce retard, perçu comme une injustice, invalide de fait la volonté du législateur et accentue le malaise dans un contexte où le volontariat peine déjà à recruter de nouvelles vocations. Les récents incendies estivaux montrent combien les sapeurs-pompiers volontaires sont un maillon déterminant de la gestion des crises, qu'elles soient climatiques ou sanitaires. Leur engagement exemplaire doit être pleinement reconnu afin de consolider et de faire perdurer notre modèle de protection civile aujourd'hui confronté à des défis inédits liés à la multiplication des phénomènes extrêmes. Elle demande donc au Gouvernement de préciser dans quels délais sera publié le décret attendu et de confirmer la pérennisation de la NPFR, conditions indispensables pour valoriser et sécuriser l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires.

*Réponse.* – Le Gouvernement est pleinement attaché au modèle français de sécurité civile fondé, entre autres, sur la complémentarité des statuts de sapeur-pompier professionnel, militaire, volontaire ou de bénévole et qui a, une nouvelle fois, démontré sa résilience et sa solidité durant la saison estivale écoulée. S'agissant de la nouvelle



prestation de fidélisation et de reconnaissance, le Gouvernement ne porte aucun projet de réforme de cette prestation, encore moins de suppression. Cependant, l'augmentation des ressources nécessaires à son financement constitue un point de vigilance pour les services d'incendie et de secours ainsi que pour l'État, financeurs de cette prestation, et il est essentiel de sécuriser le financement de cette prestation pour qu'elle reste un pilier de l'attractivité et de la reconnaissance des sapeurs-pompiers volontaires. Des travaux vont être menés en ce sens.

### *Simplification de l'organisation des élections*

**6376.** – 23 octobre 2025. – **M. Mickaël Vallet** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur l'organisation des élections et l'éventuelle simplification de plusieurs procédures. À la suite des élections législatives de 2024, et ce quelques semaines après les élections européennes, plusieurs maires ont signalé les lourdeurs matérielles pesant sur les services municipaux lors de la préparation et du déroulement des scrutins. Certains ont notamment proposé d'alléger ou de supprimer des formalités qu'ils jugent obsolètes : le contrôle d'identité à l'entrée du bureau de vote en plus du contrôle d'identité au moment du vote, ou encore le tampon sur la carte électorale. Il souhaite savoir si le ministère de l'intérieur envisage une simplification encadrée du processus électoral, notamment de ces formalités qui ne semblent pas indispensables, permettant de réduire les contraintes matérielles sans compromettre la sécurité juridique des votes. Des maires notent par ailleurs que les procurations leurs parviennent parfois trop tardivement pour être bien traitées par les services correspondants. Aussi, il souhaite savoir si le gouvernement envisage de fixer une date limite pour les demandes de procuration, à l'instar de celle existante pour les inscriptions sur les listes électorales.

*Réponse.* – À titre liminaire, il convient de rappeler que les formalités relatives à la préparation et au déroulement des opérations électorales, détaillées par l'instruction INTA2000661J du 16 janvier 2020 intitulée « Déroulement des opérations électorales lors des élections au suffrage universel direct », ont toutes pour objet de garantir la sincérité du scrutin et la confiance des électeurs dans le processus démocratique. Premièrement, s'agissant du contrôle d'identité, l'article L. 62 du code électoral prévoit que l'électeur fasse constater son identité « *suivant les règles et les usages établis* », « *à son entrée dans la salle du scrutin* ». Par suite, l'article R. 68 du code électoral dispose que « *Le droit de prendre part au vote de tout électeur inscrit sur la liste électorale s'exerce sous réserve du contrôle de son identité* » et l'article R. 60 du code électoral précise que « *Les électeurs des communes de 1 000 habitants et plus doivent présenter au président du bureau, au moment du vote, en même temps que la carte électorale ou l'attestation d'inscription en tenant lieu, un titre d'identité ; la liste des titres valables est établie par arrêté du ministre de l'intérieur. Les assesseurs sont associés, sur leur demande, à ce contrôle d'identité* ». Il résulte de ces dispositions que la pratique constante est, dans les communes de 1 000 habitants et plus, que les électeurs présentent dès leur entrée au bureau de vote leur pièce d'identité et leur carte d'électeur. Ils peuvent récupérer cette dernière à ce stade s'ils ne l'ont pas reçue par voie postale. Ils justifient leur identité en tout état de cause à nouveau après le passage par l'isoloir, au président de bureau de vote ou à un assesseur, lequel habilite à voter. L'arrêté du 16 novembre 2018 pris en application des articles R. 5, R. 6 et R. 60 du code électoral, précise les titres permettant aux électeurs de justifier de leur identité. Ce double contrôle, à l'entrée dans la salle puis au moment du vote, a pour objet d'éviter toute erreur et de prémunir des risques de fraude. Pour ne pas faire peser de formalités indues dans l'organisation des opérations électorales, dans les communes de moins de 1 000 habitants, les dispositions précitées n'imposent pas à l'électeur de présenter une pièce d'identité précise et la carte électorale seule peut suffire à justifier de son identité. Il convient simplement au président de bureau de vote de constater qu'il connaît la personne qui se présente ou, à défaut, d'obtenir son identité par tout moyen à sa convenance. Le fait que les membres d'un bureau de vote aient un doute sur l'identité d'un électeur n'est pas suffisant en tant que tel pour refuser ce dernier s'il se présente sans titre d'identité (CE, 17 septembre 2018, *Elections municipales de Faux-Fresnay*, n° 420771). En outre, tant dans les communes de moins que de plus de 1 000 habitants, il n'est pas nécessaire de disposer de sa carte électorale pour voter. En conséquence, il n'est pas envisagé de faire évoluer les règles relatives au contrôle d'identité. Deuxièmement, s'agissant du timbre apposé sur la carte électorale, l'instruction du 16 janvier 2020 précitée prévoit qu'aussitôt après la signature de la liste d'émargement par l'électeur, sa carte électorale ou l'attestation d'inscription en tenant lieu lui est rendue, après qu'un assesseur ait apposé un timbre à la date du scrutin sur ce document, si tant est que l'électeur en dispose. Sur la carte électorale, le timbre à date doit être apposé sur la case libre portant le numéro le moins élevé. Si toutes les cases ont été utilisées, le timbre est apposé dans tout espace libre au dos de la carte. Cette formalité n'est, par construction, pas obligatoire dans la mesure où la carte électorale elle-même n'est pas indispensable pour pouvoir voter, si l'électeur dispose d'un titre d'identité permettant de justifier son identité dans les conditions détaillées ci-dessus. Elle participe toutefois à la dimension symbolique du scrutin et s'observe, sous différentes formes, dans de nombreux pays. En conséquence, il n'est pas envisagé de faire



évoluer l'étape d'apposition d'un timbre sur la carte électorale, étant noté que celle-ci est facultative. Troisièmement, et enfin, aucune disposition du code électoral n'impose aux électeurs de date limite pour établir une procuration pour un scrutin donné. Il est donc possible d'établir une procuration jusqu'au jour du scrutin. Les procurations établies en ligne *via* la téléprocédure *MaProcuration* (<https://www.maprocuration.gouv.fr/>) sont automatiquement transmises au répertoire électoral unique (REU) et une fois validées, apparaissent directement sur les listes d'émargement des communes. Ce procédé d'établissement des procurations permet donc une transmission directe aux communes sans envoi postal dès lors qu'elles ont été validées par le REU. Lors des élections législatives des 30 juin et 7 juillet 2024, 75 % des demandes de procurations au niveau national ont été établies en ligne. La téléprocédure *MaProcuration*, dont le recours se généralise et qui fait l'objet d'une large communication des services de l'État, constitue donc une première solution aux difficultés liées à l'établissement tardif des procurations. Des difficultés peuvent toutefois se présenter pour l'acheminement de procurations établies tardivement sur formulaire administratif papier, pouvant aboutir à ce que certaines de ces procurations ne parviennent pas à temps aux mairies. C'est la raison pour laquelle dans les derniers jours précédant le scrutin, il est vivement recommandé aux autorités habilitées à établir une procuration de ne recourir qu'à la transmission par porteur auprès des communes. L'instruction IOMA2406924J du 11 avril 2024 *relative au vote par procuration* prévoit par ailleurs qu'en cas de demande tardive, le mandant doit être informé que, compte tenu des délais d'acheminement, d'instruction et de prise en compte par la mairie de la procuration, il est possible que son mandataire ne puisse voter à sa place, en lui précisant qu'une procuration reçue trop tardivement pour un premier tour pourra néanmoins, en fonction de la date de validité qu'il a choisie, être utilisée pour l'éventuel second tour. L'établissement tardif des procurations implique également une mobilisation des communes afin de vérifier la validité des procurations n'apparaissant pas sur les listes d'émargement extraites du répertoire électoral unique en amont du scrutin. Dès lors, il est recommandé aux communes de mettre en place, à chaque élection et dans la mesure du possible, des permanences le jour du scrutin pour vérifier les procurations tardives dont se prévalaient les électeurs dans les bureaux de vote, afin de garantir un exercice effectif de leur droit de vote par procuration. En complément, des modalités pratiques d'accompagnement des communes dans la prise en compte des procurations tardives le jour d'un scrutin ont été mises en place. Ainsi, dans le cadre des dernières élections européennes et législatives, des permanences assurées par des agents de chaque préfecture en capacité de vérifier la validité des procurations dans le répertoire électoral unique le jour du scrutin ont été mises en place. Ce système d'accompagnement a vocation à être reconduit pour les prochaines élections. Enfin, le décret n° 2025-1059 du 3 novembre 2025 relatif à la dématérialisation complète de l'établissement et de la résiliation d'une procuration et portant diverses modifications du code électoral ouvre la faculté à l'autorité d'établissement de la procuration de transmettre le formulaire administratif papier par courrier électronique à la commune du mandant, si l'autorité d'établissement est située en métropole et la commune du mandant en outre-mer ou inversement, et si l'autorité d'établissement et la commune du mandant sont toutes deux situées en outre-mer. L'ensemble de ces mesures sont de nature à réduire les difficultés que peut poser l'établissement tardif des procurations.

6221

### *Représentation d'un sénateur par son collaborateur lors de manifestations officielles*

**6615.** – 6 novembre 2025. – **M. Éric Gold** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les conditions de représentation d'un parlementaire lors de manifestations officielles. Dans le cadre de ses fonctions, un sénateur est régulièrement convié à des cérémonies publiques, inaugurations, commémorations ou autres événements officiels organisés par les collectivités territoriales ou les services de l'État. Il n'est cependant pas toujours en mesure d'y assister personnellement, notamment lorsqu'il est le seul élu de sa liste. Dans ce contexte, il peut souhaiter se faire représenter par un collaborateur parlementaire. Or, les règles du protocole républicain ne prévoient pas explicitement la reconnaissance de ce type de représentation, ni l'intégration du collaborateur dans l'ordre de préséance, ni la possibilité pour celui-ci de prendre la parole au nom du sénateur. Il souhaite donc savoir si un sénateur peut officiellement mandater un collaborateur pour le représenter lors d'une manifestation publique ; dans quelles conditions ce représentant peut être intégré au protocole ; si une prise de parole peut lui être accordée au nom du sénateur, et selon quelles modalités ; si une clarification ou une adaptation des règles du protocole est envisagée pour tenir compte de ces situations fréquentes, notamment pour les parlementaires élus seuls sur leur liste.

*Réponse.* – Le décret n° 89-655 du 13 septembre 1989 relatif aux cérémonies publiques, préséances, honneurs civils et militaires détermine le rang protocolaire des membres des corps et des autorités qui assistent à des cérémonies publiques. Lorsqu'un sénateur ne peut assister à une cérémonie publique à laquelle il est convié, il peut choisir de se faire représenter, mais l'article 13 du décret susmentionné précise que "les rangs et préséances ne se délèguent

pas". Les représentants des autorités occupent donc, dans l'ordre des préséances, le rang correspondant à leur grade ou à leur fonction et non pas le rang de l'autorité qu'ils représentent. Par ailleurs, aucune disposition du décret ne prévoit le caractère automatique de la prise de parole des autorités invitées. En conséquence, il revient à l'autorité organisatrice de fixer, en fonction des usages locaux, le déroulé de la cérémonie et de déterminer les prises de parole afférentes.

### *Fixation d'une date limite pour l'établissement des procurations*

**6756.** – 20 novembre 2025. – **M. Bruno Belin** interroge **M. le ministre de l'intérieur** sur l'instauration d'une date limite pour l'établissement des procurations. En l'état actuel du droit, les électeurs peuvent établir une procuration jusqu'à la veille du scrutin. Si cette faculté s'inscrit dans une logique de simplification et de participation démocratique, elle engendre toutefois d'importantes difficultés pour les communes ainsi que pour les services de police et de gendarmerie chargés de leur enregistrement et de leur contrôle. Pour les petites communes, dont les moyens humains et techniques sont limités, les procurations établies en dernière minute représentent une charge supplémentaire, venant s'ajouter à la préparation du scrutin et à la mise en place des bureaux de vote. Cette situation réduit en outre la capacité de vérification de la conformité et de la validité des procurations, pourtant essentielles à la sincérité du vote. Auditionné par la commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur l'organisation des élections en mai 2025, M. François-Noël Buffet, alors ministre délégué auprès du ministre de l'Intérieur, avait indiqué être « prêt à travailler » avec le Parlement sur « l'instauration d'une date limite » pour la réalisation des procurations. Il avait souligné que, si ces dernières demeurent juridiquement valables, elles provoquent des conséquences administratives importantes, nécessitant notamment la réédition et la vérification des listes électorales. Lors du premier tour des élections législatives de 2024, près de 400 000 procurations ont été établies en ligne dans les deux jours précédant le scrutin. Ce phénomène, appelé à s'amplifier avec la généralisation des démarches dématérialisées, confirmée par le décret n° 2025-1059 du 3 novembre 2025, risque d'accentuer les difficultés d'organisation rencontrées par les communes. La commission d'enquête parlementaire a d'ailleurs formulé, dans sa recommandation n° 44, la proposition de fixer la date limite d'établissement des procurations à l'avant-veille du scrutin à minuit, afin de garantir la bonne organisation du vote et la préservation de son intégrité. Par conséquent, il demande au Gouvernement s'il envisage de modifier la réglementation actuelle, conformément aux recommandations de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale et à la demande de l'Association des maires de France (AMF), en instaurant une date limite pour la réalisation des procurations électorales.

*Réponse.* – Aucune disposition du code électoral n'impose aux électeurs de date limite pour établir une procuration pour un scrutin donné. Il est donc possible d'établir une procuration jusqu'au jour du scrutin. Les procurations établies en ligne *via* la téléprocédure *MaProcuration* sont automatiquement transmises au répertoire électoral unique (REU) et une fois validées, apparaissent directement sur les listes d'émargement des communes. Ce procédé d'établissement des procurations permet donc une transmission directe aux communes sans envoi postal dès lors qu'elles ont été validées par le REU. Lors des élections législatives des 30 juin et 7 juillet 2024, 75 % des demandes de procurations au niveau national ont été établies en ligne. La téléprocédure *MaProcuration*, dont le recours se généralise et qui fait l'objet d'une large communication des services de l'État, constitue donc une première solution aux difficultés liées à l'établissement tardif des procurations. En outre, lors de l'élection des représentants au Parlement européen du 9 juin 2024 et des élections législatives anticipées des 30 juin et 7 juillet 2024, une dématérialisation complète des procurations a été mise en place sous conditions : pour être exempté de déplacement devant une autorité habilitée à établir une procuration, l'électeur devait être titulaire d'une identité numérique certifiée de France Identité permettant d'attester son identité de manière sécurisée. Ainsi, 102 004 procurations ont été établies, sur les 3,5 millions de procurations établies *via* *Maprocuration* lors de ces scrutins. Le décret n° 2025-1059 du 3 novembre 2025 relatif à la dématérialisation complète de l'établissement et de la résiliation d'une procuration et portant diverses modifications du code électoral généralise cette possibilité d'établir sa procuration de façon entièrement dématérialisée, et l'étend à la résiliation des procurations. En outre, la gestion centralisée et informatisée des procurations dans le REU allège considérablement la charge des communes en la matière puisque l'intervention de la mairie pour vérifier l'inscription des électeurs sur la liste électorale concernée n'est plus nécessaire. Des difficultés peuvent toutefois se présenter pour l'acheminement de procurations établies tardivement sur formulaire administratif papier, pouvant aboutir à ce que certaines de ces procurations ne parviennent pas à temps aux mairies. C'est la raison pour laquelle dans les derniers jours précédant le scrutin, il est vivement recommandé aux autorités habilitées à établir une procuration de ne recourir qu'à la transmission par porteur auprès des communes. L'instruction IOMA2406924J du 11 avril 2024 relative au vote par procuration prévoit par ailleurs qu'en cas de demande tardive, le mandant doit être informé que, compte tenu

des délais d'acheminement, d'instruction et de prise en compte par la mairie de la procuration, il est possible que son mandataire ne puisse voter à sa place, en lui précisant qu'une procuration reçue trop tardivement pour un premier tour pourra néanmoins, en fonction de la date de validité qu'il a choisie, être utilisée pour l'éventuel second tour. L'établissement tardif des procurations implique également une mobilisation des communes afin de vérifier la validité des procurations n'apparaissant pas sur les listes d'émargement extraites du répertoire électoral unique en amont du scrutin. Dès lors, il est recommandé aux communes de mettre en place, à chaque élection et dans la mesure du possible, des permanences le jour du scrutin pour vérifier les procurations tardives dont se prévalent les électeurs dans les bureaux de vote, afin de garantir un exercice effectif de leur droit de vote par procuration. En complément, des modalités pratiques d'accompagnement des communes dans la prise en compte des procurations tardives le jour d'un scrutin ont été mises en place dans le cadre des dernières élections européennes et législatives à travers la permanence assurée par des agents de chaque préfecture en capacité de vérifier la validité des procurations dans le répertoire électoral unique le jour du scrutin lorsque les communes n'ont pas cette possibilité. Ce système d'accompagnement a vocation à être reconduit pour les prochaines élections. Pour répondre à la problématique de l'établissement tardif des procurations « papier », le décret du 3 novembre 2025 ouvre également la faculté à l'autorité d'établissement de la procuration de transmettre le formulaire administratif papier par courrier électronique à la commune du mandant, si l'autorité d'établissement est située en métropole et la commune du mandant en outre-mer ou inversement, et si l'autorité d'établissement et la commune du mandant sont toutes deux situées en outre-mer. Enfin, l'établissement d'une date limite nécessitant une modification législative de l'article L. 71 du code électoral, il revient au Parlement de se saisir de l'opportunité ou non de l'instauration d'une telle limite.

## JUSTICE

### *Suppression d'activités en prison*

**3945.** – 27 mars 2025. – **Mme Anne Souyris** attire l'attention de **M. le ministre d'État, garde des sceaux, ministre de la justice** sur la récente décision d'interdire toute activité « ludique » dans les maisons d'arrêt, suite à une fausse rumeur concernant des massages du visage qui auraient été dispensés à des détenus. Cette mesure suscite une vive inquiétude quant à ses conséquences sur les conditions de détention et le processus de réinsertion des détenus. En effet, les activités éducatives, culturelles, sportives et professionnelles jouent un rôle crucial dans l'amélioration du bien-être des détenus et dans leur préparation à la réinsertion sociale et professionnelle. Par ailleurs, les activités et ateliers portés par des intervenants extérieurs permettent de maintenir les liens avec le « dehors » et redonnent confiance aux personnes détenues. La contrôleuse générale des lieux de privation de liberté a souligné que ces activités sont si rares et restreintes que le temps réellement passé en cellule est très souvent supérieur à 20 heures sur 24 en moyenne, et parfois supérieur à 21 heures, obligeant les détenus à rester confiné avec conditions de détention indignes dans de nombreux établissements, dans des cellules surpeuplées et insalubres. Dans ce contexte, la suppression des activités - déjà complètement insuffisantes - risque d'aggraver la situation, en privant les détenus de moyens essentiels pour maintenir leur équilibre psychologique et physique, condition préalable à toute insertion sociale. La commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) souligne également que l'offre d'activités socio-éducatives est insuffisante pour répondre aux exigences légales, que la surpopulation carcérale entrave leur mise en oeuvre et que les moyens humains et financiers des services pénitentiaires d'insertion et de probation sont très insuffisants. Ainsi, elle lui demande de bien vouloir préciser les raisons qui ont motivé cette interdiction et les alternatives envisagées pour garantir que les détenus puissent continuer à bénéficier d'activités conformes à l'article L. 411-1 du code pénitentiaire, qui prévoit l'obligation pour les personnes détenues de participer à des activités favorisant leur réinsertion. Elle souhaiterait également connaître les mesures envisagées pour améliorer les conditions de détention, notamment en matière de surpopulation carcérale et de manque de personnel, mais aussi d'activités sportives, pédagogiques et de formations afin de permettre une mise en oeuvre effective des dispositions nécessaires prévues par la loi.

*Réponse.* – Les politiques de réinsertion des personnes placées sous main de justice (PPSJM), mises en oeuvre par les services de l'administration pénitentiaire sont inhérentes aux missions de prévention de la commission de nouvelles infractions et de protection de la société qu'ils assurent. En ce sens, toute personne détenue condamnée est tenue d'exercer au moins l'une des activités qui lui sont proposées par le chef de l'établissement pénitentiaire et le directeur du service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP) dès lors qu'elle a pour finalité sa réinsertion et est adaptée à son âge, à ses capacités, à sa personnalité et, le cas échéant, à son handicap. Les activités proposées sont pensées et construites par les équipes pluridisciplinaires du service pénitentiaire d'insertion et de probation

(SPIP), afin d'avoir une visée éducative et de s'inscrire dans un objectif de réinsertion. Elles contribuent à rendre utile le temps passé en détention en permettant notamment l'acquisition d'aptitudes psycho sociales (savoir-être / savoir-faire), et participent à la construction d'un projet de sortie solide. En ce sens, et tel que le prévoit l'article R411-1 du code pénitentiaire, l'offre d'activités proposée aux PPSMJ est centrée sur : le travail, la formation professionnelle, l'insertion par l'activité économique, l'enseignement, les activités éducatives, culturelles, socioculturelles comme sportives et physiques à visée pédagogique. Afin d'accroître son offre, la direction de l'administration pénitentiaire renforce constamment son tissu partenarial au niveau de l'Etat, des collectivités territoriales et des associations. Pas moins de 33 nouveaux partenariats étatiques ont été conclus ces 5 dernières années. La DAP dispose d'un réseau partenarial de 70 associations ou fédérations nationales destiné à déployer des actions de réinsertion et de prévention de la récidive au bénéfice des PPSMJ. La hausse constante de la population carcérale tend à réduire l'accès aux espaces dédiés et aux personnels disponibles. Face à ce constat, la DAP entend adapter ses politiques et ses pratiques pour poursuivre ses objectifs en matière d'insertion. Ainsi, les Etats généraux de l'insertion et de la probation (EGIP), lancés le 24 juin 2025 et qui s'achèveront d'ici le mois de décembre, ont pour objectif d'analyser l'évolution et les missions des SPIP au sein de la chaîne pénale, pour faire émerger des pistes concrètes permettant d'améliorer l'accompagnement des PPSMJ qui leur sont confiées. L'ensemble des acteurs nationaux et locaux de l'insertion et de la probation seront consultés et participeront aux réflexions : agents de l'administration pénitentiaire et des services judiciaires, partenaires institutionnels et associatifs, organisations professionnelles, chercheurs et élus, etc.

*Production de données pour la rédaction du document « Rapport d'une politique injuste à Est Ensemble & en Seine-Saint-Denis »*

**3961.** – 27 mars 2025. – **M. Fabien Gay** interroge **M. le ministre d'État, garde des sceaux, ministre de la justice** sur la production de données dans le cadre de la rédaction d'un rapport initié par l'établissement public territorial Est-Ensemble. En 2024, l'établissement public territorial Est-Ensemble a publié un document intitulé « Rapport d'une politique injuste à Est Ensemble & en Seine-Saint-Denis ». Ce rapport a vocation à chiffrer précisément les ruptures d'égalité devant les services publics que subissent les habitantes et habitants de ce territoire ; pour ce faire, il nécessite d'être actualisé tous les ans. Aussi, pour l'année 2025, l'établissement public territorial a sollicité la production de données auprès du tribunal judiciaire de Bobigny. Face à l'absence de retour de l'administration précitée, Patrice Bessac, président de l'établissement public territorial Est Ensemble Grand Paris, a saisi la commission d'accès aux documents administratifs. Cette instance a rendu un avis favorable à cette demande (n° 20248076) le 9 janvier 2025. Malgré cette décision, Est Ensemble n'a toujours pas été destinataire des informations demandées, à savoir les indicateurs suivants, à l'échelle du territoire de l'établissement public, et à la date la plus récente : le nombre de dossiers par parquetier ; le nombre de dossiers par juge ; le nombre de dossiers par greffier ; l'ancienneté moyenne des effectifs ; la part des contractuels ; le taux de vacance des postes au greffe ; le taux de réponse pénale ; le taux de poursuite ; le délai moyen d'audience. Aussi, il demande au ministre si les informations précitées peuvent être communiquées au plus vite à l'établissement public territorial Est-Ensemble, et si non, quels sont les éléments qui motivent ce refus.

*Réponse.* – Au 28 mai 2025, la situation des effectifs est satisfaisante. Sur un effectif global localisé en 2022 de 146 magistrats au siège, un seul poste est vacant. Au parquet, deux surnombres de magistrats sont affectés dans la juridiction, par rapport à l'effectif actuellement localisé de 58 magistrats. L'ancienneté moyenne des magistrats dans leur fonction est de 3,24 années au siège et de 3,18 années au parquet. La localisation 2024 des emplois de greffe du tribunal judiciaire de Bobigny est de 500, toutes catégories confondues, dont 247 emplois de greffier. Le tribunal connaît un taux de vacance de poste de greffier de 3%. Le tribunal judiciaire de Bobigny est classé 1<sup>er</sup> sur les 167 tribunaux judiciaires de France, des juridictions les moins attractives aux plus attractives. L'arrondissement du tribunal judiciaire de Bobigny est classé 7<sup>ème</sup> sur les 167 arrondissements judiciaires de France du plus fort taux de rotation au plus faible. Ainsi, au 1<sup>er</sup> septembre 2024, les agents de greffe du tribunal judiciaire de Bobigny sont majoritairement affectés depuis moins longtemps sur leur poste (40 %) que la moyenne nationale (30 %). Le tribunal judiciaire de Bobigny dispose de 36 emplois localisés de contractuels (hors attachés de justice) représentant 7,2 % des 500 emplois localisés au total dans la juridiction. En prenant en compte les 42 attachés de justice, la juridiction dispose de 78 emplois localisés de contractuel représentant ainsi 15,6 % des emplois localisés au total. En 2024, le parquet de Bobigny a traité les affaires de 71 000 mis en cause pour une infraction pénale, en baisse de 3 % par rapport à 2023. Parmi eux, le nombre de mis en cause considérés comme non poursuivables s'établit à 22 100, en hausse de 2 % sur un an. A l'inverse, celui des mis en cause dont l'affaire a été considérée comme poursuivable par le parquet (48 900) diminue de 5 % par rapport à 2023. Parmi les mis en cause



poursuivables en 2024, 16 600 ont vu leur affaire classée pour inopportunité des poursuites, en hausse de près de 13 % par rapport à 2023. Le nombre de mis en cause ayant fait l'objet d'une réponse pénale connaît une évolution inverse et s'élève à 32 400 (- 12 % par rapport à 2023). En conséquence, le taux de réponse pénale connaît une baisse en 2024 pour s'établir à 66 %, soit 5 points de moins qu'en 2023. Parmi les mis en cause ayant fait l'objet d'une réponse pénale, 9 400 ont réussi une mesure alternative aux poursuites [1] (- 29 % par rapport à 2023) et 1 200 ont exécuté une composition pénale (+ 9 %). Le nombre de mis en cause poursuivis devant les juridictions de jugement [2] ou le juge d'instruction s'élève à 21 800 en 2024, en baisse de 3 % par rapport à 2023. Le taux de poursuites connaît néanmoins une légère hausse sur un an pour s'établir à 45 % (+ 1 point). Les délais moyen et médian d'audiencement en matière correctionnelle sont très variables selon les orientations (tribunal correctionnel, CRPC, ordonnance pénale, justice des mineurs...), allant de quelques jours à 10 mois. En matière criminelle, le délai d'audiencement ne peut être calculé, seul le délai théorique d'écoulement du stock, c'est-à-dire le rapport entre le nombre d'affaires en attente de jugement au 31 décembre et le nombre d'affaires jugées au cours de l'année est disponible. En 2024, il s'établit à 60 mois, en forte baisse par rapport à 2023 (70,5 mois).

### *Insuffisance des dispositifs de protection en vigueur contre les violences faites aux femmes*

**5120.** – 19 juin 2025. – **M. Fabien Genet** attire l'attention de **M. le ministre d'État, garde des sceaux, ministre de la justice** sur les insuffisances des dispositifs de protection actuellement en vigueur contre les violences faites aux femmes. Le 12 mai 2025, une mère de famille d'origine ukrainienne âgée de 55 ans, a été tuée par balles par son ex-conjoint en pleine rue dans une commune de Saône-et-Loire, alors qu'elle se rendait sur son lieu de travail. Si les violences qu'elle a subies faisaient l'objet d'une procédure judiciaire en cours depuis plusieurs mois pour violences intrafamiliales et qu'elle bénéficiait d'une mesure d'éloignement ainsi que d'un hébergement mis à disposition par la municipalité afin qu'elle puisse se loger à l'écart de son agresseur, ces mesures n'ont pas permis d'empêcher ce drame, qui constitue le 29<sup>ème</sup> féminicide recensé depuis le début de l'année 2025. Malgré les outils déjà en place, comme le bracelet anti-rapprochement ou les ordonnances de protection, des améliorations semblent nécessaires afin de renforcer la protection effective des femmes signalant des violences, en particulier l'extension des conditions de placement sous bracelet anti-rapprochement, l'évaluation systématique du risque léthal pour toute personne ayant porté plainte et le renforcement de la coordination territoriale entre les différents services policiers, judiciaires, sociaux et associatifs. Aussi, il lui demande de bien vouloir lui indiquer les mesures que le Gouvernement entend prendre pour renforcer la protection des femmes victimes de violences conjugales et prévenir plus efficacement les féminicides.

*Réponse.* – Depuis de nombreuses années, la lutte contre les violences intrafamiliales est un enjeu majeur pour le Gouvernement et une priorité de politique pénale du ministère de la Justice. Les dernières réformes législatives mises en oeuvre, qui s'inscrivent dans les orientations de la consultation du Grenelle et du Plan interministériel pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2023-2027, s'articulent autour de trois axes majeurs. La protection et l'accompagnement des victimes ont été renforcés. Ainsi, afin de mieux repérer les victimes, la loi du 30 juillet 2020 a offert la possibilité aux professionnels de santé de signaler sans leur accord des violences exercées au sein du couple lorsque celles-ci apparaissent en danger immédiat et ne sont pas en mesure de se protéger (article 226-14 3° du code pénal). Ce signalement a été facilité par l'élaboration d'un vademecum à destination des professionnels de santé. Les outils de protection ont été également développés. La loi n° 2019-1480 du 28 décembre 2019 visant à agir contre les violences au sein de la famille a assoupli les conditions d'octroi du téléphone grave danger. Le procureur de la République peut désormais à tout stade de la procédure, y compris pendant la phase d'enquête, en cas de grave danger menaçant une victime de violences dans le cadre conjugal ou une victime de viol, attribuer à cette dernière pour une durée de six mois renouvelables, et si elle y consent expressément, un dispositif de téléprotection. La loi précitée a également créé le bracelet anti-rapprochement (BAR), dispositif permettant une géolocalisation en continu du porteur du bracelet et de la personne protégée, susceptible d'être mis en oeuvre en matière civile, ainsi qu'en matière pénale aussi bien durant la phase précédant le jugement que dans le cadre d'une peine. Expérimenté d'abord dans cinq juridictions, le BAR a été rapidement généralisé à l'ensemble du territoire. Plus récemment, la loi n° 2024-536 du 13 juin 2024 renforçant l'ordonnance de protection et créant l'ordonnance provisoire de protection immédiate a allongé la durée maximale de l'ordonnance civile de protection permet au juge aux affaires familiales de mettre en place des mesures d'urgence, sans attendre le dépôt d'une plainte par la victime, de 6 à 12 mois. Elle prévoit aussi la possibilité pour le procureur de la République en cas d'urgence de requérir qu'une ordonnance provisoire de protection immédiate soit prise par le juge aux affaires familiales dans les 24 heures de sa saisine. L'information de la victime a également été renforcée. Le décret 24 décembre 2021 relatif aux mesures de surveillance applicables lors de leur libération aux



auteurs d'infractions commises au sein du couple prévoit que l'autorité judiciaire doit aviser la victime d'infractions commises au sein du couple, de la sortie de détention d'une personne poursuivie ou condamné. Par ailleurs, et comme vous le soulignez, la lutte contre les violences conjugales exige une approche globale d'une situation individuelle de violences intrafamiliales et plusieurs dispositifs de coordination ont été créés. Le décret n° 2023-1077 du 23 novembre 2023 a institué des pôles spécialisés en matière de violences intrafamiliales au sein des tribunaux judiciaires et des cours d'appel. Un comité de pilotage (COPIL VIF), adossé à chaque pôle et composé de tous les acteurs de la juridiction et partenaires institutionnels et associatifs en charge de cette problématique, a pour mission notamment d'assurer un suivi particulier des situations individuelles à risque. L'applicatif SISPoPP (Système informatisé de suivi des politiques pénales prioritaires), encadré par le décret n° 2023-935 du 10 octobre 2023 déployé à l'échelle nationale, constitue l'outil numérique au soutien de l'activité des pôles VIF conçu pour favoriser la visualisation contextualisée et actualisée des situations en matière notamment de violences conjugales, et le partage d'information au sein de l'autorité judiciaire ainsi qu'entre cette dernière et l'ensemble des partenaires pertinents. En outre, le fichier de prévention des violences intrafamiliales a été également déployé depuis le mois d'avril 2024. Ce portail accessible aux membres des forces de sécurité intérieure regroupe la visualisation des données contenues dans six fichiers relevant respectivement des ministères de l'Intérieur et de la Justice. Le FPVIF permet ainsi de guider l'action des forces de l'ordre lorsqu'elles interviennent sur une situation de violences intra-familiales, dans le cadre de la procédure judiciaire, de déclencher le cas échéant des mesures d'accompagnement et de protection des victimes et d'améliorer le suivi des auteurs et prévenir le risque de réitération des infractions. Les développements du FPVIF se poursuivent. Enfin, afin de renforcer le suivi des auteurs, en octobre 2020, un dispositif expérimental de « contrôle judiciaire avec placement probatoire » (CJPP) des auteurs de violences conjugales a été lancé au sein de deux juridictions pilotes étendu depuis à 8 autres juridictions. Ce dispositif permet à la fois l'éviction immédiate du domicile conjugal de l'auteur des faits et sa prise en charge globale dans un hébergement adapté, où il bénéficie d'un accompagnement sanitaire, social, éducatif ou psychologique. Soyez assuré, Monsieur le sénateur, que le ministère de la Justice est pleinement mobilisé pour garantir l'effectivité de la protection des victimes de violences conjugales ou intrafamiliales. Cet impératif, auquel j'attache une importance particulière, est régulièrement rappelé aux parquets dans les nombreuses circulaires et dépêches dédiées, et encore récemment dans ma circulaire de politique pénale générale diffusée le 27 janvier 2025. J'ai en outre lancé une mission d'inspection afin d'évaluer l'ensemble des dispositifs et d'identifier les manières de compléter la protection des femmes. Celle-ci rendra ses conclusions à l'automne. J'en tirerai les conclusions qui s'imposeront.

6226

### *Surpopulation carcérale*

**5142.** – 19 juin 2025. – **M. Jean Hingray** interroge **M. le ministre d'État, garde des sceaux, ministre de la justice** sur la situation préoccupante de la surpopulation carcérale en France. Au 1<sup>er</sup> mai 2025, 83 681 personnes étaient incarcérées pour 62 570 places opérationnelles. La surpopulation carcérale contraint 5 234 détenus à dormir sur des matelas posés sur le sol. À titre d'exemple, la maison d'arrêt d'Épinal enregistre un taux d'occupation de 104 %. Les établissements pénitentiaires souffrent également d'un manque criant de moyens pour assurer la sécurité et la prise en charge des surveillants. Ces derniers, déjà en sous-effectif, travaillent dans des conditions difficiles face à un environnement carcéral surchargé et de plus en plus complexe à administrer. Des informations publiées par le syndicat FO Justice, notamment au sujet du quartier femmes d'Épinal, montrent que les ressources allouées pour soutenir et protéger les surveillants sont insuffisantes. Dans le contexte actuel, il s'avère essentiel d'accroître le nombre de surveillants, de procéder à la rénovation des établissements existants et de bâtir de nouvelles infrastructures en conformité avec les normes humanitaires internationales. La réorganisation des dispositifs de sécurité ainsi que la prise en charge des personnes incarcérées revêtent également une importance capitale. Ces dispositions contribueraient à garantir non seulement la sécurité et la dignité des personnes incarcérées, mais également celle des agents de surveillance, tout en favorisant la réintégration des condamnés au sein d'une société respectueuse des droits humains. Il souhaite donc connaître les mesures concrètes que le Gouvernement envisage de mettre en oeuvre pour moderniser nos infrastructures pénitentiaires et renforcer les ressources allouées aux surveillants, dans le but de lutter de manière efficace contre la surpopulation carcérale.

*Réponse.* – Le ministère de la Justice poursuit son engagement afin d'améliorer les conditions de travail des personnels pénitentiaires, ainsi que les conditions de détention des personnes placées sous main de justice (PPSMJ). Le service public pénitentiaire prend en charge les PPSMJ prévenues ou condamnées, en milieu ouvert et fermé. Il contribue à leur insertion ou réinsertion et concourt à la sauvegarde de l'ordre public. Les décisions judiciaires dont il assure l'exécution relèvent de la seule compétence de l'autorité judiciaire, en vertu des articles 64

et 66 de la Constitution du 4 octobre 1958. Le programme immobilier pénitentiaire lancé en 2018 prévoyait initialement la livraison de 15 000 places supplémentaires pour 2027. 22 établissements sur les 50 que prévoit le plan ont déjà été livrés, pour un total d'environ 4 500 places nettes. Pour accélérer le processus de création de places de prisons, le ministère de la Justice a lancé le 1<sup>er</sup> juillet un appel d'offres pour la construction de 1 500 places modulaires. 17 sites ont été retenus pour accueillir les 1 500 premières places, et une première structure de 50 places devrait voir le jour à l'automne 2026 à Troyes-Lavau dans l'Aube. A la différence des établissements pénitentiaires classiques, ces nouvelles structures seront préfabriquées en usine et assemblées sur place, selon un cahier des charges simplifié. Les délais de livraison seront considérablement réduits, passant de 7 ans à 18 mois. En parallèle, la direction de l'administration pénitentiaire, particulièrement vigilante à la régulation des effectifs des établissements les plus suroccupés, continue d'appliquer une politique volontariste d'orientation des personnes détenues, y compris à faible reliquat de peine, vers les établissements pour peine. Cette politique produit des résultats significatifs puisqu'au 1<sup>er</sup> mai 2025, le taux d'occupation des quartiers centre de détention (QCD) et des centres de détention (CD) s'élevait à 98,6 %, alors qu'au 1<sup>er</sup> octobre 2020 il était de 87 %. En outre, de récentes évolutions législatives sont intervenues afin de favoriser le recours aux alternatives à l'incarcération, qui constituent des leviers de régulation des effectifs en milieu fermé. A ce titre, la loi du 22 décembre 2021 pour la confiance dans l'institution judiciaire est venue réaffirmer le principe selon lequel la détention provisoire doit demeurer exceptionnelle, en favorisant le recours à l'assignation à résidence sous surveillance électronique (ARSE). Le ministère de la Justice poursuit son engagement afin de développer de nouvelles solutions alternatives.

### *Garantie de délais et conditions de paiement des traducteurs et interprètes judiciaires*

**5306.** – 26 juin 2025. – **Mme Annie Le Houerou** attire l'attention de **M. le ministre d'État, garde des sceaux, ministre de la justice** sur la situation de précarité persistante des traducteurs et interprètes exerçant en qualité d'experts auprès des juridictions. Ces professionnels, au nombre de 8 000, jouent un rôle essentiel dans le bon fonctionnement de la justice, en assurant une compréhension linguistique et culturelle indispensable, tant dans les procédures pénales que civiles, au bénéfice des tribunaux, des forces de l'ordre et de l'ensemble des justiciables. Reconnus officiellement par l'État depuis 2016, leur mission relève de l'intérêt général, sans pour autant bénéficier d'un statut de fonctionnaire ni d'un cadre contractuel stabilisé. Or, leur activité ne s'inscrit pas dans le champ de la commande publique, ce qui les prive de garanties claires en matière de délais ou de conditions de paiement. De nombreux experts traducteurs et interprètes témoignent de retards répétés de règlement, parfois de plusieurs mois et pouvant aller jusqu'à un an, sans possibilité de recours clairement identifié ni d'interlocuteur administratif désigné. Cette insécurité financière génère un sentiment croissant de déconsidération, alors même qu'ils s'investissent avec constance dans une mission de service public. En outre, les dispositifs existants n'offrent pas de réponse structurelle à ces difficultés traitées au cas par cas, sans cadre structurant ni uniformité de traitement. L'État n'applique pas systématiquement les indemnités légales pour retard de paiement, alors même que la directive européenne 2011/7/UE impose un délai maximal de paiement de 30 jours pour les services rendus à une administration publique, avec intérêts moratoires automatiques en cas de dépassement. Par ailleurs, l'État applique de manière unilatérale un délai de forclusion d'un an pour le dépôt des mémoires de frais transmis électroniquement via Chorus Pro, sous peine de non-paiement, introduit en 2021 pour des raisons de régularité budgétaire mais qui pénalise de nombreux experts en cas de dysfonctionnements administratifs ou de délais judiciaires. Dans ce contexte, elle souhaite savoir si le Gouvernement entend apporter une réponse structurelle à cette problématique et connaître les mesures concrètes envisagées pour garantir aux traducteurs et interprètes judiciaires une juste rémunération de leur travail ainsi qu'un cadre de rémunération et de paiement, en conformité avec les directives européennes et les exigences d'un service public de qualité.

*Réponse.* – Le ministère de la Justice reconnaît pleinement le rôle indispensable que jouent les traducteurs et interprètes exerçant en qualité d'experts auprès des juridictions, dans le bon fonctionnement de l'institution judiciaire, en assurant la compréhension et l'accès au droit des personnes maîtrisant insuffisamment la langue française, qu'il s'agisse des procédures pénales ou civiles. Conscient des difficultés qu'ils rencontrent en matière de rémunération et de paiement, le ministère a engagé depuis plusieurs années des démarches visant à moderniser et sécuriser leur prise en charge financière. Ainsi la dématérialisation complète des mémoires de frais de justice via la plateforme CHORUS PRO a pour objectif de réduire les délais de traitement et de paiement des indemnités et honoraires. En 2025, malgré l'adoption de la loi de finances initiale le 14 février 2025, la direction des services judiciaires a été en mesure, dès début 2025, de doter les cours d'appel de budgets leur permettant d'effectuer les paiements des mémoires non traités. Néanmoins, en avril 2025, une annulation puis un surgel complémentaire des crédits ont pu retarder le traitement des mémoires déposés sur l'ensemble du territoire. Il convient toutefois de

préciser que la directive européenne 2011/7/UE qui fixe un délai maximal de paiement de 30 jours pour les services rendus à une administration publique, ne s'applique pas aux frais de justice, lesquels obéissent à un régime juridique spécifique, distinct de celui de la commande publique : la prescription d'un acte payé sur frais de justice trouve son origine dans un acte unilatéral pris par l'autorité judiciaire qui ne revêt pas un caractère contractuel en l'absence d'accord de volonté entre l'autorité judiciaire et la personne désignée pour réaliser l'acte exigé dans le cadre d'une procédure juridictionnelle. La dette résultant d'une réquisition et d'une procédure de paiement à caractère juridictionnel (certification ou taxation, avec recours juridictionnel devant la chambre de l'instruction) a pour effet la non-application des dispositions du code de la commande publique. Les délais effectifs peuvent ainsi varier en fonction de la nature de la prestation, des circuits de validation interne, des pièces justificatives requises et des contraintes budgétaires, ce qui peut générer ponctuellement certains retards. Dans ces situations, les services du ministère restent mobilisés afin d'apporter une assistance individualisée aux experts concernés. Un point de contact est mis à disposition au sein de chaque juridiction pour orienter et accompagner les professionnels dans la constitution de leurs demandes. S'agissant du délai de forclusion d'un an pour le dépôt des mémoires, celui-ci répond à des impératifs de régularité budgétaire et comptable, tout en demeurant conforme au principe général selon lequel un créancier dispose d'un délai suffisant pour présenter sa demande. Il existe toutefois une procédure de levée de forclusion permettant, lorsque des circonstances exceptionnelles sont justifiées, de faire valoir une demande hors délai. Le garde des Sceaux reste pleinement attentif à la situation de ces professionnels dont l'engagement quotidien contribue à l'effectivité des droits et à la qualité du service public de la justice.

### *Effectivité du registre national des mandats de protection future*

**5314.** – 26 juin 2025. – **M. Philippe Mouiller** attire l'attention de **M. le ministre d'État, garde des sceaux, ministre de la justice** sur l'effectivité du registre national des mandats de protection future, prévu à l'article 477-1 du code civil, issu de la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement. Cet article dispose que « le mandat de protection future est publié par une inscription sur un registre spécial dont les modalités et l'accès sont réglés par décret en Conseil d'État ». Le mandat de protection future est un outil juridique permettant de donner des directives précises, notamment en matière de gestion de patrimoine en cas d'altération des facultés. Pour être effectif ce mandat de protection future doit être publié dans le registre national. Prévu pour l'application de la loi du 28 décembre 2015 précitée, le décret n° 2024-1032 relatif au registre national des mandats de protection future n'a été publié que le 16 novembre 2024, soit neuf ans après le vote de la loi et nécessite la prise d'un arrêté toujours attendu. Cependant, les termes de ce décret ne satisfont nullement les professionnels du droit chargés par les particuliers de rédiger les mandats de protection future que sont les notaires et les avocats. En effet, l'article L. 1260-7 du code de procédure civile, issu du décret n° 2024-1032 du 16 novembre 2024, dispose que seuls les fonctionnaires de l'administration judiciaire (magistrats, greffiers, ...) y auront accès, les avocats et les notaires étant exclus de l'accès au registre spécial. Or, la grande majorité des personnes qui établissent un mandat de protection future le font avec l'aide soit d'un notaire, soit d'un avocat. Ainsi, la rédaction de ce décret risque d'exclure la publication de 90 % des mandats de protection future. Il lui demande de lui préciser les mesures qu'il entend prendre pour rendre opérationnel le registre national des mandats de protection future et mettre fin à cette insécurité juridique née de la restriction d'accès de celui-ci aux professionnels du droit que sont les notaires et les avocats.

*Réponse.* – Le décret du 16 novembre 2024 prévoit que les mandats de protection future sont inscrits sur un registre dématérialisé, tenu par le ministère de la Justice, et désigne les personnes qui procèdent à l'inscription, à la modification et à la suppression des informations au sein du registre. Ainsi, selon les situations, les démarches nécessaires à l'inscription des informations relatives au mandat dans le registre seront réalisées par le mandant, le mandataire ou le greffier. Pour assurer le respect du principe de subsidiarité, la priorité du ministère de la Justice a été mise sur l'accès des juridictions à ce registre. Le ministère de la Justice réfléchit toutefois aux modalités techniques qui pourraient permettre aux notaires et aux avocats d'enregistrer des informations au sein du registre, au nom et pour le compte du mandant ou du mandataire. Les mêmes réflexions sont en cours concernant le registre général prévu à l'article 427-1 du code civil. Concernant la création d'un nouveau système d'information pour la mise en oeuvre du registre national des mandats de protection future, les travaux de cadrage ont débuté pour que le besoin puisse être porté dans le cadre de la programmation 2026.

### *Sanctions pénales contre les infractions pédocriminelles*

**5324.** – 26 juin 2025. – **M. Michel Canévet** attire l'attention de **M. le ministre d'État, garde des sceaux, ministre de la justice** sur le renforcement des sanctions pénales à l'encontre des auteurs d'infractions

pédocriminelles, qui représentent l'une des atteintes les plus graves aux droits et à la sécurité des enfants. Les récentes affaires, telles que celle de Joël Le Scouarnec, mettent en lumière les lacunes de notre système judiciaire. Selon l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP), près de 30 % des condamnés pour actes pédocriminels récidivent dans les cinq ans suivant leur libération. Ce chiffre alarmant soulève des interrogations légitimes sur l'efficacité de notre législation en matière de réinsertion. Par ailleurs, les conséquences pour les victimes sont dévastatrices. Des études menées par des associations de victimes, telles que l'association française des victimes de crimes pédocriminels, montrent qu'ils entraînent des traumatismes psychologiques durables, affectant la santé mentale, les relations sociales et la capacité des victimes à mener une vie normale. Les victimes peuvent souffrir de dépression, d'anxiété, et même de troubles de stress post-traumatique, impactant leur qualité de vie et celle de leurs proches. De plus, les sanctions actuelles semblent souvent inadéquates à la gravité des faits. En 2022, seulement 15 % des condamnations pour infractions pédocriminelles ont abouti à des peines de prison ferme supérieures à cinq ans. Cette situation est d'autant plus préoccupante lorsque l'on considère que des condamnés peuvent bénéficier de mesures de remise en liberté ou de réduction de peine, suscitant une forte inquiétude au sein des familles et de la société. Il paraît donc nécessaire de s'interroger quant aux peines minimales pour ce type d'infractions, afin de mieux refléter la gravité des actes commis et d'envoyer un message clair aux potentiels criminels. Des organisations internationales, telles qu'Interpol, soulignent également l'importance d'une législation stricte pour lutter contre la pédocriminalité et protéger les enfants. Enfin, il serait judicieux de mieux encadrer les conditions de libération anticipée et de remise en liberté, garantissant ainsi la sécurité des enfants et rassurant les familles. L'amélioration du suivi post-carcéral des condamnés est également essentielle. Des programmes de réhabilitation et de suivi psychologique adaptés pourraient réduire le risque de récidive de 20 à 30 %, comme l'indiquent plusieurs études. Il souhaite donc connaître les mesures que le Gouvernement envisage pour assurer une sanction pénale plus efficace et une meilleure protection des mineurs face à ces crimes odieux afin de garantir la sécurité de nos enfants.

*Réponse.* – Les violences faites aux enfants, soit parce qu'elles entrent dans le champ des violences intrafamiliales, soit parce qu'elles sont constitutives d'une atteinte grave aux personnes, font l'objet d'une attention particulière des parquets, encouragés en ce sens par les instructions de politique pénale générales adressées par le garde des Sceaux notamment dans la circulaire du 28 mars 2023 relative à la politique pénale en matière de lutte contre les violences faites aux mineurs. Au stade pré-sentenciel, l'article 138-1 du code de procédure pénale dispose que lorsqu'une personne est soumise à l'interdiction de recevoir, ou de rencontrer la victime ou d'entrer en relation de quelque façon que ce soit avec elle dans le cadre d'un contrôle judiciaire le juge d'instruction ou le juge des libertés et de la détention doit adresser à celle-ci un avis l'informant de cette mesure. En cas de remise en liberté d'une personne placée en détention provisoire mais dont la remise en liberté serait susceptible de faire courir un risque à la victime, l'article 144-2 du code de procédure pénale dispose que la personne doit être placée sous contrôle judiciaire avec une interdiction d'entrée en contact avec la victime et que la victime doit en être informée conformément à l'article 138-1 du code de procédure pénale. La prévention de la récidive et la préservation de l'intérêt des victimes constituent également une des priorités d'action du ministère de la justice, le garde des Sceaux ayant encore récemment appelé, dans sa circulaire de politique pénale générale du 27 janvier 2025 (NOR : JUSD2502731C), les procureurs généraux et procureurs de la République à porter une attention particulière aux victimes, à tous les stades de la procédure. À cet égard, la sortie de détention d'une personne condamnée constitue un moment dont la sensibilité est prise en compte, en particulier dans les affaires d'infractions sexuelles commises à l'encontre de mineurs. L'article 712-16-1 du code de procédure pénale rappelle que les juridictions de l'application des peines doivent prendre en considération les intérêts de la victime avant toute décision entraînant la cessation temporaire ou définitive de l'incarcération de la personne condamnée. À cet effet, elles peuvent, avant toute décision, solliciter des observations de la victime pour apprécier la nécessité de mettre en place des mesures de protection. En tenant compte, notamment, des besoins exprimés par la victime, le juge de l'application des peines a la possibilité d'assortir toute décision de libération anticipée d'une interdiction de contact avec cette dernière ou, plus largement, d'une interdiction de contact avec les mineurs, d'une interdiction de paraître dans certains lieux, lesquels peuvent être les lieux accueillant habituellement les mineurs, et une interdiction d'exercer une activité impliquant un contact habituel avec des mineurs. Lorsque la libération intervient en fin d'exécution de peine, le condamné peut encore être soumis à des mesures de contrôle ou de sûreté protectrices des victimes, si sa dangerosité apparaît persistante. Ainsi, les juridictions de l'application des peines peuvent lui imposer une interdiction d'entrer en contact avec la victime ou avec les mineurs, durant le temps correspondant aux réductions de peine dont il a bénéficié, avec possibilité d'être réincarcéré en cas de violation de celle-ci, dans le cadre d'un suivi post-peine (article 721-2 du code de procédure pénale) ou d'une surveillance judiciaire (article 723-29 du même code). En cas de risque avéré de récidive et de particulière dangerosité, et à la fin de l'exécution d'une



surveillance judiciaire ou d'une peine de suivi socio-judiciaire, les mesures de contrôle peuvent être prolongée, pour les cas les plus graves, dans le cadre d'une surveillance de sûreté pendant une durée de deux ans renouvelable pour les personnes condamnées à une peine d'au moins quinze ans de réclusion criminelle pour un des crimes visés par cet article, tel que par exemple le viol lorsqu'il est commis sur une victime mineure ; et d'une rétention de sûreté pendant une durée d'un an renouvelable, pour les mêmes profils, qui permet le placement du condamné dans un centre socio-médico-judiciaire de sûreté, dans lequel lui est proposée une prise en charge médicale, sociale et psychologique (article 706-53-13 du même code). Les services du ministère de la justice sont chargés de réfléchir plus avant sur les dispositifs à déployer afin d'assurer le meilleur suivi des victimes, notamment en cas de libération d'un agresseur.

*Suspension des droits de visite et d'hébergement du parent soupçonné de viol ou d'agression sexuelle incestueuse dès le début de l'information judiciaire*

**5613.** – 10 juillet 2025. – **M. Michel Savin** attire l'attention de **M. le ministre d'État, garde des sceaux, ministre de la justice** sur l'opportunité de suspendre les droits de visite et d'hébergement d'un parent soupçonné de viol ou d'agression sexuelle sur son enfant dès le début d'une information judiciaire, plutôt qu'au seul moment de la mise en examen du parent soupçonné, afin de protéger au plus tôt les enfants victimes. La loi n° 2024-233 du 18 mars 2024 visant à mieux protéger et accompagner les enfants victimes et covictimes de violences intrafamiliales a modifié l'article 378-2 du code civil afin de rendre automatique la suspension de plein droit de « l'exercice de l'autorité parentale et [des] droits de visite et d'hébergement du parent poursuivi par le ministère public ou mis en examen par le juge d'instruction » pour une agression sexuelle incestueuse ou pour un crime commis sur la personne de son enfant « jusqu'à la décision du juge aux affaires familiales, le cas échéant saisi par le parent poursuivi, jusqu'à la décision de non-lieu du juge d'instruction ou jusqu'à la décision de la juridiction pénale ». Si cette évolution représente une avancée forte pour la protection des enfants victimes d'inceste, elle ne couvre cependant pas les situations où l'information judiciaire vient de débiter et où le parent soupçonné d'agression sexuelle incestueuse n'a pas encore été mis en examen. Étant donné la longueur des procédures d'instruction, il peut donc arriver en l'état du droit, qu'un parent accusant son conjoint de viol sur leur enfant commun, soit déclaré coupable du délit de non-présentation d'enfant par un juge aux affaires familiales, alors que le parent accusé sera officiellement mis en examen quelques semaines après. Aussi, il voudrait savoir comment le Gouvernement compte accélérer l'instruction des affaires portant sur des soupçons de viol ou d'agression sexuelle sur des mineurs au vu des risques pour la sécurité des enfants. Il voudrait également savoir si le Gouvernement compte proposer une modification législative visant à ce que le juge aux affaires familiales puisse examiner dès le début de l'information judiciaire si le niveau de preuves apporté est suffisamment préoccupant pour que les droits de visite et d'hébergement du parent accusé soient suspendus sans attendre une mise en examen formelle. Une autre possibilité serait que le tribunal correctionnel, saisi d'une plainte pour non-représentation d'enfant (que ce soit par citation directe du parent privé de son enfant ou par le parquet) sursoit automatiquement à statuer tant que l'instruction judiciaire est en cours et qu'une décision définitive n'a pas été rendue.

*Réponse.* – Les violences faites aux enfants, soit parce qu'elles entrent dans le champ des violences intrafamiliales, soit parce qu'elles sont constitutives d'une atteinte grave aux personnes, font l'objet d'une attention particulière des parquets, encouragés en ce sens par les instructions de politique pénale générales adressées par le garde des Sceaux notamment dans la circulaire du 28 mars 2023 relative à la politique pénale en matière de lutte contre les violences faites aux mineurs. Cette circulaire insiste notamment sur la nécessité de veiller au traitement en priorité des procédures relatives aux violences faites sur mineur. En effet, les stocks de procédures dans les commissariats et les gendarmeries ne cessent de croître et les services peuvent accumuler sans jamais réussir à traiter les dossiers. La circulaire invite donc les services d'enquêtes et les services judiciaires à s'assurer du traitement diligent de ces procédures. Par ailleurs, le décret du 23 novembre 2021 tendant à renforcer l'effectivité des droits des personnes victimes d'infractions commises au sein du couple ou de la famille a également créé un article D.47-11-3 au sein du code de procédure pénale. Désormais, lorsqu'un parent mis en cause pour non-représentation d'enfant allègue que les faits qui lui sont reprochés sont justifiés par des violences ou toutes autres infractions relevant de l'article 706-47 commises sur le mineur par la personne qui a le droit de le réclamer, le procureur de la République doit faire vérifier ces allégations avant toute poursuite pour non-représentation d'enfant. L'article précise également qu'en cas de citation directe exercée par la victime, il veille à ce que le tribunal correctionnel puisse disposer des éléments lui permettant d'apprécier la réalité de ces violences et l'application éventuelle de l'article 122-7 du code pénal relatif à l'état de nécessité. Ainsi, les procureurs de la République à l'issue de l'enquête diligentée des chefs de violences sur mineurs ou de toute autre infraction prévue par l'article 706-47 du code de procédure pénale



appréciant si les circonstances de l'espèce permettent de caractériser ou non l'infraction dénoncée et si les éléments de la procédure établissent ou non la non-représentation d'enfant. Concernant le juge aux affaires familiales, ce dernier peut retirer les droits de visite et d'hébergement d'un parent en cas de motifs graves (article 373-2-1 du code civil), et ce sans attendre la mise en examen du parent, permettant ainsi de protéger l'enfant le plus rapidement possible, étant rappelé que le procureur de la République peut directement saisir le juge pour solliciter un tel retrait (article 373-2-8 du code civil). La protection des mineurs constitue une priorité d'action du ministère de la Justice. Le garde des Sceaux a chargé un groupe de travail d'élaborer un projet d'ordonnance de sûreté de l'enfant afin de protéger sans délai un enfant face à un parent agresseur.

*Nécessité de protéger les mairies contre les escroqueries numériques reposant sur des technologies de type deepfake*

**6427.** – 23 octobre 2025. – **Mme Christine Herzog** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur la nécessité urgente de protéger les mairies contre les escroqueries numériques reposant sur des technologies de type deepfake, facilitant l'usurpation de titres d'élus et de cadres territoriaux. Ces procédés permettent de reproduire artificiellement la voix ou l'image d'un maire ou d'un directeur général des services afin d'exiger, sous couvert d'urgence, un ordre de virement ou une opération financière, constituant ainsi une escroquerie particulièrement sophistiquée. Plusieurs collectivités ont signalé des tentatives de fraude imitant la voix d'un élu pour ordonner des transferts de fonds, rendant les services municipaux démunis face à cette nouvelle forme d'usurpation numérique. Les petites communes, en particulier, ne disposent ni des outils de détection nécessaires ni de protocoles sécurisés de vérification des communications internes. Elle souhaite donc savoir quels outils législatifs sont prévus afin de protéger les communes contre ce type d'escroquerie numérique. – **Question transmise à M. le garde des sceaux, ministre de la justice.**

*Réponse.* – Le Gouvernement est particulièrement attentif à l'usage de l'intelligence artificielle à des fins infractionnelles, et aux préjudices pouvant être subis ou accentués à la suite d'un tel usage. Afin de disposer d'une législation plus adaptée à ces nouveaux modes opératoires, l'article 15 de la Loi n° 2024-449 « Sécuriser et réguler l'espace numérique » (loi SREN) du 21 mai 2024 a élargi le champ d'application du délit prévu à l'article 226-8 du code pénal, qui réprime désormais le fait de porter à la connaissance du public ou d'un tiers un montage réalisé avec les paroles ou l'image d'une personne sans son consentement, notamment lorsque le contenu visuel ou sonore porté à la connaissance du public ou d'un tiers sans le consentement de l'intéressé a été généré par un traitement algorithmique, lorsqu'il n'apparaît pas de manière évidente qu'il s'agit d'un contenu généré algorithmiquement ou s'il n'en est pas expressément fait mention. Une nouvelle circonstance aggravante, applicable aux délits prévus par cet article, porte les peines à deux ans d'emprisonnement et à 45 000 euros d'amende lorsque ces délits ont été réalisés en utilisant un service de communication au public en ligne. En visant des modes opératoires dépassant la seule publication, ainsi que des contenus ne constituant pas de simples montages, cet article 226-8 du code pénal constitue désormais une base légale pouvant être mobilisée dans la poursuite d'individus ayant utilisé des hypertrucages (« deepfakes ») pour commettre des escroqueries en usurpation de la qualité d'élus ou de cadre territorial, et en aggrave les peines en cas d'utilisation d'un service de communication au public en ligne à ces fins. À cet article s'ajoutent également les articles 313-1 et suivants du code pénal, qui disposent que l'escroquerie est punie d'une peine de 5 ans d'emprisonnement et de 375 000 euros d'amende. Les peines sont portées à dix ans d'emprisonnement et à 1 000 000 euros d'amende lorsque l'escroquerie est commise en bande organisée. La combinaison de ces articles a ainsi vocation à lutter de manière plus ciblée et plus efficace contre l'utilisation d'hypertrucages dans le cadre d'escroqueries commises au préjudice des citoyens et des collectivités.

*Situations de maltraitance, négligence et abus de confiance des personnes vulnérables dans le cadre de l'habilitation familiale*

**6461.** – 30 octobre 2025. – **Mme Anne Souyris** attire l'attention de **M. le garde des sceaux, ministre de la justice** sur les situations de maltraitance, négligence et abus de confiance auxquelles les personnes vulnérables peuvent faire face dans le cadre de l'habilitation familiale. Introduite en 2016, l'habilitation familiale a connu une croissance fulgurante et s'est révélée pertinente dans la majorité des cas. En effet, elle permet à un proche d'assister, de représenter ou de passer des actes au nom d'une personne vulnérable. Cependant, elle constitue un risque pour les individus qui, au sein de leur propre famille, sont à risque de maltraitance, de négligence ou d'abus de confiance. En effet, l'habilitation familiale a une durée établie de dix ans sans aucun contrôle et 98 % d'entre elles autorisent la totalité des actes sans consulter le juge. Ainsi, la demande effectuée par les proches peut aller à

l'encontre de la volonté de la personne à protéger dans le cas où elle ne serait plus en mesure de s'y opposer au moment où elle est formulée. Alors qu'environ 40 000 nouvelles mesures sont ouvertes chaque année, la question de la protection des personnes vulnérables dans le cadre de l'habilitation familiale est cruciale. Afin d'accompagner son évolution vers de meilleures modalités de protection, une modification des outils doit être entamée. Il serait donc souhaitable, par l'adjonction d'un alinéa à l'actuel article 494-1 du code civil, de permettre à toute personne majeure anticipant une éventuelle perte d'autonomie de faire connaître, soit par un acte notarié, soit par un acte d'avocat, son adhésion ou son opposition à ce qu'une mesure d'habilitation familiale soit ordonnée à son égard, ainsi que, le cas échéant, son opposition au choix de la personne habilitée. Ainsi, le juge pourrait retrouver ces déclarations publiées au registre spécial prévu par le code civil dans le cadre du mandat de protection future. Par conséquent, elle lui demande quelles mesures il entend mettre en place afin de pallier cette faille législative.

*Réponse.* – L'objectif de l'habilitation familiale, créée en 2015, est de mieux tenir compte de la place des familles dans la gestion des mesures de leurs proches, en allégeant les obligations de la personne en charge de la mesure de protection lorsqu'il existe un consensus familial, à la fois sur le principe de la mesure et sur le choix de la personne désignée pour l'exercer. L'habilitation familiale est ordonnée dans des situations familiales simples, le plus souvent à faibles enjeux patrimoniaux et à faibles risques de dissension familiale. Afin de protéger au mieux les intérêts des adultes vulnérables, l'ouverture d'une habilitation familiale est entourée de garanties : audition de la personne concernée (sauf avis médical contraire), vérification de l'adhésion ou de l'absence d'opposition légitime des proches, et vérification que l'habilitation familiale est conforme aux intérêts patrimoniaux et personnels de l'intéressé (articles 494-1 et suivants du code civil). Une fois la mesure ordonnée, le juge des tutelles et le procureur de la République exercent une surveillance générale de toutes les mesures de protection exercées dans leur ressort, y compris sur les habilitations familiales. Ils peuvent à ce titre rendre visite aux personnes protégées, et les personnes habilitées sont tenues de répondre à toute demande d'information qui pourrait leur être adressée (article 416 du code civil). Enfin, le juge des tutelles peut être saisi par tout intéressé ou par le procureur de la République lorsque des difficultés surviennent dans l'exercice de la mesure, par exemple si la mesure n'est pas exercée dans l'intérêt de la personne protégée. Il peut alors, à tout moment, mettre fin à l'habilitation familiale (article 494-10 du code civil). En tout état de cause, une personne disposant de toutes ses facultés peut conclure un mandat de protection future, ce qui évitera qu'une mesure d'habilitation familiale soit décidée. Cette mesure, créée par la loi du 5 mars 2007, permet de désigner à l'avance une ou plusieurs personnes pour la représenter le jour où elle ne sera plus en capacité de gérer ses intérêts (article 477 du code civil). Toute personne peut également, par acte notarié, désigner à l'avance la personne qu'elle souhaite voir désigner comme tuteur ou curateur. Cette désignation s'impose au juge sauf si la personne désignée refuse la mission ou est dans l'impossibilité de l'exercer, ou si cette désignation est contraire à l'intérêt de la personne protégée (articles 448 du code civil et 1255 du code de procédure civile). En l'état du droit, rien n'empêche la personne de préciser, dans cet acte notarié, qu'elle ne souhaite pas qu'une habilitation familiale soit ordonnée. Le droit positif permet donc déjà d'atteindre les objectifs recherchés.

6232

## TRANSITION ÉCOLOGIQUE

### *Prise en charge des pièces automobiles usagées*

**4913.** – 29 mai 2025. – **M. Olivier Henno** attire l'attention de **Mme la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche** sur les difficultés rencontrées par les collectivités territoriales dans la prise en charge des pièces automobiles usagées. En l'absence de filière clairement réglementée, la plupart des déchèteries, y compris celles gérées par des syndicats comme le Syndicat inter-arrondissement pour la valorisation et l'élimination des déchets (SIAVED), sont contraintes de refuser ces déchets, composés de matériaux complexes et souvent classés comme dangereux. Seuls quelques éléments, tels que les pneumatiques, les batteries et les huiles usagées, bénéficient d'un traitement organisé au sein de filières REP (responsabilité élargie du producteur). Cette situation entraîne une forte recrudescence des dépôts sauvages de pièces automobiles dans l'espace public, au détriment de l'environnement et des finances des collectivités locales, qui doivent en assurer l'enlèvement à leurs frais. Dans ce contexte, de nombreuses collectivités se trouvent dépourvues de moyens réglementaires et logistiques pour faire face à la pression croissante des usagers, des communes et des services techniques. Aussi, il lui demande si le Gouvernement entend accompagner ces collectivités sur les plans technique, réglementaire et financier afin de leur permettre d'organiser temporairement la collecte et la gestion des pièces automobiles usagées, dans l'attente d'une structuration de la filière. Il lui demande également si une expérimentation encadrée pourrait être envisagée, sur la base de territoires volontaires, afin de tester des solutions

locales de collecte, en lien avec les centres de gestion des véhicules hors d'usage (centres VHU), les distributeurs, les garagistes et les opérateurs du traitement des déchets. – **Question transmise à M. le ministre délégué auprès de la ministre de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature, chargé de la transition écologique.**

*Réponse.* – La collecte des pièces détachées des véhicules est encadrée par le droit de l'Union européenne, et sa transposition dans le droit français. L'article R. 543-156-1 du code de l'environnement, qui transpose l'article 5 de la directive du 18 septembre 2020 relative aux véhicules hors d'usage, prévoit la possibilité pour les opérateurs concernés (producteurs de véhicules, équipementiers, assureurs, centres de véhicules hors d'usage, professionnels de la réparation et d'entretien automobiles) de mettre en place un système de collecte des déchets de pièces issus des opérations de réparation ou d'entretien de ces véhicules. Il apparaît que ces opérateurs n'ont pas mis en place jusqu'à présent un dispositif de collecte organisé au niveau national. Des initiatives locales restent toutefois possibles. Il n'existe pas à ce jour de registre national sur la récupération des pièces automobiles auprès des garagistes. Les acteurs, éco-organisme et systèmes individuels, qui ont été agréés dans le cadre de la filière à responsabilité élargie des producteurs (REP) des véhicules n'ont pas proposé de dispositif de ce type dans le cadre de leurs dossiers d'agrément. Leurs obligations de REP se limitent aux véhicules hors d'usage et non aux pièces. Le projet de règlement européen sur les exigences de circularité applicables à la conception des véhicules et au traitement des véhicules hors d'usage, en cours de négociation au niveau européen, prévoit dans sa dernière version que les producteurs devront assurer "la collecte des pièces détachées usagées provenant des réparations des véhicules". Il apparaît donc que les obligations des producteurs seront renforcées dans le cadre de la future législation européenne. La mise en place d'un système obligatoire de collecte de ces pièces par les producteurs pourrait donc être étudiée dans le cadre de la transposition dans le droit interne du règlement, envisagée à ce stade pour l'année 2026.

### *Lutte contre les dépôts sauvages*

**5066.** – 12 juin 2025. – **M. Hugues Saury** attire l'attention de **Mme la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche** sur la problématique des dépôts sauvages. Ces actes illégaux consistent à abandonner des déchets dans des endroits non autorisés. Aujourd'hui, ce phénomène touche aussi bien les zones urbaines que rurales. Ces déchets deviennent une source importante de pollution des sols, des rivières et des nappes phréatiques. Ils peuvent également obstruer les réseaux d'assainissement et provoquer des inondations en cas de fortes pluies. Selon une étude de l'Agence de la transition écologique (ADEME) parue en 2019, il n'existe pas, à l'échelle nationale, de chiffres permettant de quantifier les dépôts sauvages. Seules 4% des collectivités disposent de données mesurées et déclarent que le ratio moyen par habitant serait de 21,4 kg par an. Ce constat met en lumière la nécessité d'un meilleur recensement pour appréhender l'ampleur du phénomène. De plus, la même étude indique que 25% des dépôts sauvages seraient liés à l'absence de sanctions. En outre, 20% d'entre eux proviendraient du refus de certains usagers de payer pour l'accès aux services de traitement des déchets, tels que les déchetteries. Des actions ciblées, notamment le renforcement de l'application des sanctions, pourraient dissuader ces formes d'incivilités. L'ADEME estime que le coût moyen engendré par les dépôts sauvages pour une collectivité s'élevait à 59 000 euros en 2019. Ce coût non-négligeable appelle à une mobilisation des autorités compétentes. Dans ce contexte préoccupant, il apparaît urgent de renforcer les dispositifs de lutte contre les dépôts sauvages. Il souhaite ainsi connaître les actions et moyens que le Gouvernement envisage de mettre en oeuvre pour améliorer le recensement de ces dépôts et renforcer les sanctions associées. Il s'interroge également sur les dispositifs spécifiques prévus pour sensibiliser les citoyens à cet enjeu. – **Question transmise à M. le ministre délégué auprès de la ministre de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature, chargé de la transition écologique.**

*Réponse.* – La lutte contre les dépôts sauvages et les abandons de déchets est un des sujets auxquels la loi anti-gaspillage du 10 février 2020 a entendu apporter de nouveaux moyens d'action qui démontrent le souci qu'a le Gouvernement de voir cette délinquance combattue et de ne pas laisser le coût de la résorption des dépôts ou du nettoyage de l'espace public à la seule charge des collectivités. La loi du 10 février 2020 a ainsi considérablement amélioré les outils juridiques existants permettant aux maires de réprimer plus efficacement les auteurs de dépôts sauvages. Parmi ces outils, la possibilité de transférer au président du groupement de collectivité ou de l'établissement public de coopération communale compétent en matière de collecte des déchets des prérogatives que détiennent les maires en application de l'article L541-3 du code de l'environnement, améliore la situation pour les maires de petites communes qui ne disposent pas des moyens nécessaires pour faire face à de tels

comportements. Les moyens de contrôle des collectivités territoriales sont aussi renforcés par la possibilité d'habiller de nouveaux agents publics, comme par exemple certains agents des collectivités territoriales, à constater les infractions relatives aux déchets prévues par le code pénal. La loi n° 2019-773 du 24 juillet 2019 avait auparavant modifié l'article L251-12 du code de la sécurité intérieure et permet désormais l'utilisation des enregistrements d'un dispositif de vidéo-protection pour assurer la prévention de l'abandon d'ordures, de déchets, de matériaux ou d'autres objets. Les sanctions elles-mêmes ont été renforcées. Le maire a désormais la possibilité de prononcer une amende administrative de 15 000 euros maximum sans mise en demeure préalable du responsable du dépôt en application de l'article L541-3 du code de l'environnement, et d'infliger une amende forfaitaire délictuelle de 1 500 euros en application de l'article L541-46 du même code, ce qui lui confère un pouvoir coercitif plus affirmé. La loi a également mis à la charge de certaines filières dites à responsabilité élargie des producteurs, le financement des coûts de ramassage et de traitement des déchets relevant de ces filières, abandonnés, déposés ou gérés contrairement aux prescriptions du code de l'environnement. Un décret du Gouvernement précise les conditions d'application de cette disposition. Enfin, la loi anti-gaspillage a accru les pouvoirs des collectivités, en renforçant les moyens mis à leur disposition ou les sanctions applicables aux auteurs de dépôts illégaux ou d'abandons de déchets. La mise en oeuvre de ces moyens devrait permettre aux collectivités de lutter plus efficacement contre la prolifération des dépôts sauvages et les abandons de déchets par leurs administrés dans l'espace public.

*Suivi de la bonne application de la mise aux repos des animaux non domestiques transférés dans des établissements étrangers*

**5401.** – 3 juillet 2025. – **M. Arnaud Bazin** attire l'attention de **Mme la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche** sur les limites du décret n° 2025-396 du 30 avril 2025 relatif à l'accompagnement financier des établissements itinérants de présentation au public d'animaux d'espèces non domestiques, pris en application des dispositions, de la loi n° 2021-1539 du 30 novembre 2021, visant à mettre fin progressivement à l'exploitation des animaux sauvages dans les spectacles itinérants. Ce décret marque une avancée attendue, notamment en instaurant des mesures d'accompagnement, dont la mesure 3 : « Aide à la mise au repos des animaux non domestiques ». Celle-ci prévoit une enveloppe maximale de 200 000 euros par établissement pour le transfert définitif des animaux vers des structures d'accueil fixes. Ces structures incluent les refuges tels que définis à l'article L. 413-1-1 du code de l'environnement, les établissements zoologiques fixes et permanents mentionnés à l'article L. 413-3 du même code, ainsi que des établissements étrangers équivalents. Cependant, la rédaction actuelle du décret soulève certaines interrogations quant à la sécurité juridique et éthique entourant le devenir des animaux transférés à l'étranger. En effet, certains établissements zoologiques étrangers pouvant accueillir ces animaux - notamment en Allemagne - entretiennent des liens directs ou indirects avec des structures circassiennes itinérantes, toujours autorisées dans leur pays. Il existe donc un risque que des animaux issus de cirques français soient réutilisés à des fins de spectacle, à l'étranger, en contradiction avec l'esprit de la loi française. Il souhaiterait donc savoir si le Gouvernement envisage d'introduire des précisions réglementaires afin de s'assurer que les animaux transférés à l'étranger ne puissent être exploités dans des spectacles itinérants, même hors du territoire national. Il souhaiterait également savoir quels mécanismes de suivi et de contrôle des transferts à l'étranger sont prévus pour garantir une réelle mise au repos des animaux concernés. – **Question transmise à M. le ministre délégué auprès de la ministre de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature, chargé de la transition écologique.**

*Réponse.* – Le Gouvernement accorde une attention toute particulière au bien-être animal dans la mise en oeuvre de la loi n° 2021-1539 du 30 novembre 2021, destinée à lutter contre la maltraitance animale et à renforcer le lien précieux qui unit les animaux et les humains. Dans cet esprit, le décret n° 2025-396 du 30 avril 2025 relatif à l'accompagnement financier des établissements itinérants présentant au public des espèces non domestiques prévoit la création de cinq dispositifs d'aide. Ces mesures visent à soutenir la reconversion des professionnels concernés tout en garantissant les meilleures conditions de vie pour les animaux. Parmi ces dispositifs, la mesure 3 offre un soutien financier aux établissements qui choisissent de mettre leurs animaux au repos en les confiant à un refuge ou à un établissement zoologique fixe. La possibilité de placer les animaux dans des structures situées à l'étranger a également été ouverte, afin de permettre, lorsque cela est pertinent, une prise en charge encore mieux adaptée à leurs besoins. Pour bénéficier de cette mesure, chaque placement doit faire l'objet d'un contrôle par les directions départementales chargées de la protection des populations. Lorsque l'animal est accueilli dans une structure située en France, ce contrôle prend la forme d'une visite permettant de vérifier sa présence effective et ses



conditions d'accueil. En cas de placement à l'étranger, les autorités départementales doivent obtenir, avant tout versement de l'aide, la confirmation officielle des autorités compétentes du pays d'accueil, attestant que le placement respecte bien la réglementation locale.

*Inquiétudes des acteurs de l'économie sociale et solidaire face à la réforme prévoyant l'incinération de plus de 50 % des textiles usagés collectés*

**5855.** – 31 juillet 2025. – **Mme Nicole Bonnefoy** attire l'attention de **Mme la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche** sur les conséquences environnementales, économiques et sociales qu'entraînerait la réforme envisagée de la filière de gestion des textiles usagés, prévoyant l'incinération de plus de 50 % des textiles collectés. En effet, alors que l'industrie textile est l'une des plus polluantes au monde, notamment en termes d'émissions de gaz à effet de serre, il serait particulièrement préoccupant que la France renonce à sa politique ambitieuse de réemploi et de recyclage des textiles. Aujourd'hui, grâce à l'engagement du secteur de l'économie sociale et solidaire (ESS), plus d'un textile sur deux est réutilisé, et seuls 9 % sont incinérés. Ce modèle vertueux permet non seulement de réduire l'empreinte environnementale de la filière, mais aussi de créer des milliers d'emplois non délocalisables, en particulier pour des personnes éloignées de l'emploi. Cette réforme marquerait un recul significatif, en fragilisant une filière structurée autour de valeurs de solidarité, d'inclusion sociale et de lutte contre le gaspillage. Elle risquerait par ailleurs de porter un coup sévère aux associations oeuvrant pour l'accès à l'habillement des plus précaires, alors même que la crise du pouvoir d'achat frappe durement de nombreux foyers. Dans un contexte d'urgence climatique, où chaque tonne de dioxyde de carbone évitable compte, et alors que la loi relative à la « fast fashion » constitue un premier pas salué, il semble essentiel de ne pas fragiliser les dynamiques déjà en place, mais au contraire de renforcer le soutien à une filière textile circulaire, durable et inclusive. Aussi, elle lui demande si elle compte renoncer à ce projet et ouvrir une concertation avec les acteurs de l'économie sociale et solidaire afin de co-construire une réforme ambitieuse et cohérente avec les objectifs de transition écologique et de justice sociale. – **Question transmise à M. le ministre délégué auprès de la ministre de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature, chargé de la transition écologique.**

6235

*Réponse.* – La filière de responsabilité élargie des producteurs de textiles, linge de maison, chaussures (TLC) se heurte aujourd'hui à des difficultés conjoncturelles, liées à l'arrivée massive de textiles neufs à bas coût en France et dans le reste du monde. En effet, le développement très rapide de l'ultra fast fashion a conduit à la nécessité d'augmenter les ressources pour assurer la collecte des déchets de textiles (+ 40 % depuis 15 ans au niveau mondial) et à la réduction des débouchés à l'export. Alors que les articles textiles se prêtent au remploi, au recyclage et à la valorisation de leurs matières, seul un tiers d'entre eux sont aujourd'hui collectés, le reste de ces articles terminant leur vie dans les poubelles. Sur le tiers des articles collectés, seuls 30 % sont recyclés, majoritairement hors d'Europe, et une proportion encore plus faible est réemployée en France. Face à ces difficultés structurelles et durables, il est apparu nécessaire de réformer en profondeur la filière selon un nouveau modèle en s'appuyant sur les acteurs de l'économie sociale et solidaire, qui y tiennent toujours une place importante et en investissant massivement dans la collecte, le tri, le réemploi et le recyclage de la matière. La concertation sur cette réforme a débuté fin juin et se poursuit aujourd'hui avec l'ensemble des acteurs concernés. La proposition d'une incinération contrôlée d'une partie des textiles non valorisables n'a pas pour but de remettre en cause les fondamentaux du réemploi ou du recyclage. Elle s'inscrit plutôt dans le cadre d'une phase transitoire de saturation des débouchés à l'export et de création progressive d'une filière viable de recyclage. Elle doit également être mise en perspective avec les autres dispositions portées dans le cadre de cette réforme, et notamment l'augmentation des quantités collectées d'une part, et des quantités réemployées en France d'autre part.

*Conséquences de l'interdiction de pâturage des troupeaux caprins dans les forêts domaniales*

**6381.** – 23 octobre 2025. – **Mme Dominique Estrosi Sassone** appelle l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la souveraineté alimentaire** sur le caractère anachronique et particulièrement perturbant pour l'activité pastorale de l'interdiction de pâturage pour les troupeaux de chèvres dans les forêts domaniales. Cette interdiction, qui date d'un arrêté du Conseil d'Etat de 1985 pris à l'époque au regard du danger que représentaient ces animaux pour la régénérescence de la forêt, est toujours en vigueur et figure à l'article L. 241-14 du code forestier, lequel prévoit qu'il est « défendu au titulaire d'un droit d'usage, quelles qu'aient été les modalités antérieures d'exercice de ce droit, et sous réserve de l'application du dernier alinéa, de conduire ou de faire conduire des chèvres ou moutons dans les bois et forêts de l'État ». Cette



prohibition, qui entrave l'activité de certains éleveurs, apparaît d'autant moins acceptable que le pacage des brebis et moutons peut quant à lui être autorisé dans certaines localités par une décision spéciale de l'autorité administrative compétente. Au regard de cette inégalité de traitement, elle appelle le Gouvernement à envisager une modification du code forestier soit en élargissant le régime dérogatoire aux chèvres, laissant aux préfets le soin de décider sur proposition de l'office national des forêts dans quels territoires une telle exception peut être autorisée, soit en supprimant intégralement la mention des chèvres de cet article. Elle souhaite connaître les intentions du Gouvernement en la matière. – **Question transmise à M. le ministre délégué auprès de la ministre de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature, chargé de la transition écologique.**

*Réponse.* – L'impact négatif du pâturage caprin sur les régénérations forestières et les jeunes peuplements est avéré et a de ce fait toujours été très encadré dans le code forestier concernant les forêts publiques. Au droit d'usage a succédé le régime de concessions de pâturage dans les bois et forêts de l'État défini dans les articles L. 213-24 et suivant du code forestier. Celui-ci exclu lui aussi le pâturage caprin pour les mêmes raisons. Dans le contexte actuel de changement climatique, la régénération des forêts constitue un enjeu majeur et les articles L. 241-1 à L. 241-19 du code forestier (qui traitent des droits d'usage dans les bois et forêts de l'État et de leurs cantonnements) que les articles L. 241-1 et suivants (qui traitent des concessions de pâturage) et qui interdisent explicitement le pâturage des chèvres n'ont pas à être remis en cause. Par exception, dans le cas spécifique de la défense des forêts contre les incendies (DFCI), le pâturage caprin peut être autorisé pour limiter la biomasse végétale afin de favoriser l'entretien des coupures de combustibles et des bandes débroussaillées. Ainsi, au titre du 3ème alinéa de l'article L. 133-10 du code forestier une concession de pâturage peut, avec l'accord de l'autorité administrative compétente de l'État et sous réserve du respect d'un cahier des charges, autoriser le pâturage d'autres espèces animales que celles mentionnées dans les articles relatifs aux concessions, ce qui permet d'autoriser le pâturage par les caprins. Cette ouverture reste limitée aux massifs classés au titre du risque incendie dans les départements réputés particulièrement exposés aux risques d'incendie de forêt du L. 133-1 du code forestier, soit 25 départements actuellement.

## TRANSITION ÉCOLOGIQUE, BIODIVERSITÉ ET NÉGOCIATIONS INTERNATIONALES SUR LE CLIMAT ET LA NATURE

### *Financement des travaux de mise en conformité des systèmes d'assainissement non collectif*

**514.** – 3 octobre 2024. – **M. Franck Montaugé** attire l'attention de **Mme la ministre de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques** sur le financement des travaux de mise en conformité des installations d'assainissement non collectif (ANC). Les eaux usées des habitations nécessitent d'être traitées, évacuées puis restituées dans le milieu naturel tout en préservant la santé publique et l'environnement. En milieu rural, du fait de la dispersion de l'habitat, la plupart des logements ne peuvent pas être reliés au réseau public et les propriétaires doivent opter pour l'installation d'un système d'assainissement non collectif. Ils sont ensuite soumis à la redevance de l'ANC. En France, 15 à 20 % de la population est concernée par l'assainissement non collectif qui constitue une solution technique adaptée en milieu rural mais dont les coûts d'installation, d'entretien et de mise en conformité restent très élevés, a fortiori pour des consommateurs dont les revenus sont souvent très modestes. Les propriétaires de ces systèmes d'assainissement ont pu prétendre à des aides financières de la part des agences de l'eau. Toutefois, en raison des actions prioritaires que chaque agence mène dans le cadre de son programme d'intervention pour la période 2019-2024, les travaux relatifs à l'assainissement non collectif ne sont pas toujours subventionnés. La mise en place du mécanisme dit du « plafond mordant » a limité la capacité d'aide des agences. L'eau fait partie du patrimoine commun de la nation, sa protection, sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable, dans le respect des équilibres naturels, sont d'intérêt général et méritent une politique incitative pour mettre en conformité les équipements d'assainissement non collectif. Aussi, en considération de cette situation qui place les collectivités compétentes dans l'incapacité de faire face aux besoins de financement des ANC, il lui demande si le Gouvernement envisage la suppression du « plafond mordant » des agences de l'eau ou toutes autres mesures qui permettraient d'aider les consommateurs les plus précaires à financer les travaux relatifs à leurs systèmes d'assainissement non collectif.

*Réponse.* – Le Gouvernement est pleinement conscient des difficultés que peuvent rencontrer les ménages en zone rurale face aux coûts de mise en conformité de leurs installations d'assainissement non collectif. Les agences de l'eau jouent un rôle essentiel pour accompagner les collectivités et soutenir les investissements dans ce domaine. La

loi de finances pour 2018 a instauré ce plafond à 2,105 Mdeuros par an. Celui-ci a toutefois été ajusté à plusieurs reprises et s'élève aujourd'hui à 2,347 Mdeuros, en hausse de 150 Meuros au titre du Plan Eau annoncé le 30 mars 2023. Au cours du 11ème programme, les moyens d'intervention des agences ont par ailleurs été renforcés : +200 Meuros en 2022 et 2023 dans le cadre du plan de résilience, puis +410 Meuros en 2024 dans le cadre du Plan Eau. À ces efforts s'ajoutent un premier relèvement du plafond de 150 Meuros en 2024, la fin des primes épuratoires en 2025 (+150 Meuros), puis un nouveau relèvement de 175 Meuros prévu en 2026. Au total, ce sont ainsi 475 Meuros supplémentaires qui viendront abonder les moyens d'intervention des agences de l'eau d'ici 2026, afin de soutenir les investissements des collectivités en matière d'eau potable et d'assainissement. Le relèvement cumulé du plafond de redevances, associé à l'augmentation du niveau d'engagements des agences leur permet de maintenir un niveau d'intervention élevé au service des collectivités, tout en respectant le principe fondamental selon lequel « l'eau paie l'eau ». S'agissant plus spécifiquement de l'assainissement non collectif, la lettre de cadrage ministériel du 17 mai 2023 relative au 12ème programme d'intervention des agences de l'eau prévoit la possibilité de maintenir un accompagnement financier, dans un cadre de contractualisation avec les collectivités. Ce soutien peut être mobilisé lorsque l'assainissement non collectif constitue la solution la plus adaptée pour une commune rurale, ou encore lorsqu'il répond à un enjeu sanitaire, environnemental ou social majeur (tête de bassin versant, zone de baignade, périmètre de captage d'eau potable).

### *Entretien des cours d'eau*

**1842.** – 17 octobre 2024. – **M. Jean-Yves Roux** attire l'attention de **Mme la ministre de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques** sur les recommandations du rapport sénatorial : Le défi de l'adaptation des territoires face aux inondations : simplifier l'action, renforcer la solidarité concernant l'entretien des cours d'eau. Reposant en principe sur des actions distinctes, la protection, la restauration et la gestion des cours d'eau, participent pleinement d'une action efficace en faveur des de la prévention des inondations. La mise en oeuvre de l'objectif de « bon état des eaux de surface », telle que définie par la directive cadre sur l'eau de 2000 s'avère de l'avis des experts auditionnés intéressante pour mieux gérer des crues de faible ampleur. Dans la perspective d'effets futurs du changement climatique, l'agence de l'eau Rhin-Meuse propose ainsi de développer des programmes d'ampleur et d'ambitions plus importants, tandis que l'agence de l'eau Seine-Normandie indique déjà que le volume de travaux à réaliser, suite aux inondations exceptionnelles de 2023-2024 reste considérable. Jean-Yves Roux mentionne que le rapport parlementaire souligne la nécessité de diffuser des bonnes pratiques et de renforcer l'appui technique aux élus concernés pour cet entretien ou le cas échéant, la restauration de ces cours d'eau. Le rapport identifie en effet une appropriation difficile et imparfaite des règles encadrant la gestion des cours d'eau, celles-ci s'avérant complexe pour appréhender clairement le bon entretien des cours d'eau ainsi que seuil d'autorisations préalables nécessaires. Le Sénateur des Alpes de Haute-Provence rappelle que le rapport propose ainsi une clarification juridique applicables aux interventions dans les cours d'eau ainsi que la mise en place d'une cellule d'accompagnement dédiée dans les préfectures. Il indique également la nécessité d'ajouter au régime de travaux d'urgence dans les cours d'eau des travaux d'entretien visant à remédier à une inondation grave et minimiser les conséquences de nouvelles inondations. Il plaide enfin pour une procédure d'instruction simplifiée et accélérée de demandes d'interventions préventives dans les cours d'eau. Il demande à Madame La Ministre de la Transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques, quelles suites réglementaires elle entend donner à ces propositions essentielles pour l'avenir de nos concitoyens.

*Réponse.* – La nécessité de s'appuyer sur les bonnes pratiques en matière d'entretien de cours d'eau et de financement de la restauration des cours d'eau pour mieux prévenir les inondations est une priorité du ministère de la transition écologique et des agences de l'eau. Le ministère de la transition écologique a prévu dans sa feuille de route « entretien de cours d'eau » présentée au comité national de l'eau du 19 décembre 2024 d'élaborer un guide pédagogique visant à expliquer et diffuser la réglementation applicable à l'entretien des cours d'eau, en réponse à la recommandation n° 1 du rapport sénatorial (élaboré dans le cadre d'une mission d'information de contrôle relative aux inondations survenues en 2023 et au début de l'année 2024) cité et du rapport IGEDD-CGAAER sur les simplifications de l'entretien de cours d'eau (rapport n°015574-01 de la mission flash de l'IGEDD et du CGAAER de simplification du cadre législatif et réglementaire applicable à l'entretien des cours d'eau). Ce guide à l'attention des propriétaires riverains de cours d'eau et des collectivités exerçant la compétence GEMAPI rappellera les processus naturels structurant le fonctionnement des cours d'eau et apportera une clarification sur les textes applicables aux interventions dans les cours d'eau, notamment l'articulation des rubriques 3.2.1.0. et 3.3.5.0. de la nomenclature IOTA de la loi sur l'eau, et les grands principes et bonnes pratiques à respecter, de manière adaptée aux différents types et états d'altération des cours d'eau (cours d'eau de

plaine, torrentiels ou rectifiés en milieu agricole, en milieu urbain par exemple). Les interventions post-crues de court ou moyen terme y seront abordées. En parallèle de la rédaction de ce guide, d'autres documents synthétiques ou plus techniques sont envisagés. Sont également prévues des réflexions sur la modification des rubriques de la nomenclature IOTA de la loi sur l'eau permettant de faciliter les travaux de restauration ou d'entretien récurrents, devant être réalisés dans le respect du bon fonctionnement des cours d'eau et centrant les procédures les plus lourdes sur les travaux impactants ou réalisés hors nécessité d'entretien ou de désencombrement. Des réflexions ont également été menées pour simplifier des travaux de curage des plans d'eau en lit mineur de cours d'eau. Ils ont fait l'objet dès le début de cette année, d'une note de lecture simplificatrice sur les procédures applicables à droit constant. Un groupe de travail multi-acteurs du Comité national de l'eau est dédié à ces documents et réformes. En outre, le centre de ressources cours d'eau de l'Office français de la biodiversité diffuse des fiches à destination du public sur les bonnes pratiques en matière d'entretien et de restauration des cours d'eau (<https://professionnels.ofb.fr/node/151>). Une des deux principales causes de risque de non atteinte du bon état écologique des eaux de surface au titre de la directive-cadre sur l'eau (DCE) est l'altération hydromorphologique du cours d'eau : à ce titre, la restauration de l'hydromorphologie d'un cours d'eau (reméandrage, suppression d'obstacles) participe à la bonne fonctionnalité de cet écosystème, tout en prévenant le risque d'inondation.

### *Réforme des redevances des agences de l'eau*

**2183.** – 31 octobre 2024. – **Mme Pauline Martin** attire l'attention de **Mme la ministre de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques** sur la réforme des redevances des agences de l'eau. Le décret n° 2024-787 du 9 juillet 2024 portant modifications des dispositions relatives aux redevances des agences de l'eau introduit plusieurs réformes guidées par 3 objectifs : accroître les capacités financières des agences de l'eau, dans le cadre du déploiement du plan eau (augmentation de 19 % des recettes- plafond cible de 455 millions d'euros), rééquilibrer entre les différents usages les usagers domestiques finançant aujourd'hui 80 % des recettes, introduire des redevances incitatives en application du principe pollueur/payeur et préleveur/payeur. Au-delà des modifications des différentes redevances que prévoit d'appliquer progressivement ce décret dès 2025, il va entraîner une augmentation globale de ces redevances sans contrepartie pour les communes, hormis l'espoir bien souvent déçu d'obtenir un financement, avec la garantie d'une augmentation tarifaire pour les administrés. La création de redevance fondées sur la performance des réseaux, si elle peut être vertueuse, va sanctionner financièrement les collectivités afin d'alimenter la trésorerie des agences de l'eau qui ne le redistribuent qu'avec parcimonie. Cette hausse sera finalement autant de finances qui manqueront aux collectivités pour la rénovation de leur réseau. Elle demande donc à Madame la Ministre, quels barèmes seront donc appliqués afin que les collectivités puissent rénover les réseaux d'eau qui en ont besoin, ou si elle ne prévoit que des dispositifs sanctions à l'encontre des collectivités qui ne feront qu'aggraver leur situation financière déjà fragile.

*Réponse.* – Le Gouvernement est pleinement conscient des difficultés rencontrées par des collectivités pour assurer la rénovation et la sécurisation de leurs réseaux d'eau, dans un contexte marqué par le changement climatique et des besoins d'investissements parfois considérables. Les agences de l'eau ont pour mission d'accompagner ces collectivités. Elles mobilisent des aides techniques et financières importantes : subventions pour la rénovation des réseaux, lutte contre les pertes en eau, mise en conformité sanitaire, ou encore appui en ingénierie. Le Plan eau prévoit par ailleurs 180 Meuros supplémentaires chaque année pour renforcer ce soutien, en priorité au bénéfice des territoires les plus exposés. La réforme des redevances, entrée en vigueur le 1 janvier 2025, introduit des redevances de performance fondées sur l'efficacité des réseaux. Elle remplace une partie des anciens dispositifs uniformes par un mécanisme incitatif : il valorise les collectivités exemplaires et encourage la progression de toutes, sans instaurer de pénalités automatiques. Les sanctions réglementaires demeurent limitées et proportionnées, afin de garantir la sécurité sanitaire et la bonne gestion de la ressource. Enfin, les conditions d'éligibilité aux aides visent à garantir la pérennité des projets, tout en prévoyant des dérogations pour les territoires prioritaires ou fragiles. L'action du Gouvernement et des agences de l'eau repose ainsi sur un équilibre entre soutien financier, incitation à la performance et exigences de gestion durable, afin de permettre aux collectivités de moderniser leurs réseaux et d'assurer une distribution d'eau potable sécurisée.

### *Simplification des procédures d'entretien des cours d'eau face aux risques accrus d'inondation et de phénomènes climatiques*

**2314.** – 14 novembre 2024. – **Mme Patricia Demas** attire l'attention de **Mme la ministre de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques** sur la violence des phénomènes météorologiques, qui peuvent amener d'importantes quantités de matériaux sur un très court laps de temps qu'il

n'est à ce jour pas possible d'anticiper, et sur les contraintes juridiques imposées aux élus qui en ont la responsabilité. Ainsi après la tempête Alex en 2020, lors de la tempête Aline dans le département des Alpes-Maritimes, des lits sont remontés jusqu'à six mètres, dans des proportions qui ne pouvaient avoir été prévues. Aux termes de l'article L. 215-14 du code de l'environnement, le propriétaire riverain est tenu à un entretien régulier du cours d'eau. L'entretien régulier a pour objet de maintenir le cours d'eau dans son profil d'équilibre, de permettre l'écoulement naturel des eaux et de contribuer à son bon état écologique ou, le cas échéant, à son bon potentiel écologique, notamment par enlèvement des embâcles, débris et atterrissements, flottants ou non, par élagage ou recépage de la végétation des rives. Les modalités en sont précisées par décret en Conseil d'État. Dans la pratique, les collectivités sont tenues, dans l'accomplissement de ces obligations, de requérir des autorisations et déclarations préalables qui sont souvent difficiles et longues à obtenir. L'entretien de cours d'eau comprend notamment l'enlèvement d'embâcles ou de bouchons terreux. Pour prendre l'exemple particulier de l'embâcle qui est une accumulation naturelle de matériaux apportés par l'eau - il peut s'agir d'accumulation de branches mortes, de plantes aquatiques, de feuilles mortes, de sédiments, de bois flottés ou de déchets flottants - s'il n'est pas traité rapidement, l'embâcle peut générer un bouchon et bloquer le libre écoulement de l'eau. En cas de fortes pluies, il peut céder brutalement et générer des dommages sur les biens ou ouvrage en aval (pont, route...). La responsabilité de la collectivité peut être engagée. Or pour remplir leurs obligations, les élus doivent respecter des prescriptions très nombreuses, souvent liées à la nécessité de respecter l'environnement, des obligations qui peuvent paraître désormais inadaptées à la lumière des tempêtes récentes. Les aléas météo orange voire rouge de plus en plus fréquents imposent plus d'agilité et de réactivité, actuellement les embâcles s'accumulent dans l'attente d'instructions administratives contraignantes, ce qui accroît les risques de nouvelles catastrophes. Elle souhaiterait savoir si, après les épisodes de crue très graves qui viennent d'avoir lieu, et qui se répètent, le Gouvernement envisage des modifications à ce régime très contraint.

*Simplification des procédures d'entretien des cours d'eau face aux risques accrus d'inondation et de phénomènes climatiques*

**4694.** – 15 mai 2025. – **Mme Patricia Demas** rappelle à **Mme la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche** les termes de sa question n° 02314 sous le titre « Simplification des procédures d'entretien des cours d'eau face aux risques accrus d'inondation et de phénomènes climatiques », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

*Simplification de la réglementation relative à l'entretien des cours d'eau par les communes*

**4797.** – 22 mai 2025. – **M. Jean-Baptiste Lemoyne** appelle l'attention de **Mme la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche** sur l'impérieuse nécessité de simplifier la réglementation relative à l'entretien des cours d'eau par les communes. L'article L. 215-14 du code de l'environnement, dispose que le propriétaire riverain « est tenu à un entretien régulier du cours d'eau. L'entretien régulier a pour objet de maintenir le cours d'eau dans son profil d'équilibre, de permettre l'écoulement naturel des eaux et de contribuer à son bon état écologique ou, le cas échéant, à son bon potentiel écologique, notamment par enlèvement des embâcles, débris et atterrissements, flottants ou non, par élagage ou recépage de la végétation des rives. ». Par ailleurs, depuis la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, la compétence de gestion des milieux aquatiques est une compétence obligatoire des communes et de leurs groupements. Toutefois, en pratique, les élus locaux se trouvent parfois démunis et doivent composer avec des règles complexes. Dans certains cas, les syndicats de gestion des cours d'eau interdisent toute intervention, créant ainsi un climat d'incertitude pour les élus qui redoutent d'éventuelles contestations des services de l'État, notamment des directions départementales des territoires. Cette situation peut conduire au maintien d'éléments obstruants au niveau des ponts, ce qui peut avoir des conséquences significatives lors des épisodes de fortes pluies et de crues. Ainsi, il lui demande quelles mesures le Gouvernement entend prendre afin de renforcer l'accompagnement des élus dans ce domaine et leur donner un cadre réglementaire plus simple, plus lisible et plus opérationnel.

*Réponse.* – Le Gouvernement est pleinement conscient des préoccupations exprimées quant à l'entretien des cours d'eau et à son rôle dans la prévention des inondations. La sécurisation des territoires et la protection des populations exigent en effet d'agir à la fois sur l'aménagement, l'entretien régulier et la restauration écologique des rivières. L'ensemble de ces actions vise à rendre la réglementation plus lisible, à simplifier les démarches pour les collectivités et les riverains, et à diffuser les bonnes pratiques. L'objectif du Gouvernement est clair : prévenir plus efficacement les inondations en garantissant à la fois la sécurité des habitants et la résilience écologique de nos



cours d'eau. Le ministère a prévu dans sa feuille de route « entretien de cours d'eau » présentée au comité national de l'eau du 19 décembre 2024 d'élaborer un guide pédagogique visant à expliquer et diffuser la réglementation applicable à l'entretien des cours d'eau, en réponse à la recommandation n° 1 du rapport sénatorial élaboré dans le cadre d'une mission d'information de contrôle relative aux inondations survenues en 2023 et au début de l'année 2024 et du rapport IGEDD-CGAAER sur les simplifications de l'entretien de cours d'eau (rapport n° 015574-01 de la mission flash de l'IGEDD et du CGAAER de simplification du cadre législatif et réglementaire applicable à l'entretien des cours d'eau). Ce guide à l'attention des propriétaires riverains de cours d'eau et des collectivités exerçant la compétence GEMAPI, dont la finalisation est envisagée pour les semaines à venir, rappellera les processus naturels structurant le fonctionnement des cours d'eau et apportera une clarification sur les textes applicables aux interventions dans les cours d'eau, notamment l'articulation des rubriques 3.2.1.0. et 3.3.5.0. de la nomenclature IOTA de la loi sur l'eau, et les grands principes et bonnes pratiques à respecter, de manière adaptée aux différents types et états d'altération des cours d'eau : cours d'eau de plaine, torrentiels ou rectifiés en milieu agricole, en milieu urbain par exemple. Les interventions post-crues de court ou moyen terme y seront abordées. En parallèle de la rédaction de ce guide pédagogique, d'autres documents synthétiques ou plus techniques sont envisagés. Sont également prévues des réflexions sur la modification des rubriques de la nomenclature IOTA de la loi sur l'eau permettant de faciliter les travaux de restauration ou d'entretien récurrents, devant être réalisés dans le respect du bon fonctionnement des cours d'eau et centrant les procédures les plus lourdes sur les travaux impactants ou réalisés hors nécessité d'entretien ou de désencombrement. Des réflexions ont également été menées pour simplifier des travaux de curage des plans d'eau en lit mineur de cours d'eau. Ils ont fait l'objet dès le début de cette année, d'une note de lecture simplificatrice sur les procédures applicables à droit constant. Un groupe de travail multi-acteurs est formé au sein du Comité national de l'eau autour de ces documents et réformes. En outre, le centre de ressources cours d'eau de l'Office français de la biodiversité diffuse des fiches à destination du public sur les bonnes pratiques en matière d'entretien et de restauration des cours d'eau (<https://professionnels.ofb.fr/node/151>). Une des deux principales causes de risque de non atteinte du bon état écologique des eaux de surface au titre de la directive-cadre sur l'eau (DCE) est l'altération hydromorphologique du cours d'eau. À ce titre, la restauration de l'hydromorphologie d'un cours d'eau (reméandrage, suppression d'obstacles) participe à la bonne fonctionnalité de cet écosystème, tout en prévenant le risque d'inondation. L'ensemble de ces actions vise à rendre la réglementation plus lisible, à simplifier les démarches pour les collectivités et les riverains, et à diffuser les bonnes pratiques. L'objectif du Gouvernement est clair : prévenir plus efficacement les inondations en garantissant à la fois la sécurité des habitants et la résilience écologique de nos cours d'eau.

6240

### *Effets de la réforme des redevances de l'eau sur les jeunes agriculteurs des Alpes-Maritimes*

**4530.** – 8 mai 2025. – **M. Henri Leroy** interroge **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** sur les effets de la réforme des redevances de l'eau sur les jeunes agriculteurs des Alpes-Maritimes. Dans un département où une majorité d'exploitations sont contraintes d'utiliser l'eau potable pour leurs besoins agricoles, la réforme en cours conduit à une forte hausse du coût de l'eau, remettant en cause la pérennité de nombreuses structures, notamment en phase d'installation. Cette situation fragilise la dynamique de renouvellement des générations agricoles, entrave l'autonomie alimentaire des territoires et pénalise les exploitants en zone périurbaine, souvent privés d'accès aux réseaux d'irrigation traditionnels. Il lui demande si le Gouvernement envisage de mettre en place, à titre temporaire, un dispositif d'accompagnement financier ou une modulation de la redevance, afin de garantir l'égalité d'accès à l'eau pour les agriculteurs en fonction de leurs contraintes géographiques. – **Question transmise à Mme la ministre de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature.**

*Réponse.* – La mise en place de cette réforme résulte directement de la sécheresse historique de 2022, au cours de laquelle plus de 2000 collectivités ont connu des difficultés d'approvisionnement en eau potable. Cet épisode a révélé avec acuité la nécessité d'organiser la sobriété des usages, notamment pour l'eau potable, ressource vitale et limitée. C'est dans ce contexte qu'une évolution significative de la fiscalité de l'eau est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2025, instaurant une nouvelle redevance applicable au fait de consommer ou d'utiliser de l'eau potable. Cette réforme repose sur une assiette harmonisée : le volume facturé, quel que soit l'usage de l'eau, sans exonération ni plafonnement. Elle poursuit ainsi deux objectifs majeurs : un objectif d'équité, en alignant les conditions de contribution de l'ensemble des usagers et un objectif de signal-prix, incitant à une gestion plus sobre et plus responsable de l'eau potable. Le Gouvernement est pleinement conscient que cette réforme peut avoir des conséquences spécifiques pour certains exploitants agricoles, et tout particulièrement dans les territoires, comme les Alpes-Maritimes, où une part importante des exploitations n'a pas d'autre choix que de recourir à l'eau potable



pour l'irrigation, faute d'accès à des réseaux collectifs ou à des ressources alternatives. Cette situation est d'autant plus sensible pour les jeunes agriculteurs, dont les charges d'installation sont déjà élevées. C'est pourquoi des réflexions sont en cours, afin de tenir compte de la situation des exploitants qui n'ont aucune alternative à l'irrigation à partir d'eau potable. Plusieurs pistes d'accompagnement sont étudiées, incluant le soutien à la mise en place de solutions structurelles. Le Gouvernement reste donc pleinement mobilisé pour garantir que l'application de cette réforme, indispensable à la préservation de la ressource en eau, ne vienne pas freiner la dynamique de renouvellement des générations agricoles, ni compromettre la souveraineté alimentaire des territoires.

### *Financements de la défense des forêts contre les incendies*

4779. – 22 mai 2025. – **M. Laurent Burgoa** attire l'attention de **Mme la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche** sur les besoins accrus en financements à destination des collectivités territoriales dans le cadre de la défense des forêts contre les incendies (DFCI). À la suite des incendies majeurs survenus durant l'été 2022, une prise de conscience collective a permis une évolution législative en juillet 2023 et la mise en oeuvre de nouvelles démarches pour renforcer la prévention et les moyens de lutte contre les feux de forêts. Ces efforts, bien que notables, demeurent insuffisants au regard des risques croissants et de l'élargissement du périmètre géographique concerné par les menaces incendiaires. Plusieurs départements, auparavant non exposés, se retrouvent aujourd'hui confrontés à ces enjeux. Malgré l'implication de l'État via des appels à projets et le plan de relance en 2023 et 2024, les prévisions annoncent des événements catastrophiques à venir. La stratégie nationale DFCI en cours d'élaboration souligne l'ampleur des moyens nécessaires pour assurer la sécurité des populations, des biens et de l'environnement. Il est désormais avéré qu'un euro investi en prévention permet d'économiser 29 euros en coûts de lutte et de réparation post-sinistre. Ce ratio démontre la rentabilité et la pertinence d'un investissement massif en amont. Les communes, notamment rurales et à faibles moyens techniques et financiers, sont en première ligne, alors même qu'elles peinent à faire face aux besoins croissants. Le nombre de demandeurs d'aides financières est appelé à croître de façon exponentielle dans les mois et années à venir. Dans ce contexte, il souhaite savoir si l'appel à projets « Défense des forêts contre les incendies », lancé en juillet 2024 dans le cadre de la planification écologique, sera reconduit en 2025, si les auxiliaires de protection de la forêt méditerranéenne verront leurs moyens d'action renforcés pour accompagner efficacement les communes et enfin si le Gouvernement envisage une meilleure coordination et convergence des financements provenant des différents ministères concernés (ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire, ministère de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche, Intérieur), notamment pour soutenir des actions à double bénéfice : prévention des incendies et valorisation écologique, telles que la réouverture de milieux en bordure de pistes DFCI.

*Réponse.* – Les actions de prévention et défense contre les incendies contribuent par nature à la préservation des forêts et des habitats forestiers associés. L'articulation de ces mesures avec la protection de la faune et de la flore sauvages est également importante. En ce qui concerne les financements relatifs à la défense des forêts contre les incendies, ceux-ci relèvent du programme 149 du budget de l'Etat. Les moyens dédiés à la mission d'intérêt général de l'office national des forêts ayant cet objet ont été fortement renforcés en 2023 et 2024 et étendus à l'ensemble du territoire national. Ils sont depuis maintenant maintenus. Face à l'extension et l'intensification du risque et aux investissements indispensables qui en découleront pour adapter le territoire national, toutes les pistes de financement doivent pouvoir être mobilisées afin d'accompagner les collectivités dans les années à venir. En complément des moyens du ministère, la DFCI peut également être inscrite par les régions dans la déclinaison de la programmation européenne, en particulier le fonds européen agricole pour le développement rural. En particulier, dans le cadre du décroisement, les moyens de l'État relatifs aux pistes forestières relèvent désormais des régions.

## TRAVAIL ET SOLIDARITÉS

### *Désengagement de l'État des Parcours Emploi Compétences à la Réunion*

4022. – 3 avril 2025. – **Mme Viviane Malet** appelle l'attention de **Mme la ministre auprès du ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargée du travail et de l'emploi** sur les modalités de mise en oeuvre des Parcours Emploi Compétences (PEC) à La Réunion. Un arrêté préfectoral en date du 24 mars 2025 acte une baisse drastique du financement de ces contrats aidés, sans aucune concertation préalable, alors même qu'ils sont pourtant extrêmement importants pour ce territoire. La participation de l'État est portée de 60 à

43,3 % et la durée des contrats descend à six mois seulement. Ce dispositif est essentiel pour l'insertion sociale, l'accès à l'emploi et la continuité des services publics de proximité dans ce département frappé par un chômage endémique et une grande fragilité sociale. Cette décision, qui méconnaît le rôle et l'impact de ces PEC sur la cohésion sociale de l'île, est d'autant plus incompréhensible qu'elle intervient quelques semaines après l'épreuve tragique du cyclone Garance, dont les réunionnaises et les réunionnais peinent à se relever. Elle risque de créer une situation explosive, et appelle, de la part du Gouvernement, une réponse immédiate, en adéquation avec les réalités locales. Aussi, elle la prie de lui indiquer quelles actions le Gouvernement compte initier sur le sujet, afin de continuer à encourager ceux qui veulent retrouver une place au sein de la société alors qu'ils sont éloignés de l'emploi. – **Question transmise à M. le ministre du travail et des solidarités.**

*Réponse.* – Une étude de la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (DARES) a montré que les contrats aidés du secteur non-marchand ne semblaient pas augmenter la probabilité d'être en emploi non aidé à l'issue du contrat à moyen terme. Dans un contexte de contrainte forte sur nos finances publiques, il convient ainsi de limiter les effets d'aubaine des Parcours emploi compétences (PEC) en particulier dans le secteur non marchand et de le recentrer vers les personnes les plus éloignées de l'emploi et les employeurs les plus insérants. C'est pourquoi la circulaire N° DGEFP/MIP/METH/MPP/2025/41 du 4 avril 2025 relative au fonds d'inclusion dans l'emploi en faveur des personnes les plus éloignées du marché du travail (parcours emploi compétences, contrats initiative emploi, insertion par l'activité économique, entreprises adaptées, entreprises adaptées de travail temporaire, groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification) a prévu pour 2025 une enveloppe équivalant au financement de 32 000 PEC, en diminution par rapport à l'année précédente. Cette baisse s'accompagne d'un ajustement des paramètres de prise en charge. La Réunion a bénéficié d'un abondement exceptionnel du ministère des Outre-mer en 2025, pour financer des PEC à la suite du passage du cyclone Garance. En 2025, la Réunion représente 28 % de l'ensemble de l'enveloppe financière allouée aux contrats aidés en France (métropolitaine et ultra-marine) contre 18 % en 2024, et ce malgré des taux d'insertion en sortie de parcours inférieurs à la moyenne nationale : 22 % pour la Réunion, contre 54 % en moyenne pour la France entière en 2023. Dans le cadre des enveloppes financières notifiées aux régions, les préfets sont invités à construire des stratégies territoriales de ciblage, en lien avec les prescripteurs que sont France Travail, les missions locales, les Cap Emploi et les conseils départementaux. Ils conservent ainsi la latitude de programmer des PEC ou des contrats initiative emploi, en modulant les paramètres et le fléchage d'un public prioritaire selon les besoins de leur territoire. Ces stratégies peuvent prévoir des priorisations adaptées là où cela est pertinent au regard des besoins locaux et des capacités d'accompagnement. Enfin, une plus grande marge de manoeuvre est octroyée aux préfets pour répartir leurs crédits d'insertion entre entreprises adaptées, structures d'insertion par l'activité économique et contrats aidés. Cette capacité de pilotage territorial doit permettre une meilleure adaptation aux réalités de terrain et aux priorités locales, en cohérence avec les orientations de la loi pour le plein emploi.

### *Exclusion des crèches de la branche de l'aide à domicile du bonus « attractivité »*

**5992.** – 21 août 2025. – **M. Jean-Michel Arnaud** attire l'attention de **Mme la ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles** sur l'exclusion des crèches de la branche de l'aide à domicile du bonus « attractivité », mis en place pour soutenir les revalorisations salariales des professionnels de la petite enfance. Le 5 mars 2024, le Gouvernement annonçait un accompagnement financier de la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF) pour les revalorisations salariales mises en oeuvre dans les branches professionnelles du secteur de la petite enfance, dans le cadre de la convention d'objectifs et de gestion 2023-2027. Dans un contexte marqué par des besoins croissants des familles, mais aussi des difficultés de recrutement impactant la qualité de l'accueil en crèche, cette mesure essentielle vise à répondre aux enjeux d'attractivité des professions concernées et soutenir le développement de nos enfants. Toutefois, les critères d'éligibilité au bonus « attractivité », fixés par le Gouvernement et la CNAF, ne permettent pas à la branche de l'aide, de l'accompagnement, des soins et des services à domicile, de bénéficier de ce dispositif structurant. Alors que cette branche a anticipé ces problématiques d'attractivité et déployé depuis 2021 des revalorisations salariales bien supérieures au seuil de 150 euros nets dans le cadre de cinq avenants, celles-ci ne sont pas éligibles au bonus car appliquées avant le 1<sup>er</sup> janvier 2024. Cette décision est préjudiciable et incohérente à plus d'un titre. Elle va tout d'abord à l'encontre de l'objectif affiché du Gouvernement de création du service public de la petite enfance, la branche de l'aide à domicile regroupant près d'une centaine de crèches en prestation de service unique (PSU) représentant environ 1 600 places, dont une part significative sont implantées en zones rurales où elles constituent la seule solution d'accueil collectif. Ensuite avec le nécessaire mouvement de responsabilisation des acteurs, les structures, qui ont pourtant anticipé les attentes de l'État et agi tôt pour renforcer l'attractivité des métiers de la petite enfance, se retrouvent aujourd'hui durement

pénalisées. Au moment où le Gouvernement prévoit la création de 200 000 places en crèche d'ici à 2030 pour couvrir l'ensemble des besoins, une dérogation exceptionnelle à ces critères pourrait être envisagée pour la convention collective de la branche de l'aide à domicile, dont les professionnels jouant un rôle primordial auprès des familles, notamment pour le développement de nos futurs concitoyens partout sur le territoire. Aussi, il souhaite connaître la position du Gouvernement face cette situation. – **Question transmise à M. le ministre du travail et des solidarités.**

*Réponse.* – Le renforcement de l'attractivité des métiers de la petite enfance dans l'optique de lutter contre la pénurie de professionnels est une des priorités de la convention d'objectifs et de gestion 2023-2027 signée entre l'Etat et la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF). En mars 2024, un accompagnement financier des revalorisations salariales des professionnels de la petite enfance, sous la forme d'une compensation appelée bonus, a ainsi été annoncé. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024, ce bonus "attractivité" est versé, sans rétroactivité, aux partenaires gestionnaires de crèches financées par la prestation de service unique qui revalorisent le niveau des rémunérations soit dans le cadre des conventions collectives nationales pour le secteur privé, soit dans le cadre du régime indemnitaire pour les collectivités territoriales. Pour être éligible, dans le secteur privé, l'accord de revalorisation doit respecter trois critères qui font l'objet d'un avis du comité de pilotage ministériel : dès 2024, un critère relatif aux revalorisations salariales (revalorisations au moins égales en moyenne à 150 euros nets) puis à compter de 2025, un critère relatif aux emplois repères et au non-tassement des grilles. Dans le cas où la branche professionnelle aurait négocié et mis en place ces revalorisations avant 2024, elle n'est pas éligible au bonus. La branche de l'aide, de l'accompagnement, des soins et des services à domicile se trouve dans cette situation. Si elle a en effet procédé, dès 2021, à des revalorisations salariales au travers de cinq avenants, quatre ont pris effet avant le 1<sup>er</sup> janvier 2024. Seul l'avenant 61/2023 est entré en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2024. Or, ce dernier présente une augmentation salariale inférieure au minimum attendu et ne concerne qu'une partie seulement des professionnels éligibles. A ce jour, la branche n'a pas négocié et transmis de nouvel avenant permettant d'atteindre le montant moyen de 150 euros nets mensuels. Dans le cadre des revalorisations antérieures à 2024, elle a cependant été accompagnée dans la mise en oeuvre de l'avenant 43/2020 relatif aux emplois et rémunérations. La mise en oeuvre de ce dernier, qui a eu des conséquences sur les charges globales des structures, a conduit la branche famille à mettre en place un accompagnement méthodologique et financier en direction des établissements d'accueil du jeune enfant ce qui a permis à 60 % des structures concernées de recevoir une subvention versée par les caisses d'allocations familiales. Le Gouvernement ne peut que saluer les initiatives prises en parallèle des mesures nationales et qui s'inscrivent en soutien à la création de places, à la qualité de l'accueil et à l'attractivité des métiers de la petite enfance. Néanmoins, les critères mis en place pour le versement du bonus "attractivité" répondent à des enjeux de sécurité juridique et financière. Une dérogation aux critères n'est donc pas envisageable. Néanmoins, dans le cas où des difficultés subsistent, y compris en cas de non-éligibilité au bonus, les structures peuvent se tourner vers les fonds de la CNAF et notamment le fonds « publics et territoires » qui comprend un axe spécifique dédié au soutien aux structures présentant des fragilités économiques.

6243

## VILLE ET LOGEMENT

### *Diagnostic des champignons lignivores lors de transactions immobilières*

**3476.** – 27 février 2025. – **M. Christian Bruyen** interroge **Mme la ministre auprès du ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, chargée du logement** au sujet du diagnostic immobilier relatif à la détection d'agents de dégradation biologique. Actuellement, lors d'une vente immobilière, les départements où un arrêté plein ou partiel de lutte contre les termites et autres insectes xylophages a été publié, un diagnostic doit obligatoirement être réalisé par un professionnel certifié. À l'occasion de ce diagnostic, un repérage de champignons lignivores permet de détecter des infestations d'agents biologiques, notamment la mérule. Pourtant, ce diagnostic n'a qu'un caractère informatif laissant les vendeurs ou les notaires libres de faire réaliser un état parasitaire complémentaire sur l'état du bâti mais qui, n'étant pas obligatoire, est généralement peu suivi d'effet. Or, en mars dernier, le Centre d'études et d'expertises sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema) a publié une étude sur la mérule qui met en lumière une quasi absence d'arrêtés préfectoraux portant délimitation des zones de présence d'un risque de mérule. Et cela depuis 2014, année de la prise en compte de ce parasite par les pouvoirs publics au travers de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (loi ALUR). Cette cartographie interroge les professionnels du logement, que ce soit les agents immobiliers, les diagnostiqueurs ou les professionnels du bâtiment, qui constatent un paradoxe entre une inquiétante réalité des biens identifiés sur le marché et une donnée, que l'on peut ainsi

qualifier de "faussée". Au regard de la volatilité de la mэрule et de ses conséquences très négatives sur le bâti, une détection dans un logement doit être déclarée dans le mois en mairie afin de pouvoir prendre les mesures de voisinage nécessaires, tant préventives que curatives. Il demande au ministre s'il entend modifier le diagnostic dit "termite" afin de rendre la détection de la mэрule plus opérante, ou s'il entend rendre obligatoire l'information au préfet de département de la détection de mэрule par les maires, afin de mieux lutter contre ce fléau. – **Question transmise à M. le ministre de la ville et du logement.**

*Réponse.* – Le développement de la mэрule a lieu sous certaines conditions (humidité, température et luminosité), suite à un défaut de conception, un incident, un manque d'entretien du bâtiment ou à des travaux inadaptés. Pour prévenir ce phénomène, il revient aux occupants et aux propriétaires de respecter le fonctionnement du bâti vis-à-vis de l'humidité, dans le cadre d'une occupation quotidienne, et de surveiller et d'entretenir régulièrement le bâtiment et ses abords. Lors de travaux de rénovation ou de réhabilitation, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre doivent veiller à la prise en compte de toute source d'humidité et éviter les travaux ne respectant pas l'équilibre constructif du bâtiment ou ne permettant pas l'évaporation de l'eau. Une attention particulière doit être portée au renouvellement suffisant de l'air. La propagation de la mэрule a lieu dans les zones et matériaux où la teneur en eau est anormale, à la différence des termites qui vivent en colonie et se propagent de proche en proche. Des dispositifs visant à informer et prévenir de ce risque mэрule existent d'ores et déjà. Ainsi, le cadre législatif issu de la loi ALUR du 24 mars 2014 a institué la mise en place d'un dispositif de remontée d'information sur le risque mэрule (cf. articles L. 126-5, L. 126-25 et L. 131-3 du code de la construction et de l'habitation). Les dispositions prévoient que l'occupant du bâtiment, et à défaut le propriétaire, informe la mairie de la présence de mэрule (article L. 126-5 : information sur la présence de mэрule dans le bâtiment) et ainsi que la mise en place d'un système de zonage (article L. 131-3 : arrêté préfectoral de zonage de présence d'un risque de mэрule). Les maires, informés par les occupants ou le propriétaire d'un immeuble de la présence d'un foyer de mэрule dans celui-ci, doivent ainsi veiller à relayer l'information sans délai à la préfecture du département, sous peine d'être susceptibles d'être poursuivis à leur tour pour ne pas avoir respecté les dispositions prévues par la loi. Par ailleurs, l'article L. 126-25 prévoit une information en cas de vente d'un bâtiment situé dans une zone de présence d'un risque de mэрule, définie par arrêté, qui figure dans le dossier de diagnostic technique fourni lors de la vente (cf article L. 271-4 du CCH). Il convient de noter, d'une part, que le diagnostic termites et l'information mэрule dans les zones concernées constituent deux documents distincts et, d'autre part, que l'article L. 271-6 impose le recours à un diagnostiqueur pour le diagnostic termites mais pas pour l'information mэрule. En conséquence, même si des diagnostiqueurs peuvent proposer à leurs clients la réalisation d'un état sur la présence de mэрules, la loi n'oblige pas à réaliser un tel diagnostic. En outre, il convient de rappeler qu'en cas de vente immobilière, la jurisprudence actuelle reconnaît la responsabilité du propriétaire, ainsi que celle des intermédiaires professionnels (agent immobilier, diagnostiqueur, notaire) dans le cadre de leur domaine respectif, en cas de dissimulation d'information ou de manquement à leurs obligations. Chacun est tenu au devoir d'information ou de conseil s'il a connaissance de la situation du bien vis-à-vis de la mэрule, sous peine d'être jugé en responsabilité et condamné à des sanctions financières. Enfin, outre le cadre législatif, des informations sur les moyens de prévenir et de lutter contre une infestation de mэрule dans une construction sont disponibles sur les sites internet des préfectures et du ministère chargé du logement, avec la mise à disposition de guides tel que celui écrit en partenariat avec l'agence nationale de l'habitat (Anah) "Prévention et lutte contre les mэрules dans l'habitat - Recommandations pour une réhabilitation durable".

6244

*Difficultés rencontrées par les victimes de violences conjugales dans leurs démarches de relogement au sein du parc social*

**4909.** – 29 mai 2025. – **M. David Margueritte** appelle l'attention de **Mme la ministre auprès du ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, chargée du logement** sur les difficultés rencontrées par les victimes de violences conjugales dans leurs démarches de relogement, notamment au sein du parc social. La lutte contre les violences faites aux femmes constitue une priorité nationale. Pourtant, lorsqu'une victime parvient à quitter le domicile conjugal, elle se trouve souvent confrontée à des obstacles administratifs, qui rendent son relogement complexe, voire impossible. L'un des principaux freins réside dans l'obligation de justifier sa situation pour bénéficier d'un accès prioritaire à un logement social. L'arrêté du 20 avril 2023, modifiant celui du 22 décembre 2020 relatif au formulaire de demande de logement locatif social et aux pièces justificatives à fournir, a constitué une avancée importante. Il permet désormais aux victimes de violences conjugales de produire un document établi par un travailleur social ou une association, en lieu et place du seul récépissé de dépôt de plainte, pour attester de leur situation. Cette évolution facilite leur accès au logement social, en tenant compte de la réalité

de leur parcours. Cependant, cette mesure reste partiellement inopérante. En effet, l'article L.441-1 du code de la construction et de l'habitation ne reconnaît actuellement que le récépissé de dépôt de plainte pour permettre l'individualisation des ressources dans le cadre d'une demande de logement social. Par conséquent, les revenus du conjoint violent continuent d'être pris en compte dans l'évaluation de la situation de la victime. Cela fausse l'appréciation de sa réalité financière, empêche qu'elle soit reconnue comme prioritaire et constitue un frein majeur à son accès autonome à un logement sécurisé. Cette incohérence entre les conditions d'accès au logement social et les règles relatives à l'individualisation des ressources contribue à maintenir certaines victimes dans le domicile conjugal, exposées à de nouveaux risques. Dans ce contexte, il souhaite savoir si le Gouvernement entend faire évoluer la législation afin d'harmoniser les pièces justificatives acceptées pour l'individualisation des ressources avec celles désormais admises pour attester d'une situation de violences conjugales dans une demande de logement social. – **Question transmise à M. le ministre de la ville et du logement.**

*Réponse.* – Dans le cadre de la lutte contre les violences conjugales, la décohabitation est une étape décisive pour assurer une sortie rapide d'une situation de danger. Dans ce cas, pour que les seuls revenus de la victime puissent être pris en compte, la demande doit être accompagnée de l'une des pièces suivantes : une ordonnance de protection délivrée par le juge aux affaires familiales en application du titre XIV du livre Ier du code civil en cas de situation d'urgence ; ou la production du récépissé du dépôt d'une plainte par la victime en cas de violence au sein du couple pour les personnes mariées, liées par un pacte civil de solidarité ou vivant maritalement. Toutefois, en raison de l'urgence et de la complexité de la situation, ces documents ne sont pas toujours fournis en première intention. Il peut alors être demandé, pour attester de la situation de violence, un document établi par un travailleur social ou une association. Ce dernier document a été ajouté en 2023 dans l'arrêté modifié du 22 décembre 2020 relatif au nouveau formulaire de demande de logement locatif social et aux pièces justificatives fournies pour l'instruction de la demande de logement locatif social. Il constitue un élément clef pour appréhender la situation de la personne victime de violence et permettre à la victime d'entamer des démarches pour obtenir un logement social. De même, il permet au bailleur de commencer à prendre en compte cette situation dans l'instruction de la demande. Dans son avis du 30 janvier 2024, le Haut conseil du travail social a considéré que cette attestation, qui fait suite à une évaluation professionnelle réalisée par un travailleur social, peut appuyer la décision du juge qui souhaite prendre une ordonnance de protection ou permet d'étayer un dépôt de plainte. En outre, il est à noter qu'à ce jour, depuis la mise en place de cette attestation, aucune difficulté n'a été signalée. Pour faciliter la prise en compte de telles situations, le groupement d'intérêt public qui gère le système national d'enregistrement de la demande (GIP SNE) récupère auprès de la DGFIP le revenu fiscal de référence du demandeur de l'année N-1 et projette, d'ici la fin de l'année 2025, de récupérer les revenus mensuels et les montants des prestations sociales perçus par le demandeur. Cela permettra de refléter davantage la situation économique et financière des demandeurs de logement social. Enfin, à l'occasion de la Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, Aurore Bergé, ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations, Marie-Pierre Vedrenne, ministre déléguée auprès du ministre de l'Intérieur et Vincent Jeanbrun, ministre de la Ville et du Logement, ont signé une circulaire adressée aux préfets pour améliorer en profondeur la prise en charge des femmes victimes de violences qui prévoit notamment de renforcer : - l'accès immédiat à un hébergement d'urgence sécurisé : sans attendre, même si les services habituels sont indisponibles ; - la coordination des acteurs : chaque département devra mettre en place un protocole clair, du repérage au relogement ; - la protection sur le long terme : des logements sociaux seront prioritairement attribués aux femmes victimes de violences ; - la sécurité et l'accompagnement dans les structures : non-mixité, vidéosurveillance, accompagnement spécialisé, soutien aux enfants co-victimes.